



**« CONSERVATION DES ÉCOSYSTÈMES ET GESTION DES
RESSOURCES EN EAU INTERNATIONALES DE L'UNION DU
FLEUVE MANO ».**

**Programme d'Action Stratégique des Bassins de l'Union du
Fleuve Mano
CAVALLA, MAKONA, LITTLE & GREAT SCARCIES AND MANO**

PROJET FEM ID 4953

MARS 2024

Approbation Ministérielle du Programme d'Action Stratégique **Pour la Région de l'Union du Fleuve Mano**

MINISTERE DES EAUX ET FORETS

REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union – Discipline – Travail

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT, DU
DEVELOPPEMENT DURABLE ET DE LA
TRANSITION ECOLOGIQUE

COMMUNICATION EN CONSEIL DES MINISTRES

**Objet : Endossement et signature du Programme d'Actions Stratégiques (PAS) du Projet
FEM – MANO**

L'Union du Fleuve Mano (UFM) couvre quatre (04) pays à savoir la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone. Cette institution vise à promouvoir la coopération régionale et l'intégration économique dans les domaines du commerce, de l'industrie, des transports et des télécommunications, de l'agriculture, des ressources naturelles et des affaires monétaires et financières. Au niveau des ressources naturelles, l'UFM dispose d'importantes réserves d'eau souterraine et de surface, qui alimentent l'Afrique de l'Ouest, à travers de nombreux fleuves transfrontaliers dont le Cavally, le Sassandra et le Nuon qui irriguent le territoire ivoirien.

Face aux diverses menaces observées sur les ressources naturelles notamment les ressources en eau, sols, aires protégées le projet FEM-UFM « Conservation des écosystèmes et gestion des ressources en eau internationales» financé à hauteur de 6,970,000 de dollars américains (USD) à travers un Don du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), a été initié en 2012 sous la houlette de la Banque Africaine de Développement, pour ensuite être transféré à l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) qui, depuis 2017 a assuré la mise en œuvre.

Approuvé en juillet 2016 par le Gouvernement ivoirien, le projet a démarré en Côte d'Ivoire en mars 2018 et a pris fin en décembre 2023. Les principales activités menées ont concerné les régions du Tonpki, du Cavally, de la Nawa et de San-pedro.

Les principaux acquis du projet sont : i) des Comités Consultatifs Locaux de Guiglo (eau) et de Danané (réserve intégrale du mont Nimba) créés ; ii) cinq études techniques réalisées; iii) des parties prenantes : administration, secteur privé, ONG formées pour la restauration et la protection des ressources naturelles ; iv) un Comité national de Gestion du Bassin hydrologique du Cavally et un Comité transfrontalier mis en place ; v) un reboisement de 5 000 plants à Gbapleu (département de Danané) réalisé ; vi) une Analyse Diagnostique Transfrontalière (ADT) des bassins du Cavally et du Nuon élaborée ; vii) une vision partagée adoptée pour la gestion concertée des ressources naturelles ; viii) un Programme d' Actions Stratégiques (PAS) assorti de son Plan d'Investissement (PI) élaborés.

Au niveau régional, l'acquis majeur concerne l'élaboration de l'ADT et le PAS assorti du PI de quatre (04) bassins transfrontaliers prioritaires qui sont :

- i. Bassin du fleuve Moa/Makona, avec une superficie de 19 500 km² partagée par la Guinée (43%), le Libéria (9%) et la Sierra Leone (48%) ;
- ii. Bassin du fleuve Cavally avec 29 400 km² partagés par la Côte d'Ivoire (54%), la Guinée (5%) et le Libéria (41%).
- iii. Bassins du fleuve Kolenté/Kabba avec 26 300 km² partagés par la Guinée (66%) et la Sierra Leone (34%);
- iv. Bassin du fleuve Mano avec 7700 km² partagés par la Guinée (0,5%), le Libéria (75%) et la Sierra Leone (24,5%).

L'ADT a identifié sept (07) problèmes transfrontaliers dont quatre (04) jugés prioritaires et trois (03) transversaux :

- **problèmes prioritaires :**
 - 1) Déforestation et dégradation des forêts ;
 - 2) Dégradation de la qualité de l'eau ;
 - 3) Perte de biodiversité ;
 - 4) Érosion des sols et dégradation des terres et des berges ;
- **problèmes transversaux :**
 - 5) Changement et variabilité climatiques ;
 - 6) Les vulnérabilités des couches sociales, en particulier le genre ;
 - 7) Gouvernance des ressources naturelles.

Le PAS a mis l'accent sur la conservation et l'utilisation durable des ressources pour l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) dans les États membres de l'UFM et a établi une vision qui s'articule autour de quatre (4) objectifs à long terme de qualité de l'environnement (OLTQE), ainsi que de quatre (4) objectifs transversaux et de sept (7) objectifs spécifiques. Tous ces objectifs sont répartis en **90 actions** stratégiques réparties en **253 activités** évaluées à **140,287,200 USD soit environ 34 032 032 800 FCFA**. Il comporte quatre (04) phases de plans quinquennaux et s'étale sur un horizon de vingt (20) ans et sera mis en œuvre par la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone, avec le soutien de l'UFM et de ses partenaires.

Ce document est la première initiative régionale de l'UFM en vue d'une meilleure gestion des forêts transfrontalières, des aires protégées partagées et des ressources en eau de surface et souterraine des quatre (04) bassins transfrontaliers retenus. Il permettra de renforcer les actions collectives pour la sécurité de l'eau, la sécurité alimentaire, la protection de la santé humaine et des écosystèmes, la résilience au changement climatique et divers avantages socio-économiques essentiels.

Le Comité Régional de Pilotage (CRP), organe politique dudit projet qui a tenu sa dernière réunion, du 18 au 19 décembre 2023 à Grand Bassam (Côte d'Ivoire), a recommandé l'endossement et la signature du PAS par tous les pays de l'UFM à

Au niveau régional, l'acquis majeur concerne l'élaboration de l'ADT et le PAS assorti du PI de quatre (04) bassins transfrontaliers prioritaires qui sont :

- i. Bassin du fleuve Moa/Makona, avec une superficie de 19 500 km² partagée par la Guinée (43%), le Libéria (9%) et la Sierra Leone (48%) ;
- ii. Bassin du fleuve Cavally avec 29 400 km² partagés par la Côte d'Ivoire (54%), la Guinée (5%) et le Libéria (41%).
- iii. Bassins du fleuve Kolenté/Kabba avec 26 300 km² partagés par la Guinée (66%) et la Sierra Leone (34%);
- iv. Bassin du fleuve Mano avec 7700 km² partagés par la Guinée (0,5%), le Libéria (75%) et la Sierra Leone (24,5%).

L'ADT a identifié sept (07) problèmes transfrontaliers dont quatre (04) jugés prioritaires et trois (03) transversaux :

- **problèmes prioritaires :**
 - 1) Déforestation et dégradation des forêts ;
 - 2) Dégradation de la qualité de l'eau ;
 - 3) Perte de biodiversité ;
 - 4) Érosion des sols et dégradation des terres et des berges ;
- **problèmes transversaux :**
 - 5) Changement et variabilité climatiques ;
 - 6) Les vulnérabilités des couches sociales, en particulier le genre ;
 - 7) Gouvernance des ressources naturelles.

Le PAS a mis l'accent sur la conservation et l'utilisation durable des ressources pour l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) dans les États membres de l'UFM et a établi une vision qui s'articule autour de quatre (4) objectifs à long terme de qualité de l'environnement (OLTQE), ainsi que de quatre (4) objectifs transversaux et de sept (7) objectifs spécifiques. Tous ces objectifs sont répartis en **90 actions** stratégiques réparties en **253 activités** évaluées à **140,287,200 USD soit environ 34 032 032 800 FCFA**. Il comporte quatre (04) phases de plans quinquennaux et s'étale sur un horizon de vingt (20) ans et sera mis en œuvre par la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone, avec le soutien de l'UFM et de ses partenaires.

Ce document est la première initiative régionale de l'UFM en vue d'une meilleure gestion des forêts transfrontalières, des aires protégées partagées et des ressources en eau de surface et souterraine des quatre (04) bassins transfrontaliers retenus. Il permettra de renforcer les actions collectives pour la sécurité de l'eau, la sécurité alimentaire, la protection de la santé humaine et des écosystèmes, la résilience au changement climatique et divers avantages socio-économiques essentiels.

Le Comité Régional de Pilotage (CRP), organe politique dudit projet qui a tenu sa dernière réunion, du 18 au 19 décembre 2023 à Grand Bassam (Côte d'Ivoire), a recommandé l'endossement et la signature du PAS par tous les pays de l'UFM à

travers les Ministères en charge des ressources en eau, de l'environnement, des aires protégées, du développement durable et du changement climatique impliqués dans le projet, en prélude à l'organisation de réunion des bailleurs de fonds prévue pour le financement du programme sous l'égide de l'UFM.

L'autorisation du Gouvernement est sollicitée pour l'endossement et la signature du programme d'actions stratégiques (PAS) du Projet FEM-MANO par le Ministre des Eaux et Forêts et le Ministre de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique.

Telle est l'économie de la présente communication soumise à l'approbation du Conseil des Ministres.

Le Ministre de l'Environnement,
du Développement Durable
et de la Transition Ecologique



ASSAHORE Konan Jacques

Le Ministre des Eaux et Forêts





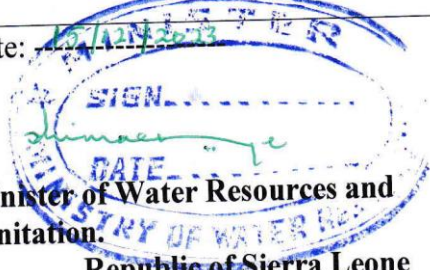

Laurent TCHAGBA

Approbation Ministérielle du Programme d'Action Stratégique Pour la Région de l'Union du Fleuve Mano

Date : Le ----- Ministre des Eaux et Forêts République de Côte d'Ivoire	Date : Le ----- Ministre de l'Environnement et du Développement Durable République de Côte d'Ivoire
---	---

Date : Le <u>26/1/24</u>  Ministre de l'Environnement et du Développement Durable République de Guinée	Date : Le <u>20/01/24</u>  Ministre de l'Energie, de l'Hydraulique et Des Hydrocarbures République de Guinée
---	--

Date: <u>Jan 11, 2024</u>  Hon. Gesler E. Murray Minister of Mines and Energy Republic of Liberia	Date: <u>Jan 11, 2024</u>  Hon. C. Mike Doryen Managing Director Forestry Development Authority Republic of Liberia
---	--

Date: <u>15/12/2023</u>  Minister of Water Resources and Sanitation. Republic of Sierra Leone	Date: <u>06/02/24</u>  Minister of the Environment and Climate Change. Republic of Sierra Leone
---	--

Préface

Ce Programme d'Action Stratégique (PAS) est la première initiative régionale de l'Union du fleuve Mano (UFM) qui identifie et traite les problèmes qui menacent la santé et la productivité de quatre forêts transfrontalières, y compris les aires protégées et quatre bassins fluviaux transfrontaliers. Ces forêts transfrontalières, zones protégées et bassins fluviaux sont des atouts essentiels et vitaux qui fournissent une gamme de services écosystémiques soutenant la sécurité environnementale et le développement socio-économique des États membres de l'UFM. Ce Programme d'Action Stratégique met l'accent sur la conservation et l'utilisation durable de ces biens en tant que contribution à la mise en œuvre des objectifs de développement durable dans les États membres de l'UFM.

Étant donné que le développement durable des bassins et les questions actuelles de sécurité de l'eau ne peuvent être abordés que dans des perspectives à long terme, le PAS sera mis en œuvre sur une période de vingt ans, avec quatre phases de plans quinquennaux. Le Programme d'Action Stratégique sera mis en œuvre grâce à la coopération entre les gouvernements de la Côte d'Ivoire, de la Guinée, du Libéria et de la Sierra Leone, avec la collaboration de toutes les parties prenantes locales et nationales et du Secrétariat de l'UFM. Ce PAS définit une vision et sept objectifs stratégiques à long terme en matière de qualité de l'environnement (OLTQE). Ceux-ci serviront de guide à toutes les parties prenantes concernées et renforceront les actions collectives visant à contribuer à la sécurité en eau, à la sécurité alimentaire, à la protection de la santé humaine et des écosystèmes, ainsi que les actions visant à s'adapter et à accroître la résilience au changement climatique et à fournir d'autres avantages socio-économiques essentiels.

Compte tenu de l'importance cruciale des forêts, des aires protégées, de la biodiversité et des écosystèmes des zones humides des quatre bassins fluviaux cibles, ce PAS est soumis au Conseil des Ministres de l'UFM et de toutes les autorités locales et nationales pour leur considération et soutien.

Il est hautement souhaité que ce Programme d'Action Stratégique et le Plan d'Investissement qui l'accompagne trouvent un écho favorable et un soutien sans faille auprès de tous les pays membres de l'UFM et du Secrétariat de l'UFM. Un appui politique est indispensable pour avoir l'engagement des décideurs nationaux et locaux et les appuis techniques et financiers auprès des partenaires multilatéraux et bilatéraux, ainsi que le secteur privé. La mise en œuvre de ce PAS pourrait alors apporter une contribution significative aux efforts déployés pour la réalisation des Objectifs du Développement Durable qui vont donner aux populations de meilleures conditions de vie par une utilisation durable de leurs ressources naturelles fournies par les Forêts, les Aires Protégées et les bassins fluviaux de l'UFM. Par ailleurs, les écosystèmes forestiers sont d'une importance mondiale par leur faculté de séquestration et de réduction des émissions de carbone d'une part et parce qu'ils constituent des niches d'une biodiversité d'intérêt pour les populations locales ainsi que pour l'humanité.

Sous la supervision générale de l'Union du Fleuve Mano, ce PAS possède un grand potentiel pour façonner positivement l'avenir des ressources naturelles, la santé et la productivité de l'environnement, et le développement socio-économique pour les générations présentes et futures.

Remerciements

Ce Programme d'Action Stratégique pour l'Union du fleuve Mano est le résultat d'un processus hautement participatif. Tous les représentants des parties prenantes aux niveaux local, national, des quatre bassins et de la région, ont pleinement contribué au processus menant à ce PAS. Tous les représentants des institutions et organisations concernées ont donné de leur temps et apporté leur expertise, leurs connaissances et leur expérience pour enrichir le processus de consultation et les produits qui ont été exploités pour élaborer ce PAS.

L'Union du fleuve Mano tient à exprimer sa sincère gratitude à tous ceux qui ont contribué à ce processus, y compris les réviseurs techniques locaux, nationaux et régionaux, les points focaux, les coordonnateurs nationaux de projet, toutes les parties prenantes et les consultants.

La production de ce PAS n'aurait pas été possible sans la précieuse contribution d'une expertise multidisciplinaire ainsi que les processus d'examen rigoureux des équipes nationales de Côte d'Ivoire, de Guinée, du Libéria, de Sierra Leone et des réviseurs techniques régionaux de l'UFM et de l'UICN.

Le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), par l'intermédiaire de l'UICN, a apporté une contribution financière très importante au processus du PAS.

L'Union du fleuve Mano exprime sincèrement ses remerciements et son appréciation pour tout l'appui technique et financier et les encouragements reçus tout au long de ce processus.

Note :

Les noms et informations utilisés dans cette publication technique, ainsi que la manière dont les données, cartes, images et tableaux contenant des informations géographiques des pays membres de l'Union du Fleuve Mano sont représentés, ne constituent pas un jugement sur les différences concernant les limites ou les droits territoriaux qui peuvent exister entre les pays ; le présent document ne doit pas non plus être interprété ou invoqué comme impliquant l'acceptation ou la renonciation, l'affirmation ou la modification, directe ou indirecte, expresse ou tacite, de la position ou de l'interprétation que chaque pays peut avoir sur ces questions.

TABLE DES MATIÈRES

Préface	7
Liste des tableaux	14
Liste des Figures	14
ACRONYMES ET ABREVIATIONS.....	15
RESUME EXECUTIF	17
1.....MÉTHODOLOGIE ET DÉFINITIONS UTILES	
.....	20
1.1. Méthodologie.....	20
1.2. Définitions utiles	21
2. INTRODUCTION.....	24
3. CONTEXTE MONDIAL, TRANSFRONTALIER ET NATIONAL DANS LEQUEL	
EVOLUE LE PROGRAMME D’ACTION STRATÉGIQUE	25
3.1. Contexte Mondial	25
3.2. Contexte Régional et Géographique de l’Union du Fleuve Mano (UFM)	27
3.2.1. Contexte géographique des Forêts/bassins versants prioritaires et des aires protégées	27
3.2.2. Situation géographique des bassins fluviaux cibles transfrontaliers	30
3.3. Contexte socio-économique.....	35
3.4. Contexte institutionnel, législatif et réglementaire	35
3.5. Contexte stratégique, y compris les programmes existants ou en cours de mise en œuvre	37
3.5.1. Exemple de programme régional opérant dans la même zone et ayant des objectifs similaires à ce projet de l’UFM	38
3.5.2 Exemples de stratégies et programmes intervenant au niveau national	38
3.5.3. Mesures prises par les quatre pays pour progresser dans la mise en œuvre de certaines Stratégies et programmes avec un lien direct avec le PAS	40
3.5.4. Les Plans Nationaux d’Adaptation (PNA)	40
4. IMPORTANCE MONDIALE ET REGIONALE DES SYSTEMES/ZONES CIBLES.....	43
5. COMPLEXITE DU PROJET ET DES ECOSYSTEMES CIBLES.....	43
6. PROBLEMES TRANSFRONTIERS DES ZONES FORESTIÈRES CIBLES ET DES	
BASSINS FLUVIAUX CIBLES DE L’UFM	44
6.1. Identification de tous les problèmes importants.....	44
6.2. Problèmes Transfrontaliers prioritaires	45
6.2.1. La déforestation/déboisement et dégradation des forêts.....	45
6.2.2. La dégradation de la qualité de l’eau	45
6.2.3. La perte de la biodiversité	45
6.2.4. L’érosion des sols et la dégradation des terres et des berges.....	45

7. APPROCHE DE L'ANALYSE DIAGNOSTIQUE TRANSFRONTALIÈRE ET RELATION AVEC LE PROGRAMME D'ACTION STRATEGIQUE PORTANT SUR LES PROBLEMES PRIORITAIRES, LES PROBLEMES TRANSVERSAUX ET LES PROBLEMES SPECIFIQUES A DES ECOSYSTEMES PARTICULIERS.....	47
7.1. Particularités fondamentales de ce Programme d'Action Stratégique	47
7.2. Énoncé de la Vision	47
7.3. Les objectifs à long terme de la qualité des écosystèmes forestiers et des ressources en eau	47
7.3.1. Quatre Objectifs prioritaires :.....	47
7.3.2. Quatre objectifs transversaux :.....	48
7.3.3. Sept Objectifs spécifiques à des écosystèmes particuliers	48
7.3.4. Relations étroites entre l'ADT et le PAS	48
8. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU PROCESSUS D'ANALYSE DIAGNOSTIQUE TRANSFRONTALIÈRE ET CELUI DU PROGRAMME D'ACTION STRATEGIQUE.....	49
8.1. Analyse des problèmes prioritaires et solutions proposées	50
8.2. Analyse des problèmes transversaux et solutions proposées	56
8.3. Analyse des problèmes spécifiques à des écosystèmes particuliers et solutions proposées.....	62
9. PRINCIPALES STRATEGIES D'INTEGRATION ET DE MISE EN ŒUVRE DU PAS ET DU PLAN D'INVESTISSEMENT.....	71
9.1. Partenariats stratégiques avec d'autres initiatives régionales.....	71
9.2. Accords sous-régionaux et bilatéraux.....	71
9.3. Coordination régionale ou Organisation de bassin hydrographique.....	71
9.4. Coordination des actions opérationnelles du PAS.....	71
9.5. Mécanismes d'amélioration de la gouvernance	72
9.6. Gestion locale des forêts et des ressources en eau.....	72
10. CADRE INSTITUTIONNEL POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PAS.....	73
10.1. Rôle du Cadre Institutionnel et du mécanisme de Coordination des acteurs	73
10.2. Acteurs clés impliqués pour établir des partenariats et renforcer leur engagement	73
10.2.1. Au niveau local/provincial/décentralisé.....	73
10.2.2. Au niveau national.....	74
10.2.3. Au niveau des Bassins cibles de l'UFM	74
10.2.4. Au niveau de l'UFM	74
10.3 Réformes institutionnelles possibles au niveau de tous les pays de l'UFM pour améliorer la gestion et l'utilisation durable des ressources des bassins fluviaux :.....	75
10.3.1. Mise en place d'un organe interministériel pour la lutte contre la pollution des ressources en eaux et assurer la protection de la santé humaine et de l'environnement.	75

10.3.2. Réactivation et revitalisation de sa fonctionnalité du Comité Multisectoriel du Projet « Conservation des Écosystèmes et Gestion Internationale des Ressources en Eau de l'UFM ».....	76
10.3.3. Revitalisation de la Plateforme de concertation et du Comité Transfrontalier de gestion des ressources de chaque bassin cible.....	76
10.3.4. Revitalisation des associations de femmes, de jeunes et d'Associations Villageoises d'Épargne de Crédit (AVEC) pour les rendre plus fonctionnelles	76
11. POLITIQUES, LEGISLATION ET PROGRAMMES PERTINENTS.....	76
11.1. Libéria :	76
11.2. Guinée	76
11.3. Côte d'Ivoire :	77
11.4. Sierra Leone :	78
12. REFORMES POSSIBLES ET SOUHAITABLES SUR LES POLITIQUES, LA LEGISLATION ET LES REGLEMENTS	79
12.1. Nécessité d'améliorer les politiques et les lois par le biais de réformes.....	79
12.2. Reformes possibles qui pourraient être communes et partagées par tous les pays de l'UFM :	80
12.2.1. Elaboration et Adoption d'une Charte de l'Eau	80
12.2.2. Réviser et mettre à jour les Stratégies et Plans d'Action Nationaux pour la Biodiversité (SPANB) afin d'adopter et de traduire en loi nationale le Cadre Mondial de la Biodiversité (CMB) de Kunming-Montréal.	80
12.2.3. Finalisation de la création et de l'adoption d'une structure sous régionale de gestion des bassins hydrographiques transfrontaliers de l'UFM.....	81
12.2.4. Réforme technologique	82
12.3. Reformes des lois et règlements au niveau de chaque pays de l'UFM.....	83
12.3.1. Reformes des lois et règlements sur les pesticides et les herbicides	83
12.3.2. Reformes des lois et règlements sur l'exploitation minière	84
13. PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT DU PLAN D'INVESTISSEMENT	85
13.1. Actions Stratégiques et Activités retenues.....	85
13.2. Objet du plan d'investissement	86
13.3. Cohérence avec la Stratégie du FEM.....	86
13.4. Cohérence avec la politique de cofinancement du FEM	86
13.5. Nécessité de faire recours à diverses sources de financement	86
13.5.1. Initiatives, programmes, projets en cours d'exécution ou planifiés pouvant servir de sources de cofinancement en Côte d'Ivoire.....	87
13.5.2. Initiatives, programmes, projets en cours d'exécution ou planifiés pouvant servir de sources de cofinancement en Guinée	89
13.5.3 Sources de cofinancement potentiel pour la mise en œuvre du PAS en Sierra Leone	91

14. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU PAS ET DU PLAN D'INVESTISSEMENT	93
14.1. MISE EN ŒUVRE DU PAS	93
14.2. Calendrier de mise en œuvre	94
14.3. Calendrier des interventions au cours de la mise en œuvre du PAS et du Plan d'Investissement	96
14.4. Planification annuelle de l'application du Plan d'Investissement au niveau régional ...	104
14.5. Plans d'Action Nationaux et Investissements prévus par les pays.....	106
14.5.1. Plans d'Action Nationaux (PANs)	106
a.Principes adoptés pour résoudre les problèmes identifiés dans l'ADT	109
14.5.2. Plans d'Investissement au niveau des pays	111
14.6. Conduite des Actions/Activités pour la réalisation des priorités du PAS et du Plan d'Investissement au niveau régional.....	113
14.7. Exécution pratique des priorités du PAS et du plan d'investissement	114
14.7.1. Un projet sur la gestion intégrée des ressources en eau – GIRE.....	114
14.7.2. Un projet sur la gestion durable des forêts (GDF) et les aires protégées pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité terrestre.....	114
14.7.3. Un projet sur l'atténuation du changement climatique/l'adaptation et l'amélioration de la résilience des groupes de personnes vulnérables et des écosystèmes naturels	114
15. RISQUES ET DEFIS STRATEGIQUES	115
16. STRATÉGIES DE COMMUNICATION ET MOBILISATION DU PUBLIC	115
16. 1. Stratégies de Communication.....	115
16.2. Stratégie de plaidoyer.....	115
17. L'AVENIR DU PROGRAMME D'ACTION STRATEGIQUE.....	117
17.1. Approbation du document du PAS et promotion de sa mise en œuvre	117
17.2. Suivi régulier et évaluation périodique de la mise en œuvre	117
17.3 Nécessité d'une Cohérence avec le Cadre de Positionnement Stratégique du FEM-8, y compris la reprise post-COVID-19.	117
17.4. Accès à certaines technologies de pointe	118
17.4.1. Accès aux nouvelles technologies pour surveiller et gérer l'eau douce et préserver la nature.....	118
17.4.2. Accès aux nouvelles technologies de surveillance de la déforestation	119
17.4.3. Extension de la technologie d'alerte radar RADD aux forêts tropicales humides d'Afrique de l'Ouest et de l'Union du fleuve Mano.	120
17.5. Établissement de partenariats avec des organisations pertinentes pour mieux mettre en œuvre le PAS.....	120
18. DISPOSITIF DE SUIVI ET EVALUATION DU PAS	122
18.1. Dispositions générales de mise en œuvre	122

18.2. Collecte de données	122
18.3. Planification et rapportage	123
18.4. Les Indicateurs de Suivi et Evaluation	124
18.5. Projet de Liste des indicateurs de suivi des réformes juridiques et institutionnelles et des mesures de renforcement des capacités des parties prenantes.....	125
18.6. Liste des indicateurs de suivi des OLTQE et des Actions Stratégiques.....	127
CONCLUSIONS.....	146
RÉFÉRENCES.....	149
ANNEXES	152
M. Gnapi Florent RABE – Spécialiste en Communication	174

Liste des tableaux

Tableau 1 : Besoins d'investissement (quatre plans quinquennaux) et par objectifs pour 20 ans.....	19
Tableau 2 : Les portions nationales des bassins	30
Tableau 3 : Analyse des problèmes (ADT) et solutions possibles (ADT et PAS)	50
Tableau 4: Répartition des actions et activités par objectifs du PAS	85
Tableau 5 : Cofinancements possibles des actions du PAS en République de Guinée	89
Tableau 6 : Calendrier des interventions	96
Tableau 7 : Lois, politiques et règlements pertinents.	110
Tableau 8 : Investissements sollicités par objectifs et par pays	112
Tableau 9 : Indicateurs de Suivi et Evaluation des réformes juridiques et institutionnelles	125
Tableau 10 : Liste des indicateurs de suivi des OLTQE et des Actions Stratégiques	127

Liste des Figures

Figure 1 : Pays Membres de l'UFM.....	27
Figure 2 Bassins versants et Aires Protégées de l'espace UFM.....	27
Figure 3 Forêts de Wologizi-Wonegisi-Ziama	28
Figure 4 Forêt Transfrontalière de Gola.....	29
Figure 5 : Forêts de Sapo-Grebo-Tai.....	30
Figure 6 : Bassins cibles	31
Figure 7 Bassins de Kolenté et Kaba.....	32
Figure 8 Bassins de Moa Makona	33
Figure 9 : Bassin du Fleuve Mano.....	34
Figure 10 Bassin du Fleuve Cavally.....	35
Figure 11 : Plan d'investissement par année pour le premier plan quinquennal	104
Figure 12 : Plan d'investissement par objectif pour le premier plan quinquennal	105
Figure 13 : Besoins d'investissement pour les quatre quinquennats du PAS (2025-2044).....	105
Figure 14 : Plan d'investissement par objectifs par pays pour le premier quinquennat	112
Figure 15 : Portions des investissements par pays	113

ACRONYMES ET ABREVIATIONS

ADT	Analyse Diagnostique Transfrontalière
ANAFIC	Agence Nationale de Financement des Collectivités
AMCOW.	Conseil des Ministres Africains chargés de l'eau
ANPROCA	Agence Nationale de Promotion et du Conseil Agricole
BADOT	Base de données sur l'occupation des terres
BND	Budget National
BRLI	BRL Ingénierie est une société d'ingénierie spécialisée dans les domaines liés à l'Eau, à l'Environnement et à l'Aménagement du territoire.
CAD	Comité d'Aide au Développement de l'OCDE
CCNUCC	Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques
CCRE	Centre de Coordination des Ressources en Eau
CDN	Contribution déterminée nationale
CEDEAO	Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest
CMAE	Conférence Ministérielle Africaine sur l'Environnement
CO2	Dioxyde de carbone
EIES	Etude d'Impact Environnemental et Social
EPA	Environmental Protection Agency
FAE	Facilitée Africaine de l'Eau
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
FEM	Fonds pour l'Environnement Mondial
FVC	Fonds Vert pour le Climat
GDT	Gestion Durable des Terres
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
iNAP	Initial National Adaptation Plan of Sierra Leone
IWRM	Integrated Water Ressources management
LPDA	Lettre de Politique de Développement Agricole
NPAA	National Protected Areas Authority
OCDE	Organisation de Coopération et de Développement Economiques
ODD	Objectifs du Développement Durable
OGBT	Office de Gestion des Bassins Transfrontaliers
OLTQE	Objectifs à Long Terme de Qualité de l'Environnement

ONG	Organisation Non Gouvernementale
PAFN	Plan d’Action Forestier National
PAN	Plan d’Action National
PAS	Programme d’Action Stratégique
PNAE	Plan National d’Action pour l’Environnement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l’Environnement
PQ	Plan Quinquennal
PSRP	Programme de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
RADD	Radar for Détection Deforestation
REDD+	Réduction des émissions provenant du déboisement et de la dégradation des forêts
RPF	Restauration des Paysages Forestiers
S&E	Suivi & Evaluation
SAP	Strategic Action Programme (Programme d’Action Stratégique)
SMFG	Société des Mines de Fer de Guinée
SPNBD	Sachet Plastique Non Biodégradable
SRG	SAMA Ressources Guinée
UEMOA	Union Economique et Monétaire des Pays de l'Afrique de l'Ouest
UFM	Union du fleuve Mano
UICN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
USD ou US\$	Dollar des Etats Unis d’Amérique
WABiLED	West Africa Biodiversity and Low Emissions Development
WOCAT	World Overview of Conservation Approaches and Technologies
ZCB	Zones Clés de Biodiversité

RESUME EXECUTIF

Ce Programme d'Action Stratégique (PAS) pour l'Union du fleuve Mano (UFM) a été préparé dans le cadre du projet UICN-UFM-FEM intitulé « Conservation des Ecosystèmes et Gestion des Ressources en eau Internationales de l'Union du fleuve Mano ». Le projet est financé par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM), l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN) est l'Agence de mise œuvre et l'UFM est l'Agence d'exécution de ce projet. Il vise la conservation et l'utilisation durable de quatre massifs forestiers et de quatre bassins hydrographiques transfrontaliers ainsi que de leurs ressources en biodiversité dans les Etats Membres de l'Union du Fleuve Mano. Ces ressources sont de la plus haute importance pour la sous-région et les populations des quatre pays de l'UFM, gravement touchées par les problèmes environnementaux et sociopolitiques, nécessitant un soutien dans ces contextes très difficiles. Le projet vise à promouvoir des approches holistiques de la gestion intégrée des écosystèmes et à concevoir des stratégies participatives et communautaires, qui conduiront à la conservation in situ et à l'utilisation durable des sols, de l'eau et de la biodiversité dans les bassins fluviaux cibles. Le projet couvre également les forêts de Haute-Guinée en Sierra Leone, en Guinée, au Libéria et en Côte d'Ivoire dans le but de renforcer la gestion des ressources naturelles transfrontalières pour des avantages écologiques durables et de meilleurs moyens de subsistance pour les communautés forestières adjacentes.

Ce rapport du Programme d'Actions Stratégiques pour le Projet de l'Union du Fleuve Mano couvre les forêts transfrontalières, les Aires Protégées et les bassins fluviaux ciblés qui sont partagés par la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone. Le rapport a été commandité par le Secrétariat de l'Union du Fleuve Mano dans le cadre de la préparation des prochaines étapes du projet de l'UFM, y compris l'élaboration d'un document de PAS et d'un plan d'investissement. Des analyses diagnostiques nationales ont été effectuées et les résultats ont été intégrés dans une Analyse Diagnostique Transfrontalière (ADT) régionale qui a été utilisée pour identifier les principaux problèmes transfrontaliers et leurs causes. L'ADT a fourni les renseignements de base pour l'élaboration du PAS, y compris la définition d'une vision, des Objectifs à Long Terme de Qualité de l'Environnement (des écosystèmes), ainsi que des éléments de stratégies et d'interventions. Ce programme d'actions répond aux préoccupations régionales communes, définit un cadre régional pour la mise en œuvre du programme d'actions et comprend des mesures régionales immédiates pour relever les défis liés à la conservation des ressources naturelles et à l'utilisation durable des ressources forestières et des bassins fluviaux. Le processus du PAS a fait l'objet d'un processus consultatif mené par l'UFM et les parties prenantes nationales dans chaque pays et au niveau de chaque bassin fluvial. Les interventions ont été classées de manière à montrer clairement le calendrier (court, moyen et long terme) ; responsabilités (nationales et régionales); types/catégories d'interventions (gestion durable des forêts, gestion intégrée des ressources en eau, gestion des bassins hydrographiques, gouvernance et investissement); évaluation du coût par type d'intervention (faible, moyen et élevé).

Ce document du PAS est le résultat final d'un long processus de consultation, auquel ont participé les quatre Etats Membres de l'Union du fleuve Mono, avec la contribution des institutions gouvernementales nationales, des communautés locales, des autorités traditionnelles et administratives locales et de la société civile.

Le PAS porte principalement sur les sept préoccupations environnementales régionales prioritaires qui ont été identifiées dans l'Analyse Diagnostique Transfrontalière (ADT), à savoir :

- 1) La déforestation et la dégradation des forêts ;
- 2) La dégradation de la qualité de l'eau ;
- 3) La perte de la biodiversité ;

- 4) L'érosion des sols et la dégradation des terres et des berges ;
- 5) Le changement et la variabilité climatiques ;
- 6) La dégradation des mangroves et des écosystèmes estuariens ;
- 7) La vulnérabilité des couches sociales notamment le genre ;
- 8) La gouvernance des ressources naturelles ;
- 9) Les végétaux aquatiques envahissants.

Le PAS établit une Vision à long terme pour la conservation et l'utilisation durable des paysages cibles de l'UFM, y compris quatre blocs forestiers et quatre bassins fluviaux. Le PAS présente également sept Objectifs à Long Terme de Qualité Environnementale (OLTQE) convenus au niveau régional. La mise en œuvre des OLTQE est un moyen de conserver tous les écosystèmes sains et de restaurer les zones dégradées afin d'améliorer la quantité et la qualité des services écosystémiques connexes qui sous-tendent la productivité des terres, des forêts et des ressources en eau et qui ont un impact direct sur le bien-être humain. Le PAS identifie également un ensemble d'actions et d'interventions pour atteindre ces objectifs ainsi que des indicateurs de Suivi et d'Evaluation pour mesurer les effets du programme. Les sept OLTQE identifiés sont :

- OLTQE 1 : Les écosystèmes forestiers des bassins de l'UFM sont restaurés, protégés et gérés de façon durable.
- OLTQE 2 : Une eau de bonne qualité est disponible pour satisfaire les besoins essentiels des écosystèmes et des populations dans les bassins de l'UFM conformément à l'indicateur 6.3.2 des ODD.
- OLTQE 3 : L'intégrité écologique restaurée et conservée et les écosystèmes terrestres et aquatiques des bassins de l'UFM sont gérés de façon durable.
- OLTQE 4 : Les terres, les berges de cours d'eau et têtes de sources restaurées et protégées.
- OLTQE 5 : Les capacités d'adaptation, d'atténuation et de résilience des Etats Membres au changement climatique renforcées à tous les niveaux.
- OLTQE 6 : Les couches vulnérables notamment les femmes, les jeunes et les enfants prises en compte dans la mise en œuvre du PAS.
- OLTQE 7 : La coopération transfrontalière entre les Etats Membres, les communautés et les autres acteurs renforcée.

En plus de ces sept OLTQE, il a été convenu de prendre en considération un objectif transversal supplémentaire et des objectifs spécifiques relatifs aux zones clés de biodiversité ou d'intérêt spécifique.

Ce PAS est un document-cadre de politique régionale permettant aux Etats Membres de l'UFM de travailler collectivement pour atteindre les résultats souhaités pour l'environnement futur qui soutient le développement socio-économique des populations cibles. Les objectifs à long terme devraient être atteints dans un délai de vingt ans et sont conçus dans le cadre de la responsabilité des Etats Membres, définis indépendamment en tant que composantes de leurs plans d'action nationaux (PAN), et collectivement dans le cadre du mandat de l'UFM.

Ce PAS s'appuie sur les PAN et les complète et comprend des interventions claires pour les investissements prioritaires au cours des cinq premières années en tant que première phase d'un programme de vingt ans. Un plan d'investissement détaillé, identifiant les actions prioritaires à entreprendre, est élaboré pour présentation à une conférence des donateurs à la fin de 2023.

Pour l'ensemble des OLTQE, 90 actions stratégiques subdivisées en 253 activités ont été identifiées pour assurer leur accomplissement.

Pour mener à bien ces différentes activités afin d'atteindre les OLTQE, il faudra entreprendre quelques réformes sur le cadre institutionnel et juridique de la gestion de l'environnement et des ressources naturelles, en plus des mesures visant à renforcer les capacités des parties prenantes.

Pour estimer les coûts du PAS, les étapes suivantes ont été suivies : (1) élaboration d'un Modèle pour la rédaction du PAN (2) définition des actions et activités de mise en œuvre de chaque OLTQE ; (3) estimation des coûts de chaque activité ; (4) récapitulatif de tous les coûts pour chaque OLTQE. (5) résumé du coût total pour les quatre phases du plan d'investissement, prenant en compte les quatre bassins cibles et des écosystèmes spécifiques d'intérêt.

Le coût global du PAS est estimé à 146 051 200 USD

Tableau 1 : Besoins d'investissement (quatre plans quinquennaux) et par objectifs pour 20 ans

	PQ 1	PQ 2	OQ 3	PQ 4	Total
OLTQE 1	4 514 000	3 164 000	6 455 000	5 100 000	19 233 000
OLTQE 2	7 022 500	4 312 500	3 582 500	1 032 500	15 950 000
OLTQE 3	3 567 000	3 350 000	3 317 000	3 106 000	13 340 000
OLTQE 4	4 457 000	3 266 000	2 991 000	0	10 714 000
OLTQE 5	14 194 800	7 600 800	11 066 800	6 275 800	39 138 200
OLTQE 6	803 000	695 000	783 000	55 000	2 336 000
OLTQE 7	1 980 000	790 000	80 000	40 000	2 890 000
OLTQE 8	685 000	680 000	400 000	230 000	1 995 000
OLTQE 9	900 000	1 125 000	650 000	50 000	2 725 000
OLTQE 10	2 550 000	2 405 000	2 180 000	2 130 000	9 265 000
OLTQE 11	2 590 000	1 620 000	1 645 000	1 645 000	7 500 000
OLTQE 12	1 570 000	1 490 000	950 000	1 240 000	5 250 000
OLTQE 13	1 445 000	1 350 000	1 170 000	1 170 000	5 135 000
OLTQE 14	2 645 000	2 645 000	0	0	5 290 000
OLTQE 15	2 645 000	2 645 000	0	0	5 290 000
Total	51 568 300	37 138 300	35 270 300	22 074 300	146 051 200
Pourcentage	35,3%	25,4%	24,1%	15,1%	100%

Le financement de la première phase de cinq ans pour la mise en œuvre du PAS est estimé à USD 51 568 300.

Le financement à moyen et à long terme est estimé respectivement de \$US 37 138 300 pour le deuxième quinquennat, \$US 35 270 300 pour le troisième quinquennat et \$US 22 074 300 pour le quatrième quinquennat.

L'ADT et le PAS seront révisés tous les 5 ans pour tenir compte des résultats atteints et des leçons tirées de l'expérience des phases successives. A cet effet un système de Suivi et Evaluation est établi et doit être appliqué au fur et à mesure des interventions.

1. MÉTHODOLOGIE ET DÉFINITIONS UTILES

1.1. Méthodologie

La méthodologie utilisée pour l'élaboration de ce document de PAS a strictement suivi et respecté les exigences de toutes les étapes clés recommandées dans le Manuel du FEM sur les eaux internationales. Elle permet ainsi à toutes les personnes impliquées dans l'élaboration du PAS de connaître le processus et les exigences nécessaires (représentants gouvernementaux aux niveaux national et local, autorités locales traditionnelles et administratives, personnel du projet, consultants et experts nationaux, acteurs de la société civile et du secteur privé).

Les étapes suivantes ont alors été appliquées :

Réflexion stratégique :

a. Définition de la vision

Il s'est agi lors d'un atelier d'immersion pour la préparation des PAN et du PAS avec les équipes nationales et régionale du projet, les consultants nationaux, régionaux et internationaux de réfléchir sur une vision et des objectifs qui sous-tendraient le développement socioéconomique de la région tout en préservant et réhabilitant les écosystèmes terrestres et aquatiques de l'espace UFM.

A la suite, la réflexion a été approfondie lors des consultations dans les bassins afin de convenir d'une vision commune pour l'ensemble des bassins.

b. Fixer des objectifs pour réaliser la vision

Les consultations au niveau des bassins ont été aussi l'occasion de définir et de convenir des objectifs à long terme de la qualité de l'environnement pour réaliser la vision.

c. Remue-ménages d'idées novatrices et d'occasions d'atteindre les objectifs

Un remue-méninge a été utile pour répertorier des idées novatrices et des opportunités pour atteindre les objectifs à long terme de la qualité de l'environnement. C'est ainsi que la question de la prise en compte des couches vulnérables des populations et de la gouvernance sont apparues nécessaires pour relever au préalable les défis sociaux et que la question des zones clé de biodiversité apparaît comme une opportunité favorable à l'atteinte des objectifs. En outre, il est apparu inéluctable de prendre en considération le changement climatique car il a un impact significatif sur l'ensemble des activités anthropiques, sur les écosystèmes terrestres et aquatiques et sur l'état de la biodiversité.

d. Élaborer des stratégies pour les nouvelles idées et les nouvelles possibilités – prioriser les solutions de rechange.

Les nouvelles idées et les opportunités ont toutes été analysées en relation avec les causes des problèmes identifiés par l'ADT régionale.

Planification stratégique :

a. Processus de consultations nationales et régionales

Sous la supervision de la coordination du projet, des consultations ont été conduites au niveau de chacun des bassins. Les résultats des travaux de bassin ont alors été discutés avec les services techniques centraux au niveau national, qui sont les structures de prise de décision.

b. Définition de stratégies de mise en œuvre

Ces échanges avec les services techniques centraux ont permis d'asoir la stratégie de mise en œuvre relativement à l'exécution du PAS qu'à l'exécution du PAN. Cette stratégie comprend entre autres, la

mobilisation des ressources nationale, du secteur privé et de la société civile, le suivi et l'évaluation des actions et la mobilisation voire la participation des acteurs.

c. Définition des actions, des calendriers, des priorités et des indicateurs

Les actions à mettre en œuvre pour répondre à chacun des objectifs à long terme de qualité de l'environnement ont été convenues au cours des consultations dans les bassins sur la base des problèmes recensés dans l'ADT et l'analyse causale qui en est issue.

Rédaction du PAS

a. Développement des Plans d'Action Nationaux (PAN)

En vue de garder une cohérence qui favoriserait la rédaction d'une synthèse, le consultant international a proposé aux consultants nationaux un cadre de rédaction des PAN.

b. Intégration des PAN dans le document du PAS

La prise en compte des PAN dans le PAS s'est fait progressivement pour considérer d'une part les dates de dépôt des PAN mais aussi analyser les actions et les budgets proposés pour l'élaboration du plan d'investissement. Le programme de mise en œuvre par phase a également été examiné pour la planification globale.

c. Elaboration d'un Plan d'Investissement pour la mise en œuvre du PAS

En outre, le PAS a également été préparé en utilisant les connaissances et l'expérience des consultants (international et régional) ainsi que les conclusions de l'ADT. A cet égard, le document du PAS est le fruit non seulement de l'application des lignes directrices du FEM, mais aussi quelques réflexions novatrices comme suit:

- a. Essentiellement, la méthodologie reconnaît qu'il est essentiel de promouvoir la gestion du paysage (gestion du terroir), y compris les bonnes pratiques d'utilisation des terres, des forêts et des eaux pour s'attaquer aux causes de dégradations environnementales prioritaires identifiées par l'ADT.
- b. La méthodologie du PAS proposée prend en compte l'analyse de la chaîne causale de l'ADT qui a mis en évidence que les pratiques minières industrielles et artisanales non durables sont de loin le facteur le plus dévastateur pour les ressources en eau et l'environnement de l'espace de l'Union du Fleuve Mano (UFM), tandis que les retombées économiques du secteur minier sont bien en deçà des attentes. Les formes dominantes de pratiques agricoles contribuent également grandement à la dégradation de l'environnement des bassins de l'espace de l'UFM, avec en particulier l'agriculture extensive et itinérante sur brûlis, la conversion de vastes zones de forêt primaire en plantations, l'utilisation de grandes quantités d'engrais chimiques et de pesticides prohibés par les réglementations internationales en vigueur, de mauvais systèmes de drainage des terres agricoles, etc. A ces facteurs s'ajoutent l'exploitation à grande échelle du bois, des techniques de pêche inadaptées, etc.
- c. Compte tenu de ces conclusions tirées de l'ADT, la méthodologie du PAS proposée recommande d'adopter et de mettre en œuvre des approches paysagères qui protègent et utilisent de manière durable les ressources des écosystèmes vitaux de l'UFM, par le biais d'un travail collaboratif aux niveaux local, national pour adopter une vision, définir des objectifs à long terme de qualité de l'environnement et mener des actions appropriées pour atteindre les objectifs qui soutiennent la vision.

1.2. Définitions utiles

Tout au long du processus de préparation de ce PAS certains termes reviennent fréquemment, notamment le terme 'restauration' ainsi que d'autres concepts pour lesquels il serait utile de clarifier dans quel sens ils sont utilisés. Ainsi, aux fins du présent Programme d'Action Stratégique, les termes

« paysage, restauration, gestion durable du paysage, gestion durable des forêts, gestion intégrée des ressources en eau, réhabilitation et remédiation » sont utilisés avec les définitions suivantes :

Paysage : Ici, un paysage peut faire référence à une région, un massif forestier, un bassin versant, un sous-bassin versant, un micro-bassin versant ou une zone plus petite.

Restauration : Nous utilisons les termes "restauration" et "restaurer" pour désigner la diversité des approches utilisées pour contrer la dégradation des terres et la perte de biodiversité et pour rétablir le système écologique, notamment la restauration écologique, la gestion durable des terres et la réhabilitation des paysages à un état antérieur à la dégradation. Reconnaissant qu'il n'est pas facile de restaurer le paysage et ses fonctions et services écosystémiques à un état antérieur à la dégradation, le terme « restauration » est également utilisé ici pour impliquer et signifier « **réhabilitation** », ce qui signifie en réalité: réparer et restaurer les terres dégradées à un état plus productif et fonctionnel, mais pas nécessairement à un état antérieur à la dégradation. Des espèces qui n'étaient pas présentes à l'origine dans le paysage peuvent être utilisées (Lamb et Gilmour, 2003).

Gestion durable des terres (GDT): WOCAT (2008)¹ a défini la GDT comme "l'utilisation des ressources terrestres, y compris les sols, l'eau, les animaux et les plantes, pour la production de biens répondant à l'évolution des besoins humains, tout en assurant simultanément le potentiel productif à long terme de ces ressources et le maintien de leurs fonctions environnementales".

Gestion durable des Forêts ²: L'objectif de la gestion durable des forêts (GDF) est de s'assurer que les forêts fournissent des biens et services de façon à répondre aux besoins présents et futurs et qu'elles contribuent au développement viable des communautés. L'Assemblée générale des Nations Unies reconnaît la GDF en tant que concept dynamique et évolutif qui vise à maintenir et renforcer les valeurs économiques, sociales et environnementales de tous les types de forêts, au bénéfice des générations présentes et futures, en considérant les sept éléments thématiques suivants comme cadre de référence: (1) étendue des ressources forestières; (2) biodiversité forestière; (3) santé et vitalité des forêts; (4) fonctions productives des ressources forestières; (5) fonctions protectrices des ressources forestières; (6) fonctions socioéconomiques des forêts; et (7) cadre juridique, politique et institutionnel.

Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)³- La définition de la gestion intégrée des ressources en eau formulée par le Partenariat mondial pour l'eau fait désormais autorité. Elle établit que « La GIRE est un processus qui promeut le développement et la gestion intégrés de l'eau, du territoire et des ressources connexes afin de maximiser, de manière équitable, le bien-être économique et social résultant, sans compromettre la durabilité des écosystèmes vitaux. » (En anglais : Integrated Water Resources management IWRM) ».

Gestion intégrée des bassins fluviaux : « processus de coordination de la conservation, de la gestion et de la mise en valeur de l'eau, des terres et des ressources connexes entre les secteurs d'un bassin fluvial donné, afin de maximiser les avantages économiques et sociaux tirés des ressources en eau de manière équitable tout en préservant et, si nécessaire, en restaurant les écosystèmes d'eau douce » (Partenariat mondial pour l'eau, 2000).

Remédiation : Suppression et "inversion des effets de la contamination ou de la pollution" dans le sol (Burton et al. 2014, in Mansourian 2018)

¹ Sustainable land management (SLM): defined in WOCAT (2008 <https://www.wocat.net/en/slm/sustainable-land-management>)

² Gestion durable des Forêts- <https://www.fao.org/sustainable-forests-management/fr/>

³ Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE- <https://ise.unige.ch/isdd/spip.php?article254>)

La Restauration des Paysages Forestiers (RPF) est le processus continu de restauration de la fonctionnalité écologique des paysages dégradés et déboisés tout en améliorant le bien-être des personnes qui coexistent avec ces lieux.⁴

Solutions fondées sur la nature « des actions visant à protéger, gérer de manière durable et restaurer des écosystèmes naturels ou modifiés, pour relever directement les enjeux de société de manière efficace et adaptative tout en assurant le bien-être humain et des avantages pour la biodiversité. »⁵

⁴ Restauration des Paysages Forestiers (RPF) <https://www.bonnchallenge.org/about-flr>

⁵ UICN- Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawai'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 :

2. INTRODUCTION

Ce Programme d'Action Stratégique vise à comprendre la situation actuelle, son évolution et les tendances relatives aux ressources naturelles, aux opportunités et aux défis environnementaux et socio-économiques afin de définir et mettre en œuvre une Vision et des objectifs à long terme qui procurent des avantages durables pour les populations humaines et l'environnement. Les actions retenues qui seront exécutées dans le cadre du PAS devraient concourir de manière significative aux efforts de développement durable déployés par les pays membres de l'UFM pour contribuer à la conservation et l'utilisation durable des ressources naturelles aux niveaux local, national et transfrontalier et sur le plan mondial. Ces avantages devront produire des bénéfices écologiques et socioéconomiques soutenus et participer à l'amélioration des moyens de subsistance des communautés vivant dans les environs des massifs forestiers et des bassins fluviaux cibles du programme. Elles participeront à garder intacts les écosystèmes transfrontaliers, y compris les aires protégées et leurs environs où les stratégies de gestion intégrée des terres et des ressources en eau seront mises en œuvre.

Il est important de rappeler que des consultations impliquant les parties prenantes ont eu lieu au niveau des bassins cibles. À cet effet, trois ateliers ont été organisés à l'échelle des bassins dans le but de définir la vision et de fixer les objectifs de qualité environnementale pour chaque bassin :

- i. Le premier atelier s'est tenu à Kindia (Guinée) pour les **bassins de Kolente / Kaba** du 14 au 16 janvier 2023.
- ii. Le deuxième atelier pour les **bassins des fleuves Moa – Makona et Mano** s'est tenu du 23 au 25 janvier 2023 à Kenema en Sierra Leone.
- iii. Le troisième atelier pour le **bassin de Cavally** a eu lieu à **Danané** en Côte d'Ivoire du 30 janvier au 1er février 2023.

Les résultats des trois ateliers révèlent que tous les bassins cibles sont confrontés aux mêmes problèmes, conformément aux conclusions de l'ADT. Parce que tous les bassins sont confrontés aux mêmes problèmes, les trois ateliers reconnaissent qu'il est réaliste d'établir une vision commune pour tous les bassins. Par conséquent, la déclaration de vision convenue ainsi que les objectifs convenus de qualité de l'environnement à long terme étaient les mêmes pour tous les bassins fluviaux cibles. Il y a donc un seul Programme d'Action Stratégique (PAS) pour l'ensemble des quatre bassins cibles.

Ce PAS vise à promouvoir des approches holistiques pour une gestion intégrée des écosystèmes, et à concevoir et appliquer des stratégies participatives et communautaires qui déboucheront sur une conservation in situ et sur une gestion durable des sols, des ressources en eau, des plantes, du bétail, de la faune et des ressources halieutiques des paysages forestiers, fluviaux et côtiers de la zone du Projet « Conservation des écosystèmes et gestion des ressources en eau internationales de l'Union du fleuve Mano ».

Ce document du PAS identifie des réformes politiques, législatives et institutionnelles et les investissements requis pour résoudre les problèmes prioritaires transfrontaliers qui ont été décrits par l'Analyse Diagnostique Transfrontalière. Ainsi, le PAS doit être négocié entre toutes les parties prenantes pour aboutir à un consensus régional par les pays riverains, sous l'égide de l'UFM, assorti de conclusions et de recommandations propres à chaque bassin prioritaire. À cet effet, le PAS favorise :

- la conduite d'une réflexion stratégique pour la définition d'une vision et ses objectifs en vue de réduire l'impact des problèmes transfrontaliers,
- la conduite d'une planification stratégique pour élaborer le Programme d'Action Stratégique (hiérarchiser en plan d'action à court, moyen et long terme pour traiter les problèmes environnementaux transfrontaliers des domaines prioritaires identifiés par la synthèse régionale de l'ADT assorti un plan de financement),
- la proposition d'un cadre institutionnel de sa mise en œuvre,

- la proposition d'un plan de renforcement des capacités des parties prenantes qui permette d'escompter une efficience dans la mise en œuvre du PAS;
- la proposition d'un dispositif de suivi/ évaluation en s'appuyant sur des indicateurs environnementaux et socioéconomiques retenus en lien avec les objectifs de développement durable (ODD) pour les bassins prioritaires.

Ce PAS a été préparé à l'aide de mesures pratiques visant à relever les principaux défis afin de répondre aux demandes de la génération actuelle, d'une manière qui préserve les intérêts des générations futures et préserve leur capacité à profiter efficacement de tous les avantages tirés des paysages de l'UFM, y compris les forêts, les ressources en eau, la biodiversité et les sources de nourriture.

Le PAS s'appuie sur une série de consultations intergouvernementales, multisectorielles et multipartites, y compris des intervenants locaux, nationaux et régionaux.

Le PAS recherche non seulement à porter des réponses aux problèmes actuels mais aussi à prévenir la perte de sources de bien-être dans le futur en adoptant une perspective à plus long terme. C'est dans cette optique que la Vision ainsi que les Objectifs à Long Terme de Qualité de l'Environnement (OLTQE) devraient être mis en œuvre au cours des 20 prochaines années par le biais de mesures à court (2025-2029, moyen (2030-2034) et long terme (2035-2039 puis 2040-2044), en tenant compte des intérêts de l'ensemble des acteurs.

L'amélioration des moyens de subsistance des populations nécessite des approches stratégiques et des actions opérationnelles pour maintenir des paysages sains, restaurer les zones dégradées et accroître la multifonctionnalité des forêts, des bassins fluviaux et des terres agricoles afin de garantir que les paysages fournissent un large éventail de services. Une multifonctionnalité accrue signifie qu'il y a des utilisations plus diversifiées des terres dans chaque paysage de l'Union du fleuve Mano.

3. CONTEXTE MONDIAL, TRANSFRONTALIER ET NATIONAL DANS LEQUEL EVOLUE LE PROGRAMME D'ACTION STRATÉGIQUE

3.1. Contexte Mondial

Le processus de préparation de ce PAS prend en compte les Objectifs du Développement Durable (ODD), y compris certains développements récents qui sont très pertinents pour la Vision et les OLTQE, notamment les ODD2, ODD3, ODD5, ODD6, ODD13, ODD14, ODD15 et ODD17. Ce Programme d'Action Stratégique met un accent très particulier sur les facteurs qui concourent à l'atteinte de l'ODD3 - *Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être de tous à tout âge*. Dans cette perspective, la lutte contre toutes les pollutions contaminant l'eau apparaît comme une préoccupation majeure qui met l'accent sur la réduction ou même l'éradication des causes de la dégradation des écosystèmes forestiers et des ressources en eau. Les récents développements concernant la Biodiversité, les relations entre la santé des écosystèmes et la santé humaine ainsi que les interactions entre la qualité de l'eau et la santé humaine font partie des préoccupations majeures de ce PAS. Il est utile de noter ci-dessous certaines stratégies mondiales récemment adoptées que la PAS prend en compte :

- a. La période de préparation de ce PAS coïncide avec l'adoption du nouveau Cadre Mondial pour la Biodiversité (CMB) qui fixe des objectifs pour 2030 afin de vivre en harmonie avec la nature d'ici 2050. Ce nouveau Cadre mondial est plus inclusif, plus complet, plus SMART (spécifique, mesurable,

réalisable, pertinent et limité dans le temps) et plus complexe que les Objectifs d'Aichi pour la biodiversité qui l'ont précédé. Il comprend des objectifs quantifiés pour la mobilisation des ressources, y compris un objectif qui « vise à augmenter substantiellement et progressivement le niveau des ressources financières de toutes les sources à au moins 200 milliards USD par an d'ici 2030 ». La mise en œuvre du CMB « doit être facilitée par des décisions sur la mobilisation des ressources et sur le renforcement des capacités et la coopération technique et scientifique visant à combler les déficits de financement et de capacité » entre les pays développés et les pays en développement.⁶

b. Il est également utile de noter que lors de la préparation du présent PAS, le lancement du rapport intitulé « *Les forêts et les arbres pour la santé humaine : voies, impacts, défis et options d'intervention* » met en évidence les liens entre les forêts et la santé humaine. Ce rapport publié par l'Union Internationale des Instituts de Recherches Forestières (UIIRF) Vienne, Autriche, 2023, met en évidence certains faits pertinents pour la vision et les objectifs de ce PAS :

- Les forêts, les arbres et les espaces verts ont un impact sur la santé humaine à tous les stades de la vie et offrent des résultats positifs sur la santé qui l'emportent largement sur les négatifs.
- Les relations entre les forêts et la santé offrent des solutions aux crises mondiales.
- Des approches intégratives et intersectorielles doivent être adoptées pour améliorer les liens entre les forêts et la santé.

Le rapport suggère que « *les décideurs de différents secteurs et à différentes échelles, en particulier ceux qui s'intéressent aux forêts, à l'utilisation des terres et à la santé humaine, doivent avoir accès aux connaissances les plus récentes sur les résultats en matière de santé des forêts à différents stades de la vie afin d'intégrer efficacement les avantages des forêts et des arbres pour la santé humaine dans leurs stratégies et politiques. Bien que les forêts et les arbres aient un impact sur la santé humaine à tous les stades de la vie, les impacts importants sur les enfants, principalement en raison des répercussions plus tard dans la vie, doivent être notés et pris en compte dans les décisions. Une bonne compréhension des relations complexes entre les forêts et la santé humaine permettra une gestion forestière sur mesure qui optimise les avantages pour la santé à tous les stades de la vie* ».⁷

Par conséquent, ce PAS devrait contribuer à l'amélioration de la cohérence des politiques et de la collaboration entre les secteurs de la santé et des ressources naturelles.

c. La Conférence des Nations Unies sur l'eau 2023, qui s'est tenue du 22 au 24 mars aux Nations Unies à New York, a généré plus de 700 engagements visant à conduire la transformation vers un monde sûr en eau. L'objectif commun de la Conférence est de mettre le monde sur la bonne voie pour atteindre l'Objectif de développement durable 6 (eau et assainissement pour tous d'ici 2030) et, ce faisant, d'accélérer les progrès dans tous les ODD. Ce PAS envisage de contribuer à l'ODD 6 par des actions visant à renforcer la place de l'eau en tant qu'élément critique du Développement Durable et surtout contribuer à réduire les pressions exercées sur le système hydrologique des pays de l'UFM, tout en renforçant les liens entre la santé des écosystèmes et la santé humaine.

⁶ Cadre Mondial pour la Biodiversité (CMB) <https://sdg.iisd.org/news/global-framework-sets-targets-for-2030-to-live-in-harmony-with-nature-by-2050/>

⁷ « Les forêts et les arbres pour la santé humaine : voies, impacts, défis et options d'intervention ». http://sdg.iisd.org/news/iufro-report-highlights-linkages-between-forests-and-human-health/?utm_medium=email&utm_campaign=SDG%20Update%20-%2013%20April%202023&utm_content=SDG%20Update%20-%2013%20April%202023+CID_138fc93c3a042ffb55514382051a327&utm_source=cm&utm_term=Read

3.2. Contexte Régional et Géographique de l'Union du Fleuve Mano (UFM)

L'Union du Fleuve Mano (UFM) est une organisation intergouvernementale dotée d'un Secrétariat basé à Freetown, Sierra Leone. Elle a été établie en octobre 1973 par les présidents du Libéria et de la Sierra Leone, prenant son nom d'un fleuve qui longe la frontière entre les deux pays (Fleuve Mano). La Guinée a rejoint l'UFM en 1980 et la Côte d'Ivoire en 2008. Ces quatre pays constituent ensemble la sous-région de l'UFM et possèdent non seulement des frontières communes mais aussi des similarités historiques, culturelles et sociales importantes, dont des caractéristiques tribales et des traditions communes.



Figure 1 : Pays Membres de l'UFM

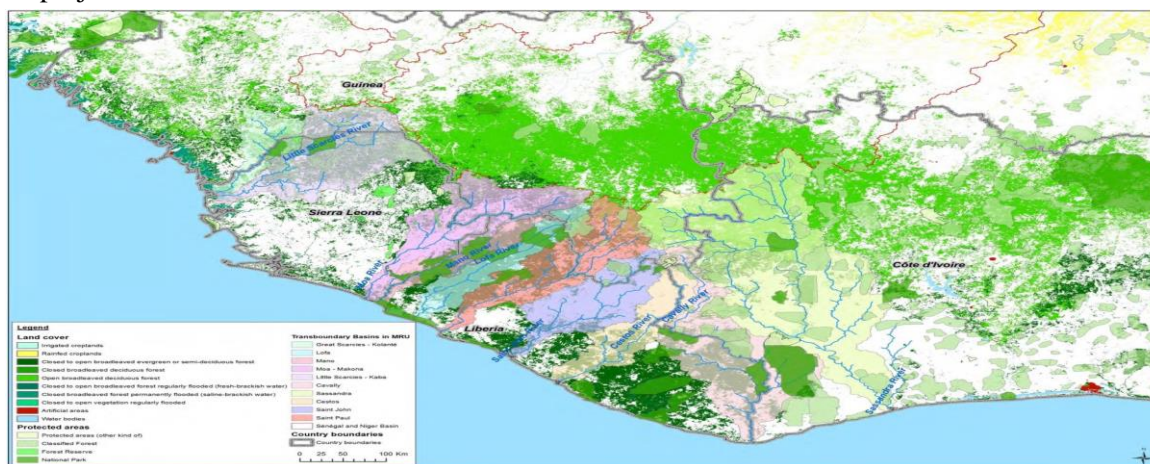
L'UFM avait été constituée en tant qu'union douanière, afin de favoriser la croissance économique, les progrès sociaux et culturels en faisant la promotion des échanges commerciaux. Au fil du temps, son mandat a été étendu aux questions environnementales, à l'agriculture, aux communications, aux ressources naturelles, à l'éducation, aux services sociaux, à l'industrie, aux transports, aux questions monétaires et à la coopération en matière de sécurité.

La vision de l'UFM est d'assurer une sous-région pacifique, stable et prospère, et sa mission cherche à concevoir et à mettre en œuvre des programmes qui améliorent le bien-être et les conditions de vie des populations de la sous-région, tout en maintenant la paix et la stabilité. C'est à cet effet que tous les États membres de l'Union sont également membres de la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) qui s'est dotée d'un Centre de Coordination des Ressources en Eau (CCRE) pour la mise en application de la GIRE en Afrique de l'Ouest.

3.2.1. Contexte géographique des Forêts/bassins versants prioritaires et des aires protégées

Carte des bassins versants transfrontaliers et des aires protégées dans les quatre États membres de l'Union du Fleuve Mano.

Source : « Conservation des écosystèmes et Gestion des Ressources en Eau Internationales – Document de projet »



Source: BRLi, SRTM/UEMOA 2011 and ProtectedPlanet.net

Figure 2 Bassins versants et Aires Protégées de l'espace UFM

Forêts de Wologizi-Wonegisi-Ziama (Libéria and Guinée)

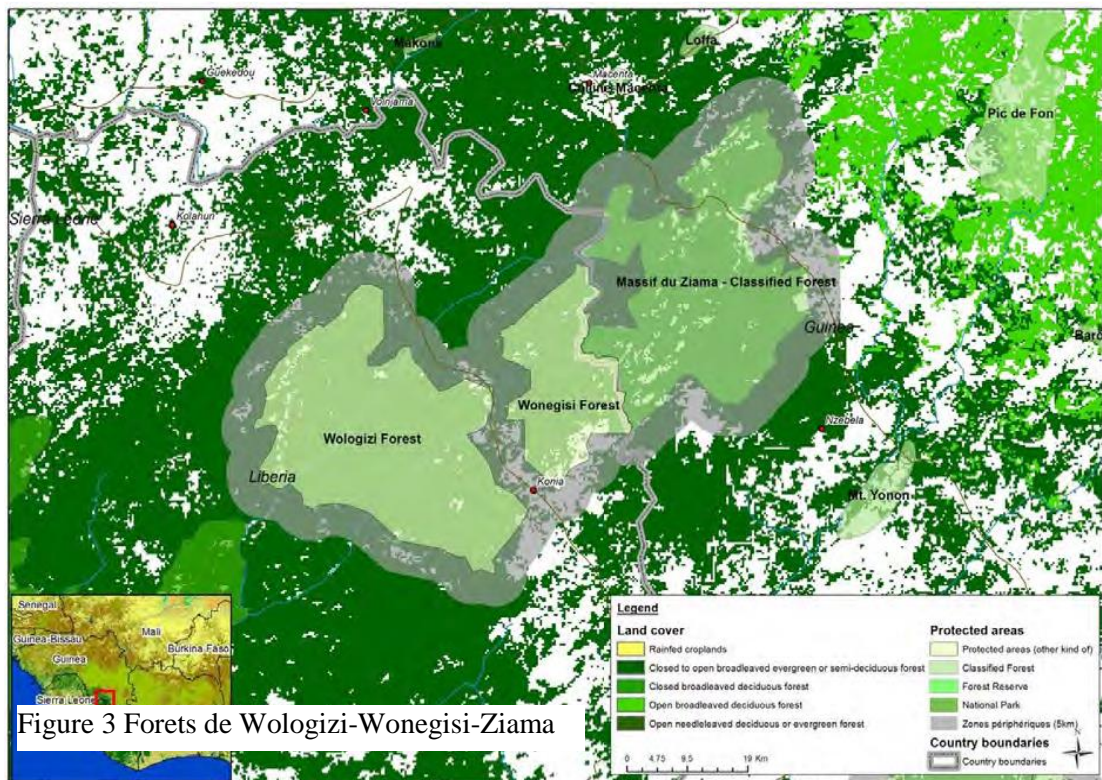


Figure 3 Forêts de Wologizi-Wonegisi-Ziama

Source: BRLi, SRTM/UEMOA 2011 and ProtectedPlanet.net

Forêt Transfrontalière de Gola (Libéria et Sierra Leone)

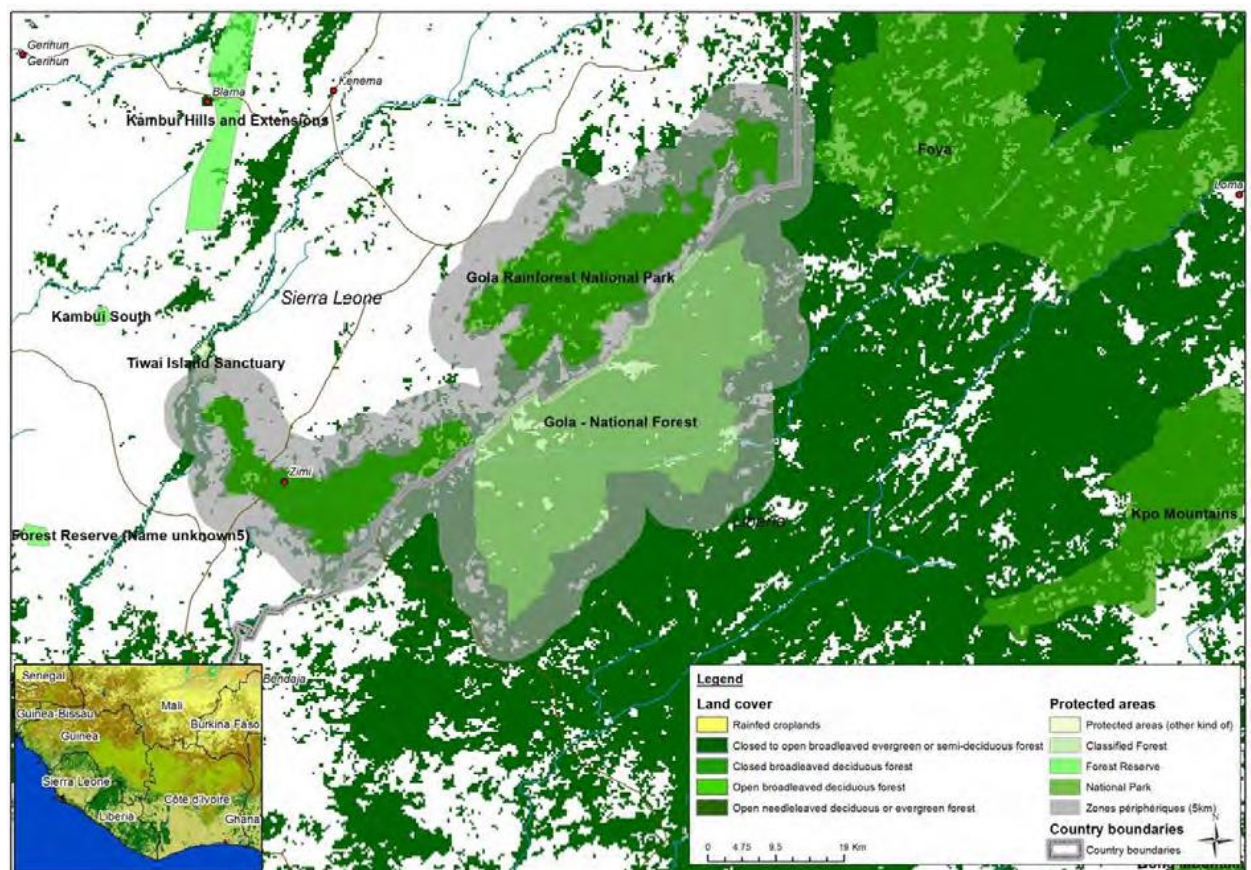


Figure 4 Forêt Transfrontalière de Gola

Source: BRLi, SRTM/UEMOA 2011 and ProtectedPlanet.net

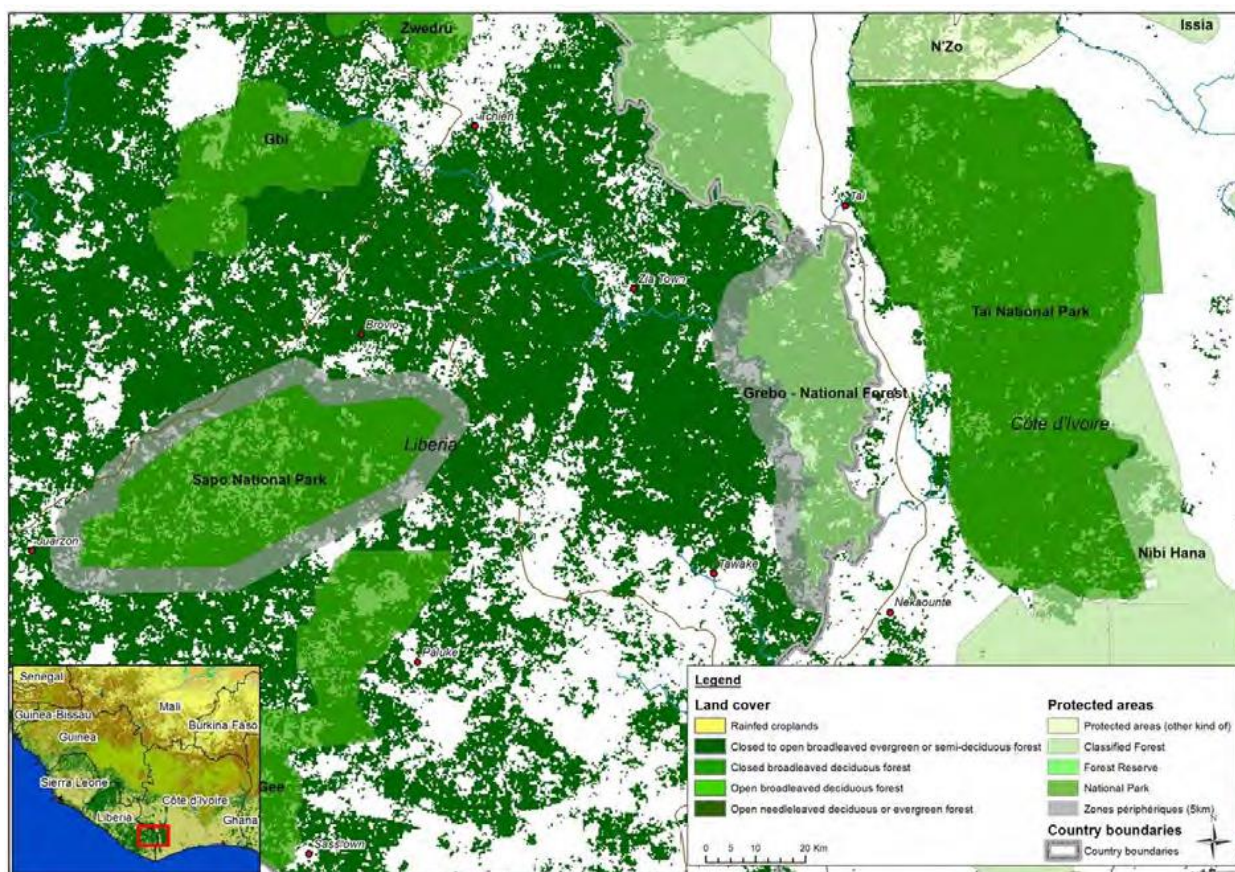


Figure 5 : Forêts de Sapo-Grebo-Tai

Source: BRLi, SRTM/UEMOA 2011 and ProtectedPlanet.net

3.2.2. Situation géographique des bassins fluviaux cibles transfrontaliers

En plus du fleuve Mano, le projet cible trois bassins fluviaux supplémentaires, comme le montrent les cartes : ci-dessous les figures 3 à 7. Le tableau ci-dessous indique les superficies de ces bassins cibles ainsi que les portions nationales de chacun d'eux.

Tableau 2 : Les portions nationales des bassins

	Côte d'Ivoire	Guinée	Libéria	Sierra Leone	Superficies
Cavally	54%	5%	41%		29 400 km ²
Great and Little Scarcies (Kolenté & Kaba)		66%	34%		26 300 km ²
Moa, Makona		43%	9%	48%	19 500 km ²
Mano		0,5%	75%	24,5%	7 662 km ²

3 Target River Basins: Moa Makona, Scarcies, and Cavalla

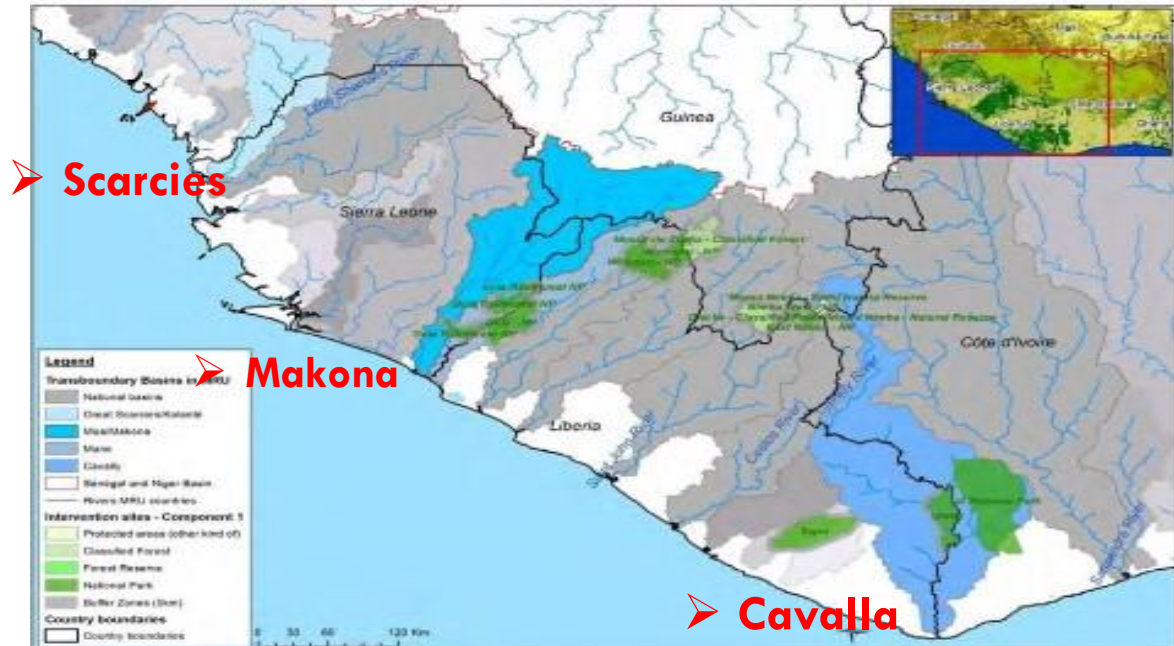


Figure 6 : Bassins cibles

Source: BRLi, SRTM/UEMOA 2011 and ProtectedPlanet.net

Bassins de Kolenté et Kaba partagés par la Guinée et Sierra Leone

Great and Little Scarcies

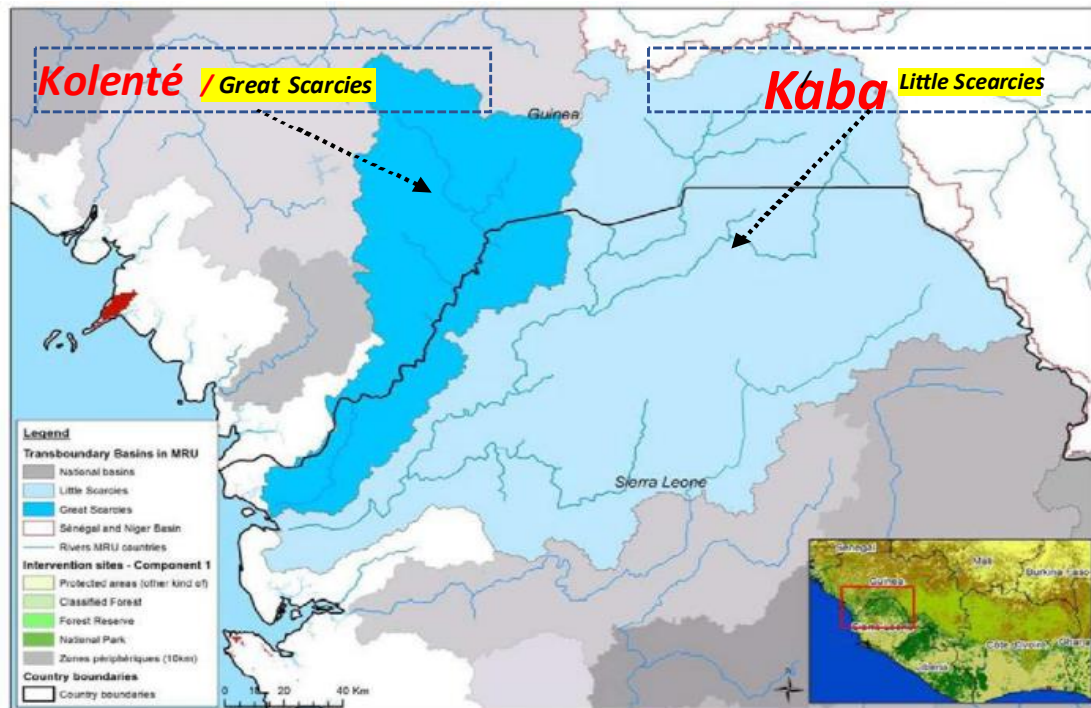


Figure 7 Bassins de Kolenté et Kaba

Source: BRLi, SRTM/UEMOA 2011 and ProtectedPlanet.net

Bassin de Moa Makona

Le bassin Moa/Makona dans les pays de l'Union du Fleuve Mano (UFM) de Guinée, du Libéria et de Sierra Leone

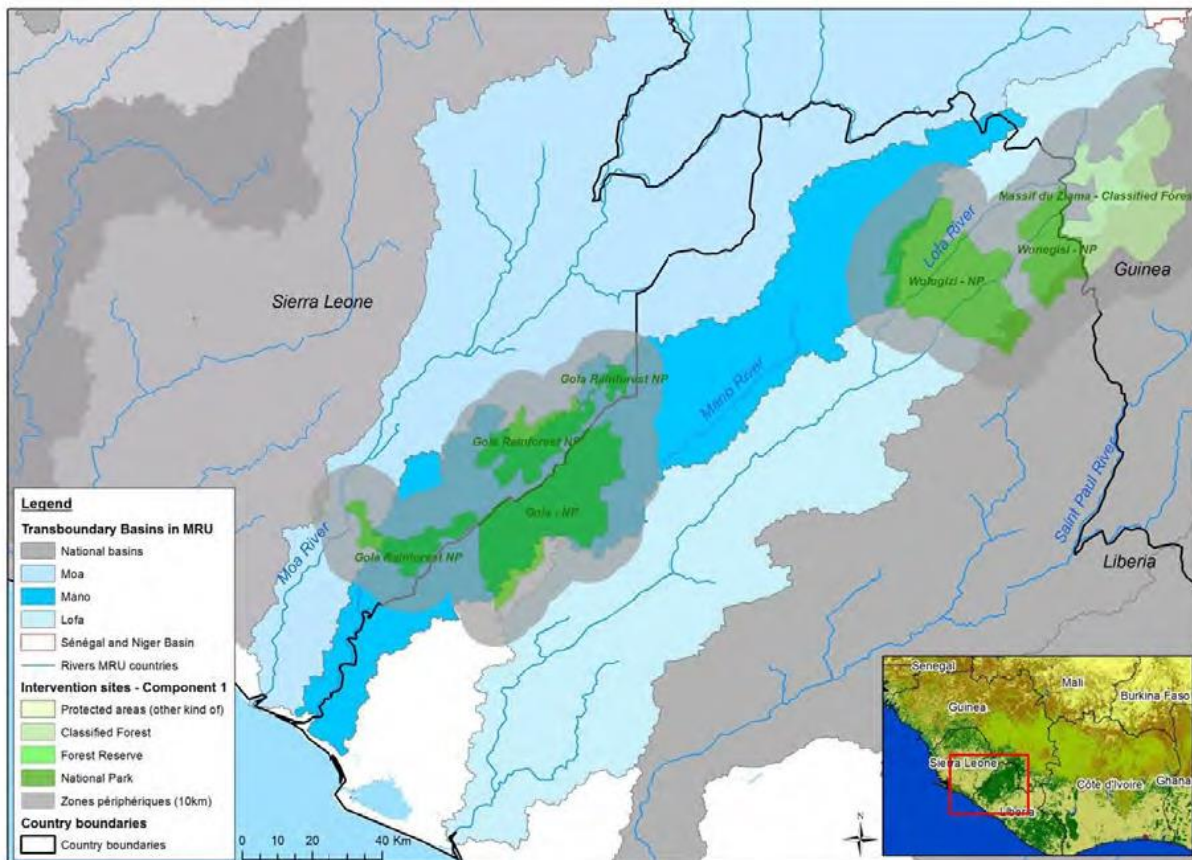


Figure 8 Bassins de Moa Makona

Source: BRLi, SRTM/UEMOA 2011 and ProtectedPlanet.net

Bassin du Fleuve Mano partagé entre le Libéria, la Sierra Leone et la Guinée

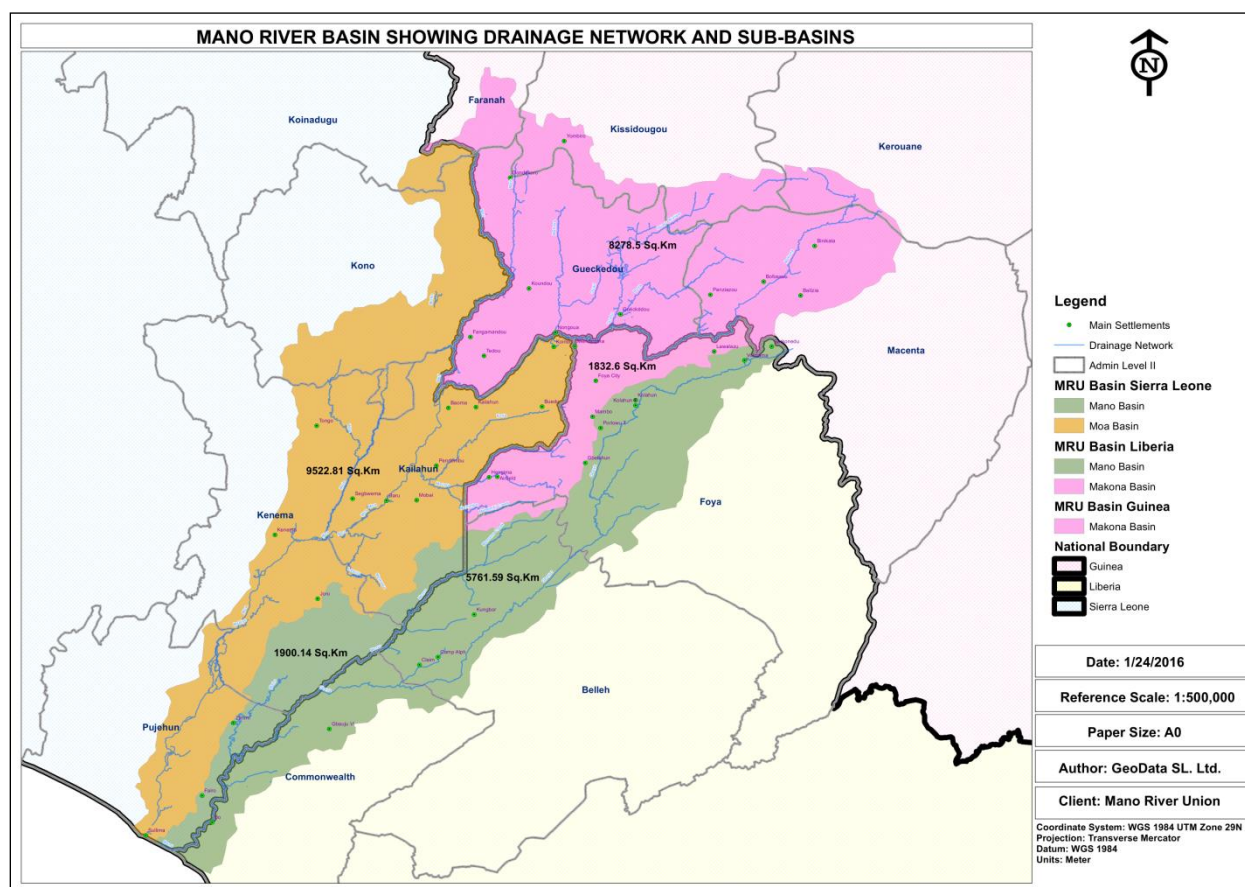


Figure 9 : Bassin du Fleuve Mano
Source Bridge Project

Bassin du Fleuve Cavally

Fleuve Cavally partagé entre la Côte d'Ivoire, la Guinée et Libéria

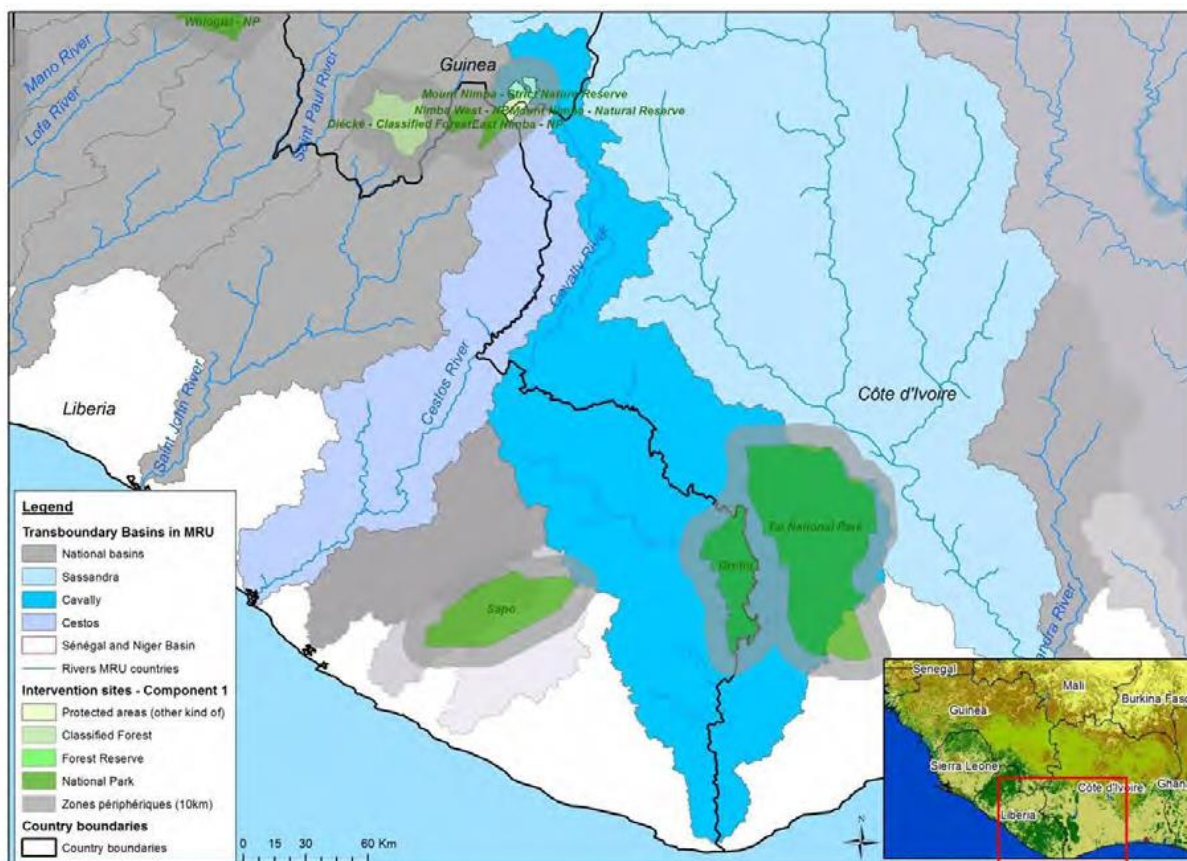


Figure 10 Bassin du Fleuve Cavally

Source: BRLi, SRTM/UEMOA 2011 and ProtectedPlanet.net

3.3. Contexte socio-économique

La plupart des habitants des pays de l'UFM dépendent directement et fortement des ressources naturelles et des services écosystémiques pour leur bien-être quotidien. Par conséquent, il est essentiel de préparer et de mettre en œuvre un PAS qui respecte et intègre la gestion des contributions de la nature aux personnes, y compris l'amélioration des droits et des moyens de subsistance des communautés locales.

3.4. Contexte institutionnel, législatif et réglementaire

Les défaillances institutionnelles, législatives et réglementaires font partie des principaux moteurs des problèmes environnementaux et de la dégradation des écosystèmes. Le PAS est l'occasion de remédier à certaines faiblesses, y compris les défaillances législatives et politiques telles que l'absence de droits de propriété sécurisés pour les agriculteurs. Par exemple, l'agroforesterie, qui œuvre en faveur d'arbres et de systèmes agricoles plus productifs, diversifiés, intégrés et intensifiés pour fournir des moyens de subsistance et des avantages environnementaux, ne peut réussir que si la propriété des arbres et des terres par les agriculteurs est légalement assurée et protégée.

Fort heureusement, il convient de noter et de prendre en compte le fait que de nouvelles politiques, lois et réglementations continuent à être adoptées pour mettre à jour le corpus juridique et corriger les lacunes observées.

a. Exemple en Sierra Leone

Supplément à la Loi de Sierra Leone Vol. CXLVIII, n° 48 daté du 17 août 2017 : Loi de 2017 sur L'Agence Nationale de Gestion des Ressources En Eau. Cette loi vise à :

- Assurer l'utilisation et la gestion équitables, bénéfiques, efficaces et durables des ressources en eau du pays ;
- Créer une Agence nationale de gestion des ressources en eau ;
- Fournir un conseil de gestion de bassin hydrographique et des comités de gestion des bassins versants pour la gestion des ressources en eau et pour d'autres questions connexes.

Création et fonctions de l'agence nationale de gestion des ressources en eau de Sierra Leone : Il est institué un organisme dénommé Agence nationale de gestion des ressources en eau, qui est chargé de veiller à ce que les ressources en eau du pays soient contrôlées de manière durable en tenant compte de :

- a. L'adoption des limites naturelles des bassins hydrographiques et des aquifères comme unités de base de la gestion des ressources en eau ;
- b. Protéger les ressources en eau pour assurer la durabilité des ressources et la protection des systèmes aquatiques et reconnaître le principe du pollueur-payeur ;
- c. Prévoir les utilisations coutumières existantes de l'eau et éviter tout dommage significatif aux autres utilisateurs ;
- d. Promouvoir l'utilisation efficace et bénéfique des ressources en eau dans l'intérêt public ;
- e. Promouvoir la participation communautaire et l'équité entre les sexes dans la répartition des ressources en eau ;
- f. Promouvoir la conservation et reconnaître la valeur économique des ressources en eau ;
- g. Réduire et prévenir la pollution et la dégradation des ressources en eau ; et
- h. le respect des obligations internationales en matière de protection et de gestion des masses d'eau transfrontières.

Il est donc essentiel de s'assurer que le PAS bénéficie de l'approbation et de l'engagement total de cette Agence ainsi que d'autres institutions gouvernementales travaillant sur la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) et la gestion durable des forêts (GDF).⁸

b. Exemple : Cote d'Ivoire-un nouveau code de l'eau

Un projet de loi portant code de l'eau a été adopté, mercredi 28 septembre 2022, à Abidjan, en conseil des ministres, au titre du ministère des Eaux et Forêts. L'adoption de ce Code de l'eau par le Parlement et sa promulgation par le Chef de l'Etat apporteront des réformes législatives utiles pour la gestion des ressources en eau en Côte d'Ivoire. L'eau, dans le cadre de ce code, appartient au patrimoine commun national. Ce code de l'eau intègre un nouveau dispositif qui assure les conditions d'utilisation rationnelle et durable des ressources en eau. Il améliore également le cadre de préservation des sites et des zones humides contre les effets du changement climatique et fixe de nouvelles règles de valorisation et de restauration des eaux de surface, des eaux souterraines et des eaux de la mer territoriale. Le code de l'eau, en outre, réorganise le cadre institutionnel de la police des eaux et introduit de nouvelles infractions avec des sanctions plus lourdes.⁹ Cependant, il faudra que les textes d'application de la nouvelle loi soient adoptés et appliqués pour que la loi soit effective sur le terrain.

c. Exemple en Guinée

⁸ Voir Supplément ACT à la Sierra Leone Gazette Vol. CXLVIII, n° 48 daté du 17 août 2017

<https://ewrc.gov.sl/wp-content/uploads/2021/10/NWRMA.pdf>

⁹ Voir publication de l'Agence Ivoirienne de Presse <https://www.aip.ci/cote-divoire-aip-le-gouvernement-adopte-un-projet-de-loi-portant-code-de-leau/>

En Guinée, il y a une convergence et une cohérence remarquables des textes législatifs et réglementaires sur la gestion des ressources en eau et la protection de la santé humaine. Ainsi, les dispositions du Code de l'Environnement, du Code de l'eau, et du Code de la Santé Publique de Guinée sont toutes pertinentes pour la gestion des écosystèmes des zones humides et la gestion des ressources en eaux, afin de contribuer à la protection de l'environnement et de la Santé humaine. Ainsi par exemple, le Code de l'Environnement en vigueur, en son Article 20 stipule « Le Ministère chargé de l'Environnement élabore, de manière participative, le Plan National d'Action pour l'Environnement, prenant en compte des objectifs de développement durable. Les politiques, programmes, projets et stratégies sectoriels s'inspirent des principes développés dans le Plan National d'Action pour l'Environnement ».¹⁰ De même, le Code de l'Eau stipule en son Article 34 « Les divers services concernés de l'administration en accord avec le Ministère chargé de l'hydraulique édictent toutes les mesures réglementaires relevant de leur compétence pour l'établissement et la gestion des régions protégées ». Le Code de la Santé Publique en son Article 33 stipule « Tout déversement ou enfouissement des produits toxiques, des déchets organiques, chimiques ou radioactifs dans le lit d'un cours d'eau (rivière, lac, étang, fleuve) et dans la mer, est prohibé sous peine des sanctions prévues par la Loi en vigueur. En son Article 57 le Code de la Santé Publique énonce : « Les secteurs public et privé devront concourir à l'établissement régulier des normes réglementant la distribution et l'utilisation des pesticides conformément aux dispositions des Conventions internationales. »

d. Exemple au Libéria

Le Libéria a adopté une politique nationale de gestion intégrée des ressources en eau en collaboration avec le Ministère de la santé et de la protection sociale, le Ministère du développement rural, le Ministère de la planification et des affaires économiques, le Ministère de l'agriculture, le Ministère des travaux publics, l'Agence libérienne de protection de l'environnement et la Liberia Water and Sewer Corporation.¹¹ Ce PAS doit impliquer toutes les institutions ci-dessus afin de garantir une participation et un engagement pour endosser et mettre en œuvre le PAS de manière collective. Cette politique reconnaît qu'il existe un besoin impérieux d'une approche bien coordonnée et intégrée pour le développement et la gestion des ressources en eau du pays (gestion intégrée des ressources en eau). En outre, il est nécessaire de disposer d'un cadre permettant d'établir des priorités et de planifier et de mettre en œuvre la protection et l'utilisation optimale des ressources en eau. Outre le manque d'accès à un assainissement adéquat et la contamination des plans d'eau par les déchets divers, le Gouvernement est préoccupé par le fait que la majorité de sa population n'a pas accès à de l'eau potable propre et salubre. Le défi majeur est de faire en sorte que ce service social soit fourni à tous. On ne saurait trop insister sur l'urgence d'une approche intégrée de la gestion des ressources en eau avec une coordination complète entre les secteurs liés à l'eau. Contrairement au passé, le Libéria a maintenant sa première politique nationale globale de gestion intégrée des ressources en eau. Cette politique guidera les efforts de développement visant à tirer le meilleur parti de ces ressources de manière durable pour les moyens de subsistance des générations présentes et futures. Le PAS prend en compte tous ces défis et les priorités nationales adoptées pour relever progressivement ces défis.

3.5. Contexte stratégique, y compris les programmes existants ou en cours de mise en œuvre

Reconnaissant qu'« aucun projet ne peut exister en vase clos », les éléments clés de ce PAS sont axés sur les questions liées au projet, mais tout au long du processus, il est également reconnu que le succès ou l'échec dépendent non seulement du projet lui-même, mais aussi de l'interaction dynamique des facteurs organisationnels aux niveaux local, national et régional. Le présent PAS examine l'interaction

<https://gn.test.chm-cbd.net/sites/gn/files/2021-08/CODE-ENVIRONNEMENT-GUINEE%202019.pdf>

¹¹ Voir Liberia National Integrated Water Resources Management Policy
<https://faolex.fao.org/docs/pdf/lbr180020.pdf>

des facteurs organisationnels explicites et implicites dans cette situation complexe et leurs effets possibles sur les résultats du PAS. En outre, le processus d'élaboration du PAS a permis d'identifier des « points de levier » afin de tirer parti des informations de base existantes. Ainsi, il est important de considérer les stratégies, les programmes et les projets en cours d'exécution ou planifiés dans ce même espace de l'UFM et ayant pour objectifs la gestion des paysages forestiers et de la faune, des ressources en eaux, des bassins fluviaux, y compris la zone côtière. Cette considération est indispensable pour éviter des doubles-emplois ou des compétitions préjudiciables et plutôt stimuler et entretenir une synergie efficiente avec ce PAS et son Plan d'Investissement. Ces programmes et projets offrent des opportunités de co-financement qu'il est important d'examiner et de rendre effectives pour soutenir la Vision et les OLTQE du PAS.

3.5.1. Exemple de programme régional opérant dans la même zone et ayant des objectifs similaires à ce projet de l'UFM

Par exemple, le programme West Africa Biodiversity and Low Emissions Development (WABiLED) est un programme intervenant dans le même espace, financé par l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) avec 3 objectifs principaux : réduire la déforestation, la dégradation des forêts et la perte de biodiversité dans les principaux paysages forestiers transfrontaliers ; lutter contre le trafic d'espèces sauvages et améliorer la conservation des grands singes ; et réduire les émissions de gaz à effet de serre et accroître la séquestration du carbone provenant de l'utilisation des terres. Les objectifs de ce projet sont axés sur la gestion et l'utilisation durable des quatre massifs forestiers ciblés par le projet de l'UFM. Il est donc logique d'établir un partenariat solide entre ce projet de l'USAID et celui de l'UFM/UICN/FEM¹². Ce type de partenariat est une opportunité pour obtenir un accord de co-financement mais aussi pour un soutien mutuel entre les deux projets qui devraient se compléter en partageant des responsabilités.

3.5.2 Exemples de stratégies et programmes intervenant au niveau national

a. Côte d'Ivoire REDD+

Afin de lutter contre la déforestation et ses conséquences néfastes et gérer les effets des changements climatiques pour arrêter la dégradation de l'environnement agro-écologique, la Côte d'Ivoire s'est engagée dans le mécanisme international de Réduction des Émissions de gaz à effet de serre dues à la Déforestation et à la Dégradation des Forêts (REDD+), depuis 2011. En novembre 2017, le Conseil des ministres de la Côte d'Ivoire a approuvé la Stratégie nationale REDD+ qui vise à restaurer le couvert forestier national pour atteindre 20% du territoire tout en assurant les objectifs de réduction de la pauvreté, de développement humain et social des communautés locales dans un cadre d'équité sociale, culturelle et de genre.¹³¹⁴

C'est dans cette dynamique que la région du Cavally s'est engagée à développer de manière participative et socialement inclusive un plan stratégique de production agricole zéro-déforestation, aligné sur les objectifs de la REDD+ et de la politique nationale de préservation, de réhabilitation et d'extension des forêts ainsi que sur le Schéma régional d'aménagement et de développement du territoire (SRADT), assorti d'une stratégie de croissance verte. Le plan stratégique régional de production agricole zéro

¹² Voir WABULED <https://wabuled.exposure.co/>

¹³ Voir La Stratégie Nationale REDD+ Côte d'Ivoire adoptée par le Gouvernement <https://reddplus.ci/la-strategie-nationale-redd-cote-divoire-adoptee-par-le-gouvernement/>

¹⁴ Voir Stratégie Nationale REDD+ de la COTE D'IVOIRE https://chm.cbd.int/api/v2013/documents/9D0035D2-D17D-EA58-E844-97D8870F0EF5/attachments/212263/R/C3%A9sum%C3%A9%20SNREDD%20VF_%2003102017%20REDD%2B.pdf

déforestation de la région du Cavally est un processus important à prendre en compte dans la formulation et l'exécution du PAN de Cote d'Ivoire ainsi que le PAS et son Plan d'Investissement. Tout comme le PAS, le plan stratégique régional de production agricole zéro déforestation de la région du Cavally est issu d'un processus participatif. Ce processus analyse la dynamique d'utilisation des terres et le rôle des différentes catégories de parties prenantes. Il propose en conséquence des options et des mesures pour protéger et reconstituer progressivement le couvert forestier de la région tout en améliorant les conditions des communautés locales par une production agricole durable.

b. Guinée REDD + et stratégie nationale de lutte contre le changement climatique

En Guinée, le processus de préparation d'une feuille de route pour la REDD+ a été basé sur une approche participative et a bénéficié des apports de diverses parties prenantes aux niveaux national et régional et dans tous les secteurs d'activités qui affectent l'utilisation des terres (agriculture, élevage, énergie, mines, aménagement du territoire...). Le processus REDD + en Guinée n'est pas très avancé mais pour faire face aux enjeux et aux risques liés au changement climatique, le Ministère de l'Environnement, des Eaux et Forêts (MEEF), avec l'appui du PNUD, a commandité l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre le changement climatique assortie d'un plan d'actions¹⁵. Cette stratégie intègre et complète les efforts et engagements du Gouvernement Guinéen pour un développement résilient aux impacts du changement climatique et sobre en émissions de gaz à effet de serre. Cette Stratégie Nationale sur le Changement Climatique vise ainsi l'intégration durable et cohérente des deux composantes du changement climatique (adaptation et atténuation) dans les politiques nationales de développement du pays, dans le cadre d'une coordination efficace et d'une convergence des initiatives en matière de lutte contre le changement climatique. La stratégie a été conçue de manière participative et inclusive, impliquant toutes les catégories d'acteurs, particulièrement les parties prenantes intervenant dans les secteurs vulnérables au changement climatique.

c. Libéria REDD+

Le Libéria a adopté le Programme REDD+ pour promouvoir les moyens de subsistance locaux grâce à la gestion durable des forêts et à la conservation de la biodiversité, la réduction des émissions de carbone et le partage équitable des avantages. Le Programme du secteur forestier du Libéria bénéficie d'un financement (36,7 millions de dollars) et la Banque mondiale administre le fonds.¹⁶

Le Libéria est couvert de 7,5 millions d'hectares de forêt tropicale qui soutiennent les communautés et contribuent à l'économie nationale¹⁷. Cependant, le pays est confronté au défi d'augmenter les revenus et de créer des emplois pour une population en croissance rapide (2,59% en 2018), tout en gérant durablement la forêt pour les générations futures. La déforestation est une menace croissante. Ceux qui dépendent le plus de la forêt souffriront le plus de sa perte. Pour éviter cela, le pays a travaillé avec des partenaires nationaux et internationaux pour réformer le secteur forestier afin qu'il puisse apporter des avantages communautaires, de conservation et commerciaux. Le programme de réforme intérieure du Libéria est soutenu par des accords internationaux sur le changement climatique et des accords de partenariat volontaires qui fournissent des fonds pour réduire les émissions dues à la perte de forêts. La stratégie nationale définit l'ambition du Libéria pour la mise en œuvre de REDD+ à travers le projet du secteur forestier du Libéria. La stratégie complète le projet pilote existant à Wonegizi, dans le comté de Lofa, en préparant les éléments essentiels du cadre de gouvernance pour la REDD+. La Stratégie guide les développements REDD+ avec 5 priorités stratégiques : (1) Aider les communautés à gérer les forêts

¹⁵ Voir la Stratégie Nationale sur Le Changement Climatique de la République de Guinée
<https://faolex.fao.org/docs/pdf/gui208220.pdf>

¹⁶ Voir The Status of Liberia's REDD+ Process - Environmental Protection Agency (EPA) of Liberia June 13, 2022
https://redd.unfccc.int/files/liberia_status_of_redd_in_liberia_xxx_boon_june_2022_1.pdf

¹⁷ Voir Liberia's Forest Reference Emission Level Submission to the UNFCCC December 2019 -
https://redd.unfccc.int/files/liberia_frel_submission_december_2019.pdf

de manière durable, (2) Gérer durablement la foresterie commerciale, (3) compléter le réseau d'aires protégées, (4) Protéger les forêts à haut stock de carbone et à haute valeur de conservation dans les concessions agricoles et minières, et (5) générer des avantages équitables et durables de la REDD+.¹⁸

d. Sierra Leone- Gola Forest REDD+ - Forêt de Gola REDD+

Avec l'aide du financement du carbone, le parc national de la forêt tropicale de Gola a été créé pour mieux protéger le parc de 70 000 hectares, la zone tampon de 70 000 hectares et les millions de tonnes de carbone qui y sont stockées. Le statut précédent de réserve forestière de Gola n'interdisait pas les opérations d'exploitation forestière à petite échelle, l'exploitation minière industrielle et artisanale et les activités agricoles, et la zone forestière était menacée de déforestation et de dégradation rapides. Ce projet permet aux parties prenantes locales (gouvernement, communautés et ONG nationales) de gérer l'ensemble de ce paysage de manière durable, au profit des communautés locales et de la faune. Tous les efforts du projet, des opportunités d'emploi de la Garde forestière du parc national à la création d'une coopérative de producteurs de cacao, contribuent à la reconstruction de vies après une décennie de guerre civile et la récente épidémie d'Ebola. Cette initiative « REDD+ » permettra d'économiser plus de 5 millions de tonnes d'équivalent CO₂ au cours des dix premières années.

Le projet REDD+ de Gola est un projet unique de conservation des forêts qui est devenu le premier parc national géré efficacement en Sierra Leone. En plus de conserver plus de 70 000 hectares de forêt tropicale vierge subsaharienne, le projet soutient simultanément les moyens de subsistance de 122 « communautés en lisière de forêt » (environ 24 000 personnes). Le projet est mis en œuvre par Gola Rainforest Conservation LG, une organisation à but non lucratif formée par 3 partenaires: le gouvernement de la Sierra Leone, représenté par le ministère de l'Environnement, la Conservation Society for Sierra Leone (CSSL) et la Royal Society for the Protection of Birds (RSPB).¹⁹

3.5.3. Mesures prises par les quatre pays pour progresser dans la mise en œuvre de certaines Stratégies et programmes avec un lien direct avec le PAS

Les quatre États membres de l'UFM sont engagés dans un certain nombre de programmes, de projets et d'initiatives, avec des niveaux de réalisations différents, y compris des initiatives de développement aux niveaux local, national et régional grâce à des solutions fondées sur la nature, ciblant les moyens de subsistance durables et les problèmes de réduction de la pauvreté. Ces programmes et projets sont élaborés et mis en œuvre dans le cadre de différentes approches intégrées, par exemple la gestion intégrée des zones humides (GIZH), la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE), la gestion intégrée des bassins hydrographiques (GIBH) et la gestion intégrée des zones côtières (GIZC). Des progrès plus ou moins satisfaisants ou mitigés ont également été réalisés sur le terrain en matière de réduction de la pauvreté en travaillant avec les communautés locales dans les zones forestières, les bassins fluviaux et la zone côtière. Il est essentiel pour le succès de ce PAS de s'assurer que le niveau de réalisation des stratégies et processus existants est bien pris en compte pour établir des partenariats afin de mieux atteindre les objectifs communs, y compris la Vision et les objectifs à long terme de qualité de l'environnement.

Les interventions industrielles ou artisanales pour l'exploitation forestière, le développement agricole, la pêche et l'exploitation minière doivent être également pris en compte comme éléments faisant partie intégrante du contexte dans lequel ce PAS intervient.

3.5.4. Les Plans Nationaux d'Adaptation (PNA)

¹⁸ Voir National Strategy for Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation (Redd+) in Liberia <https://faolex.fao.org/docs/pdf/lbr179067.pdf>

¹⁹ Voir Gola Forest REDD + reports- Sierra Leone <https://golarainforest.org/our-work>

Ces PNA sont importants à considérer car non seulement ils mettent en place des bases sur lesquelles ce PAS peut se développer et se mettre en œuvre, mais aussi les financements qui sont déployés au niveau national peuvent servir de sources de co-financement pour ce PAS.

a. Politique publique, planification et budgétisation du PNA de Côte d'Ivoire²⁰

La stratégie de développement de la Côte d'Ivoire est articulée dans le Plan National de Développement (PND) 2021 – 2025 ainsi que les quinquennaux des PND à l'horizon 2035. Le Programme National de Changement Climatique (PNCC), organe opérationnel, et la Direction de la lutte contre les Changements Climatiques (DLCC), organe politique, coordonnent la stratégie de réponse au changement climatique via le Ministère de l'Environnement et du Développement Durable. La stratégie présente les principales projections climatiques pour la Côte d'Ivoire et les impacts du changement climatique sur le secteur agricole, les ressources en eau, l'énergie, la biodiversité, la santé et les ressources côtières. Les Contributions Déterminées au niveau National (CDN) (2016) estiment le coût total de la mise en œuvre des actions d'adaptation à 1,76 milliards de dollars et identifient les 11 secteurs les plus vulnérables au changement climatique. Cela inclut l'agriculture, l'élevage, l'aquaculture, l'utilisation des terres, l'énergie et les zones côtières. Des plans ont aussi été développés pour la mise en œuvre de l'accord de Paris et des CDN pour 2016 – 2020.

Moyens de mise en œuvre d'actions d'adaptations en Côte d'Ivoire

Il existe plusieurs projets complémentaires dans le champ du changement climatique en Côte d'Ivoire. On distingue notamment. Ces projets et leurs sources de financement peuvent servir de « points de levier » pour le développement et la mise en œuvre du Plan d'Investissement du PAS. Parmi ces projets, on peut citer :

- Améliorer l'accès à la finance climatique en Côte d'Ivoire : le projet vise à faciliter l'accès aux ressources du Fonds vert pour le climat (FVC) en Côte d'Ivoire à travers l'attribution d'entités nationales d'accès direct – Banque Nationale d'investissement (BNI). Le projet identifie et renforce les capacités des entités nationales d'accès direct pour améliorer la préparation et gestion des projets de changement climatique. Il s'agit aussi de développer une stratégie de financement nationale pour identifier les options de financement. Cette dernière inclut des recommandations pour mobiliser les investissements du secteur privé pour les actions climatiques prioritaires.
- Augmenter les ambitions climatiques concernant l'utilisation des terres et l'agriculture à travers les CDN et les PNA (2020-2025, le ministère fédéral allemande de l'Environnement, de la Protection de la nature et de la Sécurité nucléaire) : le projet supporte la Côte d'Ivoire et 11 pays pour la mise en œuvre des PNA et des CDN en se focalisant sur l'agriculture et l'utilisation des terres.

b. Plan National d'Adaptation (PNA)- Sierra Leone

La Sierra Leone a également élaboré et adopté un premier plan national d'adaptation (Plan National initial d'Adaptation) pour faire face aux changements climatiques. Ce document fait partie intégrante des composantes de la contribution déterminée au niveau national (CDN) actualisée du pays pour la mise en œuvre effective de l'Accord de Paris. Le gouvernement de la Sierra Leone a commencé à intégrer des mesures d'adaptation au changement climatique dans les processus nationaux de développement, les stratégies, les politiques, les programmes et la budgétisation intelligents face au climat. Il facilitera donc le processus d'intégration des mesures d'adaptation au changement climatique à différents niveaux, selon ce qui conviendra. La préparation de ce PNA initial est conforme à la politique, stratégie et plan d'action nationaux en matière de changement climatique, ainsi qu'au Plan national de développement à moyen terme (2019-2023), qui comprend un groupe de questions sur la gestion des vulnérabilités et le renforcement de la résilience. Le PNA initial couvre cinq secteurs

²⁰ Voir Gros Plan sur le PNA de Cote d'Ivoire

https://www.adaptation-undp.org/sites/default/files/resources/civ_french_country_brief_nap-gsp.pdf

prioritaires de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, des ressources en eau et de l'énergie, de la gestion des zones côtières, de l'environnement et de la gestion des catastrophes, ainsi que deux priorités transversales identifiées : l'égalité des sexes et l'inclusion sociale et les infrastructures matérielles et immatérielles. Ce document peut donc être l'occasion de catalyser le financement national et international pour la mise en œuvre de stratégies et d'actions d'adaptation aux changements climatiques.²¹

c. Plan National d'Adaptation au Liberia

Le Libéria a également élaboré la Stratégie nationale de réponse au changement climatique en 2018 et dispose d'un Plan National d'Adaptation (PNA) comme jalon fondamental pour faire face à sa vulnérabilité et à sa résilience au changement climatique.²² Le PNA a été élaboré dans le cadre d'un processus de coopération et de consultation auquel ont participé des parties prenantes du Gouvernement, du secteur privé et de la société civile, avec l'appui du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD). Le PNUD soutient la mise en œuvre des PNA par la conception, le financement et la mise en œuvre d'actions prioritaires. La mise en œuvre effective du PAN sera appuyée par la mise en place de structures de gouvernance favorables, y compris celles énoncées dans la loi sur les changements climatiques promulguée. Un appui supplémentaire et des partenariats accrus seront nécessaires pour que le Libéria atteigne ses objectifs d'adaptation. Le Gouvernement libérien est pleinement déterminé à lutter contre les changements climatiques au niveau national et à faire preuve de leadership dans la lutte mondiale contre les changements climatiques. Ce document constitue un élément essentiel de la réponse du Libéria au changement climatique, en remplissant le mandat de la loi sur les changements climatiques et en reflétant l'engagement du Libéria à remplir ses obligations internationales conformément à la CCNUCC.

d. Politique publique, planification et budgétisation en Guinée

Les principales stratégies élaborées comprennent une vision nationale du développement sur 25 ans (Vision 2040) et un plan quinquennal de mise en œuvre de la Vision 2040 - appelé PNDES. Les activités proposées par le PNDES sont liées : i) au renforcement des capacités de lutte contre le changement climatique ; ii) à la promotion des énergies vertes et de l'efficacité énergétique ; iii) à l'atténuation des gaz à effet de serre dans les secteurs des transports et de l'agriculture ; iv) à la promotion d'appareils ménagers utilisant des technologies vertes ; et v) à l'augmentation de la capacité d'absorption du carbone via l'agroforesterie. La Guinée a également soumis une première (2002) et une deuxième (2018) communication nationale à la CCNUCC et a élaboré sa Contribution Nationale Déterminée (CDN) en 2015 dans le cadre de l'accord de Paris. La CDN définit les actions prioritaires : i) la préservation de la qualité et de la quantité des ressources en eau ; ii) la mise en place de mesures nécessaires pour protéger, conserver et gérer les écosystèmes, relancer les activités économiques et renforcer la résilience des communautés dans les zones côtières ; et iii) l'appui à l'adaptation des communautés rurales pour le développement des techniques agro-sylvo-pastorales. Le programme d'appui au PNA a également soutenu la soumission d'une proposition de préparation et de soutien préparatoire au Fonds vert pour le climat (FVC) dans le but de soutenir la formulation et la mise en œuvre d'un PNA en Guinée. La proposition de projet "Renforcement des capacités pour l'élaboration du plan national d'adaptation en Guinée" a été approuvée et est entrée en vigueur le 17 août 2020.

Plans de mise en œuvre d'actions d'adaptations en Guinée

²¹ Voir National Adaptation Plan Sierra Leone
https://unfccc.int/sites/default/files/resource/SierraLeone_iNAP_Final.pdf

²² Voir Plan national d'adaptation du Libéria 2020 2030
https://unfccc.int/sites/default/files/resource/LIBERIA_%20NAP_%20FINAL_%20DOCUMENT.pdf

Plusieurs projets ont été mis en œuvre en Guinée pour réduire les coûts sociaux et économiques du changement climatique, notamment (liste non-exhaustive) : • Renforcement de la résilience et adaptation aux changements climatiques dans les zones côtières vulnérables de la Guinée (2009, LCDF) : Intégration de la gestion des zones côtières guinéennes dans les politiques, stratégies et plans de développement au niveau local, préfectoral et national. • Renforcement des systèmes d'information climatique et d'alerte précoce pour un développement résilient et l'adaptation aux changements climatiques en Guinée (2019-2023, fonds FEM pour les PMA, PNUD TRAC, Ministère des Transports, Ministère de l'Agriculture) : Améliorer la surveillance du climat, la prévision et l'alerte précoce des catastrophes, et renforcer les capacités des principaux acteurs en Guinée.

La production de documents, tel que les contributions déterminées au niveau national et le document du projet « Renforcement des capacités pour l'élaboration du plan national d'adaptation en Guinée », fournissent des orientations pour mettre en place des mesures d'adaptation. Ce dernier est financé par le FVC et est entré en vigueur en Août 2020. Un projet sera proposé pour combler les lacunes identifiées au cours de cette phase et pour élaborer le document du PNA. La deuxième phase s'appuiera sur les résultats de la première phase, notamment en ce qui concerne les évaluations des risques climatiques et de la vulnérabilité, et la hiérarchisation des options d'adaptation dans les secteurs prioritaires de l'agriculture, de l'élevage, de la foresterie, des zones côtières et des ressources en eau.²³

4. IMPORTANCE MONDIALE ET REGIONALE DES SYSTEMES/ZONES CIBLES

L'espace couvert par l'UFM fait partie de la sous-région constituant la troisième réserve de biodiversité au monde, après les bassins de l'Amazonie en Amérique du sud et du Congo en Afrique Centrale. Il y a été dénombré plus de 9000 espèces de plantes dont au moins 25% sont endémiques, une faune abondante et variée dont plusieurs espèces sont également endémiques comme les crapauds vivipares des Monts Nimba, les chimpanzés de Bossou et de Tai, etc.

La région dispose d'une importante réserve d'eau douce souterraine et de surface ainsi que de massifs forestiers. Cependant, les écosystèmes et les ressources en eau sont très fortement menacés par des modes d'exploitation non durable comme la culture sur brûlis, la coupe incontrôlée du bois (exportation de grumes, bois d'œuvre et charbon de bois), l'exploitation de minerais de fer, de bauxite, de l'or et le diamant, etc. sans restauration des espaces dégradés après l'exploitation.

L'espace de l'UFM couvre au moins dix bassins versants et quatre d'entre eux ont une envergure transfrontalière.

5. COMPLEXITE DU PROJET ET DES ECOSYSTEMES CIBLES

Il est utile de noter que l'élaboration et la mise en œuvre future du PAS sont caractérisées par une situation inhabituelle et complexe parce que le projet ne concerne pas seulement un seul bassin transfrontalier, mais comporte également les éléments suivants :

- a. Le projet comporte deux composantes majeures qui sont interconnectées :
 - La première composante est axée sur la gestion durable des forêts transfrontalières partagées par les quatre pays membres de l'UFM ;

²³ Voir Gros Plan sur le Plan National d'Adaptation de Guinée (PNA)

https://www.adaptation-undp.org/sites/default/files/resources/guinea_french_oct_21.pdf

- La deuxième composante est axée sur la gestion des eaux internationales partagées par les pays membres de l'UFM

Pour la première composante du projet, il y a quatre massifs forestiers cibles :

- les Réserves de forêt intégrée du Mont Nimba (Guinée/Cote d'Ivoire) et le Parc National de l'Est Nimba (Liberia) ;
- le complexe d'aires protégées des forêts nationales du Parc national de Wonegizi-Ziama (Libéria/Guinée) ;
- le complexe d'aires protégées du Parc national de la forêt de Gola (Sierra Leone) et la forêt nationale de Gola (Libéria) ;
- le complexe d'aires protégées du parc national de Sapo (Libéria), la forêt nationale de Grebo (Libéria) et le parc national de Tai (Cote d'Ivoire).

Pour la deuxième composante du projet, quatre bassins fluviaux sont ciblés :

- Bassin du fleuve Moa/Makona transfrontalier, partagé par la Guinée le Libéria (et la Sierra Leone.
 - Bassin du fleuve transfrontalier Cavally partagé par la Côte d'Ivoire la Guinée et le Libéria.
 - Bassin du fleuve transfrontalier Great Scarcies/Kolenté et Litte Scarcies/Kaba partagé par la Guinée et la Sierra Leone.
 - Bassin du fleuve Transfrontalier Mano partagé par le Libéria, la Sierra Leone et la Guinée.
- b. La préparation, l'adoption et la mise en œuvre du PAS transfrontalier doivent également être menées en conformité avec le Plan Stratégique de l'Union du Fleuve Mano ainsi que les priorités de chaque État membre, concernant les objectifs de développement durable (ODD), l'application du nouveau cadre sur la biodiversité et l'atténuation/l'adaptation aux changements climatiques.

6. PROBLEMES TRANSFRONTIERS DES ZONES FORESTIÈRES CIBLES ET DES BASSINS FLUVIAUX CIBLES DE L'UFM

6.1. Identification de tous les problèmes importants

Sur la base de la revue documentaire, des analyses diagnostiques nationales et de l'incidence du problème, le document de l'Analyse Diagnostique Transfrontalière a identifié les neuf (9) problèmes transfrontaliers suivants :

- 1) La perte de biodiversité
- 2) La déforestation et le déboisement
- 3) La dégradation de la mangrove et des écosystèmes estuariens
- 4) La dégradation de la qualité des eaux
- 5) La variabilité et changement climatique
- 6) Les maladies liées à l'eau
- 7) Les changements dans la morphologie fluviale – érosion des berges
- 8) Les végétaux aquatiques envahissants
- 9) L'érosion, la dégradation des sols et des têtes de sources des fleuves

Les neuf problèmes ont ensuite été ramenés à 8 en combinant le problème 7 (Changements dans la morphologie fluviale et érosion des berges) et 9 (Erosion, dégradation des sols et des têtes de sources des fleuves).

Sans le poser comme un problème transfrontalier, l'ADT a soulevé la problématique du changement et de la variabilité climatique comme une question transversale et en a fait une étude de causalité. Il en est de même pour les questions des couches vulnérables dont le genre et de la gouvernance des ressources naturelles. Puis ces huit (8) problèmes ont été classés par ordre de priorité.

6.2. Problèmes Transfrontaliers prioritaires

Se fondant sur cinq critères (impact, niveau d'interaction, dimension transfrontalière et conséquences du problème sur d'autres bassins ciblés) de notation stratifiée de 0 (**0** = néant, non pertinent, non documenté) à 5 (**5** = très élevé, très important/significatif, optimal), l'ADT a retenu comme problèmes prioritaires transfrontaliers : la déforestation/déboisement et dégradation des forêts, la dégradation de la qualité de l'eau, la perte de la biodiversité et l'érosion des sols et la dégradation des terres et des berges.

6.2.1. La déforestation/déboisement et dégradation des forêts

L'exploitation forestière, surtout incontrôlée, conduit à un déboisement et à la déforestation. La coupe anarchique du bois (bois de chauffe, bois d'œuvre et bois de service) aussi bien par les populations riveraines que par les industries d'exploitations forestières et minières et les scieries participent à une dégradation continue des écosystèmes forestiers dans l'ensemble des bassins de l'espace de l'UFM. La dégradation du couvert végétal a alors pour conséquences la dégradation des écosystèmes forestiers et des bassins versants entraînant la perte d'habitat de la faune terrestre et de la biodiversité aquatique.

6.2.2. La dégradation de la qualité de l'eau

Les rejets de produits chimiques tels le mercure et le cyanure utilisés dans l'exploitation minière artisanale et industrielle ainsi que ceux utilisés en agriculture (engrais, herbicides, pesticides) affectent négativement la qualité des eaux (eaux de surface et eaux souterraines). La dégradation de la qualité des eaux a des conséquences négatives sur la flore, la faune et en particulier l'ichtyofaune ainsi que sur la santé humaine et animale. La dégradation de la qualité des eaux est un problème général dans l'espace UFM (ADT ; 2022).

6.2.3. La perte de la biodiversité

Dans les écosystèmes forestiers, la déforestation et la dégradation des forêts conduisent à un confinement de la faune sauvage et des espèces végétales menacées de disparition dans des espaces réduits ou des niches spécifiques, accroissant leur vulnérabilité. Pendant ce temps le braconnage, les feux de brousse, l'expansion des terres agricoles et la réduction de la disponibilité et de la qualité des ressources en eau contribuent à réduire le potentiel existant. La croissance démographique et les mouvements migratoires contribuent significativement à la perte de la biodiversité et les services écosystémiques qui par ailleurs impactent négativement les activités socioéconomiques.

6.2.4. L'érosion des sols et la dégradation des terres et des berges.

Sous l'effet du ravinement et de l'érosion hydrique, les terres et spécifiquement les sols se dégradent progressivement. La dégradation des terres et des sols a pour conséquence un accroissement de la turbidité et des charges solides dans les lits des cours d'eau, un remodelage du cours des sources d'eau et une détérioration des têtes de sources des fleuves. La dégradation des terres et des sols crée en outre, avec le temps, un envasement des lits des cours d'eau modifiant ainsi leur régime (rétrécissement de lits, assèchement ou déviation de cours et élargissement des berges).

L'ADT considère par ailleurs que les quatre autres problèmes sont des problèmes « partagés ou communs » qui « sont aussi souvent mis au même pied que les problèmes transfrontaliers » car

« communs à au moins deux pays dans un système hydrique ou un espace éco-géographique donné ». Aussi tous les problèmes ici énumérés sont-ils ici considérés comme des problèmes transfrontaliers, les quatre premiers étant en plus prioritaires.

Par ailleurs, il ressort de l'examen des problèmes prioritaires que celui des « maladies liées à l'eau » découle de la « dégradation de la qualité des eaux ». Ainsi les problèmes transfrontaliers prioritaires de l'espace du l'Union du Fleuve Mano peuvent-ils être ramenés à quatre.

En dehors de ces quatre problèmes prioritaires, quatre problèmes transversaux d'importance ont été relevés et sept problèmes spécifiques ont été retenus pour contribuer à la préservation des zones clés de biodiversité et consolider les acquis du projet en cours de « Conservation des écosystèmes et gestion durable des ressources en eaux internationales de l'Union du Fleuve Mano ».

6.3. Les problèmes transversaux de l'espace UFM

Il est par ailleurs relevé certains problèmes dits transversaux du fait qu'ils ne sont ni particuliers aux bassins fluviaux mais concernent tous les pays riverains. Quatre d'entre eux sont d'ordre environnemental : la dégradation des mangroves et des écosystèmes estuariens, le changement et la vulnérabilité climatique, les végétaux aquatiques envahissants et la prolifération du plastique non biodégradable.

La gouvernance de l'environnement est un problème qui se pose avec acuité dans l'ensemble des Etats membres de l'UFM. En effet, les exploitants miniers déversent substance peu propice à la santé humaine, animale et écosystémique. Il en est de même des pratiques agricoles qui non seulement s'opèrent sur brûlis mais participent à contaminer les sols et les sources d'eau avec des pesticides, des fongicides et des herbicides souvent non homologués. L'exploitation forestière anarchique contribue largement à la dégradation des paysages forestiers. En outre, le problème des couches vulnérables notamment celui des femmes, des enfants, des jeunes et des personnes handicapées, s'il n'est pas pris en considération dans un contexte de conflits sociaux et d'épidémie, risquerait de compromettre le succès du PAS. Ceci vise leur intégration progressive dans les actions stratégiques et opérationnelles du PAS ainsi que dans les politiques, les stratégies, les lois, les plans d'action, les programmes, les projets et toutes les activités socioéconomiques (approvisionnement en eau, agriculture, élevage, pêche, extraction minière artisanale). Par ailleurs, en l'absence de réglementation, dans tous les pays de l'espace UFM, il y a une propension de l'utilisation du plastique non biodégradable qui affecte négativement la santé humaine et animale par ses composants qui sont ingérés et affecte aussi l'environnement (infiltration des eaux de pluie, pollution olfactive etc.).

Il en résulte un besoin de réforme juridique et institutionnelle qui harmonise les politiques de gestion des ressources naturelles dans l'espace UFM. Les pays sont souvent partis de conventions et traités internationaux et régionaux sur l'environnement mais disposent rarement de textes législatifs et réglementaires d'application de ceux-ci. De même, le PAS étant un document de politique négocié entre les États membres, il sied de disposer d'un cadre institutionnel approprié pour sa mise en œuvre tant dans les pays qu'au niveau de l'Union du Fleuve Mano. Enfin, le développement des plantes aquatiques envahissantes est très préoccupant dans la sous-région car il affecte la plupart des plans d'eau, participe à leur eutrophisation et en conséquence affecte négativement les ressources ichthyologiques (potentialités et diversité) ainsi que les activités socioéconomiques.

7. APPROCHE DE L'ANALYSE DIAGNOSTIQUE TRANSFRONTALIÈRE ET RELATION AVEC LE PROGRAMME D'ACTION STRATEGIQUE PORTANT SUR LES PROBLEMES PRIORITAIRES, LES PROBLEMES TRANSVERSAUX ET LES PROBLEMES SPECIFIQUES A DES ECOSYSTEMES PARTICULIERS

7.1. Particularités fondamentales de ce Programme d'Action Stratégique

L'ADT a identifié et classé par ordre de priorité sept problèmes transfrontaliers dans les quatre massifs forestiers et les quatre bassins des fleuves cibles de l'UFM.

Les problèmes prioritaires et transversaux identifiés constituent des sujets de préoccupations majeures dont les causes profondes font l'objet d'actions stratégiques et opérationnelles à travers la définition et la mise en œuvre d'une vision et des objectifs à long terme de qualité de l'environnement appropriés.

7.2. Énoncé de la Vision

L'énoncé de la vision retenue de manière consensuelle lors des sessions d'échanges dans les bassins est :

« Les pays en partage des bassins de l'Union du Fleuve Mano coopèrent dans la solidarité pour la sécurité, la paix et la gestion durable des ressources naturelles, tout en s'adaptant au changement climatique, pour la santé et le bien-être socio-économique des Communautés et des États membres, à l'horizon 2043 ».

Cette vision met en son centre la solidarité entre les peuples pour un environnement social sécurisé et de paix sociale, condition sine qua non pour une gestion durable des ressources naturelles. En raison du contexte de changement climatique et de besoin d'assurer une santé et un bien-être socio-économique pour l'ensemble des communautés vivant dans les bassins, la vision prend comme piliers ces deux facteurs pour espérer un développement durable et harmonieux dans les Etats membres de l'espace UFM en quatre quinquennats, soit d'ici 2043.

7.3. Les objectifs à long terme de la qualité des écosystèmes forestiers et des ressources en eau

Afin de participer à la résolution des problèmes identifiés, les concertations dans les bassins ainsi que celles au niveau national ont permis de retenir quatre objectifs prioritaires, trois objectifs transversaux et cinq objectifs spécifiques. À chacun des problèmes identifiés correspond un objectif.

7.3.1. Quatre Objectifs prioritaires :

OLTQE 1 : Les écosystèmes forestiers des bassins de l'UFM sont restaurés, protégés et gérés de façon durable.

OLTQE 2 : Une eau de bonne qualité est disponible pour satisfaire les besoins essentiels des écosystèmes et des populations dans les bassins de l'UFM conformément à l'indicateur 6.3.2 des ODD.

OLTQE 3 : L'intégrité écologique restaurée et conservée et les écosystèmes terrestres et aquatiques des bassins de l'UFM sont gérés de façon durable.

OLTQE 4 : Les terres, les berges de cours d'eau et têtes de sources restaurées et protégées.

7.3.2. Quatre objectifs transversaux :

OLTQE 5 : Les capacités d'adaptation, d'atténuation et de résilience des États membres au changement climatique renforcées à tous les niveaux.

OLTQE 6 : Les couches vulnérables notamment les femmes, les jeunes et les enfants prises en compte dans la mise en œuvre du PAS.

OLTQE 7 : La coopération transfrontalière entre les États membres, les communautés et les autres acteurs renforcée.

OLTQE 8 : Le plastique non biodégradable est recyclé ou n'est plus utilisé dans l'espace UFM.

7.3.3. Sept Objectifs spécifiques à des écosystèmes particuliers

OLTQE 9 = Objectif spécifique 1 : Réduire le niveau d'infestation des espèces aquatiques envahissantes à un niveau n'affectant pas négativement les écosystèmes aquatiques et les activités socioéconomiques dans les bassins de l'Union.

OLTQE 10 = Objectif spécifique 2 : L'écosystème forestier du Mont Nimba restauré et le dispositif de sa gestion renforcé et mieux organisé.

OLTQE 11 = Objectif spécifique 3 : L'écosystème forestier du complexe Taï-Grabo-Krahn-Sapo restauré et un dispositif de sa gestion mis en place.

OLTQE 12 = Objectif spécifique 4 : L'écosystème forestier du complexe Gola restauré et un dispositif de sa gestion mis en place.

OLTQE 13 = Objectif spécifique 5 : Les mangroves des écosystèmes estuariens restaurés et un dispositif de leur gestion mis en place.

OLTQE 14 = Objectif spécifique 6 : Les parcs nationaux Penselly-Soya-Sabouya et Outamba restaurés et un dispositif de leur gestion mis en place

OLTQE 15 = Objectif spécifique 7 : Les écosystèmes forestiers du parc Wologisi-Wonegisi- Ziama restaurés et un dispositif de leur gestion mis en place

7.3.4. Relations étroites entre l'ADT et le PAS

Chaque Objectif à long terme de qualité de l'environnement est traité à travers des actions subdivisées en activités qui s'attaquent aux causes profondes de la dégradation des paysages concernés. Au niveau national et régional, les États membres et les partenaires internationaux s'emploient collectivement à réaliser les étapes requises pour atteindre les objectifs fixés. Au niveau national, les interventions sont définies et exécutées à travers un Plan d'action National et un Plan de financement.

L'ADT et le PAS faisant partie d'un même processus (le processus d'Analyse Diagnostique Transfrontalière/Programme d'Action Stratégique), il est important de regrouper et analyser ensemble les résultats des deux composantes de ce même processus qui sont très interconnectés pour mieux illustrer les interrelations tout en reconnaissant que :

- L'ADT est la composante analytique qui identifie et analyse les problèmes transfrontaliers, leurs impacts et leurs causes.

- Le PAS est la composante stratégique qui se concentre sur la réflexion stratégique, la planification et la mise en œuvre. Comme le montre le tableau 3, le PAS établit des priorités d'action claires pour résoudre les problèmes transfrontaliers prioritaires, transversaux et particuliers identifiés dans l'ADT.

Le contenu du tableau 3 provient d'un processus hautement collaboratif incluant des concertations aux niveaux local et national, impliquant les parties prenantes compétentes et débouchant sur l'élaboration d'un Plan d'Action National par chacun des quatre pays de l'UFM. L'approche utilisée a finalement permis d'avoir une concertation au niveau de chaque bassin fluvial, regroupant les pays partageant le même bassin.

8. SYNTHÈSE DES RESULTATS DU PROCESSUS D'ANALYSE DIAGNOSTIQUE TRANSFRONTALIÈRE ET CELUI DU PROGRAMME D'ACTION STRATEGIQUE

Le tableau ci-dessous est une synthèse des problèmes identifiés par l'ADT, leurs causes profondes et les options de solutions desquels sont décrits les objectifs et les actions pour résoudre ces problèmes. Il est en outre indiqué les entités et institutions responsables de la mise en œuvre.

Tableau 3 : Analyse des problèmes (ADT) et solutions possibles (ADT et PAS)

ADT			PAS		Entités /Institutions responsables
Problème majeur	Causes profondes	Options de solutions	OLTQE	Actions stratégiques	
8.1. Analyse des problèmes prioritaires et solutions proposées					
Déboisement et déforestation (dégradation des forêts)	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation de la population • Accroissement des densités populations rurales • Baisse de la fertilité des terres agricoles • Afflux d'immigrants à la recherche de moyens de vie • Pauvreté • Manque d'emplois des jeunes • Faiblesses dans la mise en œuvre des codes et réglementations relatives à la production des forêts 	<ul style="list-style-type: none"> • Identification / classement en aires protégées des forêts primaires et écosystèmes de valeur • Reforestation des zones déboisées • Réalisation de programmes de reboisement/reforestation compensatoire des forêts perdues • Restauration des forêts dégradées, par le reboisement ou la régénération naturelle • Réglementation rigoureuse de l'exploitation des forêts • Encadrement rigoureux afin d'assurer le respect des conditions d'octroi des permis d'exploitation du bois • Promotion d'une agriculture intensive (irrigation, agroforesterie, utilisation d'engrais, etc.) 	OLTQE 1 : Les écosystèmes forestiers des bassins de l'UFM sont restaurés, protégés et gérés de façon durable	<ol style="list-style-type: none"> 1.1. Restaurer les forêts dégradées, protéger et gérer tous les paysages forestiers transfrontaliers de l'UFM . dégradés 1.2. Elaborer/Renforcer, harmoniser et appliquer les politiques nationales et les législations/règlementations pour minimiser la déforestation et la dégradation des forêts. 1.3. Promouvoir des systèmes d'agriculture durable 1.4. Prévenir ou lutter contre les feux de brousse et les maladies pouvant affecter les forêts et la faune. 1.5. Améliorer la gestion des Aires Protégées (Zone IP, Tampon et Transition) 	<ul style="list-style-type: none"> • Structures gouvernementales compétentes au niveau national • Gouvernement centraux et Parlements de chaque pays. <p>Ministères en charge de de l'Agriculture, des forêts, de l'Elevage, et du développement rural dans chaque pays.</p>

ADT			PAS		Entités /Institutions responsables
Problème majeur	Causes profondes	Options de solutions	OLTQE	Actions stratégiques	
		<ul style="list-style-type: none"> • Encadrement des activités minières en préservant les aires protégées, les forêts primaires et les écosystèmes forestiers d'intérêt particulier • Promotion des pratiques d'exploitation minière minimisant le déboisement et assurant la réhabilitation des sites miniers • Promotion des activités génératrices d'emplois et de revenus comme alternatives à l'exploitation non durable des forêts et à l'exploitation minière informelle et clandestine • Organisation de patrouilles mixtes entre les États dans le cadre de la coopération transfrontalière • Implication des communautés dans la prise de décisions 		<p>1.6. Veiller à l'application de la réglementation sur les produits forestiers ligneux et non ligneux pour une gestion durable</p> <p>1.7. Réaliser une cartographie détaillée de l'occupation des sols et établir la situation de référence.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Services des Forêts et de la Faune en collaboration avec les autorités locales et les communautés

ADT			PAS		Entités /Institutions responsables
Problème majeur	Causes profondes	Options de solutions	OLTQE	Actions stratégiques	
<i>Dégradation de la qualité des eaux</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Faible niveau de connaissance de la qualité des eaux • Manque éducation et sensibilisation • Déficiences dans les cadres juridiques et institutionnels nationaux ou dans leur effectivité pratique • Faible niveau d'harmonisation des normes et cadres de gouvernance de la qualité des eaux • Faible niveau de coopération transfrontalière 	<ul style="list-style-type: none"> • Mines : meilleur encadrement des activités minières à petite échelle et/ou artisanales • Mines : Activités information et sensibilisation ciblant intervenants dans l'exploitation minière artisanale et à petite échelle • Mines : Meilleure gestion des stériles pour prévenir la contamination des eaux et les écosystèmes par le mercure ou le cyanure • Mines : Meilleur suivi de la qualité des eaux dans et autour sites miniers • Agriculture : Promouvoir agroforesterie • Agriculture : Améliorer le drainage des eaux agricoles • Cadre de gouvernance : Encourager l'adhésion à l'agro-business (palmier à huile) • Cadre gouvernance : appui aux États pour 	<p>OLTQE 2 : Une eau de bonne qualité est disponible pour satisfaire les besoins essentiels des écosystèmes et des populations dans les bassins de l'UFM conformément à l'indicateur 6.3.2 des ODD</p>	<p>2.1. Renforcer les capacités scientifiques, techniques et financières des services techniques des États membres, en charge de la gestion des ressources en eau.</p> <p>2.2. Mettre en place un réseau de mesures de suivi et partager les données sur la quantité et la qualité des eaux et des aliments contenus dans les eaux naturelles.</p> <p>2.3. Protéger les ressources aquatiques contre les contaminations des métaux lourds et autres polluants (physiques, chimiques et biologiques).</p> <p>2.4. Promouvoir et encourager les bonnes pratiques des activités anthropiques (agriculture, élevage, pêche, exploitation minière, etc.)</p> <p>2.5. Promouvoir le traitement des eaux usées (agricole, domestique, industrielle et minière) avant</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Experts ayant les qualifications exigées pour effectuer la formation . Partenaires techniques et financiers appuyant l'UFM et les pays membres. <p>Gouvernements centraux et Parlements de chaque pays.</p> <p>Centres de recherches, Universités en collaboration avec les services étatiques et les autorités/communauté s locales.</p>

ADT			PAS		Entités /Institutions responsables
Problème majeur	Causes profondes	Options de solutions	OLTQE	Actions stratégiques	
		opérationnaliser : Convention de Stockholm sur les Polluants Organiques Persistants ; Convention de Minamata sur le mercure ; dispositions pertinentes des conventions sur l'eau : convention de New York de 1997 et Convention d'Helsinki de 1992		rejet et soutenir les actions de recyclage des eaux usées et des plastiques.	Services étatiques en charge des ressources en eau, de l'agriculture, de l'assainissement, des mines et de la Santé Publique.
<i>Perte de biodiversité</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Croissance démographique • Urbanisation • Instabilité politique, guerres civiles, insécurité • Défaillances dans le cadre de gouvernance de l'environnement • Faible niveau de coopération transfrontalière dans la gestion de l'environnement et de la biodiversité 	<ul style="list-style-type: none"> • Identification et classement en aires protégées d'écosystèmes abritant une riche biodiversité ou faisant partie des derniers refuges pour espèces rares ou menacées • Formuler et mettre en œuvre des plans de gestion crédibles pour aires protégées existantes et nouvellement créées • Identification de zones humides et étude de leurs fonctions écologiques y compris pour faune aviaire • Inscription sur liste sites Ramsar de zones humides 	OLTQE 3 : L'intégrité écologique restaurée et conservée et les écosystèmes terrestres et aquatiques des bassins de l'UFM sont gérés de façon durable.	3.1. Assurer une conservation durable des aires protégées et des zones clés de biodiversité (ZCB) 3.2. Faire le suivi des espèces endémiques et en danger. 3.3. Encourager les communautés à valoriser les plantes médicinales et les espèces d'intérêt socioéconomique.	Structures chargées de la gestion des aires protégées Services gouvernementaux et ONG

ADT			PAS		Entités /Institutions responsables
Problème majeur	Causes profondes	Options de solutions	OLTQE	Actions stratégiques	
		<p>ayant ou pouvant avoir importance internationale du point de vue écologique, économique, culturel et scientifique</p> <ul style="list-style-type: none"> • Domesticquer et mettre en œuvre les dispositions de la Convention CITES à échelle nationale et UFM • Encourager les intervenants privés à adhérer dans des réseaux de promotion de bonnes pratiques de gestion des ressources naturelles (ex à RSPO pour promoteurs de culture de palmiers à huile) • Mis en place de système d'alerte précoce contre l'introduction et la prolifération d'espèces envahissantes 			

ADT			PAS		Entités /Institutions responsables
Problème majeur	Causes profondes	Options de solutions	OLTQE	Actions stratégiques	
<i>Erosion / dégradation des terres, des berges et têtes de sources</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Augmentation rapide de la population urbaine et rurale <ul style="list-style-type: none"> ○ augmentation des densités de populations à l'hectare ○ augmentations des besoins en terres agricoles • Augmentation des effectifs du cheptel • Faible niveau d'encadrement, d'utilisation et de gestion des ressources (agriculture) • Faible niveau d'encadrement et de gouvernance de l'activité minière 	<ul style="list-style-type: none"> • Promotion de l'agroforesterie comme alternative à une agriculture extensive sur brûlis • Cartographie et étude de l'état des lieux des têtes de sources des fleuves transfrontaliers • Elaboration et mise en œuvre plans de restauration et réhabilitation des têtes de sources les plus dégradées • Identification et cartographie des berges les plus exposées à l'érosion et mise en place plan restauration et stabilisation berges • Activités de reboisement, reforestation et régénération des sols les plus exposés à l'érosion • Promotion de techniques de gestion des sols et des eaux (diguettes, cordons pierreux, barrages collinaires) sur terres dégradées flancs de montagnes et collines et plateaux 	OLTQE 4 : Les terres, les berges de cours d'eau et têtes de sources restaurées et protégées	<p>4.1. Elaborer et mettre en œuvre des plans de restauration et de réhabilitation des berges de cours d'eau et des têtes de sources dégradées</p> <p>4.2. Promouvoir les bonnes pratiques d'exploitations minières et agricoles qui intègrent la restauration des terres et des eaux.</p> <p>4.3. Restaurer le couvert végétal des bassins versants dégradés</p> <p>4.4. Suivre l'accumulation, le transport et les caractéristiques physiques, chimiques, microbiologiques et même nucléaires des sédiments/solides dans les cours d'eau</p> <p>4.5. Promouvoir l'approche hydro-écologique pour</p>	<p>Services de l'Agriculture, du Génie Rural et des Eaux et Forêts.</p> <p>Services du Génie Rural et des Eaux et Forêts.</p> <p>Services de l'Environnement, des Forêts, et des ressources en Eau et de la sante.</p>

ADT			PAS		Entités /Institutions responsables
Problème majeur	Causes profondes	Options de solutions	OLTQE	Actions stratégiques	
				réduire la perte des sols et la dégradation des terres notamment dans la valorisation des zones humides (solution basée sur la nature).	Services du Génie Rural et des Eaux et Forêts, de l'Environnement, des Ressources en eau et de la Santé Publique.
8.2. Analyse des problèmes transversaux et solutions proposées					
<i>Changement et variabilité climatiques</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Forte pression sur les ressources forestières • Expansion rapide des plantations agro-industrielles • Fréquence et généralisation des pratiques de la culture sur brûlis, la multiplication des sites d'exploitation minière industrielle et artisanale • Braconnage 	<ul style="list-style-type: none"> • Conduire une étude sur les scénarii des changements climatiques dans l'espace de UFM ou les bassins cibles • Mener une étude de l'analyse de la vulnérabilité au changement climatique dans les bassins cibles • Investir dans les travaux des infrastructures de base pour le contrôle de l'eau • Promouvoir l'agriculture irriguée • Développer et exécuter un programme de renforcement 	OLTQE 5 : Les capacités d'adaptation, d'atténuation et de résilience des Etats membres au changement climatique renforcées à tous les niveaux	<p>5.1. Elaborer et mettre en œuvre des programmes de résilience en faveur des communautés vulnérables au changement climatique.</p> <p>5.2. Soutenir la collaboration entre les centres de recherche agronomique des États membres et renforcer leurs capacités techniques pour l'identification et la production des semences agricole résilientes aux aléas climatiques.</p> <p>5.3. Elaborer et mettre en œuvre un programme régional d'adaptation et d'atténuation</p>	<p>Services de la Météorologie, du développement rural, et de l'agriculture</p> <p>Universités et Centres de recherche agricoles et de vulgarisation des pratiques agricoles durables</p>

ADT			PAS		Entités /Institutions responsables
Problème majeur	Causes profondes	Options de solutions	OLTQE	Actions stratégiques	
		des capacités à la résilience climatique <ul style="list-style-type: none"> Assurer une mise en œuvre effective des PANAs au niveau national 		au changement climatique sur la base des Contribution Déterminée au niveau National des Etats membres 5.4. Renforcer les capacités des services techniques en charge de la gestion des risques climatiques et des catastrophes naturelles. 5.5. Promouvoir les infrastructures d'assainissement et d'eau potable résilientes aux risques climatiques. 5.6. Elaborer et mettre en œuvre des programmes pour promouvoir l'utilisation des ressources énergétique nouvelles et renouvelables pour l'atténuation et l'adaptation aux impacts du changement climatique.	Services gouvernementaux Experts compétents et partenaires techniques et financiers de l'UFM et des pays membres Services de l'hydraulique et de l'Assainissement Services de l'Energie et des Eaux et Forêts
<i>La dimension genre</i>		<ul style="list-style-type: none"> Prendre en considération les besoins de disposer de données désagrégées au sein 	OLTQE 6 : Les couches vulnérables	6.1. Intégrer le genre dans la mise en œuvre du PAS pour	

ADT			PAS		Entités /Institutions responsables
Problème majeur	Causes profondes	Options de solutions	OLTQE	Actions stratégiques	
		<p>des programmes de l'UFM et de ces états membres.</p> <ul style="list-style-type: none"> • Initier des programmes de développement ciblant les femmes et le jeunes : activités génératrices de revenu, aquaculture, irrigation à petite échelle, maraîchage, utilisation durable des produits forestiers non ligneux • Initier des projets d'énergie non renouvelable (substitution au bois de chauffe) • Mener des activités d'Information et de sensibilisation ciblant les femmes dans des secteurs tels: petite exploitation minière ou artisanale, prévention et gestion des maladies hydriques. 	<p>notamment les femmes, les jeunes et les enfants prises en compte dans la mise en œuvre du PAS.</p>	<p>contribuer à l'équité sociale, économique et à la gestion durable des ressources naturelles.</p> <p>6.2. Créer un cadre pour la participation des femmes, jeunes, enfants et autres groupes vulnérables dans la prise de décision sur la gestion des ressources du Bassin.</p>	<p>Tous les services gouvernementaux et ONG</p>

ADT			PAS		Entités /Institutions responsables
Problème majeur	Causes profondes	Options de solutions	OLTQE	Actions stratégiques	
<i>La gouvernance de l'eau</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Insuffisance de textes législatifs sur l'aménagement des ressources naturelles • Cadre institutionnel généralement en deçà des normes internationales • Insuffisance dans l'harmonisation des cadres juridiques au sein des États membres de l'UFM notamment sur la qualité de l'eau, la biodiversité, la déforestation, la dégradation des terres, le changement climatique et les flux des eaux internationales. 	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer des appuis pour la révision des cadres nationaux conformément aux normes internationales et régionales • Assurer des appuis pour la ratification de conventions internationales et régionales (Stockholm 1992; New York 1997) • Assistance dans l'harmonisation des législations telles: sur la qualité de ressources en eau, la déforestation, la perte de la biodiversité, la dégradation des terres, les eaux transfrontières • Renforcement de capacités en Information/sensibilisation sur les cadres émergents de gouvernance des ressources naturelles • Créer une organisation de bassin au sein de l'UFM 	OLTQE 7 : La coopération transfrontalière entre les États membres, les communautés et les autres acteurs renforcée	<p>7.1. Harmoniser les lois et règlements relatifs à la gestion des ressources naturelles dans la région de l'UFM</p> <p>7.2. Finaliser le processus de création de l'Autorité de Bassin au sein de l'UFM</p> <p>7.3. Elaborer et adopter une charte de l'eau pour tous les bassins de l'UFM</p> <p>7.4. Soutenir les pays membres pour ratifier les conventions internationales et les mettre en œuvre</p> <p>7.5. Promouvoir la gestion concertée des aires protégées entre les États membres à travers les accords bilatéraux/tripartites.</p> <p>7.6. Etablir/Renforcer un Partenariat entre le secteur public, le privé, la société civile et les communautés locales pour la gestion</p>	<p>Gouvernements des pays membres de l'UFM</p> <p>Secrétariat de l'UFM et pays membres</p> <p>Secrétariat de l'UFM et pays membres</p> <p>Secrétariat de l'UFM et pays membres</p> <p>Secrétariat de l'UFM et pays membres</p>

ADT			PAS		Entités /Institutions responsables
Problème majeur	Causes profondes	Options de solutions	OLTQE	Actions stratégiques	
		<ul style="list-style-type: none"> • Créer un observatoire de l'environnement au sein de l'UFM' 		<p>durable des ressources naturelles.</p>	

ADT			PAS		Entités /Institutions responsables
Problème majeur	Causes profondes	Options de solutions	OLTQE	Actions stratégiques	
<i>La prolifération du plastique non biodégradable</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Croissance démographique • Urbanisation • Insuffisance de textes législatifs sur la fabrication, l'importation, la commercialisation et l'utilisation du plastique non biodégradable • Cadre institutionnel généralement en deçà des normes internationales • Insuffisance dans l'harmonisation des cadres juridiques au sein des États membres de l'UFM internationales. 	<ul style="list-style-type: none"> • Assurer des appuis pour l'élaboration des textes réglementaires pour lutter contre la prolifération des sachets plastiques • Assistance dans l'harmonisation des législations sur la production et le commerce des sachets plastiques non biodégradables • Renforcement de capacités en Information/sensibilisation sur les sachets plastiques non biodégradables • Renforcer les capacités des petites et moyennes entreprises pour la transformation et le recyclage des déchets plastiques 	OLTQE 8 : Le plastique non biodégradable est recyclé ou n'est plus utilisé	8.1. Elaborer une réglementation sur la production, l'importation, la commercialisation et l'utilisation des sachets plastiques non biodégradables 8.2. Assurer l'appropriation de la réglementation aux services techniques en charge de l'environnement. 8.3. Doter les cadres chargés des inspections de moyens appropriés pour le contrôle 8.4. Promouvoir des substituts aux sachets plastiques non biodégradables 8.5. Mettre en place des unités de collecte, de transformation et de recyclage des sachets plastiques.	Services gouvernementaux chargés de l'environnement

ADT			PAS		Entités /Institutions responsables
Problème majeur	Causes profondes	Options de solutions	OLTQE	Actions stratégiques	
8.3. Analyse des problèmes spécifiques à des écosystèmes particuliers et solutions proposées					
<i>Les espèces aquatiques envahissantes</i>	Introduction d'espèces exotiques Mauvaise gestion des bassins hydrologiques	Éradication ou réduction des espèces envahissantes par des méthodes mécaniques et/ou biologiques.	OLTQE 9 = Objectif spécifique 1 : Réduire le niveau d'infestation des espèces aquatiques envahissantes à un niveau n'affectant pas négativement les écosystèmes aquatiques et les activités socioéconomiques dans les bassins de l'Union.	<ul style="list-style-type: none"> • Faire un état des lieux des espèces végétales aquatiques envahissantes • Elaborer et exécuter un programme de recherche sur les plantes aquatiques envahissantes : biologie des espèces, conditions hydro-chimiques et biologiques de leur prolifération • Elaborer et mettre en œuvre un programme intégré de lutte et de restauration des sites infestés par des plantes aquatiques envahissantes • Valoriser sur le plan socioéconomique les plantes aquatiques envahissantes 	Spécialistes sur les Espèces Envahissantes

ADT			PAS		Entités /Institutions responsables
Problème majeur	Causes profondes	Options de solutions	OLTQE	Actions stratégiques	
<p><i>La dégradation de la forêt du Mont Nimba = 72 956 ha (Réserve intégrale du Mont Nimba 6480 ha, Mount Nimba en CI 27.035 ha, en Guinée 14.562 ha, au Libéria 13.254+11.625 ha)</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Croissance démographique • Urbanisation • Instabilité politique, guerres civiles, insécurité • Défaillances dans le cadre de gouvernance de l'environnement • Faible niveau de coopération transfrontalière dans la gestion de l'environnement, biodiversité 		<p>OLTQE 10 = Objectif spécifique 2 : L'écosystème forestier du Mont Nimba restauré et un dispositif de sa gestion mieux organisé mis en place.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Elaborer les textes du schéma d'érection en aire protégée et de classement de sites Ramsar • Elaborer un plan d'aménagement et de gestion à réviser périodiquement par une équipe mixte Inter-Etats • L'équipe d'aménagement et de gestion composée de représentants des Etats-partis est fonctionnelle • Encadrer les activités minières pour préserver les écosystèmes forestiers d'intérêt particulier • Inscrire sur la liste de sites Ramsar, les zones humides ayant ou pouvant avoir une importance internationale du point de vue écologique, économique, culturel et scientifique 	<p>Services gouvernementaux charges des Eaux et Forest, des Aires Protégées et de la Faune</p>

ADT			PAS		Entités /Institutions responsables
Problème majeur	Causes profondes	Options de solutions	OLTQE	Actions stratégiques	
<p><i>La dégradation du complexe forestier Tai-Grebo-Krahn-Sapo 1 174 076 ha (Grebo 282 195 ha, Corridor Sapo-Grebo 197 421 ha, Parc national de Sapo 155 084 ha et Parc national de Tai et la réserve de faune de N'Zo 539 376 ha) Aires protégées transfrontalières entre le Liberia et la Cote d'Ivoire</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Croissance démographique • Urbanisation • Instabilité politique, guerres civiles, insécurité • Défaillances dans cadre de gouvernance de l'environnement • Faible niveau de coopération transfrontalière dans la gestion de l'environnement, biodiversité 	<ul style="list-style-type: none"> • Identification et classement en aires protégées d'écosystèmes abritant une riche biodiversité ou faisant partie des derniers refuges pour espèces rares ou menacées • Formuler et mettre en œuvre des plans de gestion crédibles pour aires protégées existantes et nouvellement créées • Identification de zones humides et étude de leurs fonctions écologiques y compris pour la faune aviaire • Inscription sur liste sites Ramsar de zones humides ayant ou pouvant avoir importance internationale du point de vue écologique, économique, culturel et scientifique • Domestiquer et mettre en œuvre les dispositions de la Convention CITES à échelle nationale et UFM 	<p>OLTQE 11 = Objectif spécifique 3 : L'écosystème forestier du complexe Tai-Grabo-Krahn-Sapo restauré et un dispositif de sa gestion mis en place</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Elaborer les textes du schéma d'érection en aire protégée et de classement de sites Ramsar • Elaborer un plan d'aménagement et de gestion à réviser périodiquement par une équipe mixte Inter-Etats • L'équipe d'aménagement et de gestion composée de représentants des Etats-partis est fonctionnelle • Encadrer les activités minières pour préserver les écosystèmes forestiers d'intérêt particulier • Inscrire sur la liste de sites Ramsar, les zones humides ayant ou pouvant avoir une importance internationale du point de vue écologique, économique, culturel et scientifique 	<ul style="list-style-type: none"> • Services gouvernementaux charges des Eaux et Forest, des Aires Protégées et de la Faune

ADT			PAS		Entités /Institutions responsables
Problème majeur	Causes profondes	Options de solutions	OLTQE	Actions stratégiques	
		<ul style="list-style-type: none"> • Encourager les intervenants privés à adhérer dans des réseaux de promotion de bonnes pratiques de gestion des ressources naturelles (ex à RSPO pour promoteurs de culture de palmiers à huile) • Mis en place de système d'alerte précoce contre l'introduction et la prolifération d'espèces envahissantes 			
La dégradation du complexe forestier de Gola-Lofa_Mano = 512 466 ha (Réserve forestière de Gola 74 612 ha et Complexe Lofa-Mano 437 854 ha)	<ul style="list-style-type: none"> • Croissance démographique • Urbanisation • Instabilité politique, guerres civiles, insécurité • Défaillances dans cadre de gouvernance de l'environnement • Faible niveau de coopération transfrontalière dans la gestion de 	<ul style="list-style-type: none"> • Identification et classement en aires protégées d'écosystèmes abritant une riche biodiversité ou faisant partie des derniers refuges pour espèces rares ou menacées • Formuler et mettre en œuvre des plans de gestion crédibles pour aires protégées existantes et nouvellement créées • Identification zones humides et étude de leurs fonctions écologiques y compris pour faune aviaire 	OLTQE 12 = Objectif spécifique 4 : L'écosystème forestier du complexe Gola restauré et un dispositif de sa gestion mis en place.	<ul style="list-style-type: none"> • Elaborer les textes du schéma d'érection en aire protégée et de classement de sites Ramsar • Elaborer un plan d'aménagement et de gestion à réviser périodiquement par une équipe mixte Inter-Etats • L'équipe d'aménagement et de gestion composée de représentants des Etats-partis est fonctionnelle 	Services gouvernementaux charges des Eaux et Forest, des Aires Protégées et de la Faune

ADT			PAS		Entités /Institutions responsables
Problème majeur	Causes profondes	Options de solutions	OLTQE	Actions stratégiques	
	l'environnement et de la biodiversité	<ul style="list-style-type: none"> • Inscription sur liste sites Ramsar de zones humides ayant ou pouvant avoir importance internationale du point de vue écologique, économique, culturel et scientifique • Domesticquer et mettre en œuvre les dispositions de la Convention CITES à échelle nationale et UFM • Encourager les intervenants privés à adhérer dans des réseaux de promotion de bonnes pratiques de gestion des ressources naturelles (ex à RSPO pour promoteurs de culture de palmiers à huile) • Mis en place de système d'alerte précoce contre l'introduction et la prolifération d'espèces envahissantes 		<ul style="list-style-type: none"> • Encadrer les activités minières pour préserver les écosystèmes forestiers d'intérêt particulier • Inscrire sur la liste de sites Ramsar, les zones humides ayant ou pouvant avoir une importance internationale du point de vue écologique, économique, culturel et scientifique 	

ADT			PAS		Entités /Institutions responsables
Problème majeur	Causes profondes	Options de solutions	OLTQE	Actions stratégiques	
<i>La dégradation de la mangrove et des écosystèmes estuariens</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Croissance démographique • Urbanisation • Instabilité politique, guerres civiles, insécurité • Défaillances dans le cadre de gouvernance de l'environnement • Faible niveau de coopération transfrontalière dans la gestion de l'environnement et de la biodiversité 	<ul style="list-style-type: none"> • Identification et classement en aires protégées d'écosystèmes abritant une riche biodiversité ou faisant partie des derniers refuges pour espèces rares ou menacées • Formuler et mettre en œuvre des plans de gestion crédibles pour aires protégées existantes et nouvellement créées • Identification de zones humides et étude de leurs fonctions écologiques y compris pour la faune aviaire • Inscription sur liste sites Ramsar de zones humides ayant ou pouvant avoir importance internationale du point de vue écologique, économique, culturel et scientifique 	<p>OLTQE 13 = Objectif spécifique 5 : Les mangroves des écosystèmes estuariens restaurés et un dispositif de leur gestion mis en place.</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Elaborer les textes du schéma d'érection en aire protégée, sites Ramsar et d'aménagement • Elaborer et mettre en œuvre un plan d'aménagement et de gestion de chacune des mangroves • Mettre en place une unité opérationnelle composée de représentants de tous les Etats riverains • Encadrer les activités minières en préservant les aires protégées, les forêts primaires et écosystèmes forestiers d'intérêt particulier • Inscrire sur la liste de sites Ramsar, les zones humides ayant ou pouvant avoir une importance internationale du 	<ul style="list-style-type: none"> • Services gouvernementaux charges des Eaux et Forest, des Aires Protégées et de la Faune

ADT			PAS		Entités /Institutions responsables
Problème majeur	Causes profondes	Options de solutions	OLTQE	Actions stratégiques	
		<ul style="list-style-type: none"> • Domesticquer et mettre en œuvre les dispositions de la Convention CITES à échelle nationale et UFM • Encourager les intervenants privés à adhérer dans des réseaux de promotion de bonnes pratiques de gestion des ressources naturelles (ex à RSPO pour promoteurs de culture de palmiers à huile) • Mis en place de système d'alerte précoce contre l'introduction et la prolifération d'espèces envahissantes 		point de vue écologique, économique, culturel et scientifique	

ADT			PAS		Entités /Institutions responsables
Problème majeur	Causes profondes	Options de solutions	OLTQE	Actions stratégiques	
<i>La dégradation des parcs nationaux de Penselly-Soya-Sabouya et Outamba</i>	<ul style="list-style-type: none"> • Croissance démographique • Urbanisation • Instabilité politique, guerres civiles, insécurité • Défaillances dans le cadre de gouvernance des écosystèmes • Faible niveau de coopération transfrontalière dans la gestion des ressources naturelles et de la biodiversité 	<ul style="list-style-type: none"> • Identification et classement en aires protégées des écosystèmes abritant une riche biodiversité ou faisant partie des derniers refuges pour espèces rares ou menacées • Formuler et mettre en œuvre des plans de gestion crédibles • Identification zones humides et étude de leurs fonctions écologiques y compris pour la faune aviaire • Inscription sur liste sites Ramsar de zones humides ayant ou pouvant avoir une importance internationale du point de vue écologique, économique, culturel et scientifique • Encourager les intervenants privés à adhérer dans des réseaux de promotion de bonnes pratiques de gestion des ressources naturelles 	OLTQE 14 = Objectif spécifique 6 : L'écosystème forestier des nationaux Penselly-Soya-Sabouya et Outamba restauré et un dispositif de sa gestion mis en place	<ul style="list-style-type: none"> • Elaborer les textes du schéma d'érection en aire protégée et de classement de sites Ramsar • Elaborer un plan d'aménagement et de gestion à réviser périodiquement par une équipe mixte Inter-Etats • L'équipe d'aménagement et de gestion composée de représentants des Etats-partis est fonctionnelle • Encadrer les activités minières pour préserver les écosystèmes forestiers d'intérêt particulier • Inscrire sur la liste de sites Ramsar, les zones humides ayant ou pouvant avoir une importance internationale du point de vue écologique, économique, culturel et scientifique 	<ul style="list-style-type: none"> • Services gouvernementaux charges des Eaux et Forest, des Aires Protégées et de la Faune

ADT			PAS		Entités /Institutions responsables
Problème majeur	Causes profondes	Options de solutions	OLTQE	Actions stratégiques	
<p><i>La dégradation du complexe d'aires protégées des forêts nationales du Parc national de Wonegisi-Wologisi-Ziama (Liberia/Guinée) ;</i></p>	<ul style="list-style-type: none"> • Croissance démographique • Urbanisation • Instabilité politique, guerres civiles, insécurité • Défaillances dans le cadre de gouvernance de l'environnement • Faible niveau de coopération transfrontalière dans la gestion des ressources naturelles et de la biodiversité 	<ul style="list-style-type: none"> • Identification et classement en aires protégées des écosystèmes abritant une riche biodiversité ou faisant partie des derniers refuges pour espèces rares ou menacées • Formuler et mettre en œuvre des plans de gestion crédibles • Identification zones humides et étude de leurs fonctions écologiques y compris pour la faune aviaire • Inscription sur liste sites Ramsar de zones humides ayant ou pouvant avoir une importance internationale du point de vue écologique, économique, culturel et scientifique • Encourager les intervenants privés à adhérer dans des réseaux de promotion de bonnes pratiques de gestion des ressources naturelles 	<p>OLTQE 15 = Objectif spécifique 7 : L'écosystème forestier forêts nationales du Parc de Wonegisi-Wologisi-Ziama restauré et un dispositif de sa gestion mis en place</p>	<ul style="list-style-type: none"> • Elaborer les textes du schéma d'érection en aire protégée et de classement de sites Ramsar • Elaborer un plan d'aménagement et de gestion à réviser périodiquement par une équipe mixte Inter-Etats • L'équipe d'aménagement et de gestion composée de représentants des Etats-partis est fonctionnelle • Encadrer les activités minières pour préserver les écosystèmes forestiers d'intérêt particulier • Inscrire sur la liste de sites Ramsar, les zones humides ayant ou pouvant avoir une importance internationale du point de vue écologique, économique, culturel et scientifique 	<ul style="list-style-type: none"> • Services gouvernementaux charges des Eaux et Forest, des Aires Protégées et de la Faune

9. PRINCIPALES STRATEGIES D'INTEGRATION ET DE MISE EN ŒUVRE DU PAS ET DU PLAN D'INVESTISSEMENT

Le PAS et le Plan d'investissement devraient être intégrés aux stratégies et plans d'action nationaux existants, tels que le Plan de gestion intégrée des ressources en eau, le Plan de gestion durable des Forêts, la Contribution déterminée au niveau national, la Stratégie nationale ou le Plan d'adaptation aux changements climatiques, le Plan de gestion forestière et le Plan de développement agricole. Cela encouragera les institutions respectives qui sont responsables de ces initiatives à éventuellement intégrer les activités du PAS dans leurs budgets annuels, en particulier dans le but de mobiliser des fonds externes.

9.1. Partenariats stratégiques avec d'autres initiatives régionales

Afin de réduire le chevauchement des efforts et d'accroître les synergies pour l'utilisation des ressources (financières, le temps des opérations et connaissances), le PAS et son plan d'investissement envisagent des approches qui peuvent appuyer la pleine collaboration et l'intégration avec d'autres partenariats stratégiques et initiatives nationales et régionales. Les exemples pourraient inclure l'engagement et la collaboration avec le programme WABILED en cours de réalisation et financé par l'USAID, couvrant les quatre blocs forestiers et les aires protégées partagées par les quatre pays de l'UFM.

9.2. Accords sous-régionaux et bilatéraux

Les pays sont encouragés à conclure des accords sous-régionaux et bilatéraux pour traiter des questions relatives à la mise en œuvre du PAS. Le protocole d'accord qui sera signé par l'UFM et tous les pays participants au PAS peut constituer le cadre dans lequel ces accords sous-régionaux et bilatéraux pourront être négociés et mis en œuvre.

9.3. Coordination régionale ou Organisation de bassin hydrographique

L'organisation régionale qu'il est prévu de créer pour coordonner la gestion de tous les cours d'eau partagés par les pays de l'UFM devrait être renforcée dans le cadre du processus de mise en œuvre du PAS afin qu'elle puisse avoir la responsabilité de promouvoir et de coordonner la mise en œuvre des actions prioritaires, particulièrement en ce qui concerne la GIRE, que les pays participants ont définies dans le PAS.

9.4. Coordination des actions opérationnelles du PAS

Il est important que les pays de l'UFM accroissent le partage des données et des informations et la coordination des actions opérationnelles qui ont des aspects transfrontaliers. Des actions conjointes sont nécessaires pour améliorer la collecte, la gestion, l'analyse et la communication des données, y compris la diffusion d'informations sur les forêts partagées, les aires protégées et les bassins fluviaux de l'UFM. Les pays et les organisations sont encouragés à travailler ensemble pour développer et protéger les paysages forestiers et les ressources en eau. Une action concertée à l'échelle du bassin est nécessaire pour consolider et mettre à niveau les systèmes de surveillance et d'information à un niveau qui correspond aux exigences de la mise en œuvre du PAS. La consolidation et la mise à niveau des systèmes de suivi et d'information du bassin devraient être entreprises en collaboration entre les pays de l'UFM. Il existe déjà des plates-formes régionales et par bassin qui doivent être renforcées par des actions de renforcement des capacités pour les groupes d'experts conjoints des bassins des quatre pays afin de diriger et de superviser la mise en œuvre du PAS. Le groupe mixte d'experts du bassin s'appuiera sur les activités et arrangements en cours pour la collecte de données et la gestion puis le partage de l'information entre les pays du bassin et les renforcera.

9.5. Mécanismes d'amélioration de la gouvernance

Il est essentiel de reconnaître qu'il existe un lien explicite entre la santé des services écosystémiques et le bien-être humain. Le PAS et les plans d'investissement sont des occasions d'améliorer les politiques, la planification et la gestion par les moyens suivants :

- Intégration de la prise de décision entre les différents départements et secteurs, ainsi que les institutions internationales, pour s'assurer que les politiques sont axées sur la protection des écosystèmes et la protection de la santé humaine tandis que des actions de développement sur l'agriculture, les forêts, l'exploitation minière et la gestion des ressources en eau sont menées pour améliorer les moyens de subsistance et le bien-être humain.
- Il est important d'inclure la gestion durable des services écosystémiques dans toutes les décisions de planification nationales et régionales et dans les stratégies de réduction de la pauvreté mises en œuvre par les pays de l'UFM.
- La mise en œuvre du PAS est également une occasion importante de donner aux groupes marginalisés les moyens de contribuer aux décisions affectant les services écosystémiques et de reconnaître dans la loi, la propriété des communautés locales sur les ressources naturelles, y compris les forêts communautaires et la propriété individuelle des arbres plantés par les agriculteurs pour promouvoir l'agroforesterie.
- Les pays de l'UFM pourraient aussi créer des zones protégées supplémentaires, en particulier dans les zones forestières et les systèmes côtiers, et fournir un appui financier et de gestion plus importante à celles qui existent déjà,

Au niveau local, il est utile de mettre en place des mesures incitatives qui encouragent les autorités locales et les groupes communautaires locaux à élaborer, adopter et appliquer des règlements locaux pour traduire en actions et mettre en œuvre des lois nationales qui favorisent l'amélioration des moyens de subsistance et la protection de la santé des écosystèmes et de la santé humaine. À cet égard, les autorités locales et les groupes communautaires pourraient mettre en place des arrangements locaux pour promouvoir les meilleures pratiques en matière de conservation et d'utilisation durable des ressources naturelles.

9.6. Gestion locale des forêts et des ressources en eau.

Les États de l'Union du Fleuve Mano pourraient faire des ouvertures innovantes pour encourager la naissance de « Chartes intercommunautaires et de Conventions Locales » pour mieux gérer les sources de revenus et de subsistance produites par les forêts et les eaux des bassins fluviaux cibles. Les Chartes intercommunautaires et les Conventions Locales de gestion des ressources peuvent se faire entre communautés du même pays, partageant les mêmes ressources, ou entre communautés de deux pays différents, partageant les mêmes ressources transfrontalières. Les mesures incitatives incluent la formation pour renforcer une compréhension commune des défis et des solutions possibles.

La formation des acteurs locaux devrait permettre de développer et d'adopter des mesures réglementaires consacrées par les Conventions Locales de Gestion des ressources, soigneusement bien élaborées pour clarifier tous les arrangements et éléments pertinents, y compris les dispositions générales, la définition des infractions et des sanctions respectives, l'organisation de la surveillance, ainsi que les fondements et la stratégie de surveillance. Les conventions locales doivent également clarifier les mesures incitatives, y compris la répartition des revenus tirés de la gestion ainsi que la clarification des rôles et responsabilités des différents organes mis en place pour appliquer les Conventions Locales. Cependant, il faut reconnaître que l'application de toutes les mesures réglementaires n'est pas toujours facile et certaines limites vont apparaître. Il y a donc une nécessité de poursuivre les efforts dans le moyen et long terme pour améliorer l'application de toutes les mesures réglementaires et incitatives.

10. CADRE INSTITUTIONNEL POUR LA MISE EN ŒUVRE DU PAS

10.1. Rôle du Cadre Institutionnel et du mécanisme de Coordination des acteurs

Pour la mise en œuvre du PAS et son Plan d'Investissement le cadre institutionnel et le mécanisme national de coordination et les modalités d'intervention à l'échelle des massifs forestiers et de chaque bassin cible doivent permettre de :

- Maintenir une flexibilité suffisante pour répondre à l'évolution des circonstances.
- Prévoir la consultation et la participation des bénéficiaires et des groupes de personnes touchées par la dégradation de l'environnement et les risques de sante, le cas échéant.
- Etre cohérent avec les priorités et initiatives nationales et régionales.
- Encourager et renforcer les partenariats pour résoudre les problèmes transfrontaliers au niveau régional (à l'échelle de chaque bassin et au niveau de l'UFM).
- Faciliter les efforts au niveau national pour obtenir des avantages environnementaux mondiaux tels que l'atténuation des changements climatique en contribuant à l'application de la Contribution Déterminée au niveau National (CDN).
- Servir de cadre favorable pour soutenir le renforcement des capacités, le développement des ressources humaines et les compétences nécessaires pour atteindre la Vision et les OLTQE.
- Servir de cadre pour soutenir la participation du public et la consultation des grands groupes, en impliquant ces groupes et en renforçant leur rôle aux étapes appropriées de la mise en œuvre du projet.
- Assurer un soutien politique continu et croissant au processus du PAS et du Plan d'investissement : participation des ministères concernés et des composantes concernées du Parlement.
- Etablir une approche de communication efficace qui assure un bon fonctionnement des relations de travail entre les organismes sectoriels responsables des questions relatives à l'eau, à l'agriculture, au développement de l'élevage, à la pêche, à l'exploitation minière, à la santé et à l'environnement.
- Etablir et renforcer un partenariat efficace entre les institutions nationales et les organisations locales pour promouvoir des objectifs communs par l'action collective: cela serait facilité par les coordonnateurs nationaux.
- Renforcer le partenariat avec les acteurs internationaux, en particulier avec les agences de mise en œuvre et d'exécution du FEM et d'autres partenaires techniques et financiers intervenant ou prévoyant d'aider l'UFM et ses États membres (UICN, Banque Mondiale, PNUD, Union Européenne, Banque Africaine de Développement, USAID, etc.)
- Tirer le meilleur parti des informations scientifiques, des outils et des techniques pertinents offerts par la communauté internationale (coopération avec des organisations chargées de la gestion d'autres bassins fluviaux, en particulier celles qui sont appuyées par aidés par le FEM).
- impliquer les ministères chargés de la mise en œuvre des conventions internationales pertinentes, notamment : Convention de Ramsar sur les zones humides, Conventions sur les produits chimiques, en particulier les conventions de Stockholm sur les polluants organiques persistants et la convention de Minamata sur le mercure, Convention sur la Diversité Biologique (CDB), Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques, CITES (Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction), convention sur la désertification, Convention d'Abidjan etc...

10.2. Acteurs clés impliqués pour établir des partenariats et renforcer leur engagement

10.2.1. Au niveau local/provincial/décentralisé

Les acteurs locaux qui pourraient être impliqués dans la mise en œuvre du PAS sont essentiellement les suivants :

- Les autorités locales/traditionnelles
- Les autorités administratives locales, y compris les municipalités
- Les groupes d'utilisateurs des ressources : agriculteurs, pêcheurs
- Les ONG locales.
- Le secteur privé local, comme les sociétés minières, les sociétés d'exploitation forestières et les opérateurs touristiques ;

Au niveau local, une attention particulière est accordée aux intérêts affectés, en particulier ceux des populations locales qui dépendent des ressources de chaque bassin pour leur subsistance et qui peuvent être touchées par la perte des ressources naturelles, les catastrophes naturelles et les risques sur la santé.

10.2.2. Au niveau national

Les travaux au niveau national seront coordonnés et facilités par l'unité nationale de coordination, impliquant :

- L'Agence nationale d'exécution, en collaboration avec le Secrétariat de l'UFM.
- Le coordonnateur national : nommé par l'Agence nationale d'exécution.
- Le Comité intersectoriel dans chaque pays pour la planification stratégique et la validation des documents du PAS et du plan d'investissement.

Idéalement, ce Comité intersectoriel de chaque pays comprendrait les représentants des ministères nationaux, directions générales, agences étatiques, et d'autres entités en charge des actions de développement, y compris ceux qui travaillent sur:

- Les Ressources en eau, y compris la GIRE.
- Les Zones côtières
- L'Environnement
- L'Agriculture
- La Foresterie
- Les Aires Protégées et la Faune.
- L'Elevage
- La Pêche
- La Santé Publique.
- L'Exploitation minière
- L'Aménagement du territoire.
- Les Centres de Recherches et Universités.
- Le Tourisme
- La Commission du développement rural/de l'environnement/de l'eau au sein du Parlement
- La Décentralisation / Ministère des collectivités locales et du développement rural.
- Le Secteur privé, en particulier les sociétés minières et les représentants de l'exploitation minière artisanale ainsi que les exploitants forestiers.
- Les ONG nationales et internationales travaillant sur les questions relatives à l'eau et à l'environnement dans le bassin.
- Les Partenaires techniques et financiers appuyant le projet.

10.2.3. Au niveau des Bassins cibles de l'UFM

Il s'agit de la Plateforme de concertation et du Comité Transfrontalier de gestion des ressources de chacun des 4 bassins cibles : Kolenté et Kaba, Cavally, Moa Makona et Mano.

10.2.4. Au niveau de l'UFM

Les structures compétentes pour la Coordination, la réalisation et les Suivi/Évacuation de toutes les activités du PAS sont supervisées par le Secrétariat de l'UFM, en sa qualité d'Agence d'Exécution Régionale du PAS. En particulier il s'agit de superviser la structure de Coordination et de Gestion du

PAS (Plan de Travail, Budget, Suivi et Evaluation, Rapports périodiques et leçons tirées) et toutes les actions du PAS.

L'UFM travaille en collaboration avec les Agences d'Exécution Nationales et les Partenaires Techniques et Financiers du PAS, en particulier avec l'UICN en sa qualité d'Agence de mise en œuvre du FEM.

L'UFM assure également la cohérence entre les stratégies de mise en œuvre du PAS et le Plan Stratégique de l'UFM.

Pour réaliser sa mission de supervision du PAS, l'UFM s'appuie sur ses relations de travail avec les organes suivants établis dans le cadre du processus ADT/PAS :

- Comité Régional de Pilotage dudit PAS.
- Unité de régionale d'exécution du PAS au sein de l'UFM.
- Agences nationales d'exécution du PAS.
- Points focaux nationaux du FEM.
- Comité Technique Multisectoriel dans chaque pays de l'UFM.
- Plateformes de concertation des usagers des ressources en eau des bassins.
- Comités transfrontaliers de gestion des ressources en eau des bassins.
- Comités techniques de suivi et de mise en œuvre d'accords-cadres portant sur la conservation de massifs forestiers.

Une telle organisation permet efficacement de considérer les préoccupations des acteurs à la base, au niveau des bassins fluviaux ou massifs forestiers transfrontaliers, et de travailler avec les autorités compétentes nationales et locales ainsi qu'avec le comité régional de pilotage du programme.

L'UFM devrait également coordonner la finalisation de la création d'une organisation chargée de la gestion de tous les bassins fluviaux de l'UFM et superviser cette organisation afin de mettre en place toutes les conditions d'une gestion intégrée et durable de tous les bassins transfrontaliers pertinents.

10.3 Réformes institutionnelles possibles au niveau de tous les pays de l'UFM pour améliorer la gestion et l'utilisation durable des ressources des bassins fluviaux :

10.3.1. Mise en place d'un organe interministériel pour la lutte contre la pollution des ressources en eaux et assurer la protection de la santé humaine et de l'environnement.

Cet organe doit impliquer au minimum les services pertinents des Ministères compétents. Ces Ministères partagent les responsabilités pour l'application des lois et textes d'application des lois sur des mesures applicables en matière de génie sanitaire et d'hygiène publique, particulièrement sur les eaux destinées à la consommation humaine, de la pollution des eaux, de l'évacuation des excréta et des eaux usées domestiques et industrielles, de l'usage des pesticides, des déchets solides, liquides artisanaux et industriels, des substances radioactives, toxiques et nucléaires . Les Ministères impliqués devant travailler conjointement pour l'application des textes en vigueur sont :

- a. Ministère en charge de l'Environnement ;
- b. Ministère en charge des Ressources en Eau ;
- c. Ministère et agences en charge des Forêts ;
- d. Ministère en charge de la Santé Publique ;
- e. Ministère en charge des Mines ;
- f. Ministère en charge de l'Agriculture.

g. Ministère en charge de l'Hydraulique et de l'Assainissement

Ces Ministères pourraient ensemble constituer et mettre en application une Police de l'Eau.

10.3.2. Réactivation et revitalisation de sa fonctionnalité du Comité Multisectoriel du Projet « Conservation des Écosystèmes et Gestion Internationale des Ressources en Eau de l'UFM ».

Ce Comité est un organe essentiel pour assurer la coordination de toutes les activités du PAS au niveau national ainsi que la participation effective de toutes les structures compétentes.

10.3.3. Revitalisation de la Plateforme de concertation et du Comité Transfrontalier de gestion des ressources de chaque bassin cible.

Cette plateforme et le Comité Transfrontalier sont les structures compétentes pour travailler à l'échelle du bassin.

10.3.4. Revitalisation des associations de femmes, de jeunes et d'Associations Villageoises d'Épargne de Crédit (AVEC) pour les rendre plus fonctionnelles.

Les associations existantes méritent d'être identifiées en reconnaissant leurs forces, leurs faiblesses et les opportunités de renforcement de leurs capacités, d'équipement et d'organisation, afin de renforcer leurs capacités d'actions sur la conservation et l'utilisation durable des forêts et des ressources en eau..

11. POLITIQUES, LEGISLATION ET PROGRAMMES PERTINENTS

Le processus d'élaboration du PAS a permis d'examiner des politiques, stratégies, lois, plans d'action, et programmes clés pertinents dans chaque pays de l'UFM afin de reconnaître les domaines dans lesquels des réformes pourraient être menées. Les politiques/stratégies, lois/règlements, plans d'action, programmes et projets pertinents qui peuvent être des points d'entrée pour des réformes visant à soutenir l'élaboration et la mise en œuvre future du PAS et du plan d'investissement sont :

11.1. Libéria :

- Sommaire de la Politique Environnementale et sur les Changements Climatiques (2014).
- Politique nationale sur les zones humides, élaborée et adoptée en 2006
- Évaluation des menaces et des possibilités environnementales au Libéria - 2008
- Plan d'action national pour l'environnement pour la République du Libéria (2019-2023)
- Libéria Rising Vision 2030 : Liberia's Vision 2030 est une vision globale du gouvernement libérien visant à diriger le pays vers une société développée qui comprend une série de piliers, d'objectifs sectoriels, d'objectifs stratégiques et d'indicateurs de résultats, qui soutiennent ensemble le développement des capacités d'adaptation et d'atténuation au Libéria.
- Contribution déterminée au niveau national (CDN) révisée du Libéria

11.2. Guinée :

- La « Vision 2040 pour une Guinée émergente et prospère ».
- Révision de la contribution déterminée au niveau national (CDN) de la République de Guinée
- Stratégie nationale de développement durable -2019.
- Politique nationale de l'environnement -2012-2013.
- La vision nationale de l'eau 2025 ;
- Le document de politique de l'eau adopté en avril 2018,
- La nouvelle politique forestière nationale ; -
- La politique nationale de l'environnement ;

- La politique nationale de développement agricole ;
- La lettre de politique de développement de l'élevage ;
- La lettre de politique nationale de la pêche et de l'aquaculture
- La loi L/2019/0034/AN du 04 juillet 2019 portant Code de protection et de mise en valeur de l'environnement ;
- La loi n° L/95/51/CTRN du 29 août portant code pastoral ;
- Loi n° L2017/060/AN du 12 décembre 2017 adoptant et promulguant la loi portant Code Forestier.
- Loi ordinaire L/2017/040/AN du 24 février 2017 portant code révisé des Collectivités locales de la République de Guinée ;
- La loi L/2011/006/CNT du 9 septembre 2011 portant Code minier de la République de Guinée (amendé par la Loi No. L/2013/053/CNT du 8 avril 2013) ;
- Le Code foncier et domanial promulgué par ordonnance n° O/92/019 du 30 mars 1992, amendé par décret D/94/180 du 7 décembre 1994 ;
- Le Code de protection de la faune sauvage et réglementation de la chasse, promulgué par la loi n° 2018/0049/AN ;
- Le Code de la pêche continentale, adopté par la loi L/96/007/du 22 juillet 1996 ;
- Le Code de l'eau promulgué le 14 février 1994.
- La Guinée a également adopté des politiques, plans et programmes en ce qui concerne le développement Economique et social qui sont pertinents pour la recherche de solutions aux problèmes environnementaux identifiés dans les Massifs Forestiers et les Bassins fluviaux. Ce sont :
 - Le programme de stratégie de réduction de la pauvreté.
 - Le programme National de développement humain durable.
 - La lettre de politique de Développement Agricole
 - Le plan d'action forestier national
 - Le plan National d'action pour l'environnement
 - Le programme cadre Genre et Développement.
 - Le programme cadre de soutien au développement du secteur privé
 - La lettre de politique de développement de la pêche
 - La lettre de politique de développement institutionnel,
 - La politique nationale du secteur des énergies traditionnelles
 - La politique de décentralisation
 - Le schéma national d'aménagement du territoire
 - Le plan national de lutte contre la désertification

11.3. Côte d'Ivoire :

La Côte d'Ivoire a adopté des stratégies, des politiques, des lois, des textes d'application de lois, et des initiatives qui sont pertinentes pour la mise en œuvre des stratégies et les objectifs sur les forêts, les ressources en eau, les bassins fluviaux, y compris la zone côtière de Côte d'Ivoire. On peut citer :

- Plan Stratégique de production agricole zero-deéforestation de la région du Cavally.
- Stratégie Nationale de la Promotion de l'Hygiène en Côte d'Ivoire ;
- Normes Nationales pour l'Eau, l'Hygiène et l'Assainissement dans les établissements de soins.
- Stratégie et Plan d'Action National de Gestion de l'Environnement Côtier ;
- Stratégie Nationale de lutte contre les Changements Climatiques ;
- Loi n°2014-390 du 20 juin 2014 d'orientation sur le Développement Durable ;
- Stratégie d'adaptation des zones côtières ;
- Plan d'investissement forestier, 9 mai 2016 ;
- Loi n°2019-675 du 23 juillet 2019 portant Code forestier.
- Loi 2014 -138 du 24 mars 2014 portant Code Minier ;

- La loi N°378 du 02 juin 2017 relative à l'aménagement, à la protection et à la gestion intégrée du littoral ivoirien ;
- Loi n°2012-1128 du 13 décembre 2012 portant organisation des collectivités territoriales ;
- Loi n°2003-308 du 7 juillet 2003 portant sur le transfert et la répartition des compétences de l'Etat aux Collectivités territoriales ;
- Politique nationale pour la préservation, la réhabilitation et l'extension des forêts.
- Contribution déterminée au niveau national ;
- Engagement en juin 2011 dans le mécanisme international REDD+ matérialisé par la prise du décret N°20121049 du 24 octobre 2012 portant création de la commission nationale REDD+.
- L'initiative cacao et forêt qui vise à éliminer la déforestation dans la chaîne de production du cacao.
- L'Arrêté interministériel n°00578 MINEF/MATD/MINADER/MEF/MINEDD 03/Juillet 2020, créant une Commission consultative interministérielle de concession de gestion des forêts du domaine privé de l'Etat.
- Neuf (9) décrets adoptés le 6 octobre 2021 qui concourent à la mise en œuvre de la nouvelle politique forestière de l'Etat dédiée à la préservation et à la reconstitution des ressources naturelles, y compris le décret fixant les modalités d'information, de consultation et de participation des populations riveraines à la gestion des forêts du domaine privé de l'Etat et des collectivités territoriales et du décret portant création, organisation et modalités de fonctionnement du Fonds Forestier national. .

11.4. Sierra Leone :

La Sierra Leone adopté des Politiques, des Stratégies, des Lois et règlements, des Plans Nationaux et Programmes pertinents pour la mise en œuvre du PAS, parmi lesquels on peut citer :

- Plan national de développement à moyen terme 2019 - 2023
- La contribution déterminée au niveau national (CDN) (2021)
- Le Plan National pour le Développement de l'Agriculture Durable
- Le Plan national d'adaptation initial (PAN) (2022)
- La stratégie nationale sur les changements climatiques et les plans d'action (2021-2025)
- La Stratégie nationale de gestion des ressources en eau (2019-2023)
- Stratégie nationale intégrée, Juin 2022
- Loi de 2022 sur la protection de l'environnement en Sierra Leone
- Loi de 2004 sur l'administration locale
- La politique foncière nationale, Sierra Leone, 2015
- Loi de 2017 sur l'Agence nationale de gestion des ressources en eau
- Loi de 2017 sur l'Agence météorologique de Sierra Leone
- Loi de 2017 sur l'Autorité nationale des aires protégées et le Fonds fiduciaire pour la conservation
- Loi sur les pêches
- Règlements de l'EPA
- Loi EPA 2022
- Loi de 2009 sur les mines et les minéraux
- Loi NPAA 2022
- Loi sur la faune 1972/2022
- Loi sur les forêts 1988/2022
- Règlement sur la sécurité des barrages 2022
- Règlement de 2022 sur la mise en valeur et la protection des eaux souterraines
- Règlement sur l'utilisation de l'eau et les bassins versants 2022
- Règlement de contrôle de la pollution 2022

12. REFORMES POSSIBLES ET SOUHAITABLES SUR LES POLITIQUES, LA LEGISLATION ET LES REGLEMENTS

12.1. Nécessité d'améliorer les politiques et les lois par le biais de réformes

Malgré cet arsenal de dispositions législatives et réglementaires dans les quatre pays membre de l'UFM, il serait hautement souhaitable que ces pays reconnaissent qu'il est nécessaire de poursuivre des réformes pour mettre à jour les différents codes et lois sectoriels, harmoniser les dispositions sectorielles pour favoriser la synergie d'actions entre secteurs et diffuser largement les lois et leurs textes d'application.

Les politiques, lois et règlements ci-dessus sont des exemples d'efforts déployés par le secteur public pour relever les défis liés aux ressources naturelles dans les pays de l'UFM. Il est utile de reconnaître

Il est clairement nécessaire de prendre conscience du fait que les ressources naturelles sont les sources fondamentales de moyens de subsistance. Si la dégradation des ressources naturelles se poursuit dans les mêmes tendances, les chances de réduction de la pauvreté et de protection de la santé humaine seront encore plus réduites et cela pourrait être un cercle vicieux qui augmenterait la pauvreté et les risques pour la santé humaine

que les objectifs des politiques, des stratégies et du cadre législatif existants n'ont pas été pleinement réalisés au fil des ans. Comme l'a indiqué l'équipe de Sierra Leone dans son Plan d'Action National l'une des principales raisons de l'échec de la mise en œuvre des politiques et de la législation est le fait que les questions environnementales, y compris les forêts, l'eau, la biodiversité et les services écosystémiques, ont peu de priorité par rapport aux préoccupations sociales et économiques²⁴.

. La réalité est qu'il n'y a pas eu une prise en compte équitable de la conservation des écosystèmes par rapport aux critères sociaux et économiques dans les politiques, les lois et les règlements des pays de l'UFM. Par conséquent, même si chaque pays a des politiques et des lois pour gérer ses ressources naturelles, les tendances à la dégradation des terres, des ressources en eau, des forêts et de la biodiversité continuent d'augmenter.

Il est utile de noter que, bien souvent, de nombreuses politiques et lois nationales sont bien élaborées. Cependant, l'absence de réglementations efficaces et efficientes pour la mise en œuvre des politiques et l'application des lois est un facteur clé de l'incapacité à inverser les tendances de la perte de terres, d'eau et de biodiversité. Un autre facteur qui entrave la mise en œuvre des politiques existantes et l'application des lois est la faible capacité des institutions qui coordonnent et appliquent ces politiques et lois. Par conséquent, il est clairement nécessaire d'adopter et de hiérarchiser les politiques et les lois qui donnent plus de pouvoir aux institutions chargées de ces politiques et lois. Un soutien politique fort est nécessaire pour renforcer les ressources techniques, financières et humaines des institutions gouvernementales.

Dans certains pays membres de l'UFM, le gouvernement a mis en place de nouvelles politiques et lois, en particulier pour la gestion durable des forêts. Cependant, les politiques et les lois restent faibles pour la mise en œuvre efficace de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau aussi bien en Côte d'Ivoire, qu'en Guinée, au Libéria et en Sierra Leone. Ainsi certaines réformes possibles et souhaitables seraient utiles pour tous les pays, alors que d'autres réformes seraient uniquement spécifiques à chaque pays. Il est également nécessaire de mettre en place des mécanismes de suivi robustes pour assurer l'application effective des lois et des politiques.

²⁴ Voir le Plan d'Action National de la Sierra Leone comme une des Annexes à ce rapport

12.2. Reforme possibles qui pourraient être communes et partagées par tous les pays de l'UFM :

12.2.1. Elaboration et Adoption d'une Charte de l'Eau

Cette Charte de l'Eau pour les bassins partagés par les pays de l'UFM serait élaborée et négociée entre l'UFM et tous les quatre pays. Elle concernerait tous les bassins partagés par les quatre pays et elle poserait les bases de la création et du fonctionnement d'une organisation chargée de la gestion des bassins transfrontaliers de l'UFM. La Charte régionale aurait pour objet, la contribution à la mise en œuvre du Plan d'Action Stratégique et de la vision des bassins de l'UFM et serait un cadre juridique et réglementaire approprié pour l'UFM et ses pays membres. Cette Charte constituerait une référence régionale et même internationale pour promouvoir le développement durable de la planification de la gestion participative des écosystèmes transfrontaliers. Son application favorisera l'application d'une Police de l'Eau et permettra une utilisation équitable des ressources en eau par les différents pays et usagers et une prévention des conflits liés à l'utilisation des eaux partagées ainsi que la protection de la santé des bassins versants et des massifs forestiers qui soutiennent les cours d'eau et les eaux souterraines. L'application de la Charte de l'eau aura pour effet majeur la protection de la santé humaine à travers une meilleure gestion des pratiques agricoles, de l'exploitation forestière, et de l'exploitation minière qui sont les causes profondes de la dégradation de la qualité des eaux dans les bassins fluviaux de l'UFM. Le processus de développement, d'adoption et d'application de la Charte de l'Eau se déroulera selon les sept étapes ci-après: (i) conceptualisation et l'étude diagnostique complète du cadre législatif et institutionnel ; (ii) création d'une Charte de l'Eau provisoire sur les eaux transfrontalières de l'UFM; (iii) validation, adoption, et vulgarisation de la Charte de l'Eau au niveau régional impliquant l'UFM et tous les pays ; (iv) ratification de la Charte par chaque pays de l'UFM pour qu'elle fasse partie intégrante du corpus juridique de chaque pays; (v) Diffusion au niveau national de la Charte ratifiée et transposée comme loi nationale. (vi) Elaboration, adoption et vulgarisation des textes d'application de la Charte ratifiée dans chaque pays de l'UFM; (vii). Application des textes réglementaires dans chaque pays et actions conjointes pour mieux gérer les problèmes transfrontaliers de dégradation des ressources en eau en quantité et en qualité. Il s'agit d'une initiative à long terme, mais il est recommandé de commencer le processus dès la première année de la phase initiale du PAS.

12.2.2. Réviser et mettre à jour les Stratégies et Plans d'Action Nationaux pour la Biodiversité (SPANB) afin d'adopter et de traduire en loi nationale le Cadre Mondial de la Biodiversité (CMB) de Kunming-Montréal.

La Conférence des Nations Unies sur la biodiversité (COP15) a adopté à Montréal, Canada, le 19 décembre 2022, un accord historique pour guider l'action mondiale sur la nature jusqu'en 2030. Bien que le CMB ne soit pas un accord juridiquement contraignant, les gouvernements qui l'ont signé s'engagent à démontrer les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs et à mettre à jour leurs stratégies et plans d'action nationaux pour la biodiversité (SPANB) en conséquence. Toutes les SPANB seront accompagnés d'un plan de financement de la biodiversité qui comprend des possibilités de mobilisation de financements privés. Cela représente un appel clair à l'action pour que les décideurs politiques et les régulateurs mettent en place des mesures au niveau des juridictions pour accélérer le changement.

Le CMB vise à lutter contre la perte de biodiversité, à restaurer les écosystèmes et à protéger les droits des peuples autochtones. Le plan comprend des mesures concrètes pour arrêter et inverser la perte de nature, notamment en protégeant 30 % de la planète et 30 % des écosystèmes dégradés d'ici 2030. Il contient également des propositions visant à accroître le financement des pays en développement.

Par conséquent, il est fortement recommandé que tous les États membres de l'UFM élaborent, adoptent, en tant qu'instrument politique, et mettent en œuvre une stratégie et un plan d'action nationaux efficaces, participatifs et actualisés pour la diversité biologique.

12.2.3. Finalisation de la création et de l'adoption d'une structure sous régionale de gestion des bassins hydrographiques transfrontaliers de l'UFM

Il est utile de noter qu'une étude de faisabilité a été réalisée pour déterminer la nature, la mission et les devoirs d'un organisme transfrontalier pour la gestion de tous les bassins transfrontaliers de l'UFM. La structure qui sera adoptée dépendra de la façon dont elle sera envisagée du point de vue de la GIRE. La structure de gestion peut être envisagée comme une structure de coordination de la GIRE au sein de l'UFM ou comme une structure de gestion et de développement de bassin transfrontalier avec des tâches opérationnelles de GIRE, similaire aux bassins fluviaux transfrontaliers existant en Afrique de l'Ouest. Dans les deux cas, la mission de la structure sera de promouvoir la GIRE au sein de l'UFM. Les deux scénarios doivent être envisagés.

La création de l'Organisation des bassins fluviaux transfrontaliers de l'Union du Fleuve Mano est une nécessité urgente pour assurer la durabilité des abondantes ressources en eau disponibles dans les États Membres. Pour assurer la conservation et l'utilisation durable de l'eau dans les États membres de l'UFM, il est essentiel d'adopter une réforme institutionnelle susceptible d'améliorer la situation actuelle. La création d'une organisation de bassins fluviaux transfrontaliers est nécessaire pour résoudre les problèmes transfrontaliers et faciliter la mise en œuvre de la Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE). Actuellement, le cadre institutionnel de l'UFM ne comprend pas d'organe spécialisé disposant de l'expertise technique et multidisciplinaire requise pour mettre pleinement en œuvre le processus de GIRE.

Étant donné que la future Organisation de bassin hydrographique devra coordonner la gestion de tous les cours d'eau transfrontaliers de l'UFM, il s'agit d'un processus complexe qui peut jouer un rôle extrêmement important dans la mise en œuvre du droit international de l'eau, ainsi que dans la mise en œuvre des Objectifs de Développement Durable (ODD). Par conséquent, le Secrétariat de l'UFM et ses États membres devraient entreprendre une réforme institutionnelle afin d'adopter un type d'organisation d'Office hydrographique qui sera soigneusement intégré dans le mécanisme institutionnel de l'UFM, avec diverses fonctions qui lui seront assignées, y compris, mais sans s'y limiter :

- i. La mise en œuvre du processus de gestion intégrée des ressources en eau dans les pays respectifs de l'UFM sur la base d'une Charte régionale de l'eau et de plans d'action nationaux pour l'eau ;
- ii La création d'un cadre régional de coopération pour la gestion intégrée des ressources en eau, l'harmonisation des politiques et de la législation dans le domaine de l'eau et l'échange de données d'expérience;
- iii. La création ou la revitalisation de cadres de concertation réunissant les pays riverains pour la gestion concertée des ressources partagées (eau, écosystèmes forestiers, zones humides) ;
- iv L'élaboration de stratégies nationales et régionales pour mobiliser les ressources financières nécessaires à la gestion intégrée des ressources en eau;
- v. La nécessité de mobiliser des financements auprès des partenaires techniques et financiers pour faire la transition des approches actuelles vers de nouvelles formes de gestion de l'eau avec une vision régionale car les ressources individuelles des États membres de l'UFM sont insuffisantes.

- vi La Lutte contre la pollution pour prévenir et gérer les effets graves de diverses sources de pollution afin de protéger la santé humaine et animale par des actions qui assurent la survie et la santé de nombreux écosystèmes, y compris les zones humides et les forêts.

Il est également important de noter que les auteurs de ce document PAS sont entièrement d'accord avec les recommandations de l'étude de faisabilité qui sont énumérées ci-dessous :

- a. La structure de gestion des bassins transfrontières de l'UFM est créée sous les auspices du Secrétariat général de l'UFM en tant qu'organe subsidiaire doté d'une large autonomie administrative et de gestion. Sa création pourrait ainsi bénéficier des facilités institutionnelles de l'UFM (Sommet des chefs d'État et du Conseil ministériel de l'Union ;
- b. La structure proposée sera un organe opérationnel pour la gestion et le développement des bassins, conformément à l'objectif de gestion concertée des ressources et d'intégration des États membres ;
- c. L'appellation appropriée pourrait être « l'Office de Gestion des Bassins Transfrontaliers de l'Union du Fleuve Mano (OGBT) », qui est neutre et permet un changement ultérieur de structure.

12.2.4. Réforme technologique

Il est important de noter que l'Internet devient de plus en plus un outil de communication indispensable pour toutes les institutions modernes, y compris les organisations régionales, telles que l'UFM. À l'heure actuelle, l'UFM ne dispose pas d'un site Web qui fournit des renseignements à jour, fiables et réguliers aux intervenants qui sollicitent des informations appropriées sur l'UFM. Pour la mobilisation de fonds et la mise en œuvre du PAS, il est essentiel de partager des informations régulières et fiables avec les institutions du gouvernement central, les autorités locales, les groupes communautaires, les ONG, le secteur privé et les partenaires techniques / financiers désireux de soutenir les actions de l'UFM.

L'UFM doit avoir une présence en ligne appropriée et efficace, car une forte présence en ligne, en particulier un site Web, peut renforcer la crédibilité de l'organisation. Avec un site Web moderne, l'UFM peut mieux fournir des informations actualisées et utiles à ses parties prenantes. Il est donc essentiel que l'UFM élabore et diffuse des documents en ligne adaptés à la sensibilisation, à la fourniture d'outils de renforcement des capacités, à la fourniture de preuves de réalisations réussies et à l'amélioration des performances pour une meilleure communication et un meilleur plaidoyer. Le développement d'un site Web approprié pour l'UFM a le potentiel de :

- Être le premier point de référence sur les priorités de l'UFM sur Internet.
- Présenter les perspectives stratégiques, les cibles, les activités et les résultats de l'UFM.
- Rendre les documents clés et les résumés d'activités, les nouvelles et les mises à jour accessibles au public.
- Construire un système de gestion de contenu pour montrer le processus de mise en œuvre du PAS, les plans d'action nationaux, les activités et les réalisations des États membres.
- Créer un système de gestion de contenu qui permet à l'équipe UFM de mettre à jour les informations facilement.
- Fournir une plate-forme d'interaction et de partage d'informations entre toutes les parties prenantes aux niveaux local, national, régional et mondial.
- Améliorer la visibilité de l'UFM

Pour améliorer le fonctionnement du site Web, il est suggéré au secrétariat de l'Union du Fleuve Mano, d'étudier les options, dans la mesure du possible, d'obtenir une expertise spécifique afin d'améliorer les pratiques sur la gestion des connaissances, qui sont définies par l'Agroforesterie mondiale comme « le processus de saisie, de développement, de partage et d'utilisation efficace des connaissances

organisationnelles ». Par conséquent, il est hautement souhaitable d'obtenir des ressources financières ou humaines supplémentaires pour le secrétariat de l'UFM, soit par le biais du budget ordinaire, soit par un financement volontaire supplémentaire des partenaires de l'UFM, afin de parvenir à un processus efficace et efficient de gestion des connaissances. Cela pourrait conduire à une collecte et à une analyse plus systémique des documents et générer de l'information pour conseiller et adapter les actions actuelles et futures fondées sur des données probantes afin d'aider à mettre en évidence les liens entre les politiques et les pratiques. Cela permettrait également de générer des produits fiables qui peuvent être transférés aux États membres de l'UFM. Cette option améliorerait également la maintenance des produits de gestion des connaissances et permettrait de suivre les listes d'informations générées par le secrétariat de l'UFM et l'évaluation indépendante (enseignements tirés, meilleures pratiques, notes d'information, notes d'orientation et documents de sensibilisation).

12.3. Reformes des lois et règlements au niveau de chaque pays de l'UFM

12.3.1. Reformes des lois et règlements sur les pesticides et les herbicides

Des lois existent dans tous les pays de l'UFM pour la gestion des pesticides, herbicides et fongicides. Par exemple en Guinée, l'analyse du cadre légal et institutionnel pour la gestion des pesticides révèle que la Guinée dispose d'un arsenal juridique relativement complet, avec 9 conventions internationales ratifiées par la Guinée en cette matière. Toutefois, la plupart de ces textes sont méconnus des principaux acteurs et souffrent pour la plupart d'une insuffisance d'application. La Guinée a interdit la fabrication, le commerce, le transport et l'utilisation de 60 produits dangereux pour la santé humaine. Cependant, le problème du commerce illégal des produits chimiques toxiques, dangereux et interdits est énorme. Le trafic illégal touche tous les pays de l'UFM, en particulier les personnes les plus vulnérables de la planète, y compris les agriculteurs et, en fin de compte, les consommateurs. Pour le trafic illégal des pesticides, une approche holistique est l'amélioration de la législation, mais surtout l'application des textes, le renforcement de la coopération entre toutes les parties prenantes est, à cet effet, capital. Il urge alors d'impliquer toutes les parties prenantes (agriculteurs, Ministères concernés, forces de l'ordre et secteur privé) si l'on veut renverser les tendances d'augmentation des risques.

La Sierra Leone a adopté une politique nationale de gestion intégrée des pesticides qui servira de lignes directrices pour appuyer les futurs cadres législatifs et réglementaires sur les pesticides. Cette réglementation couvre la production, l'emballage, l'étiquetage, l'importation, le stockage, la vente, la distribution, le transport, l'utilisation et l'élimination sans danger en Sierra Leone. Elle fournira également une orientation aux décideurs en établissant un cadre pour assurer des améliorations visant à garantir que les pesticides sont utilisés et éliminés tout au long de leur cycle de vie d'une manière qui ne pose aucun effet néfaste sur la santé humaine et l'environnement. La politique de la Sierra Leone considère que les efforts concertés visant à renforcer le secteur de la santé sont essentiels à la réalisation du Programme pour la prospérité. Cette politique reconnaît que la gestion efficace et efficiente des pesticides est un effort concerté qui nécessite la coordination interministérielle d'un éventail d'intervenants en équipe. La responsabilité de l'application de la réglementation sur les pesticides sera partagée entre divers ministères et organismes, le Ministère de l'agriculture, des forêts et de la sécurité alimentaire et le Ministère de la santé et de l'assainissement ayant la responsabilité légale de mettre en œuvre la politique. Pour opérationnaliser l'entente de partenariat, divers ministères et organismes concernés élaboreront un protocole d'entente interministériel visant à favoriser une relation de travail solide entre les parties, en délimitant les responsabilités respectives et en cernant les domaines d'intérêt mutuel.²⁵

Ainsi, l'exemple de la Sierra Leone montre qu'il est urgent d'adopter une politique et des lois/règlements pour gérer les pesticides de manière conjointe et collective entre toutes les institutions pertinentes. Des

²⁵ Voir la Politique intégrée de gestion des pesticides de Sierra Leone chrome-extension://efaidnbmnnnibpcajpcglclefindmkaj/https://mohs2017.files.wordpress.com/2017/06/national-integrated-pesticides-management-policy-2016.pdf

efforts supplémentaires sont donc nécessaires à travers des réformes de politiques et de législation/règlementations et programmes nationaux impliquant tous les acteurs pertinents. Il serait utile de suivre la mise en œuvre de cette politique nationale de gestion intégrée des pesticides afin d'en tirer des enseignements qui peuvent être utilisés en Sierra Leone, mais aussi partagés avec l'UFM et les autres États membres.

Malgré tous ces efforts, il existe encore des lois qui ne sont pas à jour et les textes d'application de ces lois ne tiennent pas compte de l'évolution des risques émergents dans les pays de l'UFM. Il se trouve en effet que l'utilisation des pesticides et herbicides provient en majorité d'un marché illicite, qui augmente rapidement depuis plusieurs années. La pollution par l'agriculture représente pour beaucoup de chercheurs et de médecins, un problème de santé publique et environnemental très inquiétant. Parmi ces pesticides figurent des substances interdites en Europe pour leur toxicité mais qui continuent à être vendues quand même en Afrique par les pays européens. Le vrai problème de santé publique, ce sont les effets à long terme d'une exposition chronique, qui n'a pas d'effet direct et immédiat. Comme risques majeur dus à la mauvaise utilisation des pesticides, on peut citer les cancers, mais également les maladies neurodégénératives, cardiovasculaires, l'infertilité.²⁶

Il est donc urgent de prendre des mesures législatives et réglementaires pour une meilleure gestion des pesticides afin de prévenir des risques majeurs sur les ressources en eau et par voie de conséquence sur la santé humaine, en particulier sur les femmes en grossesse, sur les femmes allaitantes ainsi que sur les enfants. Ces mesures législatives et réglementaires devraient être strictes et bannir tous les produits chimiques prohibés en Europe et dans d'autres pays développés mais qui continuent à être fabriqués pour être vendus et utilisés en Afrique. Des mesures supplémentaires devraient être prises pour mieux former les agents chargés du contrôle et mieux informer les personnes qui opèrent dans la chaîne de vente et d'utilisation de ces produits. Ces mesures méritent d'être classées comme étant de très haute importance pour être adoptées et appliquées dans les cinq premières années du PAS et du Plan d'Investissement.

12.3.2..Réformes des lois et règlements sur l'exploitation minière

Il est important de considérer tous les aspects nocifs de l'exploitation minière qu'elle soit industrielle ou artisanale. Toutes les formes d'exploitation minière ont leurs inconvénients et qui sont tous très préoccupants. Des mesures législatives et réglementaires mises à jour seraient des moyens de réduire les risques sur l'environnement et sur la santé humaine pour mieux protéger en particulier les femmes en grossesse, les femmes allaitantes et les enfants qui sont les plus vulnérables aux effets du mercure et du cyanure, utilisés dans l'exploitation de l'or et qui polluent l'eau et les ressources halieutiques. Les mesures législatives et réglementaires doivent porter sur la prévention mais aussi sur la remédiation qui consiste à supprimer et inverser des effets de la contamination ou de la pollution dans le sol pour le rendre de nouveau utilisable. Par exemple, la Côte d'Ivoire a établi un fonds spécial pour couvrir les dépenses nécessaires pour la réduction des impacts négatifs durant l'exploitation minière mais aussi et surtout pour réhabiliter le site à la fin de l'exploitation. La loi n°2014-138 du 24 mars 2014 portant code minier²⁷ fixe le cadre législatif applicable pour toutes les activités minières, y compris la fermeture et la réhabilitation. L'article 144 stipule qu'il est ouvert, dès le début de l'exploitation, un compte-séquestre de réhabilitation de l'environnement domicilié dans un établissement financier de premier rang en Côte-d'Ivoire. Ce compte doit couvrir les coûts liés à la réhabilitation environnementale à la fin de la durée

²⁶ Voir « Pesticides en Afrique : "une catastrophe sanitaire au ralenti" parue le 8 février 2020 et mise à jour le 24.12.2021 par Séraphine Charpentier.

<https://information.tv5monde.com/afrique/pesticides-en-afrique-une-catastrophe-sanitaire-au-ralenti-347399>

²⁷ Voir Loi 2014 -138 du 24 mars 2014 portant Code Minier de Côte d'Ivoire
<https://www.droit-afrique.com/uploads/RCI-Code-minier-2014.pdf>

de vie de la mine. Les versements sur ce compte sont faits par un titulaire de permis d'exploitation conformément au programme établi par l'autorité compétente. L'article 145 stipule que le demandeur d'une licence d'exploitation doit produire un plan de fermeture et de réhabilitation de la mine en plus d'une Etude d'Impact Environnemental et Social (EIES). Le plan doit être soumis à l'approbation des autorités compétentes en matière d'exploitation minière et d'environnement.

Le plan de fermeture doit prendre en compte les aspects suivants :

- Le nettoyage du site minier ;
- Le démantèlement et le retrait des installations minières ;
- La réhabilitation du site ;
- Le suivi de la phase après la réhabilitation du site ;
- Une éventuelle conversion du site pour d'autres activités ;
- La remise du site réhabilité aux autorités compétentes.

En matière de réformes, il serait utile que tous les pays de l'UFM exploitent toutes les leçons tirées de l'application du Code des Mines pour prendre de nouveaux textes d'application de la loi ou même adopter une nouvelle loi qui portera sur les améliorations qui s'avèreraient utiles.

L'exemple de la Côte d'Ivoire a été cité pour souligner l'importance de l'Etude d'Impact Environnemental et Social avant l'exploitation minière et son application tout au long de l'exploitation ainsi que la réhabilitation (remédiation) après la fermeture du site.

L'exemple de la Côte d'Ivoire pourrait faire l'objet d'échanges d'expérience pour que les autres pays partagent aussi leur expériences afin de s'enrichir mutuellement et d'harmoniser dans la mesure du possible les législations nationales et les faire contribuer davantage à l'application du PAS et du Plan d'Investissement de l'UFM.

13. PROCESSUS DE DÉVELOPPEMENT DU PLAN D'INVESTISSEMENT

13.1. Actions Stratégiques et Activités retenues

Le PAS a déterminé quatre objectifs à long terme de la qualité de l'environnement, trois objectifs transversaux et cinq objectifs spécifiques pour répondre aux préoccupations majeures dans les bassins fluviaux de l'espace UFM. À partir de ces objectifs quatre-vingt-dix (990) actions stratégiques ont été définies. Celles-ci ont alors été déclinées en deux cent cinquante-trois (253) activités. La mise en œuvre de ces actions et activités se poursuivront tout le long des quatre quinquennats, donc jusqu'à l'horizon 2044. .

Tableau 4: Répartition des actions et activités par objectifs du PAS

Objectifs du PAS	Nombre d'actions stratégiques	Nombre d'activités
OLTQE 1	9	33
OLTQE 2	8	22
OLTQE 3	6	19
OLTQE 4	7	19
OLTQE 5	11	41
OLTQE 6	3	9
OLTQE 7	7	15
OLTQE 8	5	9
Objectif spécifique n°1	5	12
Objectif spécifique n°2	5	14

Objectif spécifique n°3	4	12
Objectif spécifique n°4	5	12
Objectif spécifique n°5	5	12
Objectif spécifique n°6	5	12
Objectif spécifique n°7	5	12
Total	90	253

13.2 Objet du plan d'investissement

L'objectif du plan d'investissement est d'aider la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone à atteindre la vision et les objectifs à long terme de qualité de l'environnement du Programme d'action stratégique (PAS) pour les paysages de bassins fluviaux, y compris les forêts, de l'Union du fleuve Mano grâce à la mise en œuvre des plans d'action nationaux et au renforcement de la coordination régionale par le Secrétariat de l'UFM pour la mise en œuvre du PAS.

Le PAS et le Plan d'investissement pour l'Union du fleuve Mano devraient mobiliser l'action mondiale, nationale et communautaire et élever le niveau de réalisation en matière de gestion intégrée des ressources en eau et de gestion des paysages forestiers pour répondre aux préoccupations environnementales et socioéconomiques et contribuer à la réalisation du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et des ODD associés.

13.3. Cohérence avec la Stratégie du FEM

Le PAS et le Plan d'investissement sont cohérents avec la vision du FEM-8, c'est-à-dire : la réalisation d'un environnement sain, productif et résilient qui sous-tend le bien-être des sociétés humaines. Le PAS et l'investissement sont également structurés de manière à soutenir le lien entre la nature, l'environnement et la santé humaine, car sans un environnement sain, la santé et le bien-être humains seront inévitablement compromis. La vision et les objectifs à long terme de qualité de l'environnement du PAS sont conformes aux deux cycles d'investissement les plus récents du FEM, de 2022 à 2026 (FEM-8) et 2026-2030 (FEM-9).

Le PAS est conforme aux stratégies du FEM relatives aux eaux internationales, à la biodiversité et à la dégradation des terres, car il contribuera à la conservation des écosystèmes forestiers de Haute-Guinée grâce à la gestion durable des bassins hydrographiques transfrontières.

13.4. Cohérence avec la politique de cofinancement du FEM

Le PAS et le Plan d'investissement ont été établis étant entendu que le cofinancement fait partie intégrante des opérations du FEM. Il soutient la création d'avantages environnementaux mondiaux à plus long terme et à plus grande échelle, et renforce les partenariats avec les gouvernements des pays bénéficiaires, les institutions financières multilatérales, bilatérales et nationales, le secteur privé et la société civile.

13.5. Nécessité de faire recours à diverses sources de financement

Le financement du PAS est envisagé à travers une mobilisation de ressources humaines et financières avec l'appui potentiel du FEM mais aussi les gouvernements des pays bénéficiaires, les institutions financières multilatérales, bilatérales et nationales, le secteur privé et la société civile.

En ce qui concerne l'apport des gouvernements des pays bénéficiaires et d'autres entités nationales et locales, des sources potentielles de cofinancement ont été pressenties, incluant sans s'y limiter les initiatives suivantes :

13.5.1. Initiatives, programmes, projets en cours d'exécution ou planifiés pouvant servir de sources de cofinancement en Côte d'Ivoire.

Le Plan d'Investissement pour le financement du PAS est développé en prenant en compte l'existence de plusieurs initiatives, programmes, projets et fonds d'affectation spéciale mis en place par la Côte d'Ivoire. Il s'agit d'établir un partenariat avec ces initiatives pour éviter le double emploi ou la compétition mais favoriser la synergie et créer les conditions d'une solidarité et une complémentarité. Le développement du Plan d'Investissement s'appuie ainsi sur les forces des initiatives suivantes :

- a. L'Initiative d'Abidjan (Abidjan Legacy Program), un ambitieux programme de 1,5 milliard de dollars²⁸

Les objectifs de cette initiative sont semblables à la Vision et aux Objectifs à Long Terme de Qualité de l'Environnement de ce PAS car cette initiative vise : (i) la lutte contre la déforestation et promotion de la restauration des forêts qui vise à restaurer 20% du couvert forestier ivoirien d'ici la fin de la décennie, (ii) l'amélioration de la productivité agricole à travers la mécanisation et la restauration des sols, (iii) les actions en vue de rendre les chaînes de valeurs actuelles plus durables avec une transformation locale plus significative, pour générer davantage de richesses et d'emplois, surtout pour les jeunes et les femmes et (iv) l'identification des chaînes de valeur du futur, respectueuses des sols et qui vont résister au changement climatique. Plus d'un milliard de dollars ont été obtenus dès ce lundi 9 mai 2022 par la Côte d'Ivoire pour le financement de son initiative grâce à des appuis financiers de la Banque Africaine de Développement (BAD), de "Team Europe" qui regroupe l'Union Européenne et la Banque Européenne d'investissement, du PNUD, de la Banque Ouest-Africaine de Développement (BOAD) et de l'Institut Ban-Ki Moon.

- b. Le Projet d'investissement forestier (PIF).²⁹

Le Projet d'investissement forestier (PIF) lancé le 24 novembre 2018 devra tripler son couvert forestier d'ici 2030. Ce projet bénéficie de 143 millions d'euros de la Banque mondiale pour lutter contre la déforestation. Le PIF vise à atteindre une « couverture forestière du pays à 6,5 millions d'hectares d'ici à 2030, soit 20 % du territoire national », selon la Banque mondiale qui le finance à hauteur de 143 millions d'euros. La zone d'intervention du projet inclut la région du Cavally, notamment le Parc National de Tai. Le projet vise les mêmes objectifs que ce PAS en matière de conservation et d'utilisation durable des forêts. Le PIF met un accent particulier sur les relations avec d'autres projets en cours et recherche la synergie avec des projets pertinents comme celui de l'UFM sur le Cavally.

La vision globale du Plan d'Investissement Forestier (PIF) est de : restaurer la productivité des ressources forestières et de les gérer de manière durable ; créer des incitations ; sécuriser le régime foncier et les droits d'accès aux terres en vue de créer un environnement propice à la transformation ; et mettre en œuvre l'agriculture zéro déforestation pour réduire la pression sur les forêts et améliorer les moyens de subsistance. Cette Vision est en adéquation avec celle du PAS du projet de l'UFM. Il est donc important de créer un partenariat solide avec le PIF. Cette vision s'énonce comme suit :

²⁸ L'Initiative d'Abidjan (Abidjan Legacy Program)

<https://araa.org/fr/news/cop-15-l%E2%80%99initiative-d%E2%80%99abidjan-un-ambitieux-programme-de-15-milliard-de-dollars>

²⁹ Projet d'investissement forestier (PIF) <https://faolex.fao.org/docs/pdf/IVC169692.pdf>

‘Le Projet d’investissement forestier (PIF) vise à conserver et à augmenter le couvert forestier ivoirien. Il contribuera en outre à améliorer les moyens de subsistance des communautés dépendantes de la forêt dans les zones cibles.’

En Côte d’Ivoire, le Projet d’investissement forestier phase 2 (PIF2) a reçu un appui financier de 148 millions USD de la Banque mondiale. Les fonds soutiendront un ensemble d’initiatives visant à restaurer le couvert forestier ivoirien. Notons que le PIF 2 est la suite du PIF lancé en 2018, pour un coût de 18 millions USD. Fort des résultats de la première phase, le projet sera renouvelé pour une durée de sept ans. Il s’aligne sur le plan national décennal de réhabilitation de la forêt, visant à passer de 2,97 millions d’hectares de forêts à 6 millions à l’horizon 2030.

c. Création du Fonds Forestier National ³⁰

Création, organisation et modalités de fonctionnement du fonds forestier National

En octobre 2021, le conseil des ministres a adopté un décret portant création, organisation et modalités de fonctionnement du fonds forestier national. Ce décret s’inscrit dans le cadre de la mise en œuvre de la nouvelle politique forestière de l’Etat dédiée à la préservation et à la reconstitution des ressources naturelles. Il s’agit dans l’ensemble d’assurer la gestion durable des zones écologiques sensibles, d’instaurer la discipline au sein de l’administration forestière. Aussi, il s’agira d’assurer le financement pérenne des programmes et projets de développement durable des ressources forestières, estimés à environ 616 milliards FCFA. Tout cela, dans l’optique de garantir à la Côte d’Ivoire de recouvrer à l’horizon 2030, environ 20% de son couvert forestier et de le préserver.

d. Initiative Cacao-Forets de Cote d’Ivoire³¹

Elaboration d’un cadre de financement de l’Initiative Cacao-Forêt avec une forte implication du secteur privé (industrie du chocolat)

Les différents axes de la stratégie nationale de Préservation, de réhabilitation et d’extension des forêts ont fait l’objet de projets évalués à plus de 616 milliards de FCFA sur 10 ans (2020-2029). L’industrie du chocolat et la filière café-cacao ont mis en place un fonds pour les activités de réhabilitation des forêts. Cette initiative venant du secteur privé pourrait servir de sources de cofinancement.

e. Fonds pour l’accès à l’eau en Côte d’Ivoire³²

En septembre 2017, le gouvernement ivoirien a annoncé la mise en place d’un fonds de 200 milliards de FCFA pour renforcer l’accès des populations à l’eau potable. L’enveloppe servira à la réalisation d’infrastructures urbaines mais aussi en milieu rural avec comme objectif un taux de 95% d’accès à l’eau potable à l’horizon 2020.

³⁰ Création du Fonds Forestier National

<http://quoideneuf.info/cote-divoire-creation-organisation-et-modalites-de-fonctionnement-du-fonds-forestier-national-gouvernement/>

³¹ Initiative Cacao-Forets de Cote d’Ivoire <https://initiativecacaoforets.ci/>

³² Fonds pour l’accès à l’eau en Côte d’Ivoire <https://afrique.latribune.fr/economie/strategies/2017-09-18/cote-d-ivoire-un-fonds-de-200-milliards-fcfa-pour-l-acces-a-tous-a-l-eau-750580.html>

f. Changements climatiques : tarification du carbone³³

La tarification du carbone proposée sera basée sur l'application du Principe Pollueur-Payeur sur la base d'un prix psychologique acceptable de la tonne de carbone à 1000 FCFA et dans un scénario ambitieux à 2500 FCFA la tonne de CO₂. Les projections de recettes annuelles potentielles de la taxe carbone élaborées sont de 493,5 milliards de francs CFA à 1 233,7 milliards de franc CFA. Cette mesure peut avoir pour conséquence la réduction de l'utilisation du bois comme source d'énergie et favoriser la reconstitution des forêts.

13.5.2. Initiatives, programmes, projets en cours d'exécution ou planifiés pouvant servir de sources de cofinancement en Guinée

Le tableau suivant résumé des sources de cofinancement des actions à court terme à prospector au niveau national :

Tableau 5 : Cofinancements possibles des actions du PAS en République de Guinée

COFINANCEMENT DES ACTIONS À COURT TERME À PROSPECTER AU NIVEAU NATIONAL				
BASSINS CONCERNES	DEPARTEMENTS MINISTERIELS CONCERNES (Cofinancement des fiches de projet à travers le BND)	FONDS/SOCIETS/AGENCES IN SITU (Cofinancement des fiches de Projet à travers ces Structures)	MONTANT TOTAL REQUIS GNF	MONTANT TOTAL REQUIS \$US
Kolenté/Kaba	Ministères <ul style="list-style-type: none"> • Environnement, Développement Durable • Energie, Hydraulique et Hydrocarbures • Agriculture et Elevage • Pêche et Économie Maritime • Mines et Géologie • Économie et Finances • Plan et Coopération internationale 	<ul style="list-style-type: none"> • Fonds de l'Environnement et du Capital Naturel • Fonds de l'Hydraulique • Le Fonds local des Communautés • Agence Nationale de Financement des Collectivités (ANAFIC) 	15.880.000.000	1.855.201
	Ministère	<ul style="list-style-type: none"> • Fonds de l'Environnement et du Capital Naturel 		1.491.871

³³ f. Changements climatiques : tarification du carbone en Cote
https://www.thepmr.org/system/files/documents/Fiscalite%C3%A9_Carbone_C%C3%B4te%20d'Ivoire_Rapport%20Final%20281%29.pdf

COFINANCEMENT DES ACTIONS À COURT TERME À PROSPECTER AU NIVEAU NATIONAL				
BASSINS CONCERNES	DEPARTEMENTS MINISTERIELS CONCERNES (Cofinancement des fiches de projet à travers le BND)	FONDS/SOCIETES/AGENCES IN SITU (Cofinancement des fiches de Projet à travers ces Structures)	MONTANT TOTAL REQUIS GNF	MONTANT TOTAL REQUIS \$US
Moa/Makona et Mano	<ul style="list-style-type: none"> • Environnement, Développement Durable • Energie, Hydraulique et Hydrocarbures • Agriculture et Elevage • Pêche et Économie Maritime • Mines et Géologie • Économie et Finances • Plan et Coopération internationale 	<ul style="list-style-type: none"> • Agence Nationale de Promotion et du Conseil Agricole (ANPROCA) • Société des Mines de fer de Guinée (SMFG) • SAMA Ressources Guinée (SRG) • Zaly Mining (Ex West Arica) • Rio Tinto 	12.770.000.000	
Cavally	Ministères <ul style="list-style-type: none"> • Environnement, Développement Durable • Energie, Hydraulique et Hydrocarbures • Agriculture et Elevage • Pêche et Économie Maritime • Mines et Géologie • Économie et Finances • Plan et Coopération internationale 	<ul style="list-style-type: none"> • Fonds de l'Environnement et du Capital Naturel • Agence Nationale de Promotion et du Conseil Agricole (ANPROCA) • Société des Mines de fer de Guinée (SMFG) • SAMA Ressources Guinée (SRG) • Zaly Mining (Ex West Arica) • Rio Tinto 	7.880.000.000	920.591

COFINANCEMENT DES ACTIONS À COURT TERME À PROSPECTER AU NIVEAU NATIONAL				
BASSINS CONCERNES	DEPARTEMENTS MINISTERIELS CONCERNES (Cofinancement des fiches de projet à travers le BND)	FONDS/SOCIETS/AGENCES IN SITU (Cofinancement des fiches de Projet à travers ces Structures)	MONTANT TOTAL REQUIS GNF	MONTANT TOTAL REQUIS \$US
Tronc commun	<ul style="list-style-type: none"> Ministère Environnement, Développement Durable Promotion Féminine, Enfance et Personnes Vulnérable Affaires Étrangères, Intégration Africaine et des Guinéens établis à l'étranger Économie et Finances Plan et Coopération internationale Administration du Territoire et de la Décentralisation 	<ul style="list-style-type: none"> Fonds de l'Environnement et du Capital Naturel Fonds de l'Hydraulique Le Fonds local des Communautés Agence Nationale de Financement des Collectivités (ANAFIC) 	15.490.000.000	1.809.639
TOTAL			52.020.000.000	6.077.302

NB : Dernière mise à jour de la cotation le 16 /04/2023 à 00h23 suivant Google

1 US \$=8 559,72 GNF

13.5.3 Sources de cofinancement potentiel pour la mise en œuvre du PAS en Sierra Leone

a. Plan national d'adaptation initial du gouvernement de la Sierra Leone (iNAP)

Le Gouvernement sierra-léonais a investi pour identifier et adopter des cadres stratégiques et institutionnels clés et définir des actions prioritaires pour faire face aux changements climatiques. L'investissement réalisé par le biais de ressources humaines et financières est une source potentielle de cofinancement car il jette les bases de la mise en œuvre de la gestion des bassins transfrontières en Sierra

Leone en tant que partie intégrante du « projet de conservation des écosystèmes et de gestion des ressources en eau internationales de l'Union du fleuve Mano ».

En effet, le iNAP de la Sierra Leone donne des orientations et fournit des informations sur les actions visant à réduire la vulnérabilité au changement climatique en ce qui concerne les ressources en eau, l'agriculture et la sécurité alimentaire, la santé publique, les zones côtières et les communautés à travers le pays. L'éventail des options d'adaptation a été bien défini dans le cadre de processus consultatifs systémiques et ascendants au niveau national. En outre, le processus lui-même a été une réalisation importante dans la sensibilisation, le renforcement des capacités techniques et institutionnelles et l'intégration des préoccupations d'adaptation dans les dialogues nationaux sur le développement.

Le iNAP couvre cinq secteurs prioritaires de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, des ressources en eau et de l'énergie, de la gestion des zones côtières, de l'environnement et de la gestion des catastrophes, ainsi que deux priorités transversales identifiées que sont l'égalité des sexes et l'inclusion sociale. Ce document peut donc être l'occasion de catalyser le financement national et international pour la mise en œuvre de stratégies et d'actions d'adaptation aux changements climatiques.

b. Contribution déterminée nationale (CDN) la plus récente de la Sierra Leone

Dans sa CDN actualisée, la Sierra Leone a défini une voie progressive pour réduire les émissions de gaz à effet de serre par rapport aux niveaux de 2005 : 5 % d'ici 2025, 10 % d'ici 2030 et 25 % d'ici 2050. Contrairement à la CDN initiale qui n'avait que des engagements conditionnels, la CDN mise à jour a fixé des contributions d'atténuation inconditionnelles, fournissant également plus de détails sur les tendances, les stratégies et les objectifs de chaque secteur, avec des objectifs quantifiables. La Sierra Leone a également élargi ses objectifs d'adaptation et s'est efforcée de s'aligner sur les objectifs de développement durable. Les domaines d'adaptation et de résilience du CDN abordent tous les domaines cibles du plan d'action stratégique du projet de l'UFM, notamment : l'agriculture, l'eau, l'énergie, les zones côtières, la foresterie, l'exploitation minière, les infrastructures et la gestion des risques de catastrophe. Les actions prévues pour mettre en œuvre la CDN de la Sierra Leone établissent le cadre global pour l'intégration des forêts et d'autres solutions fondées sur la nature vers les objectifs climatiques ainsi que pour la mise en œuvre de la Vision et des objectifs de qualité environnementale à long terme (OLTQE) du Programme d'action stratégique (PAS). La CDN de la Sierra Leone comprend des mesures d'atténuation dans les forêts et l'utilisation des terres, fournissant la base d'une action à plus grande échelle qui est nécessaire pour le succès du projet de l'UFM.

c. Financement climatique de la Sierra Leone

La Sierra Leone est consciente des enjeux importants de la lutte contre les changements climatiques et alloue déjà des fonds à l'atténuation et à l'adaptation. Cet argent est un investissement crucial dans la sécurité et la prospérité des populations humaines pour la génération actuelle et les générations à venir. Pour relever le défi du financement climatique, des partenaires multilatéraux et bilatéraux tels que le PNUD et l'USAID aident la Sierra Leone, en travaillant avec le gouvernement pour mieux suivre les dépenses existantes liées au climat – publiques et privées – et pour que ces dépenses aillent plus loin. Ces financements sont des sources potentielles de cofinancement avec le projet UFM. En outre, de nouvelles sources de financement, des fonds internationaux aux investissements privés, sont des opportunités potentielles pour mieux intégrer le changement climatique et les préoccupations environnementales et socio-économiques dans les politiques économiques et financières qui soutiennent le projet de l'UFM.

d. Projet de conservation de la forêt tropicale humide de Gola

Les activités de ce projet se concentrent sur le renforcement de la conservation de la forêt tropicale humide de Gola, qui est un domaine important inclus dans le projet de l'UFM. Ce projet s'attaque aux

facteurs de déforestation en travaillant avec les communautés locales pour encourager le développement durable et la planification de l'utilisation des terres. Comme la Vision et les OLTQE du projet de l'UFM, le plan à long terme du projet de la Forêt de Gola vise à permettre aux parties prenantes (gouvernement, communautés et ONG nationales) de gérer l'ensemble de ce paysage de manière durable, non seulement pour bénéficier directement aux communautés locales, mais aussi pour protéger le stock vital de carbone et la faune en danger critique d'extinction contenus dans la forêt. Le financement du projet de la forêt de Gola est donc une source potentielle de cofinancement pour le projet de l'UFM.

e. Chaîne de valeur agricole et programme de développement

Il s'agit d'un projet important qui vise à améliorer la production agricole et la chaîne de valeur. Il améliorera les moyens de subsistance et résoudra certains des problèmes identifiés par le projet de l'UFM dans 16 districts, y compris les zones situées dans les forêts transfrontalières et les bassins cibles du projet de l'UFM. Le projet contribue à la mise en œuvre de la vision et des objectifs à long terme de qualité des écosystèmes du programme d'action stratégique de l'UFM. Avec un financement de plus de 100 millions de dollars, il s'agit d'un projet potentiel majeur de cofinancement avec le projet de l'UFM

f. Projet de l'ONG Sierra Leone Conservation Society

Il s'agit d'un projet mis en œuvre par Sierra Leone Conservation Society, une ONG qui travaille sur les questions environnementales et le soutien aux communautés locales par la restauration, la protection et la conservation des forêts, les moyens de subsistance et la génération de revenus. Il contribue à la mise en œuvre de la vision et des objectifs du PAS.

g. Activités pertinentes du Ministère de l'environnement

Le ministère de l'Environnement investit dans la gestion des forêts, en particulier par le biais de sa plantation nationale d'arbres (cinq millions d'arbres dans 16 districts de Sierra Leone), de la restauration du paysage Forêts et de la plantation de cacao. Le budget alloué à ces activités est une source potentielle de cofinancement.

h. Projet de gestion WASH sensible au climat mené par les citoyens

Ce projet s'attaque à la dégradation de l'environnement et à la réduction des risques pour la santé humaine grâce à la plantation d'arbres, à la fourniture d'installations WASH, à la sensibilisation, à l'amélioration des moyens de subsistance et au soutien à l'Association villageoise d'épargne et de crédit (AVEC).

14. MODALITES DE MISE EN ŒUVRE DU PAS ET DU PLAN D'INVESTISSEMENT

14.1. MISE EN ŒUVRE DU PAS

Ce programme d'Action Stratégique (PAS) est conçu pour être mis en œuvre à travers une série de projets qui correspondent à l'identification des actions stratégiques en réponse aux problèmes transfrontaliers prioritaires identifiés dans l'ADT régionale. Une attention particulière sera accordée aux projets relatifs à la gestion intégrée des ressources en eau qui relèvent les énormes défis consistant à fournir des solutions équilibrées et durables aux problèmes urgents de l'eau, grâce à des actions qui traitent les conflits entre les populations et les groupes d'intérêts dans les bassins partagés par les quatre pays de l'UFM. Un financement sera recherché pour chaque projet, soit indépendamment, soit en combinaison avec d'autres projets du PAS. Les projets seront mis en œuvre par l'intermédiaire des

Agences d'Exécution Nationales désignées par les pays membres de l'UFM, avec la participation de multiples parties prenantes locales, nationales et régionales. Les aspects régionaux généraux du PAS seront coordonnés et mis en œuvre par l'UFM en sa qualité d'Agence d'Exécution Régionale.

La mise en œuvre du PAS aux niveaux local et national repose sur l'application des Plans d'Action Nationaux adoptés dans chacun des quatre pays de l'UFM afin de garantir que les actions stratégiques sont exécutées conformément aux priorités nationales et sont intégrées dans le processus global de planification nationale. Les progrès réalisés dans la mise en œuvre du PAS feront l'objet d'un suivi au moyen d'un plan de Suivi et d'Évaluation (S&E) qui fait partie de ce PAS et qui comprend des objectifs et des indicateurs de succès pour chaque action stratégique. La gestion adaptative permettra en outre de revoir et de mettre à jour chaque année le processus de mise en œuvre du PAS.

Corrélation entre les actions stratégiques du PAS

Le PAS est structuré de manière à faciliter la corrélation entre les actions stratégiques et les synergies entre les activités afin de faciliter la mise en œuvre du PAS et d'éviter la duplication des activités et des coûts. Les actions stratégiques dans le même domaine thématique de mise en œuvre pourraient être négociées par le biais de protocoles, de règlements et d'activités régionales entre les pays participants de l'UFM. Pour faciliter le processus, les actions stratégiques se répartissent en sept domaines thématiques de mise en œuvre corrélés, à savoir :

- Coordination et suivi régionaux menés par le Secrétariat de l'UFM à l'échelle du bassin.
- Planification, gestion et suivi aux niveaux local et national en étroite collaboration avec l'UFM.
- Échanges réguliers d'informations entre les pays qui partagent chaque bassin transfrontalier.
- Actions de renforcement des capacités ainsi que des connaissances et de sensibilisation pour renforcer la prise de conscience des problèmes et des solutions possibles ainsi que l'engagement des parties prenantes locales et nationales et faciliter les actions conjointes entre les pays partageant le même bassin.
- Gestion administrative et financière assurée au niveau national par les agences d'exécution nationales et au niveau régional par le Secrétariat de l'UFM.
- Production et diffusion de rapports périodiques par le niveau national et le Secrétariat de l'UFM.
- Production et transmission de Rapports du secrétariat de l'UFM à l'Agence d'exécution du FEM et aux partenaires techniques et financiers concernés appuyant la mise en œuvre du PAS.

14.2. Calendrier de mise en œuvre

Il est important d'abord de reconnaître que pour répondre aux besoins des générations actuelles tout en préservant les intérêts des générations futures, il faut adopter une perspective à long terme, tout en travaillant sur les priorités actuelles. C'est pour cette raison que la Vision ainsi que les Objectifs à Long Terme de Qualité de l'Environnement (OLTQE) devraient être mis en œuvre au cours des 20 prochaines années par le biais de mesures à court, moyen et long terme, en tenant compte des intérêts de toutes les générations.

Ainsi, ce PAS est un document-cadre de politique régionale permettant aux États membres de l'UFM de travailler collectivement pour atteindre les résultats souhaités pour l'environnement futur qui soutient le développement socio-économique des populations cibles. Les objectifs à long terme devraient être atteints dans un délai de vingt ans et sont conçus dans le cadre de la responsabilité des États membres, définis indépendamment en tant que composantes de leurs plans d'action nationaux (PAN), et collectivement dans le cadre du mandat de l'UFM.

Ce PAS s'appuie sur les PAN et les complète. Il comprend des interventions claires pour les investissements prioritaires au cours des cinq premières années en tant que première phase d'un programme de vingt ans. Le plan d'investissement détaillé, identifiant les activités prioritaires à

entreprendre dans chaque pays devrait avoir 4 phases de cinq ans. La première phase de 5 ans est celle qui doit porter sur les premières priorités et devrait être plus détaillée que les autres phases suivantes. Le PAS est appelé à être révisé tous les 5 ans ainsi que son Plan d'Investissement de manière à tenir compte des leçons tirées des phases qui ont été exécutées pour ajuster et mettre à jour les priorités en tenant aussi compte des défis émergents. En résumé, le PAS devrait s'étendre sur 20 ans mais ce sont les 5 premières années qui font l'objet de financement détaillé, de recherche de sources de financement et de cofinancement ainsi que des indicateurs de suivi et évaluation.

14.3. Calendrier des interventions au cours de la mise en œuvre du PAS et du Plan d'Investissement

Le calendrier de mise en œuvre s'étale sur les vingt ans comprenant quatre phases de cinq ans chacune. Le premier plan quinquennal (PQ1) étant le plan prioritaire. Les actions à entreprendre sont consignées dans le tableau 6 suivant :

Tableau 6 : Calendrier des interventions

Les objectifs	Les actions proposées	Phase 1	Phase 2	Phase 3	Phase 4
OLTQE 1 : Les écosystèmes forestiers des bassins de l'UFM sont restaurés, protégés et gérés de façon durable	1.1. Restaurer les forêts dégradés, protéger et gérer tous les paysages forestiers transfrontaliers de l'UFM. Dégradés	X	x	x	x
	1.2. Elaborer/Renforcer, harmoniser et appliquer les politiques nationales et les législations/règlementations pour minimiser la déforestation et la dégradation des forêts.		x	x	x
	1.3. Promouvoir des systèmes d'agriculture durable	X	x	x	x
	1.4. Promouvoir les activités génératrices de revenus, la chaîne de valeurs et améliorer l'accès au marché pour les communautés à travers les interventions de restauration des paysages forestiers.	X	x	x	x
	1.5. Prévenir ou lutter contre les feux de brousse et les maladies pouvant affecter les forêts et la faune.	X	x	x	x
	1.6. Améliorer la gestion des Aires Protégées (Zone IP, Tampon et Transition)	X	x		
	1.7. Veiller à l'application de la réglementation sur les produits forestiers ligneux et non ligneux pour une gestion durable	X	x	x	x
	1.8. Réaliser une cartographie détaillée de l'occupation des sols et établir la situation de référence.	X			
	1.9. Créer de nouveaux espaces de conservation de massifs forestiers et des forêts communautaires		x	x	x

OLTQE 2 : Une eau de bonne qualité est disponible pour satisfaire les besoins essentiels des écosystèmes et des populations dans les bassins de l'UFM conformément à l'indicateur 6.3.2 des ODD.	2.1. Renforcer les capacités des services techniques des États membres, en charge de la gestion des ressources en eau.	X	x	x	
	2.2. Mettre en place un réseau de mesures de suivi et partager les données sur la quantité et la qualité des eaux.	X	x		
	2.3. Promouvoir l'éducation environnementale sur les ressources en eau.			x	x
	2.4. Protéger les ressources aquatiques contre les contaminations des métaux lourds et autres polluants (physiques, chimiques et biologiques).	X	x	x	x
	2.5. Vulgariser et veiller à l'application des textes législatifs et réglementaire relatifs à la qualité des eaux.			x	x
	2.6. Promouvoir et encourager les bonnes pratiques des activités anthropiques (agriculture, élevage, pêche, exploitation minière, etc.)		x	x	x
	2.7. Promouvoir le traitement des eaux usées (agricole, domestique, industrielle et minière) avant rejet et soutenir les actions de recyclage des eaux usées et des plastiques.			x	x
	2.8. Mettre en place une police de l'eau	X			
OLTQE 3 : L'intégrité écologique restaurée et conservée et les écosystèmes terrestres et aquatiques des bassins de l'UFM sont gérés de façon durable	3.1. Assurer une conservation durable des aires protégées transfrontalières			x	
	3.2. Faire l'inventaire des espèces fauniques et floristiques dans les paysages forestiers et les zones humides des bassins		x		
	3.3. Faire le suivi des espèces endémiques et en danger.		x	x	x
	3.4. Restaurer ou réintroduire les espèces endémiques en danger			x	
	3.5. Vulgariser les textes juridiques nationaux et conventions internationales relatifs à la biodiversité (CBD) et aux zones humides.	X	x		
	3.6. Encourager les communautés à valoriser les plantes médicinales et les espèces d'intérêt socioéconomique.			x	x
OLTQE 4 : Les terres, les berges de cours d'eau et têtes de sources restaurées et protégées	4.1. Elaborer et mettre en œuvre des plans de restauration et de réhabilitation des berges de cours d'eau et des têtes de sources dégradées		x	x	x

	4.2. Vulgariser et appliquer les textes législatifs et réglementaires liés à la protection de l'environnement	X	x	x	x
	4.3. Promouvoir les bonnes pratiques d'exploitations minières et agricoles qui intègrent la restauration des terres et des eaux.		x	x	x
	4.4. Restaurer le couvert végétal des bassins versants dégradés	X	x	x	x
	4.5. Suivre l'accumulation, le transport et les caractéristiques physiques, chimiques, microbiologiques et même nucléaires des sédiments/solides dans les cours d'eau		x	x	x
	4.6. Promouvoir l'approche hydro-écologique pour réduire la perte des sols et la dégradation des terres notamment dans la valorisation des zones humides (solution basée sur la nature).		x	x	x
	4.7. Aménager les bas-fonds et plaines au profit des exploitants agricoles				x
OLTQE 5 : Les capacités d'adaptation, d'atténuation et de résilience des Etats membres au changement climatique renforcées à tous les niveaux	5.1. Former les utilisateurs finaux sur les services climatiques disponibles et spécifiques à chaque secteur d'activités			x	x
	5.2. Elaborer et mettre en œuvre des programmes de résilience en faveur des communautés vulnérables au changement climatique.				x
	5.3. Soutenir la collaboration entre les centres de recherche agronomique des États membres et renforcer leurs capacités techniques pour l'identification et la production des semences agricole résilientes aux aléas climatiques.				x
	5.4. Renforcer la résilience des communautés rurales à travers la vulgarisation des variétés de semences résistantes aux aléas climatiques				x
	5.5. Encourager les bonnes pratiques agricoles à travers l'agriculture intelligente avec l'utilisation de nouvelles technologies et/ou agriculture durable.				x
	5.6. Elaborer et mettre en œuvre un programme régional d'adaptation et d'atténuation au changement climatique sur la base des Contribution Déterminée au niveau National des Etats membres				x

	5.7. Renforcer les capacités des services techniques en charge de la prévision hydro climatique, de la gestion des risques climatiques et des catastrophes naturelles.		x	x	x
	5.8. Promouvoir l'utilisation rationnelle de l'eau (utilisation & réutilisation) dans les systèmes d'irrigation et dans le processus de production industrielle et minière			x	x
	5.9. Renforcer les capacités techniques des structures nationales sur le processus d'accès et de mobilisation des fonds verts (FEM, fonds d'adaptation, fond carbone etc.) ainsi que d'autre mécanismes à travers les partenaires bilatéraux et multilatéraux.		x	x	X
	5.10. Elaborer et mettre en œuvre des programmes pour promouvoir l'utilisation des ressources énergétique nouvelles et renouvelables pour l'atténuation et l'adaptation aux impacts du changement climatique.				X
	5.11. Promouvoir les infrastructures d'assainissement et d'eau potable résilientes aux risques climatiques.				X
OLTQE 6 : Les couches vulnérables notamment les femmes, les jeunes et les enfants prises en compte dans la mise en œuvre du PAS	6.1. Intégrer le genre dans la mise en œuvre du PAS pour contribuer à l'équité sociale, économique et à la gestion durable des ressources naturelles.		x	x	X
	6.2. Créer un cadre pour la participation des femmes, jeunes, enfants et autres groupes vulnérables dans la prise de décision sur la gestion des ressources du Bassin.		x	x	X
	6.3. Promouvoir les activités génératrices de revenus au bénéfice des femmes, jeunes et autres groupes vulnérables.			x	X
OLTQE 7 : La coopération transfrontalière entre les Etats membres, les communautés et les autres acteurs renforcés	7.1. Harmoniser les lois et règlements relatifs à la gestion des ressources naturelles dans la région de l'UFM	x			
	7.2. Finaliser le processus de création de l'Autorité de Bassin au sein de l'UFM	x			
	7.3. Elaborer et adopter une charte de l'eau pour tous les bassins de l'UFM		x		

	7.4. Soutenir les pays membres pour ratifier les conventions internationales sur l'eau et les mettre en œuvre		x		X
	7.5. Appliquer les dispositions des conventions internationales sur le transport des produits toxiques (ex. convention de Bamako)	x	x	x	X
	7.6. Promouvoir la gestion concertée des aires protégées entre les Etats membres à travers les accords bilatéraux/tripartites.			x	X
	7.7. Etablir/Renforcer un Partenariat entre le secteur public, le privé, la société civile et les communautés locales pour la gestion durable des ressources naturelles.		x	x	X
OLTQE 8: Le plastique non biodégradable est recyclé ou n'est plus utilisé dans l'espace UFM	Elaborer les textes les textes réglementaires sur la production, l'importation, la commercialisation et l'utilisation des sachets plastiques non biodégradables	x			
	Renforcer les capacités techniques des services chargés de l'environnement par une appropriation des textes réglementaires		X		
	Doter les cadres environnementalistes de matériels de contrôle		X		
	Promouvoir des substituts aux sachets plastiques non biodégradables	x			
	Mettre en place des unités de collecte, de transformation et de recyclage des sachets plastiques	x	x	x	x
OLTQE spécifique 1 : Réduire le niveau d'infestation des espèces aquatiques envahissantes à un niveau n'affectant pas négativement les écosystèmes aquatiques et les activités socioéconomiques dans les bassins de l'Union	8.1. Faire un état des lieux des espèces végétales aquatiques envahissantes		x		
	8.2. Elaborer et exécuter un programme de recherche sur les plantes aquatiques envahissantes : biologie des espèces, conditions hydro-chimiques et biologiques de leur prolifération			X	X
	8.3. Elaborer et mettre en œuvre un programme intégré de lutte et de restauration des sites infestés par des plantes aquatiques envahissantes				X
	8.4. Valoriser sur le plan socioéconomique les plantes aquatiques envahissantes				

OLTQE spécifique 2 : L'écosystème forestier du Mont Nimba restauré et un dispositif de sa gestion mieux organisé mis en place	9.1. Elaborer les textes du schéma d'érection en aire protégée et de classement de sites Ramsar		x		X
	9.2. Elaborer un plan d'aménagement et de gestion à réviser périodiquement par une équipe mixte Inter-Etats		x	X	
	9.3. L'équipe d'aménagement et de gestion composée de représentants des Etats-partis est fonctionnelle		x		
	9.4. Encadrer les activités minières pour préserver les écosystèmes forestiers d'intérêt particulier			X	X
	9.5. Inscrire sur la liste de sites Ramsar, les zones humides ayant ou pouvant avoir une importance internationale du point de vue écologique, économique, culturel et scientifique				X
OLTQE spécifique 3 : L'écosystème forestier du complexe Taï-Grabo-Krahn-Sapo restauré et un dispositif de sa gestion mis en place	10.1. Elaborer les textes du schéma d'érection en aire protégée et de classement de sites Ramsar				
	10.2. Elaborer un plan d'aménagement et de gestion à réviser périodiquement par une équipe mixte Inter-Etats			X	X
	10.3. L'équipe d'aménagement et de gestion composée de représentants des Etats-partis est fonctionnelle			X	
	10.4. Encadrer les activités minières pour préserver les écosystèmes forestiers d'intérêt particulier			X	X
	10.5. Inscrire sur la liste de sites Ramsar, les zones humides ayant ou pouvant avoir une importance internationale du point de vue écologique, économique, culturel et scientifique				X
OLTQE spécifique 4 : L'écosystème forestier du complexe Gola restauré et un dispositif de sa gestion mis en place	11.1. Elaborer les textes du schéma d'érection en aire protégée et de classement de sites Ramsar		x		
	11.2. L'équipe d'aménagement et de gestion composée de représentants des Etats-partis est fonctionnelle			X	X
	11.3. Encadrer les activités minières pour préserver les écosystèmes forestiers d'intérêt particulier			X	X

	11.4. Inscrire sur la liste de sites Ramsar, les zones humides ayant ou pouvant avoir une importance internationale du point de vue écologique, économique, culturel et scientifique				X
OLTQE spécifique 5 : Les mangroves des écosystèmes estuariens restaurés et un dispositif de leur gestion mis en place	12.1. Elaborer les textes du schéma d'érection en aire protégée, sites Ramsar			X	
	12.2. Elaborer et mettre en œuvre un plan d'aménagement et de gestion de chacune des mangroves			X	X
	12.3. Mettre en place une unité opérationnelle composée de représentants des Etats riverains			X	
	12.4. Encadrer les activités minières en préservant les aires protégées, les forêts primaires et écosystèmes forestiers d'intérêt particulier				X
	12.5. Inscrire sur la liste de sites Ramsar, les zones humides ayant ou pouvant avoir une importance internationale du point de vue écologique, économique, culturel et scientifique				X
OLTQE spécifique 6 : L'écosystème forestier des parcs nationaux de Penselly-Soya-Sabouya et Outamba restauré et un dispositif de leur gestion mis en place	14.1. Elaborer les textes du schéma d'érection en aire protégée, sites Ramsar		x		
	14.2. Elaborer un plan d'aménagement et de gestion à réviser périodiquement par une équipe mixte Inter-Etats		x	X	X
	14.3. L'équipe d'aménagement et de gestion composée de représentants des Etats-partis est fonctionnelle		X		
	14.4. Encadrer les activités minières pour préserver les écosystèmes forestiers d'intérêt particulier		x	X	X
	14.5. Inscrire sur la liste de sites Ramsar, les zones humides ayant ou pouvant avoir une importance internationale du point de vue écologique, économique, culturel et scientifique			X	X
OLTQE spécifique 7 : L'écosystème forestier de Wonegisi-Ziama restauré et un dispositif de sa gestion mis en place	15.1. Elaborer les textes du schéma d'érection en aire protégée, sites Ramsar		X		
	15.2. Elaborer un plan d'aménagement et de gestion à réviser périodiquement par une équipe mixte Inter-Etats		x	X	X
	15.3. L'équipe d'aménagement et de gestion composée de représentants des Etats-partis est fonctionnelle			X	

	15.4. Encadrer les activités minières pour préserver les écosystèmes forestiers d'intérêt particulier		x	X	X
	15.5. Inscrire sur la liste de sites Ramsar, les zones humides ayant ou pouvant avoir une importance internationale du point de vue écologique, économique, culturel et scientifique			X	X

14.4. Planification annuelle de l'application du Plan d'Investissement au niveau régional

Les actions prioritaires seront entreprises au cours du premier plan quinquennal qui sert d'outil de planification au niveau macro pour le secrétariat de l'UFM au niveau régional.

Il sera opérationnalisé par le biais de plans de travail annuels glissants, qui montrent la poursuite et la continuité des activités en particulier les activités qui se déroulent sur plusieurs années. La planification quinquennale des travaux permettra également d'aider les agences nationales d'exécution à intégrer les activités du PAS dans leur plan de travail pour une meilleure mise en œuvre nationale. Le budget des plans de travail annuels glissants peut être révisé chaque année ou plus fréquemment, au besoin. La préparation des plans de travail sera guidée par le calendrier des activités et les budgets provisoires dans le plan d'investissement. Chacune de ces activités sera développée plus en détail en tâches, ressources requises, liens avec d'autres tâches, puis consolidé dans un Plan de travail avec des plans d'approvisionnement, responsabilités de gestion et investissements correspondants et les flux budgétaires. Chaque année, il sera tenu compte des progrès réalisés au cours des années précédentes et la disponibilité continue des fonds.

Comme le montre l'annexe 1 sur le détail du plan d'investissement, le financement des actions pour répondre aux objectifs prioritaires, les actions des objectifs transversaux et spécifiques lors du premier plan quinquennal s'élève à \$US 51 568 300. Le besoin de financement pour la première année est de \$US 8 112 500, soit 15,7% du budget de la première phase. Le graphique suivant montre que les besoins de financement du premier plan quinquennal atteint son niveau le plus élevé à la deuxième année (\$US 15 647 500 soit 30,3% de l'investissement de la première phase).

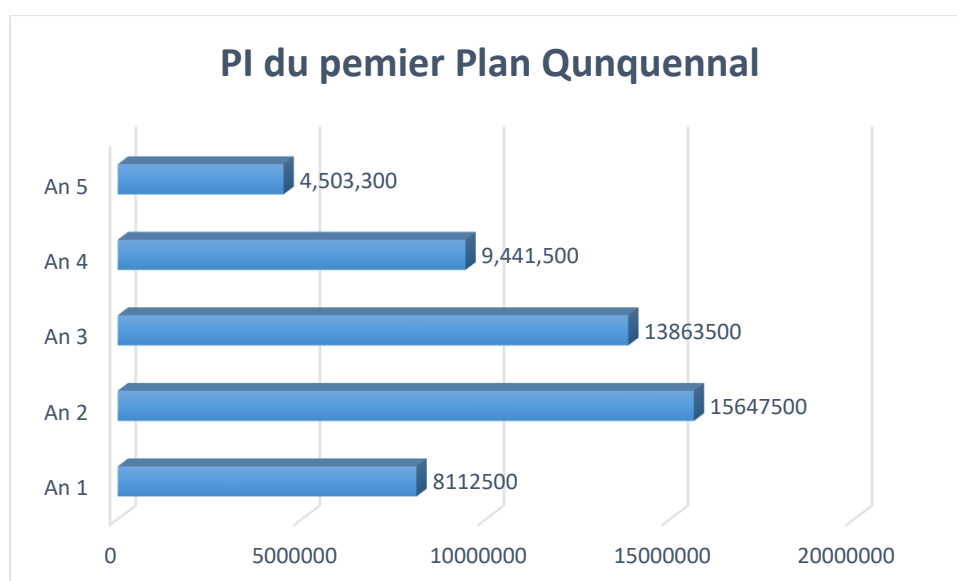


Figure 11 : Plan d'investissement par année pour le premier plan quinquennal

Sur ce montant global pour la mise en œuvre du premier plan quinquennal, les onze actions et quarante-une activités de l'objectif visant à renforcer les capacités d'adaptation, d'atténuation et de résilience des Etats membres au changement climatique à tous les niveaux requièrent le financement le plus élevé (\$US 14 194 800).

Par contre ce sont les investissements requis pour la réalisation des cinq actions comportant douze activités de l'objectif 8 « Le plastique non biodégradable n'est plus utilisé » en première année du premier quinquennat qui sont les moins élevés (\$US 685 000). Ils sont suivis par les investissements des neuf activités de l'objectif n°6 « **Les couches vulnérables notamment les femmes, les jeunes et les enfants prises en compte dans la mise en œuvre du PAS** » pour un montant de \$US 803.000.

Les besoins d'investissement pour la conduite des quatre objectifs prioritaires oscillent entre \$US 3.567.000 (OLTQE 3) et \$US 7.022.500 (OLTQE 2). Les besoins de financement des objectifs spécifiques n°2 (\$US 2.550.000) et n°3, n°6 et n°7 (\$US 2.645.000) sont très proches car les mêmes activités sont reconduites pour ces objectifs.

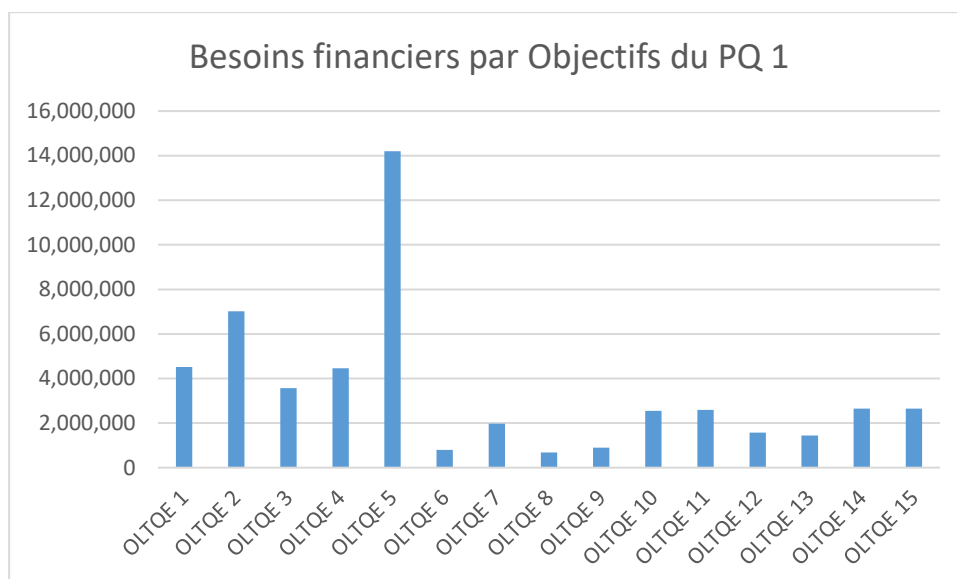


Figure 12 : Plan d'investissement par objectif pour le premier plan quinquennal

La mise en œuvre du premier quinquennat s'élèverait à \$US 51 568 300 soit 34,4% du plan d'investissement des quatre quinquennats tandis que le dernier quinquennat ou phase de sortie ne demanderait qu'un financement de \$US 22 074 300 soit 15,1%. Le second plan quinquennal et le troisième plan quinquennaux demanderaient respectivement des besoins d'investissements de \$US 37 138 300 (soit 25,4%) et \$US 35 270 300 (soit 24,1%).

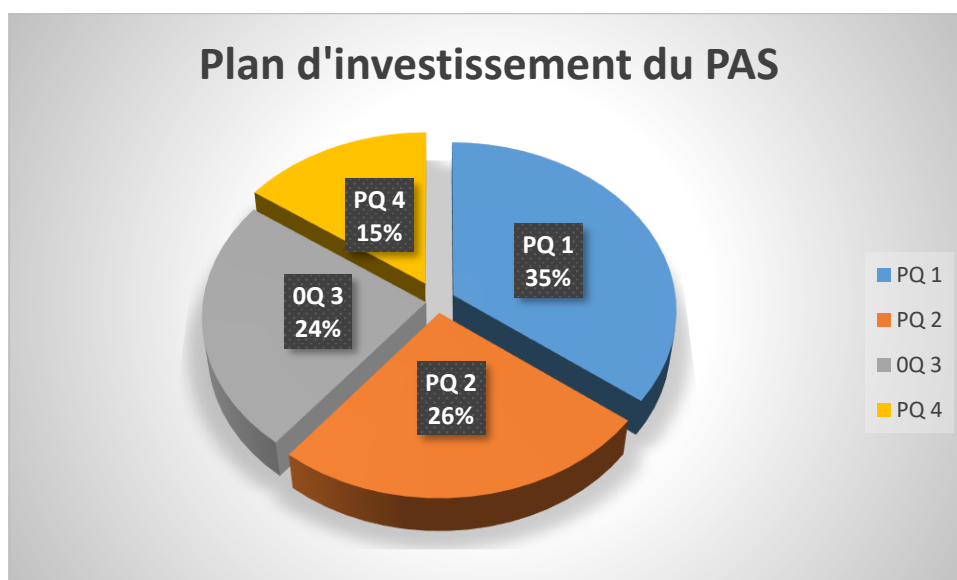


Figure 13 : Besoins d'investissement pour les quatre quinquennats du PAS (2025-2044)

14.5. Plans d'Action Nationaux et Investissements prévus par les pays

14.5.1. Plans d'Action Nationaux (PANs)

La Côte d'Ivoire, la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone ont développé leurs Plans d'Action Nationaux, tenant compte des priorités nationales et des besoins les plus significatifs pour réaliser la Vision et les Objectifs à long Terme de Qualité de l'Environnement dans les quatre bassins et les quatre massifs forestiers cibles.

Pour l'élaboration des PANs, une équipe nationale a été constituée dans chaque pays et une suggestion de canevas a été faite par les consultants internationaux aux équipes nationales afin d'harmoniser et d'avoir un minimum de cohérence entre les PAN, prenant en compte les particularités nationales mais également tous les aspects importants qui doivent être considérés dans chaque pays :

- a. Identifier toutes les parties prenantes concernées et veiller à ce que les principaux groupes d'intérêt pertinents soient impliqués et à ce que les femmes et les hommes soient représentés de manière équitable dans la mesure du possible.
- b. Impliquer tous les secteurs clés pertinents pour s'assurer que leurs intérêts sont pris en compte.
- c. Identifier les conflits d'intérêts et trouver des mécanismes de négociation pour y répondre de manière adéquate.
- d. Au cours des consultations nationales, envisager d'explorer une réponse/approche intersectorielle et négocier avec tous les groupes d'intérêt pour parvenir à un consensus.
- e. Assurer une bonne compréhension des rôles de genre lors de l'analyse des options et des alternatives pour une meilleure adhésion.
- f. Choisir des mesures et des indicateurs de suivi qui appuient la qualité de l'environnement qui est sans danger pour la santé humaine.
- g. Proposer des actions pour la conservation de la diversité biologique et paysagère.
- h. Proposer un cadre juridique et institutionnel pour la mise en œuvre du PAN et du PAS.
- i. Décrire les méthodes permettant d'accroître la participation du public.
- j. Veiller à ce que les PAN représentent une prise de conscience et un engagement en faveur d'une meilleure gestion de l'environnement par les États membres.
- k. S'assurer que les PAN sont également des documents cohérents et indépendants détaillant les objectifs, les options et les interventions nationales à atteindre.
- l. Préparer le PAN selon des lignes directrices communes tout en tenant compte des spécificités de chaque État membre en matière de planification et de mise en œuvre.

Mesures importantes caractérisant les PANs des pays

En Côte d'Ivoire

- a. Reforme politiques, législatives, réglementaires et institutionnelles

La Côte d'Ivoire a pris d'importantes mesures récentes au niveau national pour reformer les politiques, les stratégies, le cadre institutionnel, la législation, et la réglementation pour mieux gérer les ressources

naturelles, en particulier les ressources des forêts. Ces réformes concernent également des mesures pour la mitigation et l'adaptation aux changements climatiques ainsi que les questions du genre. Ainsi, pour mieux gérer les ressources des forêts, des ressources en eau et de la biodiversité du bassin de Cavally partagé par la Côte d'Ivoire, le Liberia et la Guinée, le Plan d'Action National faisant partie intégrante du Programme d'Action Stratégique du projet de l'UFM n'a pas besoin de chercher à réinventer la roue pour proposer de nouvelles réformes. Il s'agit donc pour le Plan d'Action développé par la Côte d'Ivoire d'identifier et d'appliquer des méthodes et pratiques pour appliquer les nouvelles politiques et les mesures institutionnelles, législatives et réglementaires afin de réaliser la Vision et les 7 Objectifs à Long Terme de Qualité de l'Environnement définis dans le Plan d'Action Stratégique de l'UFM.

Il faut cependant remarquer qu'il y a un besoin urgent de mettre à jour la législation et les textes d'application des lois sur les ressources en eau pour remédier à l'absence d'adoption du code de l'eau révisé et de ses textes subséquents. Sans cette mise à jour, il y aurait des difficultés pour améliorer la mise en œuvre de la GIRE.

En ce qui concerne les structures au niveau du Bassin de Cavally, les Réformes institutionnelles possibles pourraient inclure :

- (i) Mise en place d'un organe de l'Agence de l'eau Sassandra – Cavally. Cette agence chargée de gérer les ressources en eau du bassin mènera des actions de protection qualitatives desdites ressources. Elle s'occupera de faire intervenir les structures compétentes pour la sauvegarde et la réhabilitation des autres ressources naturelles. Le code de l'eau en révision a prévu des dispositions permettant des réformes du cadre institutionnel ;
- (ii) Revitalisation de la Plateforme de concertation et du Comité Transfrontalier de gestion des ressources du bassin du Cavally ; Ce cadre permet de mener déjà des actions à travers le Comité de bassin existant et en liaison avec le Comité Transfrontalier ;
- (iii) Revitalisation des associations de femmes, de jeunes et d'Associations Villageoises d'Épargne de Crédit (AVEC) pour les rendre plus fonctionnelles : Les associations existantes méritent d'être identifiées en reconnaissant leurs forces, leurs faiblesses et les opportunités de renforcement de leurs capacités, d'équipement et d'organisation.

b. Dispositif de pilotage et de suivi- évaluation

La Côte d'Ivoire prévoit la mise en place d'une cellule de pilotage, pour s'assurer que toutes les actions sont réalisées. La cellule aura donc pour mission de rechercher et de mobiliser les financements, et de s'assurer de la bonne coordination des différentes actions. Le choix du positionnement de cette cellule de pilotage appartient aux autorités du Ministère en charge de l'eau. Plusieurs options sont possibles. Le positionnement de la cellule à un niveau assez élevé (par exemple rattachée directement au Ministre en charge de l'eau) lui confère une certaine autorité qui peut faciliter son travail de coordination avec tous les acteurs concernés ; cela lui donne aussi une bonne visibilité dans le paysage institutionnel et marque l'importance que les autorités politiques accordent à la gestion du bassin du Cavally. Un comité de pilotage doit être responsabilisé pour suivre périodiquement l'avancement de l'exécution du PAN.

En Guinée

a. Réformes Politiques et Législatives/Réglementaires possibles

La Guinée envisage des réformes pour assurer la mise en œuvre du PAN en s'appuyant notamment sur des processus qui sont en cours de réalisation ou programmés par le gouvernement. Il s'agit notamment des mesures suivantes :

- i. Finalisation, adoption et application d'une Politique Nationale sur les Zones Humides.

Il s'agit de finaliser le processus qui a commencé en 2021 par la préparation d'un état des lieux des zones humides de Guinée. L'adoption et l'application d'une Politique Nationale sur les Zones humides soutiendraient les Priorités Stratégiques de protection, restauration et conservation des zones humides de Guinée et contribueraient à la réalisation du PAN de Guinée ainsi que la Vision et des Objectifs à Long Terme de Qualité de l'Environnement du PAS .

ii. Finalisation, adoption d'un Code du Littoral, en cours d'élaboration par la Direction Générale des Milieux Marins et Côtiers et assurer son application.

Ce code devrait, entre autres contributions, permettre de traiter les sujets relatifs à la gestion des bassins versants des fleuves cibles et de leurs zones côtières. La loi sur le littoral permettrait également de mieux traiter les questions suivantes :

- Le rétablissement et la protection des équilibres biologiques et écologiques, la lutte contre l'érosion côtière et la pollution, la préservation des sites, paysages et du patrimoine ;
- La préservation et le développement des activités économiques liées à la proximité de l'eau telles que la pêche, l'agriculture de décrue, les cultures maraîchères, l'exploitation artisanale de sel ;
- La mise en œuvre d'actions de recherche et d'initiatives visant à collecter ou constituer des données sur les particularités et les ressources de la zone littorale ;
- La protection du littoral contre l'urbanisation incontrôlée causant des pertes de vies humaines, de biens matériels et des valeurs écologiques, socio-économiques et culturelles de la zone côtière.
- L'intégration des principes et directives contenus dans les conventions et accords internationaux relatifs à la conservation des ressources naturelles de la zone littorale que la Guinée a ratifiés.

Il faudra toutefois :

- Promouvoir le développement local et intercommunal, de manière à procurer des avantages durables aux populations concernées et améliorer leurs conditions de vie.
- Clarifier les pouvoirs et les obligations des autorités des collectivités territoriales décentralisées pour que ces autorités exercent, dans la limite de leur compétence, un droit de contrôle de l'occupation des terres et des eaux du littoral et de l'exploitation des ressources naturelles pour veiller à leur meilleure utilisation en collaboration avec les services techniques travaillant sur le milieu marin et côtier.
- Promouvoir une meilleure organisation et le développement des activités agricoles en zone côtière, notamment sur les zones de mangroves, du transport, de l'industrie, du commerce, de l'artisanat et du tourisme opérant dans la zone côtière et marine.

iii. Ratification des quatre Protocoles additionnels de la Convention d'Abidjan que la Guinée a déjà signés.

Le processus d'élaboration et d'adoption d'une Loi sur le Littoral pourrait se faire en même temps que celui de la ratification des quatre Protocoles additionnels de la Convention d'Abidjan que la Guinée a déjà signés. Ainsi, il serait très opportun de ratifier les quatre Protocoles suivants et de transposer leurs principes dans la Loi sur le Littoral : pollution d'origine terrestre et activités ; normes et standards environnementaux pour les opérations pétrolières et gazières en mer ; gestion intégrée des zones côtières ; gestion durable des mangroves.

iv. Traduction en lois nationales et application au niveau national du nouveau Cadre Mondial pour la Biodiversité, qui concerne la période de 2020 à 2030, adopté par la COP 15 en décembre 2022 à Montréal.

Ce nouveau Cadre Mondial pour la Biodiversité a été discuté pendant trois ans et a finalement été adopté. C'est un accord politique très important, l'équivalent pour la biodiversité de l'Accord de Paris sur le climat.

Les délégués, y compris la Guinée, à la 15e Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique (COP15) à Montréal ont adopté un cadre mondial radical et ambitieux pour la biodiversité et se sont pour la première fois engagés à conserver ou à protéger au moins 30 % des terres et des eaux mondiales à l'horizon 2030. Le cadre appelle également à une augmentation substantielle des ressources de toutes les sources consacrées à la préservation de la nature.

b. Stratégies de Participation du Public

Pour rendre effective la participation du public, les stratégies efficaces demeurent :

- L'information et la communication ;
- La mise en place d'un cadre de consultation du public ;
- Le renforcement du cadre de concertation et de synergie entre les acteurs, à travers des foras et autres rencontres d'échanges.

Au Libéria

a. Réformes politiques et juridiques possibles

Les réformes politiques et juridiques possibles peuvent porter sur les mécanismes de mise en œuvre et le renforcement des régimes de sanctions sur le respect des obligations environnementales et sociales. Il est également prudent de réformer les politiques qui renforceront la transparence et la responsabilisation et favoriseront l'éducation et la sensibilisation des communautés riveraines et des juridictions locales responsables de l'application des lois et faciliteront les investissements et le changement de comportement pour obtenir des résultats durables en matière de gestion des ressources naturelles dans les bassins de l'UFM.

b. Stratégies de participation du public

Il faut mettre davantage l'accent sur l'investissement, l'amélioration des technologies et les messages culturellement appropriés dans l'élaboration de stratégies de communication, d'éducation et de sensibilisation à l'intention des fonctionnaires, des communautés et du secteur privé afin de faciliter une meilleure gestion de l'eau et des autres ressources naturelles dans le bassin de l'UFM.

c. Participation des parties prenantes au processus de mise en œuvre et de suivi

Afin d'assurer un engagement et une participation de base à la mise en œuvre du programme d'action national et du PAS, un processus intensif d'identification et de mobilisation des intervenants sera mené pour s'assurer que les comités de gestion de bassin, précédemment formés, continueront d'être fonctionnels, opérationnalisés et de rester engagés. Il est proposé que, deux fois par année, les comités de gestion de bassin se réunissent pour examiner et évaluer les progrès réalisés dans la mise en œuvre du PAN et du PAS par rapport au cadre de surveillance élaboré.

Au cours de ces réunions, les partenaires de mise en œuvre produiront des rapports en fonction d'indicateurs de performance clés, identifieront les succès et les défis et documenteront les leçons apprises. Dans le contexte de l'engagement des parties prenantes, l'autorité de gestion a assuré une participation complète des parties prenantes réparties par sexe.

En Sierra Leone

a. Principes adoptés pour résoudre les problèmes identifiés dans l'ADT

Les défis institutionnels examinés dans le rapport de Sierra Leone doivent être relevés pour assurer la sécurité de l'eau dans les bassins fluviaux transfrontières. L'un des principes adoptés pour résoudre ces

problèmes est l'élaboration de nouvelles politiques et réglementations. Les nouvelles politiques et réglementations qui ont été élaborées sont présentées dans le tableau 7 suivant.

Tableau 7 : Lois, politiques et règlements pertinents.

Règlements, politiques et lois	Stratégies et plans
Règlement sur la sécurité des barrages 2022	Plan national de développement à moyen terme 2019 - 2023
Règlement de 2022 sur la mise en valeur et la protection des eaux souterraines	La contribution déterminée au niveau national (CDN) (2021)
Règlement sur l'utilisation de l'eau et les bassins versants 2022	Le Plan National pour le Développement de l'Agriculture Durable
Règlement de contrôle de la pollution 2022	Le Plan national d'adaptation initial (PAN) (2022)
Loi sur les pêches	La stratégie nationale sur les changements climatiques et les plans d'action (2021-2025)
Règlements de l'EPA	La Stratégie nationale de gestion des ressources en eau (2019-2023)
Loi sur les mines	
Loi sur la faune 1972/2022	
Loi sur les forêts 1988/2022	

Le tableau 7 ci-dessus montre le règlement de contrôle de la pollution récemment promulgué qui vise à lutter contre la pollution en établissant des amendes et des pénalités, des normes d'effluents et des zones tampons pour les masses d'eau. Le règlement de 2022 sur le développement et la protection des eaux souterraines vise également à garantir que les eaux souterraines sont protégées, que leur captage est réglementé et que les puits forés sont couronnés de succès. En outre, il existe des stratégies et des plans à moyen et à long terme pour faire face au changement climatique, aux problèmes de ressources en eau et à la déforestation.

Bien que l'institution chargée des ressources en eau n'ait pas encore créé les conseils de bassin fluvial, dans le cadre du projet Conservation des écosystèmes et gestion des ressources internationales en eau de l'Union du fleuve Mano, la Sierra Leone a mis en place un cadre institutionnel pour la protection et la gestion des ressources forestières et hydriques. L'objectif du cadre institutionnel est de promouvoir la coordination et la collaboration, ainsi que l'appropriation communautaire des problèmes dans chaque bassin. Néanmoins, cela ne minimise pas l'importance des cadres politiques spécifiques à la gestion des ressources en eau transfrontières et peut harmoniser les disparités entre les cadres politiques des pays riverains.

b. La nécessité d'une réforme des politiques

Afin de tirer pleinement parti des avantages réglementaires en matière de gestion des ressources naturelles, les dispositions doivent satisfaire aux critères économiques, écologiques et d'équité. Chacun d'entre eux a une pondération égale pour assurer une gestion durable des ressources naturelles. Le critère économique comprend les fonds, les fournitures et les services nécessaires qui permettraient une implantation harmonieuse des programmes ; la quantité et les types de capacités humaines et institutionnelles nécessaires à la mise en œuvre des programmes / projets ; et une contribution significative aux économies locales, nationales et régionales. Le critère écologique fournit des données adéquates pour éclairer les tendances et les trajectoires, les évaluations des risques, les besoins de restauration, les besoins de conservation des écosystèmes et la séquestration du carbone. Le critère d'équité tient compte des intérêts concurrents, des moyens de subsistance alternatifs et des programmes d'éducation adéquats pour promouvoir des connaissances, des attitudes et des pratiques positives

14.5.2. Plans d'Investissement au niveau des pays

La Côte d'Ivoire, la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone ont développé non seulement leurs plans d'Action Nationaux (PAN), mais également un plan d'investissement qui accompagne chaque PAN .

Les ateliers dans les bassins ont permis de formuler les objectifs à long terme de qualité de l'environnement et de déterminer les actions stratégiques susceptibles de répondre à chaque objectif, en se basant sur les problèmes relevés dans l'analyse diagnostique transfrontalière (ADT). Partant de ces objectifs et actions, chaque équipe nationale de consultants devait alors identifier les activités qui pourraient contribuer à la réalisation de chaque action stratégique. Puis les coûts de réalisation des activités ont été regroupés par action puis par objectif pour constituer le plan d'investissement de chaque PAN. Les tableaux et graphiques qui suivent donnent une synthèse des éléments essentiels de ces Plans d'investissement nationaux.

Il est à noter que malgré la prise de telles dispositions, les activités retenues par pays sont très divergentes. Ainsi par exemple pour la mise en œuvre de l'action relative à l'élaboration et à la mise en œuvre d'un programme régional de mitigation et d'adaptation au changement climatique basé sur les Contributions Déterminées au niveau National (CDN) des Etats membres, les pays donnent les activités ci-après :

Guinée :

- Activité 1 : Établissement d'une situation de référence
- Activité2 : Elaboration et mise en œuvre d'un programme régional d'adaptation, entre les Etats membres, sous la conduite de l'UFM
- Suivi, évaluation et capitalisation des acquis

Sierra Leone :

- Activité 1 : Harmoniser les Contributions Déterminées au National (CDN) des Etats membres en vue d'une approche régionale de leur mise en œuvre
- Activité 2 : Développer une stratégie pour la mise en œuvre du document harmonisé des Contributions Déterminées au niveau National
- Activité 3 : Mettre en œuvre le document harmonisé des Contributions Déterminées au niveau National dans les pays.

Libéria

- Activité 1 : Recruter un consultant pour harmoniser le Contribution Déterminées au niveau National en vue d'une approche régionale de leur mise en œuvre
- Activité 2 : Développer une stratégie pour la mise en œuvre du document harmonisé des Contributions Déterminées au niveau National
- Activité 3 : Appuyer la mise en œuvre du document harmonisé des Contributions Déterminées au niveau National

Propositions de plans d'investissement des pays de l'UFM en US\$

Tableau 8 : Investissements sollicités par objectifs et par pays

OLTQE	Côte d'Ivoire	Guinée	Liberia	Sierra Leone	Total
OLTQE 1	3 350 000	12 528 545	8 255 000	12 105 000	36 238 545
OLTQE 2	7 650 000	11 395 042	9 816 000	15 765 000	44 626 042
OLTQE 3	1 650 000	2 037 067	4 815 700	5 600 120	14 102 887
OLTQE 4	22 430 000	12 848 499	5 415 000	11 895 000	52 588 499
OLTQE 5	5 900 000	2 246 355	10 165 000	25 781 000	44 092 355
OLTQE 6	2 610 000	1 953 352	1 225 000	6 435 000	12 223 352
OLTQE 7	1 800 000	604 609	1 090 000	2 403 000	5 897 609
Totaux	45 390 000	43 613 469	40 781 700	79 984 120	209 769 289

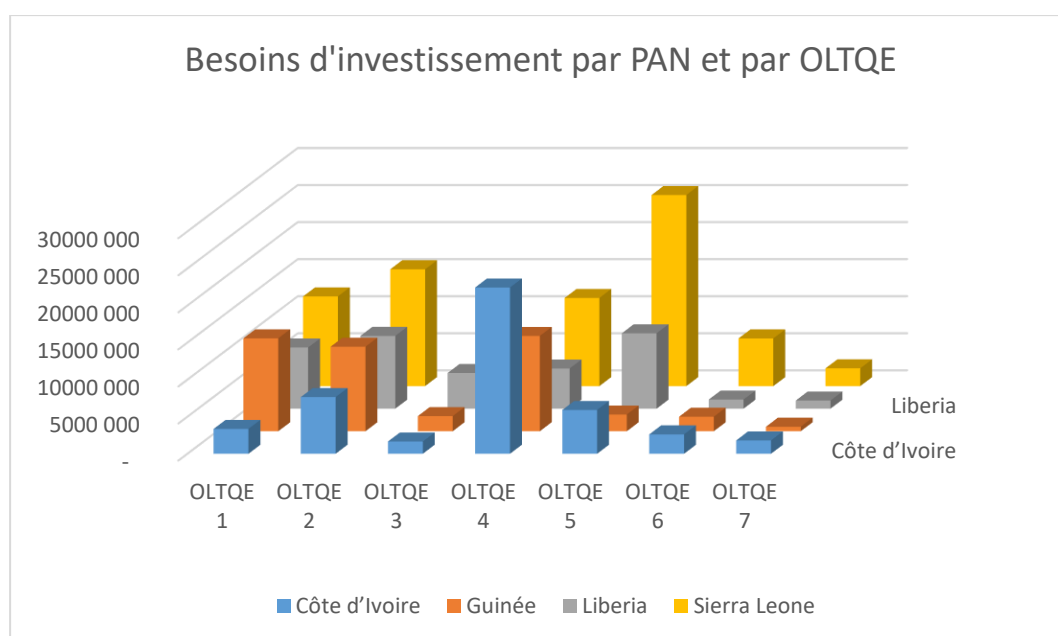


Figure 14 : Plan d'investissement par objectifs par pays pour le premier quinquennat

Il est utile de noter que le PAN de la Guinée prend en compte quatre objectifs spécifiques en sus des sept objectifs à long terme de qualité de l'environnement, base de travail de tous les pays. Les quatre objectifs spécifiques sont déjà décrits dans le PAS. Lorsque nous considérons les propositions de budget pour la mise en œuvre des actions de quatre objectifs spécifiques, elles s'élèvent à US\$ 34 650 000 pour le premier quinquennat, à US\$ 23 100 000 pour le second quinquennat et à US\$ 19 250 000 pour l'an 11 à 20. Ceci donne un besoin d'investissement total en Guinée pour les vingt ans de US\$ 173 409 518. À titre de comparaison il n'est ici considéré que les sept objectifs communs à tous les pays.

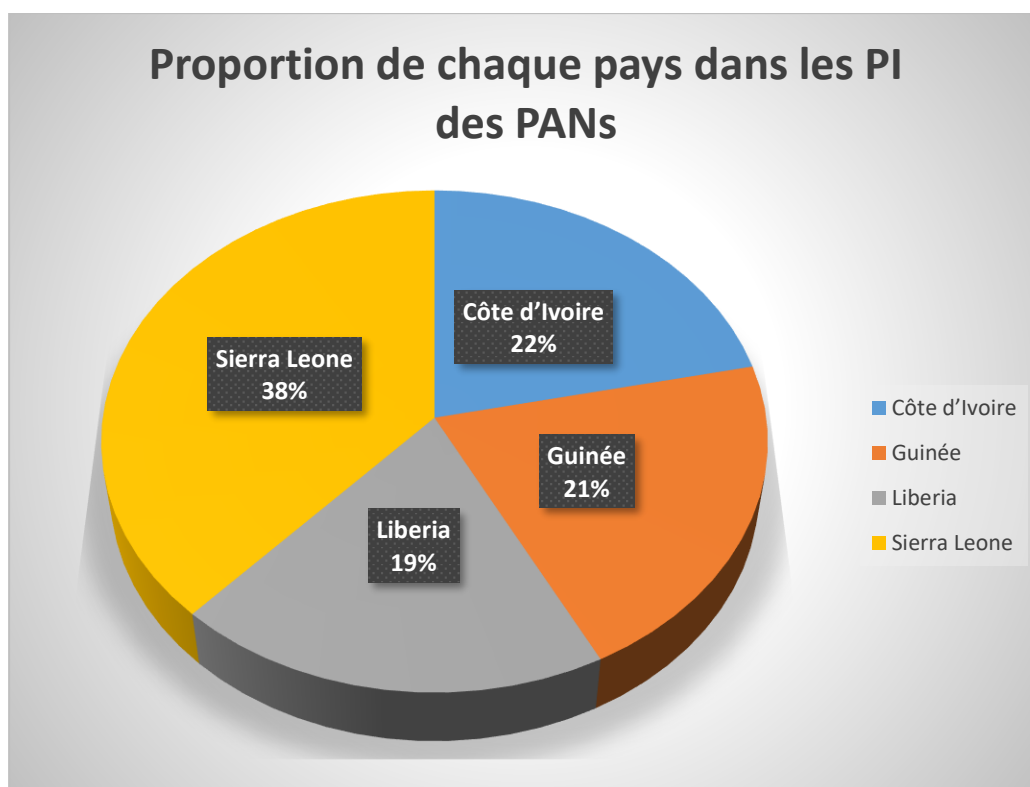


Figure 15 : Portions des investissements par pays

14.6. Conduite des Actions/Activités pour la réalisation des priorités du PAS et du Plan d'Investissement au niveau régional

Les actions et activités proposées pour mettre en œuvre les OLTQE seront entreprises conjointement par les institutions et organisations compétentes dans chaque pays de l'UFM en collaboration avec les partenaires techniques et financiers qui soutiennent le PAS et son plan d'investissement.

Compte tenu de son mandat, l'UFM est responsable de la coordination globale de la mise en œuvre du PAS et de son plan d'investissement, en étroite collaboration avec toutes les Agences d'exécution nationales et avec l'appui des partenaires techniques et financiers. Ce processus de coordination nécessitera le renforcement des unités techniques compétentes du Secrétariat de l'UFM, la supervision d'un plan d'activités quinquennal pour la mise en œuvre de la première phase du plan d'action et du plan d'investissement, la coordination de la chaîne de résultats avec les produits livrables et échéanciers, les modalités de mise en œuvre, la collaboration au sein des Partenariats, la gestion des lignes budgétaires et la répartition des responsabilités entre les unités de gouvernance.

Au niveau national, les agences nationales d'exécution devront également gérer la mise en œuvre intégrale du plan d'action national, y compris la chaîne de résultats avec les livrables et les calendriers, les modalités de mise en œuvre, les partenariats de collaboration, les lignes budgétaires et l'attribution des responsabilités aux unités opérationnelles et de gouvernance. Les agences d'exécution nationales effectueront également la planification intégrée au niveau national, le suivi et l'évaluation et le cadre de rapports à produire et à diffuser pour l'ensemble du plan d'action national. Les résultats du S&E seront traduits en notes d'orientation à présenter aux décideurs aux niveaux national et régional. Ces notes d'orientation serviront de base à la révision du PAS et à la préparation d'une phase ultérieure qui envisagera des actions à plus long terme pour mettre en œuvre progressivement la Vision et les OLTQE.

14.7. Exécution pratique des priorités du PAS et du plan d'investissement

Pour l'exécution pratique du PAS et du plan d'investissement, d'autres mesures seront prises pour préparer des projets spécifiques et rechercher des financements qui seront partagés entre le Secrétariat de l'UFM et chaque État membre de l'UFM. Tous ces projets s'attaqueront aux causes profondes de la dégradation, amélioreront les moyens de subsistance des populations, protégeront la santé humaine, comprendront des réformes législatives et institutionnelles et des questions de genre. Chaque projet précisera le financement pour chaque pays afin d'exécuter des interventions clés à l'échelle de chaque bassin et pour chaque pays de l'UFM. Tous les projets seront identifiés, élaborés, et mis en œuvre en collaboration étroite avec des partenaires techniques et financiers multilatéraux et bilatéraux soutenant l'UFM et ses États membres. Au moins trois catégories de projets seront identifiées, élaborées et soumises aux fins de financement liées à :

14.7.1. Un projet sur la gestion intégrée des ressources en eau – GIRE

Ce projet est de la plus haute priorité et devrait être mis en œuvre au cours de la première phase quinquennale du PAS et du plan d'investissement. Il vise à améliorer la capacité des Ministères des ressources en eau et de l'environnement de chaque pays de l'UFM et des organismes compétents à gérer les ressources en eau transfrontalières et les risques climatiques par le biais d'approches par bassin fluvial. Il améliorera la collecte, l'analyse et l'échange de données sur les ressources en eau afin de contribuer à la mise en œuvre de la gestion intégrée des ressources en eau dans les bassins fluviaux cibles de l'UFM.

14.7.2. Un projet sur la gestion durable des forêts (GDF) et les aires protégées pour la conservation et l'utilisation durable de la biodiversité terrestre

Ce projet est également très important et devrait être mis en œuvre dès que possible, au plus tard à partir de la deuxième phase du PAS et du plan d'investissement. Il vise à s'attaquer aux causes profondes de la dégradation des forêts par de multiples actions, afin de s'assurer que les forêts de l'UFM fournissent des biens et des services pour répondre aux besoins actuels et futurs et contribuer au développement durable des communautés. Le projet maintiendra et renforcera les valeurs économiques, sociales et environnementales de tous les types de forêts, y compris les zones de forêt denses des hautes terres et les mangroves au profit des générations présentes et futures. Ce projet améliorera les éléments suivants : (1) l'étendue des ressources forestières ; 2) la biodiversité forestière ; 3) la santé et la vitalité des forêts ; 4) les fonctions productives des ressources forestières ; 5) les fonctions de protection des ressources forestières ; 6) les fonctions socioéconomiques des forêts ; et 7) le cadre juridique, politique et institutionnel.

14.7.3. Un projet sur l'atténuation du changement climatique/l'adaptation et l'amélioration de la résilience des groupes de personnes vulnérables et des écosystèmes naturels

Il s'agit d'une autre initiative essentielle qui devrait renforcer la résilience et améliorer la capacité d'adaptation des communautés vulnérables et des écosystèmes dont elles dépendent. Les activités du projet permettront de trouver et d'appliquer des approches pratiques pour renforcer les capacités des institutions gouvernementales et des communautés dans les pays de l'UFM à mettre en œuvre des mesures d'adaptation au changement climatique, en particulier aux inondations et aux sécheresses. Il sera essentiel de renforcer les politiques, les cadres institutionnels et les capacités gouvernementales, en appliquant des stratégies d'adaptation basées sur les écosystèmes pour améliorer les moyens de subsistance des agriculteurs, des pêcheurs et des pasteurs, en partenariat étroit avec les institutions nationales associées, les organisations communautaires et les autorités locales.

15. RISQUES ET DEFIS STRATEGIQUES

Le risque prédominant qui pourrait affaiblir l'efficacité de la mise en œuvre de ce PAS est lié à la collaboration entre les secteurs au niveau national, notamment en ce qui concerne les activités conjointes visant à réduire la dégradation de la santé des paysages forestiers et des écosystèmes des bassins fluviaux. Cela nécessite une collaboration efficace entre les secteurs travaillant sur l'agriculture, la foresterie, la faune, les pêches, les ressources en eau, la santé publique, l'exploitation minière, le développement économique et les collectivités territoriales. La faiblesse de la coopération entre les quatre pays de l'UFM est également un défi à relever pour réduire les risques d'échec dans la mise en œuvre du PAS. Pour atteindre un niveau élevé de coopération pratique aux niveaux national et régional, le PAS et le plan d'investissement couvrent plusieurs phases, y compris les priorités à court terme, les actions à moyen et à long terme. Cela explique les raisons pour lesquelles la réalisation globale de la Vision et des OLTQE peut prendre 20 ans, subdivisée en une première phase de cinq ans et des phases subséquentes qui seront basées sur les résultats des cinq premières années de mise en œuvre

16. STRATÉGIES DE COMMUNICATION ET MOBILISATION DU PUBLIC

16. 1. Stratégies de Communication

Toutes les principales parties prenantes locales, nationales et internationales devront être informées des activités mises en œuvre dans le cadre du PAS, et des progrès réalisés en ce qui concerne les réalisations ainsi que les enseignements tirés, y compris les réussites et les échecs. Le Secrétariat de l'UFM a identifié les différentes parties prenantes (autorités locales et groupes communautaires, représentants du gouvernement, ONG, opérateurs privés travaillant dans les bassins cibles, Agence de mise en œuvre du FEM, partenaires techniques et financiers internationaux, etc.). Lors de la mise en œuvre du PAS, il est important de préciser le type d'informations qui doivent être présentées à chaque groupe de parties prenantes et les outils de communication appropriés. Afin d'assurer une large diffusion des processus transparents et des rapports d'étape sur les objectifs du PAS, les activités de communication ont été lancées au cours de la préparation du PAS. Les activités de communication se poursuivront pendant l'approbation et la mise en œuvre du PAS.

L'efficacité de la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) dans les bassins de l'UFM dépend du renforcement des capacités techniques et institutionnelles, mais aussi de la participation des principales parties prenantes à la mise en œuvre du Programme d'action stratégique. Dans ce contexte, l'activité envisagée pour assurer une participation effective des parties prenantes concernées de l'UFM reflète des intérêts spécifiques des groupes d'utilisateurs différents et des questions de genre, qui nécessitent des approches différentes, de sorte que la GIRE soit représentative et reconnue par tous les groupes d'intérêt pertinents dans les bassins cibles de l'UFM. En outre, la mise en œuvre du PAS est envisagée à travers un processus de décisions basé sur l'engagement du public qui nécessite de prendre en compte les relations sociales et économiques de la communauté des utilisateurs, leurs aspirations respectives et la qualité de vie de la population, y compris l'amélioration des sources de moyens de subsistance et la protection de la santé humaine.

16.2. Stratégie de plaidoyer

Pour obtenir un engagement fort des dirigeants politiques et des autres décideurs, il est essentiel d'élaborer et de mettre en œuvre une stratégie de plaidoyer. À cet égard, il est suggéré de concevoir et de réaliser une combinaison d'actions de communication pour obtenir l'engagement politique, le soutien

politique, l'acceptation sociale et le soutien des parties prenantes pour la mise en œuvre du PAS. Cela nécessite la mise en place d'une équipe de communication solide qui peut recueillir et structurer l'information d'une manière persuasive. L'équipe de gestion du PAS utilisera cet ensemble d'informations pour :

- Identifier les groupes d'intervenants, leurs valeurs et leurs intérêts.
- Identifier des alliés potentiels et réaliser des alliances avec eux.
- Identifier les canaux politiques et décisionnels pertinents.
- Organiser et tenir des réunions avec les groupes d'intervenants afin de créer une compréhension commune entre les intervenants concernant les objectifs et les résultats attendus du PAS.
- Négocier avec les parties prenantes sur la base d'une compréhension commune de l'importance du PAS.

Sous la supervision du Secrétariat de l'UFM, l'équipe de mise en œuvre du projet devra continuellement transmettre l'importance du PAS aux décideurs et aux autres soutiens potentiels, y compris le public, par divers canaux interpersonnels et médiatiques. On espère que cette approche stimulera les actions des décideurs et des parties prenantes aux niveaux national et local en faveur de la conservation et de l'utilisation durable des ressources naturelles des bassins et forêts cibles.

Il est essentiel d'axer la stratégie de plaidoyer sur l'importance de la première phase du PAS, compte tenu du fait que les décideurs, en particulier les dirigeants politiques, veulent comprendre les éléments du PAS qui soutiennent leurs intérêts. La vision et les objectifs à long terme en matière de qualité de l'environnement du PAS exigent des perspectives à long terme. Bien que la perspective à long terme soit importante, il est tout aussi important de reconnaître que les décideurs sont souvent exposés au changement politique et qu'il n'est pas facile d'obtenir leur engagement à long terme. Les élus sont plus enclins à soutenir des activités qui favorisent leur survie politique. Par conséquent, il est essentiel de mettre en évidence tous les résultats attendus du PAS qui peuvent être atteints le plus rapidement possible. Des stratégies appropriées qui mettent en évidence les résultats attendus de la première phase du PAS doivent être élaborées pour rejoindre les décideurs, communiquer avec eux et solliciter leur appui. Les actions à la demande populaire, telles que l'amélioration des moyens de subsistance, la réduction des risques de catastrophe et la protection de la santé humaine, sont socialement et politiquement viables, financièrement réalisables et saines en termes économiques. Ces types d'actions sont capables de montrer des progrès visibles et rapides et ils sont plus susceptibles d'être acceptables. Cette approche de communication doit être continuellement mise à jour et mise en œuvre en mettant fortement l'accent sur les résultats fournis dans le cadre du processus de suivi et d'évaluation qui démontrent les réalisations du PAS.

En outre, pour renforcer l'engagement des États membres et des partenaires de l'UFM, il est nécessaire que le secrétariat de l'UFM accélère ses efforts en vue d'une planification plus stratégique de ses travaux et activités à l'appui des pays, de ses activités de communication et de sa collaboration avec les partenaires et parties prenantes concernés. Une planification stratégique supplémentaire est nécessaire pour examiner toutes les actions possibles, car il existe toujours diverses options pour combler les écarts entre la situation actuelle et les objectifs souhaités. La planification stratégique peut également être utilisée pour établir des distinctions entre les réalités et les objectifs. Cela implique une planification autour d'actions, de calendriers, de priorités et d'indicateurs. La hiérarchisation des priorités est essentielle car il est important que les actions choisies par le Secrétariat de l'UFM portent non seulement sur les initiatives de haut niveau et les objectifs primordiaux, tels que le Plan stratégique de l'UFM et le présent PAS, mais également qu'elles soient articulées en actions à court terme qui seront nécessaires pour réaliser progressivement ce PAS.

17. L'AVENIR DU PROGRAMME D'ACTION STRATEGIQUE

17.1. Approbation du document du PAS et promotion de sa mise en œuvre

Le PAS sera officiellement lancé avec son adoption par le Conseil des ministres de l'UFM. La promotion active du PAS par les États membres de l'UFM et le Secrétariat de l'UFM dans les enceintes nationales, régionales et internationales est essentielle pour obtenir le large soutien dont il a besoin pour une mise en œuvre réussie. Les principales parties prenantes doivent être ciblées au moyen de réunions publiques, de campagnes médiatiques, de séances d'information et de consultations. En fin de compte, la responsabilité des États membres de l'UFM est de créer et de maintenir l'élan nécessaire à la mise en œuvre du PAS.

Les États membres de l'UFM, le Secrétariat de l'UFM et les partenaires internationaux maintiendront leur dialogue étroit sur la meilleure façon de soutenir la mise en œuvre du PAS et des efforts persistants seront déployés pour attirer de nouveaux donateurs internationaux à l'UFM. Le secteur privé sera approché dans le but d'obtenir un financement parallèle par mais sans entrave aux principes sur lesquels se fondent les stratégies du PAS. La durabilité de la mise en œuvre du PAS dépend d'un certain nombre de facteurs, notamment la volonté politique des États membres de l'UFM, la situation en matière de sécurité dans toute la région, des ressources financières suffisantes et un partenariat solide aux niveaux local, national et régional. Les progrès accomplis dans la réalisation des OLTQE du PAS peuvent être suivis à l'aide des indicateurs pertinents du FEM.

17.2. Suivi régulier et évaluation périodique de la mise en œuvre

Bien qu'il doive s'agir d'un processus continu, des évaluations périodiques de la mise en œuvre du PAS sont utiles. En prévision d'un cycle de 5 ans pour les plans de travail, le PAS devrait être revu au cours de l'année 5. Les procédures peuvent varier, mais ce processus devrait inclure une évaluation des indicateurs des OLTQE et la mise à jour de l'ADT. Ces informations détermineront si le PAS lui-même doit être révisé et facilitera l'élaboration d'un plan d'investissement ultérieur pour le prochain plan de travail de 5 ans.

17.3 Nécessité d'une Cohérence avec le Cadre de Positionnement Stratégique du FEM-8, y compris la reprise post-COVID-19.

Le PAS aura des chances de succès dans la mesure où il adhère aux approches, aux principes et aux objectifs du Cadre de Positionnement Stratégique du FEM-8, y compris la reprise post-COVID-19. La priorité absolue du PAS est de contribuer au rétablissement d'un équilibre entre les systèmes naturels et humains pour la santé de la planète. Cela peut être fait grâce à l'adoption et l'application de solutions fondées sur la nature. Plus précisément, le PAS vise à s'attaquer aux facteurs sous-jacents de la dégradation et la destruction croissantes des bassins fluviaux et des paysages forestiers, y compris les ressources en eau, la faune, la pêche, les terres agricoles, les zones côtières/les mangroves, les aires protégées et les attractions touristiques. Cette approche nécessite l'adoption et l'application de mesures institutionnelles, juridiques et réglementaires qui s'attaquent aux causes profondes de la dégradation des terres et de l'eau, principalement l'agriculture et l'exploitation minières non durables. Cette approche nécessite également un processus continu de renforcement des capacités pour renforcer les institutions nationales gouvernementales ainsi que les groupes communautaires, y compris les Associations Villageoises d'Épargne et de Crédit (AVEC), les associations de femmes et de jeunes.

17.4. Accès à certaines technologies de pointe

Le terme « technologie » désigne l'application des connaissances scientifiques à des fins pratiques et les machines et dispositifs qui en résultent. Il est important de reconnaître que tous les pays, y compris les États membres de l'UFM, vivent actuellement une période de changements rapides, où les progrès technologiques révolutionnent notre mode de vie, tout en nous entraînant davantage dans les profondeurs de la catastrophe sous la forme des changements climatiques et de la rareté des ressources.³⁴

Nous savons tous aujourd'hui que de nombreuses technologies ont endommagé notre monde de deux manières principales ; la pollution et l'épuisement des ressources naturelles. Malheureusement, comme l'a démontré l'ADT, nous reconnaissons que la pollution de l'eau a contaminé les masses d'eau des pays de l'UFM, y compris les fleuves/ rivières, les bassins versants, les sols, les zones côtières et les eaux souterraines, principalement en raison des activités humaines.

Cependant, il est également heureux de reconnaître que certaines technologies ont le potentiel de faciliter et de soutenir les pays dans leurs efforts pour évaluer les dommages, comprendre où il reste encore des écosystèmes sains et prendre des mesures pour inverser les tendances à la dégradation grâce à l'utilisation de « technologies vertes ».

La technologie environnementale est également connue sous le nom de technologie « verte » ou « propre » et fait référence au développement de nouvelles technologies visant à conserver, surveiller ou réduire l'impact négatif de la technologie sur l'environnement et la consommation de ressources. Malgré l'impact négatif de la technologie sur l'environnement, une récente augmentation de la préoccupation mondiale pour le changement climatique a conduit au développement de nouvelles technologies environnementales visant à aider à résoudre certaines des plus grandes préoccupations environnementales auxquelles nous sommes confrontés en tant que société grâce à une transition vers une économie plus durable et à faible émission de carbone.

Voici quelques exemples de technologies existantes qui peuvent être utilisées pour mieux mettre en œuvre le Programme d'Action Stratégique de l'UFM :

17.4.1. Accès aux nouvelles technologies pour surveiller et gérer l'eau douce et préserver la nature

Gestion de l'eau douce

L'Explorateur des écosystèmes d'eau douce, qui fournit un aperçu détaillé de l'état des lacs et des fleuves/rivières dans tous les pays de la Terre, est un nouvel outil disponible pour les pays de l'UFM. Il fournit des données gratuites et ouvertes sur les eaux de surface permanentes et saisonnières, les réservoirs, les zones humides et les mangroves. Cet outil a été développé grâce à un partenariat entre le PNUE, le Centre commun de recherche de la Commission européenne et Google Earth Engine. Cet outil aide les pays à suivre leurs progrès vers la réalisation de la cible 6.6 des Objectifs de Développement Durable.

Les données peuvent être visualisées à l'aide de cartes géospatiales accompagnées de graphiques d'information et téléchargées à l'échelle nationale, infranationale et des bassins hydrographiques. Les données sont mises à jour annuellement et décrivent les tendances à long terme ainsi que les enregistrements annuels et mensuels sur la couverture en eau douce.

³⁴ <https://edinburghsensors.com/news-and-events/environmental-technology-the-impact-of-technology-on-the-environment-and-environmental-technology/>

Préserver la nature

Le PNUE soutient également le Laboratoire 2.0 des Nations Unies pour la biodiversité, une plate-forme gratuite et source ouverte qui présente des données et plus de 400 cartes mettant en évidence l'étendue de la nature, les effets du changement climatique et l'ampleur du développement humain. Ces données spatiales aident les décideurs à placer la nature au cœur du développement durable en leur permettant de visualiser les systèmes naturels qui freinent les catastrophes naturelles, stockent les gaz qui réchauffent la planète, comme le dioxyde de carbone, et fournissent de la nourriture et de l'eau à des milliards de personnes.

Plus de 61 pays ont eu accès aux données du Laboratoire de biodiversité des Nations Unies dans le cadre de leurs rapports nationaux à la Convention sur la diversité biologique. La version 2.0 du laboratoire a été lancée en octobre 2021 dans le cadre d'un partenariat entre le PNUD, le Centre mondial de surveillance de la conservation du PNUE, le Secrétariat de la Convention sur la biodiversité et l'Observatoire d'impact. Cependant, il n'est pas sûr que la Côte d'Ivoire, la Guinée, le Libéria et la Sierra Leone fassent partie des 61 pays qui ont accès à cet outil. Quoi qu'il en soit, il est important que l'UFM alerte ses États membres par rapport à cette opportunité et travaille avec le PNUE pour s'assurer que ces pays ont accès à cette technologie moderne disponible. Il est bon de noter que toutes les plateformes numériques du PNUE sont fédérées dans la Salle de situation environnementale mondiale du PNUE, un écosystème numérique de données et d'analyses permettant aux utilisateurs de suivre les progrès accomplis par rapport aux principaux objectifs de développement durable environnementaux et aux accords multilatéraux aux niveaux mondial, régional et national.

17.4.2. Accès aux nouvelles technologies de surveillance de la déforestation ³⁵

De nouveaux alertes radars surveillent les forêts à travers les nuages. Les forêts tropicales, comme leur nom l'indique, sont souvent pluvieuses, ce qui signifie qu'elles sont également fréquemment nuageuses. Cela a longtemps posé un problème pour la surveillance des forêts, car la technologie satellitaire traditionnelle est incapable de « voir » à travers les obstacles comme les nuages, la fumée et la brume. Cependant, le nouveau radar de détection de la déforestation (RADD) alerte sur Global Forest Watch, détecte les perturbations de la forêt, qu'il pleuve ou qu'il fasse beau à l'aide de données radars satellitaires.

Les alertes RADD sont construites à partir des premières données radar mondiales et librement disponibles provenant des satellites Sentinel-1 de l'Agence spatiale européenne. Ces alertes radar serviront d'outil supplémentaire pour découvrir rapidement la déforestation récente et prendre des mesures. Voici quelques éléments clés à savoir sur le nouveau système d'alerte de Global Forest Watch :

- a. Les alertes RADD peuvent détecter les changements plus rapidement que jamais

Les ondes radio émises par les satellites radar ne sont pas gênées par la couverture nuageuse ; leurs longueurs d'onde plus longues leur permettent de pénétrer à travers les nuages pour atteindre le sol. Grâce à Sentinel-1, le public a désormais accès à des données radars gratuits qui couvrent les tropiques tous les 6 à 12 jours. En conséquence, les alertes RADD basées sur ces données peuvent détecter de manière fiable la déforestation et d'autres perturbations forestières avec un minimum de retards. Grâce aux alertes RADD, les agents forestiers seront en mesure de réagir à la déforestation plus tôt que jamais, ce qui leur donnera un avantage dans la prévention de nouvelles pertes.

- b. Les alertes RADD capturent les changements de forêt en haute résolution

^{35 35} <https://www.globalforestwatch.org/blog/data-and-research/radd-radar-alerts/>

Les alertes RADD utilisent le haut niveau de détail spatial de Sentinel-1 pour détecter les changements dans les pixels de 10 mètres. C'est neuf fois plus détaillé que les produits actuels basés sur les données Landsat qui mesurent le changement à une résolution de 30 mètres. Cela signifie que même de minuscules changements à l'échelle de quelques arbres sont détectables avec les alertes RADD.

c. Les alertes RADD couvrent 44 pays

Le système d'alerte RADD s'est récemment étendu au bassin amazonien. La couverture couvre désormais les forêts humides d'Amérique du Sud, d'Asie du Sud-Est insulaire et d'Afrique, y compris celles d'Indonésie, de Malaisie, de République démocratique du Congo, de République du Congo, du Cameroun, de Madagascar, du Brésil, de Colombie, du Pérou et d'autres. Le système RADD ne détecte les changements que dans les forêts tropicales humides primaires pour le moment, bien que nous espérons que cette technologie pourra améliorer la détection sur d'autres types de forêts à l'avenir.

Le système est bien adapté pour s'étendre au reste de la région tropicale à l'avenir. Les données Sentinel-1 sont facilement disponibles pour le monde entier, et les alertes RADD fonctionnent dans Google Earth Engine, avec une puissance de calcul suffisante pour effectuer des analyses globales.

17.4.3. Extension de la technologie d'alerte radar RADD aux forêts tropicales humides d'Afrique de l'Ouest et de l'Union du fleuve Mano.

Il est regrettable qu'à l'heure actuelle, les alertes radars RADD ne couvrent que les forêts tropicales humides d'Amérique du Sud, d'Afrique centrale et d'Asie du Sud-Est. Il est donc suggéré que l'UFM et la CEDEAO unissent leurs efforts pour faire une demande formelle à World Forests Watch afin que cette technologie très utile puisse être disponible pour les pays d'Afrique de l'Ouest. Cette technologie devrait être accessible aux États membres de l'UFM, qui s'efforcent de protéger leurs forêts et contribuent à l'ODD 15. Cela facilitera les actions visant à contribuer à la réalisation de l'objectif 15 : « Protéger, restaurer et promouvoir l'utilisation durable des écosystèmes terrestres, gérer durablement les forêts, lutter contre la désertification, enrayer et inverser la dégradation des terres et enrayer l'appauvrissement de la diversité biologique ».

L'extension de la technologie d'alerte radar RADD aux forêts tropicales humides d'Afrique de l'Ouest, particulièrement aux forêts de l'Union du fleuve Mano serait une reconnaissance de l'importance de ces forêts non seulement pour les pays membres de l'UFM mais également pour la planète entière.

17.5. Établissement de partenariats avec des organisations pertinentes pour mieux mettre en œuvre le PAS

L'ADT qui soutient l'élaboration de ce PAS a démontré que les problèmes environnementaux et de développement des États membres de l'UFM ne s'inscrivent pas parfaitement dans les frontières nationales et qu'ils ne relèvent même pas de secteurs distincts. Cela signifie que bon nombre des problèmes environnementaux auxquels les pays de l'UFM sont confrontés sont transfrontaliers et concernent de nombreux secteurs. Cela nécessite un engagement à renforcer le partenariat entre les pays de l'UFM et à forger de nouveaux partenariats avec d'autres institutions, gouvernements et communautés en Afrique de l'Ouest.

Ce programme d'action stratégique aura de meilleures chances de succès s'il génère un ensemble de projets qui renforcent les partenariats aux niveaux locaux, national et régional. À cet égard, il est suggéré d'élaborer et de mettre en œuvre des projets qui appuient une collaboration accrue entre l'UFM et la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), ainsi qu'un soutien mutuel avec la Conférence Ministérielle Africaine sur l'Environnement (CMAE) et le Conseil des Ministres Africains chargés de l'eau (AMCOW).

Si la mise en œuvre du PAS conduit à une plus grande collaboration avec la CEDEAO, elle aura de meilleures chances de succès. À cet égard, la mise en œuvre du PAS doit se faire dans le cadre du Plan de convergence pour la gestion et l'utilisation durables des écosystèmes forestiers en Afrique de l'Ouest et du Programme d'action sous-régional de lutte contre la désertification en Afrique de l'Ouest, adoptés par les ministres en charge des forêts et de la faune des pays membres de la CEDEAO.

L'UFM pourrait être mieux connue et soutenue si elle renforçait les liens avec la CMAE, qui plaide en faveur de la protection de l'environnement en Afrique pour veiller à ce que les besoins humains fondamentaux soient satisfaits de manière adéquate et durable, veiller à ce que le développement social et économique soit réalisé à tous les niveaux ; et veiller à ce que les activités et les pratiques agricoles répondent aux besoins de sécurité alimentaire de la région.

De même, l'UFM doit collaborer avec l'AMCOW, qui promeut la coopération, la sécurité, le développement social, économique et l'éradication de la pauvreté entre les États membres grâce à la gestion efficace des ressources en eau du continent et à la fourniture de services d'approvisionnement en eau. Il est bon de noter que la Facilité Africaine de l'Eau (FAE) est une initiative de l'AMCOW visant à mobiliser des ressources pour financer des activités pour faciliter l'investissement et le développement des infrastructures dans le secteur de l'eau en Afrique. La Banque Africaine de Développement administre la Facilité à la demande de l'AMCOW. Un partenariat efficace est nécessaire pour conserver les paysages qui fournissent de l'eau aux États membres de l'UFM. Cela implique que les agences gouvernementales, les ONG, le secteur privé, les communautés et les partenaires internationaux investissent collectivement dans la gestion des terres en amont et la protection des sources d'eau par des actions qui maintiennent des bassins versants sains qui sont essentiels à la sécurité de l'eau pour les populations. Ces mesures peuvent être identifiées et mises en œuvre dans le cadre de projets sur le terrain pour aider les collectivités à s'adapter aux changements climatiques et à les atténuer.

Il est également utile d'accroître les partenariats avec les bureaux régionaux des organisations internationales qui travaillent sur la conservation de l'environnement et le développement durable telles que l'UICN, le PNUD, la FAO, la Banque Mondiale et la Banque Africaine de Développement. Ces organisations peuvent contribuer à l'élaboration et à la mise en œuvre de projets sur la gestion intégrée des ressources en eau, la gestion durable des forêts et l'atténuation et l'adaptation au changement climatique. En leur qualité d'agences de mise en œuvre du FEM et d'entités accréditées pour le Fonds Vert pour le Climat (FVC), elles peuvent contribuer à la mobilisation de ressources financières pour financer ce PAS. Ces organisations collaborent avec le FEM et le FVC ainsi qu'avec d'autres donateurs multilatéraux pour financer des projets et des programmes tels que le présent Programme d'Action Stratégique. Pour accéder au financement, ces institutions sont déjà passées par un processus conçu pour évaluer si elles sont capables d'une gestion financière solide et de sauvegarder les projets et programmes financés. Elles peuvent donc aider à élaborer des projets ou programmes clairs, détaillés et réalisables sur les ressources en eau, les forêts et les changements climatiques à présenter au FEM, au FVC ou à d'autres mécanismes de financement multilatéraux. Ces organisations satisfont également aux normes du FEM et du FVC fondées sur les normes financières, les garanties environnementales et sociales et l'égalité des sexes, qui sont nécessaires pour mobiliser les ressources humaines et financières requises pour la mise en œuvre de ce PAS. Un partenariat plus solide avec au moins une de ces organisations, en particulier avec l'UICN, est nécessaire pour que l'UFM puisse préparer et présenter des projets innovants et rechercher des financements pour mettre en œuvre ce PAS. Étant donné que le processus actuel de l'ADT/PAS a été entrepris avec l'appui de l'UICN en sa qualité d'agence de mise en œuvre du FEM, il serait utile de poursuivre et de renforcer ce partenariat pour bénéficier de l'expérience de l'UICN, de sa connaissance du contexte, ainsi que de ses compétences et intérêts particuliers en matière de conservation de l'environnement et de développement durable, qui sont très pertinents pour la vision et les Objectifs à Long Terme de Qualité de l'Environnement de ce PAS. Le renforcement du partenariat

entre l'UFM et l'UICN aura le potentiel de contribuer à un ensemble important d'ODD, y compris l'ODD 2, l'ODD 3, l'ODD5, l'ODD6, l'ODD 13, l'ODD 14, l'ODD 15 et l'ODD 17.

18. DISPOSITIF DE SUIVI ET EVALUATION DU PAS

18.1. Dispositions générales de mise en œuvre

Le dispositif de S&E du PAS devra impliquer plusieurs niveaux de gestion et de coordination. En raison de ce caractère participatif du S&E, ses outils et ses procédures devront être approuvés et bien compris des parties prenantes. Le dispositif comprendra les interactions suivantes entre différentes structures compétentes :

- Le Comité Régional de Pilotage dont les compétences seront étendues à l'ensemble des actions à mettre en œuvre dans le cadre du Programme d'Action Stratégique (PAS). Ce Comité exécute les décisions prises par le Conseil des Ministres, organe d'orientation et de suivi de la mise en œuvre du PAS.
- Le secrétariat de l'UFM est l'agence d'exécution du PAS. Il s'appuie à cet effet sur la structure de coordination et de mise en œuvre du PAS. SG-UFM supervise l'exécution des activités au nom des quatre Etats membres.
- La mise en œuvre effective du PAS se fera à travers une direction de coordination du projet placée directement sous la supervision du Secrétariat Exécutif de l'UFM.
- Le (La) Secrétaire Général, signe des protocoles d'accord avec les Ministères nationaux de tutelles des Agences Nationales d'Exécution (ANE) et recrute cabinets et bureaux d'étude pour contribuer à l'exécution du PAS mais également pour conduire les évaluations (évaluation à mi-parcours, évaluations finale et suivi-évaluation annuelles) externes du PAS.

18.2. Collecte de données

Le dispositif de suivi-évaluation du PAS utilisera des données provenant de plusieurs sources :

- **Données Provenant du Niveau des Communautés Locales :** Le suivi-évaluation du PAS découlera essentiellement des données collectées auprès des populations locales. En effet, compte tenu du caractère participatif du PAS, du contexte socioéconomique et socio-politique dans la sous-région, seule l'évaluation participative permettra de placer chacun des groupes d'acteurs face à leurs responsabilités : Les groupes d'acteurs sont les structures d'exécution du PAS, : les communautés locales, les Collectivités Territoriales, les structures étatiques locales et les organisations de la société civile.
- **Données Provenant des Services des Etats Membres :** Les structures de l'Etat impliquées dans l'exécution du PAS (et éventuellement du PAN) dans chaque pays devront collecter des données et informations au niveau national pour alimenter la base de données de la Direction de Coordination du PAS au sein du Secrétariat de l'UFM.
- **Données Provenant du Niveau Régional de l'UFM :** Ce niveau de suivi s'avère indispensable au regard du caractère transversal et transfrontalier des actions inscrites dans le PAS. La base de données du PAS sera coordonnée et connectée aux autres bases de données déjà existantes dans la sous-région (CCRE-CEDEAO, GIRE, FEM etc..).
- **Données Provenant des Organismes Régionaux :** Les organismes régionaux, comme AGRHYMET, l'ACMAD, l'OSS, l'IRD, la CEDEAO disposent de bases de données généralement bien documentées et bien gérées. Elles peuvent être mises à contribution.
- **Données des Organismes Mondiaux :** Les informations produites par les organismes mondiaux (FEM, NOAA, Spot, Planet, North Star, GHG Sat, Earth Data, LandCover, etc..) permettent en général un examen des unités spatiales d'intégration (USI) de niveau national.

L'exploitation des sites web de ces organismes favorise la connexion avec des bases de données spécialisées et ainsi apporte une plus-value dans le suivi de certains indicateurs environnementaux.

Les principaux outils et sources d'information (données) qui sont utilisés par le dispositif de S&E du PAS sont :

- Tableaux de Bord / Fiches de suivi.
- Rapports Trimestriels et Annuels d'Activités.
- Programmes de Travail Annuel et Budget.
- Bordereaux de suivi technique et financier.
- Rapports de Suivi Financier.
- Rapports d'Audit.
- Enquêtes de base / Enquêtes spécifiques.
- Rapports d'Evaluation (mi-parcours et final).
- Etudes générales et spécifiques.
- Rapports de consultation.
- Rapports de mission / Procès-verbaux des visites de terrain.
- Plans de développement villageois / Plans de gestion des terroirs.
- Rapports d'analyses chimiques / biologiques / hydrologiques.
- Cartes, photos aériennes et satellitaires.
- Texte juridiques / d'application, arrêtés.
- Plan de renforcement des capacités des acteurs.

18.3. Planification et rapportage

La programmation et le rapportage de la mise en œuvre du PAS et du Programme de Financement se fait de manière ascendante, selon les principales étapes suivantes :

- a. Les Points Focaux de S&E et les agents de S&E des structures (administratives, projets/programmes) collectent l'information première et l'envoient aux Agences Nationales d'Exécution du PAS et du PAN ;
- b. L'information et les données collectées sont stockées au niveau des ANE qui les compilent, traitent, analysent et les transforment au besoin périodiquement en document de programmation et de suivi, programme de travail, tableaux de bord, rapports trimestriels et annuels ;
- c. Une copie de ces données et informations compilées et analysées au sein de l'ANE est transmise à la Direction de Coordination du PAS au sein du Secrétariat Général de l'UFM. Cette copie est accompagnée des documents produits qui en résultent ;
- d. La Direction de Coordination du PAS traite et stocke les informations et les données nationales, complètent les documents éventuellement avec des informations secondaires et les valident ou les font valider par le Secrétariat Général puis par le Comité Régional de Pilotage ;
- e. Après validation, les documents (Rapport Trimestriel et Annuel d'Activités, Plan de Travail Annuel et Budgets, et, Rapport de S&E) sont conservés au sein du SG-UFM et copies sont envoyés aux Ministère de tutelle de l'UFM et aux ANE. Un Résumé des Résultats périodiques de Suivi et Evaluation semi-Annuel et Annuel) doit être produit et transmis à l'Agence de Mise en Œuvre du FEM compétente pour ce projet. Un cadre de résultats devrait être élaboré pour suivre les progrès accomplis dans la réalisation des indicateurs environnementaux (sélectionnés auprès du FEM ou du Comité d'Aide au Développement (CAD) de l'OCDE) qui seront mis en place avant la mise en œuvre des activités. Cet outil sera utilisé au niveau régional pour déterminer les réalisations des indicateurs sélectionnés du PAS. Il fera ressortir le taux de réussite sur le terrain des indicateurs sélectionnés.

18.4. Les Indicateurs de Suivi et Evaluation

Le suivi-évaluation est conduit sous la supervision du Secrétariat de l'Union du Fleuve Mano qui coordonne la collecte des données et informations et gère la base de données. Il produira périodiquement des rapports sur l'état de l'environnement et les progrès socioéconomiques des communautés rurales.

A cet effet, les indicateurs sont des outils d'évaluation et de vérification sur les progrès réalisés pour l'atteinte de la vision du PAS. Le FEM a conçu trois types d'indicateurs pour l'évaluation des avancées atteintes pour les Objectifs à Long Terme de Qualité de l'Environnement (OLTQE). Ce sont **les indicateurs de processus, de réduction de stress et du statut environnemental et socioéconomique**.

Les indicateurs de processus sont axés sur le processus ou les produits qui conduisent aux résultats désirés. Ils décrivent les dispositions politiques, législatives et réglementaires en place pour résoudre les problèmes transfrontaliers dans le bassin. Ils devraient permettre d'identifier les réformes institutionnelles, politiques, et techniques nécessaires qui induisent des changements dans les écosystèmes.

Les indicateurs de processus établissent des cadres pour améliorer la qualité de l'environnement ou la quantité des ressources pour améliorer la situation d'un processus observé.

Les indicateurs de réduction de stress ou indicateurs de pression sont en lien avec les objectifs ou les causes. En particulier, ils sont axés sur des actions concrètes qui réduisent le stress environnemental. Ils indiquent le taux de succès des activités de terrain mis en œuvre par les Etats membres de l'UFM. Les indicateurs de pression mesurent les réductions des facteurs de stress spécifiques.

Les indicateurs sur la situation environnementale et socioéconomique indexent le but du PAS en vue d'améliorer la qualité des écosystèmes ou des conditions socioéconomiques. Ils permettent de mesurer les progrès réalisés dans la protection sur un facteur écosystémique déterminé.

Pour s'assurer un succès dans la collecte des données et informations ainsi que de leur gestion, il est nécessaire qu'avant la mise en œuvre effective du PAS, les différents acteurs qui seront impliqués dans le S&E puissent avoir plusieurs sessions de travail afin d'harmoniser leur compréhension sur les indicateurs mais aussi sur tout le processus de S&E. Le processus et les indicateurs, une fois bien compris et acceptés par les acteurs seront également utilisés pour le S&E des Plans d'Action Nationaux (PAN).

18.5. Projet de Liste des indicateurs de suivi des réformes juridiques et institutionnelles et des mesures de renforcement des capacités des parties prenantes

Tableau 9 : Indicateurs de Suivi et Evaluation des réformes juridiques et institutionnelles

Domaine	Indicateurs
Réformes du Cadre juridique et institutionnel	La Charte de l'Eau est diffusée
	Les textes législatifs et réglementaires en matière d'utilisation des produits chimiques dans les exploitations minières sont harmonisés et/ou mis à jour.
	Les textes législatifs et réglementaires en matière de protection des sols contre la dégradation sont harmonisés et/ou mis à jour.
	Le cadre légal et institutionnel pour la gestion de la pollution de l'eau et la protection de la santé est harmonisé et/ou mis à jour.
	Les lois et règlements relatifs à la gestion de la pollution et la protection de la santé sont évalués et harmonisés et/ou mis à jour.
	Les textes législatifs et réglementaires sur la conservation de la biodiversité des écosystèmes aquatiques sont harmonisés et/ou mis à jour.
	Nombre de textes réglementaires et législatifs sur la protection des écosystèmes aquatiques élaborés et/ou mis à jour.
	Nombre de textes législatifs et réglementaires sur la protection des ressources génétiques nationales (faune et flore) élaborés. et/ou mis à jour.
	Cadre juridique et institutionnel pour une exploitation et une gestion harmonieuse des formations forestières, des ressources fauniques et halieutiques est défini.
	Nombre de normes régionales de qualité de l'eau et mesures pour mettre en œuvre un programme régional de contrôle et de surveillance de la qualité des ressources en eau élaborées.
	Nombre de textes d'application des conventions et traités internationaux pour la conservation, la protection et l'amélioration durable des ressources naturelles
	Etude relative à la mise en cohérence de la GIRE au plan national et régional finalisée et validée
	Textes d'application de la Charte de l'eau élaborés et mis en œuvre.
Renforcement des capacités	Nombre de membres des structures nationales de collecte et de gestion de données et information de S&E ayant reçu une formation spécifique.
	Renforcement des capacités de la Direction de Coordination du PAS pour assurer la surveillance écologique et le suivi de la biodiversité des écosystèmes.

Nombre de programmes de formation/information sur les questions environnementales destinés aux élus, aux autorités administratives et coutumières, aux organisations communautaires de base, aux ONG élaborés et mis en œuvre.
Une stratégie de participation du public élaborée, diffusée et mise en œuvre.
Réseau des communicateurs mis en place dans les Etats avec l'appui du SG-UFM dans son fonctionnement.
Nombre de séances de formation des médias afin de renforcer le journalisme environnemental et améliorer la couverture médiatique des sujets environnementaux.
Nombre de journalistes formés afin de renforcer le journalisme environnemental et améliorer la couverture médiatique des sujets environnementaux
Renforcement du cadre de participation de la société civile
Nombre d'ateliers d'information organisés à l'intention des autorités administratives, autorités coutumières, les élus locaux, les organisations communautaires, les ONG et du grand public.
Nombre de personnes informées sur l'état de l'environnement et les risques qui en découlent.
Diversification des sources de revenus pour les populations les plus pauvres
Nombre de projets communautaires élaborés et mis en œuvre.
Nombre de personnes impliquées dans les projets de développement communautaire et les Activités de Génération de Revenus (AGR).
Montants des financements mobilisés pour les micro-subventions et les AGR.

18.6. Liste des indicateurs de suivi des OLTQE et des Actions Stratégiques

Tableau 10 : Liste des indicateurs de suivi des OLTQE et des Actions Stratégiques

OLTQE	Actions stratégiques	Indicateurs environnemental et/ou de réduction de stress	Indicateurs des ODD
OLTQE 1 : Les écosystèmes forestiers des bassins de l'UFM sont restaurés, protégés et gérés de façon durable	Restaurer, protéger et gérer les paysages forestiers dégradés	100 000 plants mis en terre par an et par pays	15.1.1 Surface des zones forestières, en proportion de la surface terrestre
	Elaborer/Renforcer, harmoniser et appliquer les législations, politiques nationales pour minimiser la déforestation	Quatre politiques, lois et législations renforcées contre la déforestation	15.6.1 Nombre de pays ayant adopté des cadres législatifs, administratifs et opérationnels destinés à assurer un partage juste et équitable des bénéfices
	Promouvoir des systèmes d'agriculture durable	Mettre en place un champ-école par pays pour les cultures vivrières, les cultures de rente et l'arboriculture	2.4.1 Proportion des zones agricoles exploitées de manière productive et durable
	Promouvoir les activités génératrices de revenus, la chaîne de valeur et améliorer l'accès au marché pour les communautés à travers les interventions de restauration des paysages forestiers	organiser cinq filières de production : pépinières forestières, séchage et conservation du poisson, le tourisme cynégétique, l'agroforesterie, les plantations industrielles	2.3.2 Revenu moyen des petits producteurs alimentaires, selon le sexe et le statut d'autochtone
	Prévenir ou lutter contre les feux de brousse	Créer un comité de veille dans chaque village	2.1.2 Prévalence d'une insécurité alimentaire modérée ou grave, évaluée selon l'échelle de mesure du sentiment d'insécurité alimentaire
	Améliorer la gestion des Aires Protégées (Zone IP, Tampon et Transition)	Doter toutes les aires protégées de statuts et de plan de gestion	15.1.2 Proportion des sites importants pour la biodiversité terrestre et la biodiversité des eaux

OLTQE	Actions stratégiques	Indicateurs environnemental et/ou de réduction de stress	Indicateurs des ODD
			douces qui se trouvent dans des aires protégées (par type d'écosystème)
	Veiller à l'application de la réglementation sur les produits forestiers ligneux et non ligneux pour une gestion durable	Créer un poste de contrôle aux sorties de chaque forêt protégées	15.2.1 Progrès vers la gestion durable des forêts
	Réaliser une cartographie détaillée de l'occupation des sols et établir la situation de référence	Une carte de l'occupation des sols	15.3.1 Surface des terres dégradées, en proportion de la surface terrestre
OLTQE 2 : Une eau de bonne qualité est disponible pour satisfaire les besoins essentiels des écosystèmes et des populations dans les bassins de l'UFM conformément à l'indicateur 6.3.2 des ODD	Renforcer les capacités des services techniques des Etats membres, en charge de la gestion des ressources en eau	Les services techniques riverains aux bassins fluviaux cibles sont pour assurer la gestion des ressources en eau	6. b.1 Proportion d'administrations locales ayant mis en place des politiques et procédures opérationnelles encourageant la participation de la population locale à la gestion de l'eau et de l'assainissement
	Mettre en place un réseau de mesures de suivi et partager les données sur la quantité et la qualité des eaux	Les équipes chargées de relevés hydrographiques sont mis en réseau de partage d'information	6.5.2 Proportion de bassins hydriques transfrontaliers où est en place un dispositif de coopération opérationnel
	Promouvoir l'éducation environnementale sur les ressources en eau	Une session d'information et de sensibilisation est annuellement organisée dans les écoles primaires et secondaires de villages riverains des bassins cibles	13.3.1 Nombre de pays ayant intégré dans leurs programmes primaire, secondaire et tertiaire les questions relatives à l'adaptation aux changements climatiques, à l'atténuation des effets de ces

OLTQE	Actions stratégiques	Indicateurs environnemental et/ou de réduction de stress	Indicateurs des ODD
			changements et à la réduction de leur impact, ainsi qu'aux systèmes d'alerte rapide
	Protéger les ressources aquatiques contre les contaminations des métaux lourds et autres polluants	Aucune ressource aquatique morte par suite de contamination dans les eaux des fleuves	14.3.1 Acidité moyenne des mers (pH) mesurée à plusieurs points de prélèvement représentatifs
	Vulgariser et veiller à l'application des textes législatifs et réglementaires relatifs à la qualité des eaux	La qualité des eaux répond aux standards de l'indicateur 6.3.2	6.3.2 Proportion des plans d'eau dont la qualité de l'eau ambiante est bonne
	Promouvoir et encourager les bonnes pratiques des activités anthropiques (agriculture, élevage, pêche, mines, etc.)	Organiser une compétition thématique chaque année sur les bonnes pratiques en agriculture, élevage, pêche, exploitation minière	13.3.2 Nombre de pays ayant fait état du renforcement de leurs capacités institutionnelles, systémiques et individuelles pour favoriser les mesures d'adaptation et d'atténuation, le transfert de technologie et les activités en faveur du développement
	Promouvoir le traitement des eaux usées (agricole, domestique, industrielle et minière) avant rejet	Une station de traitement des eaux usées (agricole, domestique, industrielle et minière) est installée dans la portion nationale de chaque bassin	6.3.1 Proportion des eaux usées traitées sans danger
	Harmoniser les normes de rejet des eaux usées dans les bassins de l'UFM	Les normes de rejets des eaux usées sont régies par une réglementation commune	6.b.1 Proportion d'administrations locales ayant mis en place des politiques et procédures opérationnelles encourageant la participation de la population locale à la gestion de l'eau et de l'assainissement

OLTQE	Actions stratégiques	Indicateurs environnemental et/ou de réduction de stress	Indicateurs des ODD
	Promouvoir l'utilisation des latrines améliorées par les communautés	Quatre latrines améliorées sont construites annuellement dans chacun des pays par les communautés	6.1.1 Proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité
	Assurer une conservation durable des aires protégées	Les aires dégradées dans les aires protégées décroissent annuellement de 10%	15.1.2 Proportion des sites importants pour la biodiversité terrestre et la biodiversité des eaux douces qui se trouvent dans des aires protégées (par type d'écosystème)
	Faire l'inventaire des espèces fauniques et floristiques dans les paysages forestiers et les zones humides du bassin	Une base de données existe sur la faune et la flore des paysages forestiers et des zones humides	15.1.2 Proportion des sites importants pour la biodiversité terrestre et la biodiversité des eaux douces qui se trouvent dans des aires protégées (par type d'écosystème)
OLTQE 3 : L'intégrité écologique restaurée et conservée et les écosystèmes terrestres et aquatiques des bassins de l'UFM sont gérés de façon durable	Faire le suivi des espèces endémiques et en danger	Le nombre d'individus par espèce endémique et en danger est répertorié périodiquement	15.5.1 Indice de la Liste rouge
	Restaurer ou réintroduire les espèces endémiques en danger	Nombre d'individus par espèce réintroduite Accroissement annuelle de la population de chaque espèce endémique en danger	15.7.1 Proportion du braconnage et du trafic illicite dans le commerce des espèces de faune et de flore sauvages
	Vulgariser les textes juridiques nationaux et conventions internationales relatifs à la biodiversité (CBD) et aux zones humides	Nombre de personnes ou services ayant été dotés des textes juridiques nationaux, et des conventions internationales relatives à la biodiversité.	15.9.1 Progrès accomplis dans la réalisation des objectifs nationaux établis conformément à l'objectif 2 d'Aichi pour la biodiversité du Plan stratégique pour la diversité biologique 2011-2020
	Renforcer les capacités des structures techniques nationales pour l'application des textes de lois	Nombre d'interventions annuelles des services techniques nationaux dans l'application des textes juridiques nationaux,	15.9.1 Progrès accomplis dans la réalisation des objectifs nationaux établis conformément à l'objectif 2 d'Aichi pour la biodiversité du Plan

OLTQE	Actions stratégiques	Indicateurs environnemental et/ou de réduction de stress	Indicateurs des ODD
	nationaux et conventions internationales sur la biodiversité	et des conventions internationales relatives à la biodiversité	stratégique pour la diversité biologique 2011-2020
	Encourager les communautés à valoriser les plantes médicinales et les espèces d'intérêt socioéconomique	Un arboretum de plantes médicinales et de plantes d'intérêt socioéconomique est créer par bassins cible	15.6.1 Nombre de pays ayant adopté des cadres législatifs, administratifs et opérationnels destinés à assurer un partage juste et équitable des bénéfices
	Vulgariser et appliquer les textes législatifs et réglementaires liés à la protection de l'environnement	Nombre d'interventions annuelles des services techniques nationaux dans l'application des textes de protection de l'environnement	15.c.1 Proportion du braconnage et du trafic illicite dans le commerce des espèces de faune et de flore sauvages
OLTQE 4 : Les terres, les berges et têtes de sources restaurés et protégés.	Promouvoir les bonnes pratiques minières et culturelles qui intègrent la restauration des terres	Organiser annuellement une compétition sur les bonnes pratiques d'exploitation minière qui restaure les terres	15.3.1 Surface des terres dégradées, en proportion de la surface terrestre
	Restaurer le couvert végétal des bassins versants dégradés	10 ha sont annuellement plantés dans chaque pays pour restaurer le couvert végétal des bassins versants	15.2.1 Progrès vers la gestion durable des forêts
	Suivre le transport des sédiments/solides dans les cours d'eau	La trajectoire de chacun des sédiments/solide dans les cours d'eau est connue	6.1.1 Proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité
	Promouvoir l'approche hydro-écologique pour réduire la perte des sols et la dégradation des terres notamment dans la valorisation des zones humides (solution basée sur la nature)	L'érosion des sols et des terres et la turbidité des eaux sont réduites de 5% l'an.	9.4.1 Émissions de CO2 par unité de valeur ajoutée

OLTQE	Actions stratégiques	Indicateurs environnemental et/ou de réduction de stress	Indicateurs des ODD
	Aménager les bas-fonds et plaines au profit des exploitants agricoles	Un bas-fond ou une plaine est aménagée dans chacun des bassins cibles	2.3.2 Revenu moyen des petits producteurs alimentaires, selon le sexe et le statut d'autochtone
	Renforcer les capacités des structures techniques nationales en charges de la prévision hydro climatique	Les structures techniques nationales diffuse périodiquement les prévisions hydro-climatiques	13.1.2 Nombre de pays ayant adopté et mis en place des stratégies nationales de réduction des risques, conformément au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030)
	Renforcer le réseau Hydro métrologique des Etats membres	Tous les postes de relevés hydrométéorologiques fonctionnent en réseau	13.1.2 Nombre de pays ayant adopté et mis en place des stratégies nationales de réduction des risques, conformément au Cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (2015-2030)
	Produire et disséminer/diffuser l'information climatique pour satisfaire les besoins des utilisateurs finaux	Les informations climatiques sont diffusées auprès des utilisateurs finaux (radio, télévision, bulletin périodique)	13.1.3 Proportion d'administrations locales ayant adopté et mis en place des stratégies locales de réduction des risques de catastrophe, conformément aux stratégies suivies à l'échelle nationale
OLTQE 5 : Les capacités d'adaptation, d'atténuation et de résilience des Etats membres au changement climatique renforcées à tous les niveaux.	Encourager les bonnes pratiques agricoles à travers l'agriculture intelligente avec l'utilisation de nouvelles technologies et/ou agriculture durable	Organiser annuellement une compétition des meilleures pratiques agricoles utilisant les nouvelles technologies	13.2.1 Nombre de pays ayant déclaré avoir mis en place ou mis en œuvre une politique/une stratégie/un plan intégré visant à améliorer leur aptitude à s'adapter aux incidences négatives des changements climatiques, à renforcer leur résilience face à ces changements et à favoriser de faibles émissions de gaz à effet de serre, sans menacer la production alimentaire (notamment

OLTQE	Actions stratégiques	Indicateurs environnemental et/ou de réduction de stress	Indicateurs des ODD
			un plan national d'adaptation, une contribution déterminée au niveau national, une communication nationale et un rapport biennal actualisé, entre autres)
	Créer une plateforme d'échange des données et information à l'échelle régionale	Une plateforme d'échange de données à l'échelle régionale disponible	13.3.2 Nombre de pays ayant fait état du renforcement de leurs capacités institutionnelles, systémiques et individuelles pour favoriser les mesures d'adaptation et d'atténuation, le transfert de technologie et les activités en faveur du développement
	Former les utilisateurs finaux sur les services climatiques disponibles et spécifiques à chaque secteur d'activités	Une session tenue sur les services climatiques de chaque secteur d'activité	13.3.2 Nombre de pays ayant fait état du renforcement de leurs capacités institutionnelles, systémiques et individuelles pour favoriser les mesures d'adaptation et d'atténuation, le transfert de technologie et les activités en faveur du développement
	Elaborer et mettre en œuvre des programmes de résilience en faveur des communautés vulnérables au changement climatique	Un programme de résilience en faveur de l'agriculture vs du maraîchage, de l'arboriculture, est mis en œuvre	13.2.1 Nombre de pays ayant déclaré avoir mis en place ou mis en œuvre une politique/une stratégie/un plan intégré visant à améliorer leur aptitude à s'adapter aux incidences négatives des changements climatiques, à renforcer leur résilience face à ces changements et à favoriser de faibles émissions de gaz à effet de serre, sans menacer la production alimentaire (notamment

OLTQE	Actions stratégiques	Indicateurs environnemental et/ou de réduction de stress	Indicateurs des ODD
			un plan national d'adaptation, une contribution déterminée au niveau national, une communication nationale et un rapport biennal actualisé, entre autres)
	Soutenir la collaboration entre les centres de recherche agronomique des Etats membres et renforcer leurs capacités techniques pour l'identification et la production des semences agricole résilientes aux aléas climatiques	Un cadre de concertation de chercheurs sur les semences résilientes est en place	17.6.1 Nombre d'accords et de programmes de coopération scientifique et technologique entre pays, par type de coopération
	Elaborer et Mettre en œuvre un programme régional d'adaptation et d'atténuation au changement climatique sur la base des Contribution Déterminée au niveau National des Etats membres	Un programme régional d'adaptation et d'atténuation au changement climatique est exécuté	13.2.1 Nombre de pays ayant déclaré avoir mis en place ou mis en œuvre une politique/une stratégie/un plan intégré visant à améliorer leur aptitude à s'adapter aux incidences négatives des changements climatiques, à renforcer leur résilience face à ces changements et à favoriser de faibles émissions de gaz à effet de serre, sans menacer la production alimentaire (notamment un plan national d'adaptation, une contribution déterminée au niveau national, une communication nationale et un rapport biennal actualisé, entre autres)
	Renforcer les capacités des services techniques en charge de la gestion des	Nombre de catastrophe naturelle et de risques climatiques prise en charge par les services techniques	13.2.1 Nombre de pays ayant déclaré avoir mis en place ou mis en œuvre une politique/une stratégie/un

OLTQE	Actions stratégiques	Indicateurs environnemental et/ou de réduction de stress	Indicateurs des ODD
	risques climatiques et des catastrophes naturelles		plan intégré visant à améliorer leur aptitude à s'adapter aux incidences négatives des changements climatiques, à renforcer leur résilience face à ces changements et à favoriser de faibles émissions de gaz à effet de serre, sans menacer la production alimentaire (notamment un plan national d'adaptation, une contribution déterminée au niveau national, une communication nationale et un rapport biennal actualisé, entre autres)
	Renforcer la résilience des communautés rurales à travers la vulgarisation des variétés de semences résistantes aux aléas climatiques	Quantité de semences résilientes diffuses annuellement	17.6.1 Nombre d'accords et de programmes de coopération scientifique et technologique entre pays, par type de coopération
	Elaborer et Mettre en œuvre un programme régional d'adaptation et d'atténuation au changement climatique sur la base des Contribution Déterminée au niveau National des Etats membres	Un programme régional d'adaptation et d'atténuation au changement climatique sur la base des Contribution Déterminée au niveau National des Etats membres est exécuté	13.2.1 Nombre de pays ayant déclaré avoir mis en place ou mis en œuvre une politique/une stratégie/un plan intégré visant à améliorer leur aptitude à s'adapter aux incidences négatives des changements climatiques, à renforcer leur résilience face à ces changements et à favoriser de faibles émissions de gaz à effet de serre, sans menacer la production alimentaire (notamment un plan national d'adaptation, une contribution déterminée au niveau national, une communication

OLTQE	Actions stratégiques	Indicateurs environnemental et/ou de réduction de stress	Indicateurs des ODD
			nationale et un rapport biennal actualisé, entre autres)
	Promouvoir l'utilisation rationnelle de l'eau (utilisation & réutilisation) dans les systèmes d'irrigation et dans le processus de production industrielle et minière	Nombre d'installation utilisant les rejets des eaux usées en irrigation puis en production industrielle minière	6.1.1 Proportion de la population utilisant des services d'alimentation en eau potable gérés en toute sécurité
	Renforcer les capacités techniques des structures nationales sur le processus d'accès et de mobilisation des fonds verts (FEM, fonds d'adaptation, fond carbone etc.)	Le montant des fonds mobilise auprès des fonds verts (FEM, fonds d'adaptation, fonds carbone etc..)	17.3.1 Investissements étrangers directs, aide publique au développement et coopération Sud-Sud, en proportion du budget national total
	Elaborer et mettre en œuvre des programmes pour promouvoir l'utilisation des ressources énergétique nouvelles et renouvelables pour l'atténuation et l'adaptation aux impacts du changement climatique.	Nombre de stations/postes utilisant les ressources énergétiques nouvelles et renouvelables	7.2.1 Part de l'énergie renouvelable dans la consommation finale d'énergie
	Intégrer le genre dans la mise en œuvre du PAS pour contribuer à l'équité sociale, économique et à la gestion durable des ressources naturelles	Nombre de femmes, jeunes, personnes handicapées pris en compte dans la formulation du PAS jusqu'à sa mise en œuvre	5.a.2 Proportion de pays dotés d'un cadre juridique (y compris le droit coutumier) garantissant aux femmes les mêmes droits que les hommes en matière d'accès à la propriété ou au contrôle des terres
	Créer un cadre pour la participation des femmes, jeunes, enfants et autres groupes vulnérables dans la prise de	Nombre de femmes, jeunes, personnes handicapées pris en compte dans la prise de décision sur la gestion des ressources des bassins cibles	5.5.1 Proportion de sièges occupés par des femmes dans a) les parlements nationaux et b) les administrations locales

OLTQE	Actions stratégiques	Indicateurs environnemental et/ou de réduction de stress	Indicateurs des ODD
	décision sur la gestion des ressources du Bassin		
	Promouvoir les activités génératrices de revenus au bénéfice des femmes, jeunes et autres groupes vulnérables.	Quatre activités génératrices de revenus identifiées et exécutés par les femmes, les jeunes, et autres groupes vulnérables	5.5.2 Proportion de femmes occupant des postes de direction
OLTQE 6 : Les couches vulnérables notamment les femmes, les jeunes et les enfants prises en compte dans la mise en œuvre du PAS	Intégrer le genre dans la mise en œuvre du PAS pour contribuer à l'équité sociale, économique et à la gestion durable des ressources naturelles	Nombre de femmes, jeunes et personnes vulnérables pris en compte de l'élaboration à la mise en œuvre du PAS	5.5.2 Proportion de femmes occupant des postes de direction
	Créer un cadre pour la participation des femmes, jeunes, enfants et autres groupes vulnérables dans la prise de décision sur la gestion des ressources du Bassin	Nombre de femmes, jeunes et personnes vulnérables pris en compte dans les prises de décisions relatives au PAS	5.a.1 a) Proportion de la population agricole totale ayant des droits de propriété ou des droits garantis sur des terres agricoles, par sexe ; b) proportion de femmes parmi les titulaires de droits de propriété ou de droits garantis sur des terrains agricoles, par type de droit
	Promouvoir les activités génératrices de revenus au bénéfice des femmes, jeunes et autres groupes vulnérables.	Trois activités génératrices de revenus spécifiquement dédiées aux femmes, jeunes et autres groupes vulnérables	1.1.1 Proportion de la population vivant au-dessous du seuil de pauvreté fixé au niveau international, par sexe, âge, situation dans l'emploi et lieu de résidence (zone urbaine/zone rurale)
OLTQE 7 : La coopération transfrontalière entre les Etats membres, les	Harmoniser les lois et règlements relatifs à la gestion des ressources naturelles dans la région de l'UFM	Une loi et une réglementation communes sont établies pour l'UFM	17.14.1 Nombre de pays ayant mis en place des mécanismes pour renforcer la cohérence des politiques de développement durable

OLTQE	Actions stratégiques	Indicateurs environnemental et/ou de réduction de stress	Indicateurs des ODD
communautés et les autres acteurs renforcée	Finaliser le processus de création de l'Autorité de Bassin au sein de l'UFM	L4autorité de bassin est fonctionnelle au sein de l'UFM	17.16.1 Nombre de pays faisant état de progrès dans la mise en place de cadres multipartites de suivi de l'efficacité du développement favorisant la réalisation des objectifs de développement durable
	Elaborer et adopter une charte de l'eau pour tous les bassins de l'UFM	Nombre de pays ayant ratifié la charte de l'eau	17.16.1 Nombre de pays faisant état de progrès dans la mise en place de cadres multipartites de suivi de l'efficacité du développement favorisant la réalisation des objectifs de développement durable
	Soutenir les pays membres pour ratifier les conventions internationales de 1992 & 1997 sur l'eau	Nombre de pays ayant ratifiés les conventions de 1992 et 1997	17.14.1 Nombre de pays ayant mis en place des mécanismes pour renforcer la cohérence des politiques de développement durable
	Appliquer les conventions internationales sur le transport des produits toxiques (ex. convention de Bamako)	Nombre d'intervention des services techniques sur le transport des produits toxiques	17.14.1 Nombre de pays ayant mis en place des mécanismes pour renforcer la cohérence des politiques de développement durable
	Promouvoir la gestion concertée des aires protégées entre les Etats membres à travers les accords bilatéraux/tripartites	Les services des Etats appliquent les dispositions des Conventions et Traités	17.16.1 Nombre de pays faisant état de progrès dans la mise en place de cadres multipartites de suivi de l'efficacité du développement favorisant la réalisation des objectifs de développement durable
	Etablir/Renforcer un Partenariat entre le secteur public, le secteur privé, les ONG et les communautés locales pour la gestion durable des ressources naturelles	Le nombre de pays ayant ratifié les conventions de 1992 et de 1997	17.15.1 Ampleur du recours par les prestataires de la coopération pour le développement à des cadres de résultats et à des outils de planification propres aux pays

OLTQE	Actions stratégiques	Indicateurs environnemental et/ou de réduction de stress	Indicateurs des ODD
	Faire un état des lieux des espèces végétales aquatiques envahissantes	Une réglementation sur le transport des produits toxiques est disponible	15.8.1 Proportion de pays ayant adopté une législation nationale pertinente et allouant des ressources suffisantes à la prévention ou au contrôle des espèces exotiques envahissantes
	Un programme de recherche sur la biologie des espèces aquatiques envahissantes, les conditions hydro-chimiques et biologiques de leur prolifération conduit concomitamment dans les pays	Des accords bilatéraux et tripartites sont approuvés par la gestion des aires protégées	15.8.1 Proportion de pays ayant adopté une législation nationale pertinente et allouant des ressources suffisantes à la prévention ou au contrôle des espèces exotiques envahissantes
	Développer et mettre en œuvre un programme intégré de lutte et de restauration des sites infestés par les plantes aquatiques envahissantes	Un cadre de partenariat entre secteurs privé, ONGs, communautés locales disponibles pour la gestion des ressources naturelles	15.8.1 Proportion de pays ayant adopté une législation nationale pertinente et allouant des ressources suffisantes à la prévention ou au contrôle des espèces exotiques envahissantes
	Valoriser sur le plan socioéconomique les plantes aquatiques envahissantes	Les résultants de l'inventaire des espèces végétales aquatiques envahissantes disponibles	15.8.1 Proportion de pays ayant adopté une législation nationale pertinente et allouant des ressources suffisantes à la prévention ou au contrôle des espèces exotiques envahissantes
OLTQE 8: L'utilisation du plastique non biodégradable est recyclée ou est éradiquée	Elaborer les textes réglementaires sur la production, l'importation, la commercialisation et l'utilisation du plastique non biodégradable	Une loi et des textes réglementaires régissant la production, l'importation, la commercialisation et l'utilisation des SPNBD existent	12.4.2 Production de déchets dangereux par habitant et proportion de déchets dangereux traités, par type de traitement

OLTQE	Actions stratégiques	Indicateurs environnemental et/ou de réduction de stress	Indicateurs des ODD
	Renforcer les capacités des services techniques pour l'appropriation des textes réglementaires sur les SPNBD	Les services techniques se sont approprié des textes réglementant l'utilisation des SPNBD	13.1.3 Proportion d'administrations locales ayant adopté et mis en place des stratégies locales de réduction des risques de catastrophe, conformément aux stratégies suivies à l'échelle nationale
	Équiper les cadres environnementalistes de moyens de contrôle	Des kits de contrôle disponibles auprès de cadres de l'environnement	12.4.2 Production de déchets dangereux par habitant et proportion de déchets dangereux traités, par type de traitement
	Promouvoir des substituts aux SPNBD	Des substituts aux SPNBD existent en quantité suffisante	12.4.2 Production de déchets dangereux par habitant et proportion de déchets dangereux traités, par type de traitement
	Mettre en place des unités de collecte, de transformation et de recyclage des SPNBD	Des unités implantées à proximité des centres urbains	12.5.1 Taux de recyclage national, tonnes de matériaux recyclés
OLTQE spécifique 1 : Réduire le niveau d'infestation des espèces aquatiques envahissantes à un niveau n'affectant pas négativement les écosystèmes aquatiques et les activités socioéconomiques dans les bassins de l'Union	Faire un état des lieux des espèces végétales aquatiques envahissantes	Le nombre et la répartition spatio-temporelle des espèces aquatiques envahissantes sont connus	15.8.1 Proportion de pays ayant adopté une législation nationale pertinente et allouant des ressources suffisantes à la prévention ou au contrôle des espèces exotiques envahissantes
	Elaborer et exécuter un programme de recherche sur les plantes aquatiques envahissantes : biologie des espèces, conditions hydro-chimiques et biologiques de leur prolifération	Un programme de recherche sur les plantes aquatiques est élaboré est exécuté	15.8.1 Proportion de pays ayant adopté une législation nationale pertinente et allouant des ressources suffisantes à la prévention ou au contrôle des espèces exotiques envahissantes
	Elaborer et mettre en œuvre un programme intégré de lutte et de	Un programme intégré de lutte et de restauration	15.2.1 Progrès vers la gestion durable des forêts

OLTQE	Actions stratégiques	Indicateurs environnemental et/ou de réduction de stress	Indicateurs des ODD
	restauration des sites infestés par des plantes aquatiques envahissantes		
	Valoriser sur le plan socioéconomique les plantes aquatiques envahissantes		2.3.2 Revenu moyen des petits producteurs alimentaires selon le sexe et le statut d'autochtone
	Elaborer les textes du schéma d'érection en aire protégée et de classement de sites Ramsar	Une carte des sites envahis par les espèces végétales aquatiques et des circuits de leur prolifération	17.13.1 Tableau de bord macroéconomique
	Elaborer un plan d'aménagement et de gestion à réviser périodiquement par une équipe mixte Inter-Etats	Les résultats du programme de recherche sur la biologie des espèces aquatiques envahissantes, les conditions hydro-chimiques et biologiques de leur prolifération disponibles et publiés.	15.2.1 Progrès vers la gestion durable des forêts
	L'équipe d'aménagement et de gestion composée de représentants des Etats-partis est fonctionnelle	Participation des communautés locales à la mise en œuvre du programme intégré	15.2.1 Progrès vers la gestion durable des forêts
OLTQE spécifique 2 : L'écosystème forestier du Mont Nimba restauré et un dispositif de sa gestion mieux organisé mis en place.	Encadrer les activités minières pour préserver les écosystèmes forestiers d'intérêt particulier	La dégradation des écosystèmes forestiers spécifiques	15.2.1 Progrès vers la gestion durable des forêts
	Inscrire sur la liste de sites Ramsar, les zones humides ayant ou pouvant avoir une importance internationale du point de vue écologique, économique, culturel et scientifique	Un plan d'aménagement et de gestion disponible	6.5.2 Proportion de bassins hydriques transfrontaliers où est en place un dispositif de coopération opérationnel

OLTQE	Actions stratégiques	Indicateurs environnemental et/ou de réduction de stress	Indicateurs des ODD
	Elaborer les textes du schéma d'érection en aire protégée et de classement de sites Ramsar	L'équipe d'aménagement et de gestion est opérationnelle	6.5.2 Proportion de bassins hydriques transfrontaliers où est en place un dispositif de coopération opérationnel
	Elaborer un plan d'aménagement et de gestion à réviser périodiquement par une équipe mixte Inter-Etats	Une réglementation commune à tous les Etats sur l'exploitation minière est exécutée	15.2.1 Progrès vers la gestion durable des forêts
	L'équipe d'aménagement et de gestion composée de représentants des Etats-partis est fonctionnelle	Nombre de sites inscrits sur la liste Ramsar	15.2.1 Progrès vers la gestion durable des forêts
OLTQE spécifique 3 L'écosystème forestier du complexe Tai-Grabo-Krahn-Sapo restauré et un dispositif de sa gestion mis en place	Encadrer les activités minières pour préserver les écosystèmes forestiers d'intérêt particulier	Un schéma directeur d'érection e aire protégées et en sites Ramsar adopté	6.5.2 Proportion de bassins hydriques transfrontaliers où est en place un dispositif de coopération opérationnel
	Inscrire sur la liste de sites Ramsar, les zones humides ayant ou pouvant avoir une importance internationale du point de vue écologique, économique, culturel et scientifique	Un plan d'aménagement et de gestion disponible	15.2.1 Progrès vers la gestion durable des forêts
	Elaborer les textes du schéma d'érection en aire protégée et de classement de sites Ramsar	Une convention entre Etats-partis approuvée est disponible	15.2.1 Progrès vers la gestion durable des forêts
	Elaborer un plan d'aménagement et de gestion à réviser périodiquement par une équipe mixte Inter-Etats	Une réglementation commune à tous les Etats sur l'exploitation minière est exécutée	15.2.1 Progrès vers la gestion durable des forêts

OLTQE	Actions stratégiques	Indicateurs environnemental et/ou de réduction de stress	Indicateurs des ODD
	L'équipe d'aménagement et de gestion composée de représentants des Etats-partis est fonctionnelle	Nombre de sites inscrits sur la liste Ramsar	15.2.1 Progrès vers la gestion durable des forêts
OLTQE spécifique 4 L'écosystème forestier du complexe Gola restauré et un dispositif de sa gestion mis en place.	Encadrer les activités minières pour préserver les écosystèmes forestiers d'intérêt particulier	Un schéma directeur d'érection e aire protégées et en sites Ramsar adopté	6.5.2 Proportion de bassins hydriques transfrontaliers où est en place un dispositif de coopération opérationnel
	Inscrire sur la liste de sites Ramsar, les zones humides ayant ou pouvant avoir une importance internationale du point de vue écologique, économique, culturel et scientifique	Le plan d'aménagement et de gestion disponible	15.2.1 Progrès vers la gestion durable des forêts
	Elaborer les textes du schéma d'érection en aire protégée, sites Ramsar et d'aménagement	L'équipe d'aménagement et de gestion est opérationnelle	15.2.1 Progrès vers la gestion durable des forêts
	Elaborer et mettre en œuvre un plan d'aménagement et de gestion de chacune des mangroves	Une réglementation commune à tous les Etats sur l'exploitation minière est exécutée	15.2.1 Progrès vers la gestion durable des forêts
	Mettre en place une unité opérationnelle composée de représentants de tous les États riverains	Nombre de sites inscrits sur la liste Ramsar	15.2.1 Progrès vers la gestion durable des forêts
OLTQE spécifique 5 Les mangroves des écosystèmes estuariens	Elaborer les textes du schéma d'érection en aire protégée, sites Ramsar et d'aménagement		
	13.2. Elaborer et mettre en œuvre un plan d'aménagement et de gestion de chacune des mangroves		

OLTQE	Actions stratégiques	Indicateurs environnemental et/ou de réduction de stress	Indicateurs des ODD
restaurés et un dispositif de leur gestion mis en place.	13.3. Mettre en place une unité opérationnelle composée de représentants des Etats riverains	L'équipe d'aménagement et de gestion est opérationnelle	15.2.1 Progrès vers la gestion durable des forêts
	Encadrer les activités minières en préservant les aires protégées, les forêts primaires et écosystèmes forestiers d'intérêt particulier	Un schéma directeur d'érection e aire protégées et en sites Ramsar adopté	6.5.2 Proportion de bassins hydriques transfrontaliers où est en place un dispositif de coopération opérationnel
	Inscrire sur la liste de sites Ramsar, les zones humides ayant ou pouvant avoir une importance internationale du point de vue écologique, économique, culturel et scientifique	Le plan d'aménagement et de gestion disponible	15.2.1 Progrès vers la gestion durable des forêts
OLTQE spécifique 6 : L'écosystème forestier des parcs nationaux de Penselly-Soya-Sabouya et Outamba restauré et un dispositif de sa gestion mis en place	Elaborer les textes du schéma d'érection en aire protégée et de classement de sites Ramsar	Un schéma d'érection en aire protégée disponible	6.5.2 Proportion de bassins hydriques transfrontaliers où est en place un dispositif de coopération opérationnel
	Elaborer un plan d'aménagement et de gestion à réviser périodiquement par une équipe mixte Inter-Etats	Un plan d'aménagement et de gestion disponible	15.2.1 Progrès vers la gestion durable des forêts
	L'équipe d'aménagement et de gestion composée de représentants des Etats-partis est fonctionnelle	L'équipe d'aménagement et de gestion est opérationnelle	15.2.1 Progrès vers la gestion durable des forêts
	.Encadrer les activités minières pour préserver les écosystèmes forestiers d'intérêt particulier	Un schéma directeur d'érection e aire protégées et en sites Ramsar adopté	6.5.2 Proportion de bassins hydriques transfrontaliers où est en place un dispositif de coopération opérationnel
	Inscrire sur la liste de sites Ramsar, les zones humides ayant ou pouvant avoir une importance internationale du point de vue écologique, économique, culturel et scientifique	Le plan d'aménagement et de gestion disponible	15.2.1 Progrès vers la gestion durable des forêts

OLTQE	Actions stratégiques	Indicateurs environnemental et/ou de réduction de stress	Indicateurs des ODD
OLTQE spécifique 7 : L'écosystème forestier du parc de Wologisi-Ziama restauré et un dispositif de sa gestion mis en place	Elaborer les textes du schéma d'érection en aire protégée et de classement de sites Ramsar	Un schéma d'érection en aire protégée disponible	6.5.2 Proportion de bassins hydriques transfrontaliers où est en place un dispositif de coopération opérationnel
	Elaborer un plan d'aménagement et de gestion à réviser périodiquement par une équipe mixte Inter-Etats	Un plan d'aménagement et de gestion disponible	15.2.1 Progrès vers la gestion durable des forêts
	L'équipe d'aménagement et de gestion composée de représentants des Etats-partis est fonctionnelle	L'équipe d'aménagement et de gestion est opérationnelle	15.2.1 Progrès vers la gestion durable des forêts
	Encadrer les activités minières pour préserver les écosystèmes forestiers d'intérêt particulier	Un schéma directeur d'érection e aire protégées et en sites Ramsar adopté	6.5.2 Proportion de bassins hydriques transfrontaliers où est en place un dispositif de coopération opérationnel
	Inscrire sur la liste de sites Ramsar, les zones humides ayant ou pouvant avoir une importance internationale du point de vue écologique, économique, culturel et scientifique	Le plan d'aménagement et de gestion disponible	15.2.1 Progrès vers la gestion durable des forêts

CONCLUSIONS

Le PAS doit traiter non seulement quatre problèmes prioritaires, mais aussi trois problèmes transversaux ainsi que cinq questions spécifiques liées à des écosystèmes particuliers. Les interactions combinées entre ces questions peuvent créer une situation de perturbations qui se chevauchent. Cela signifie qu'il est nécessaire de s'attaquer simultanément à tous les problèmes identifiés, dans la mesure du possible, afin de renforcer la résilience aux impacts combinés de ces problèmes, mais il est utile de reconnaître que cela est difficile, en raison de la convergence des problèmes identifiés qui aggravent les impacts globaux. Par exemple, le changement climatique à lui seul peut exacerber les impacts de la dégradation des terres et des forêts ainsi que les insuffisances en matière de quantité et de qualité de l'eau.

Bien que ce PAS reconnaisse que la dégradation des forêts et des bassins versants, la dégradation des bassins fluviaux et de la qualité de l'eau ainsi que le changement climatique font partie d'un ensemble de risques convergents dévastateurs et factuels pour les populations des pays de l'UFM, il convient de noter qu'il n'y a pas suffisamment de capacités humaines, technologiques et financières pour résoudre simultanément tous les problèmes sans aucun compromis. Par conséquent, il est très important de définir clairement les priorités et de renforcer les capacités humaines et financières des principales institutions gouvernementales afin qu'elles puissent faire face à de multiples risques et reconnaître comment leur travail affecte et est affecté par les interventions d'autres secteurs. Toutes les institutions gouvernementales, les ONG et les entreprises privées doivent également comprendre comment leur travail affecte les communautés les plus vulnérables aux risques catastrophiques.

Ce PAS reconnaît également qu'à l'heure actuelle, il n'y a pas de mise à jour des politiques, d'adoption de nouvelles lois et réglementations et de mise en place d'institutions solides et efficaces qui tiennent pleinement compte de tous les risques et implications socio-économiques.

Pourtant, l'épidémie d'Ebola tout comme la pandémie de COVID-19 ont démontré que le manque de préparation pour faire face aux problèmes qui perturbent l'environnement peut créer des risques critiques pour la santé humaine. Les menaces causées par la dégradation de l'environnement et la détérioration de la santé des écosystèmes naturels peuvent également compromettre le développement socio-économique. A cet égard, la dégradation latente de la qualité de l'eau est un défi critique qui nécessite une attention immédiate, ainsi que des actions à court, moyen et long terme, y compris des politiques, des législations, des règlements, des réformes institutionnelles et des activités opérationnelles pour être mieux préparé et prévenir les catastrophes. Il est essentiel d'améliorer la prise de conscience des causes profondes des problèmes identifiés ainsi que des opportunités qui peuvent aider les gouvernements à formuler des programmes à long terme, tels que ce programme d'action stratégique. Il est également important de s'attaquer à chaque problème, sans permettre à une seule question de consommer des ressources disproportionnées et de saper tous les autres efforts.

Malgré la complexité de ce processus, le PAS actuel offre également une occasion considérable d'innover en matière de politiques qui atténuent plusieurs problèmes à la fois. Par exemple, les effets positifs de la conservation des forêts s'étendent à la prévention des pandémies, à la séquestration du carbone et à la conservation de la biodiversité. De même, un projet spécifique sur la gestion intégrée des ressources en eau a le potentiel de s'attaquer simultanément aux menaces qui pèsent sur les zones humides et les ressources en eau, de renforcer la valeur des zones humides pour le développement durable et de promouvoir une utilisation rationnelle des ressources en eau. L'identification et la mise en œuvre d'actions de gestion intégrée des ressources en eau peuvent réussir à améliorer la sécurité en eau, la sécurité alimentaire, la sécurité énergétique et une meilleure protection de la santé humaine, grâce à de nombreuses interventions, y compris, mais sans s'y limiter:

- Infrastructures d'approvisionnement en eau ;
- Amélioration des interactions entre les ressources en eau et la santé humaine ;
- Gestion des interactions entre les ressources en eau et la biodiversité ;
- la gestion des pêches;
- Fourniture d'eau pour le bétail ;
- Amélioration des relations entre les ressources en eau et l'agriculture / sécurité alimentaire, grâce aux meilleures pratiques en matière de programmes hydro-agricoles et de diversification des revenus ;
- Réduction des impacts négatifs de l'agriculture sur les ressources en eau.
- Application de pratiques exemplaires en matière de gestion de l'eau pour les aires protégées, y compris la faune ;
- Gestion de l'eau et des zones humides pour contribuer à l'atténuation et à l'adaptation aux changements climatiques ;
- Gestion de l'eau et des zones humides pour accroître la résilience des populations et des écosystèmes aux changements climatiques.
- Gestion des zones humides pour contribuer à une urbanisation durable.
- Réduction des impacts négatifs de l'exploitation minière industrielle et artisanale sur les ressources en eau (eaux de surface et eaux souterraines).
- Contribution à la gestion des déchets.
- Gestion des écosystèmes des ressources en eau pour le tourisme.

Il est fortement recommandé que ce PAS conduise à l'élaboration et à la mise en œuvre de trois grands projets transfrontaliers pour mener à bien les 90 actions stratégiques réparties sur 253 activités prévues par le PAS. Idéalement, il serait souhaitable d'entreprendre ces réalisations simultanément. Cependant, les réalités sont telles qu'il sera difficile de mobiliser des ressources humaines ayant l'expertise nécessaire et des fonds suffisants pour toutes ces prévisions ambitieuses. Il sera donc nécessaire de procéder par étapes, en se concentrant sur des actions stratégiques et opérationnelles qui prépareront d'abord le terrain et créeront des conditions favorables à l'expansion progressive des réalisations. C'est pour cette raison qu'il est nécessaire d'envisager des projets glissants comprenant des options à court, moyen et long terme sur une période de 20 ans pour atteindre la vision et les objectifs à long terme en matière de qualité de l'environnement. Les projets pertinents pourraient inclure :

- a. Un projet sur la gestion intégrée des ressources en eau (GIRE).
- b. Un projet sur la gestion durable des forêts.
- c. Un projet d'adaptation au changement climatique et d'augmentation de la résilience des populations humaines et des écosystèmes.

La création, la mise en place et l'opérationnalisation d'une structure responsable de la gestion des bassins hydrographiques (un Office de bassins hydrographiques au sein de l'UFM) constitueraient une étape majeure pour assurer la coordination et la supervision de toutes les interventions collectives liées à la mise en œuvre du processus de GIRE pour les États membres de l'UFM. Cette nouvelle structure devrait établir des relations de travail et d'échanges d'information avec des organisations de bassins fluviaux qui ont une plus grande expérience et qui opèrent en Afrique de l'Ouest comme l'Autorité du Bassin du Niger (ABN), l'Autorité du Bassin de la Volta et l'Organisation pour la Mise en Valeur du fleuve Sénégal (OMVS qui font déjà la promotion de la coopération entre les pays membres.

Pour réussir la mise en œuvre du PAS et du Plan d'investissement, tous les États membres de l'UFM devront s'unir pour mobiliser des fonds et s'entendre sur le partage des responsabilités et des avantages. Cela renforcera l'UFM et facilitera l'affectation des ressources humaines et financières nécessaires à la mise en œuvre complète de ce programme d'action stratégique. Il en découle que certaines prérogatives des États membres devront être dévolues à l'Office des bassins hydrographiques de l'UFM. Ainsi en lieu et place que chaque Etat se préoccupe de ses propres intérêts, ce sont ceux de l'ensemble de l'Union

qui sont prépondérants car le fonctionnement des écosystèmes (forestiers et aquatiques) ainsi que la biodiversité et le changement climatique ne dépend nullement de frontières et sont des bien des générations actuelles comme celles futures.

RÉFÉRENCES

- ADT-CI, 2020. Analyse diagnostique transfrontalière des bassins versants du Cavally et du Nuon: Rapport National Côte d'Ivoire, 167 pages
- ADT-Régionale, 2020. Analyse diagnostique transfrontalière de bassins prioritaires les fleuves Kolente & Kaba (great and little scarries), Moa-Makona et Cavally : synthèse régionale, 190 pages.
- Agence Ivoirienne de Presse <https://www.aip.ci/cote-divoire-aip-le-gouvernement-adopte-un-projet-de-loi-portant-code-de-leau/>
- Besseau P., Graham S. et Christophersen T. (dir.), 2018, Restaurer les paysages forestiers : la clé d'un avenir durable, Partenariat mondial pour la restauration des paysages forestiers, Vienne, Autriche. <https://www.bonnchallenge.org/about-flr>
- Boesch, C. & Boesch, H., 1989. Hunting behavior of wild chimpanzees in the Tai National Park. *American Journal of Physical Anthropology* 78 : 547-73.
- Boesch, C. & Boesch-Achermann, H., 2000. The Chimpanzees of the Tai forest: Behavioural ecology and evolution. Oxford University Press.
- Boesch, C. & Tomasello, M., 1998. Chimpanzee and human cultures. *Current Anthropology* 39:591–614.
- Boesch, C., 1994a. Chimpanzees-Red Colobus: A Predator-Prey System. *Animal Behaviour* 47:1135–1148.
- Boesch, C., 1994b. Chimpanzees-Red Colobus: Cooperative Hunting in Wild Chimpanzees. *Animal Behaviour* 48:653–667.
- BRL Ingénierie est une filiale du Groupe BRL : www.brl.fr. BRLi, SRTM/UEMOA 2011 and ProtectedPlanet.net
- Conteh, A.M.H., Moiwo, J.P. and Yan, X., 2016. Using a Logistic Regression Model to Analyze Alley Farming Adoption Factors in Sierra Leone. *Small-scale Forestry*, 15(1), pp.109–125.
- Convention sur la Diversité Biologique. Cadre Mondial pour la Biodiversité 2022 (CMB) <https://sdg.iisd.org/news/global-framework-sets-targets-for-2030-to-live-in-harmony-with-nature-by-2050/> <https://www.cbd.int/doc/c/8820/5e0f/1f1e05648a5275cf45b8b650/wg2020-04-1-02-annex-fr.pdf>
- Douglas G.M., KWONG J.C., 2010. Healthy trees make a healthy wood. *J Public Health*, 32(1), pp. 14-15. DYE C., 2008. Health and urban living. *Science*, 319, pp. 766-769.
- FAO, 2020. Global Forest Resources Assessment 2020. *Global Forest Resources Assessment 2020*.
- FAO, 2022. *Food Systems Profile - Sierra Leone. Food Systems Profile - Sierra Leone*.
- Funge-Smith, S. and Bennett, A., 2019. A fresh look at inland fisheries and their role in food security and livelihoods. *Fish and Fisheries*, 20(6), pp.1176–1195.
- Gbamelé K. S., 2022. Evaluation de la pollution chimique dans l'environnement minier aurifère de la sous-préfecture de Zouan-Hounien (Côte d'Ivoire), Mémoire de thèse de Doctorat, Université Jean Lorougnon Guedé, 222p
- GOULA Bi Tié Albert, IBO Guei Jonas, SORO Gneneyougo Emile et YEO Wonnan Eugène, 2023 : Programme d'Action Stratégique- Côte d'Ivoire, Rapport pays

Goula B.T.A., Konan B., Brou Y.T., Savané I., Fadika V. et Srohourou B., 2007. Estimation des pluies exceptionnelles journalières en zone tropicale : cas de la Côte d'Ivoire par comparaison des lois lognormale et de Gumbel. *Journal des Sciences Hydrologiques*, vol. 52, n° 2, p. 49-67.

Government of Sierra Leone, 2021. Sierra Leone National Adaptation Plan. [online] pp.1–84. Available at:

<https://unfccc.int/sites/default/files/resource/SierraLeone_iNAP_Final.pdf%0Ahttps://www4.unfccc.int/sites/NAPC/Pages/national-adaptation-plans.aspx>.

Guillaumet, J. L. & Adjanohoun, E., 1971. La végétation de la Côte d'Ivoire. in Avenard J.M., Eldin E., Girard G., Sircoulon J., Touchebeuf P., Guillaumet J.L., Adjanohoun E. et Perraud A. (eds.) - Le milieu naturel de la Côte d'Ivoire. ORSTOM Paris (France) n°50 : 157-263.

[Guillaumet](#), J. L. & [Boesch](#), C., 1984. Le parc national et la protection de la nature. Pp. 207-216 in Recherche et aménagement en milieu

Guillaumet, J. L., 1967. Recherche sur la végétation et la flore de la région du bas Cavally (Côte d'Ivoire). Mémoire ORSTOM, No 20. ORSTOM, Paris, France

Guillaumet, J.L., 1994. La flore In RIEZEBOS, E.P., VOOREN, A.P. et GUILLAUMET, J.L. (éds.). Le Parc national de Taï, Côte d'Ivoire. Fondation Tropenbos, Wageningen, Pays :68-73.

Houéhounha, D. & Lefebvre T., 2019. Réserve Naturelle Intégrale du Mont Nimba (Républiques de Guinée et de Côte d'Ivoire) - Rapport de mission conjointe de suivi réactif (9-20 janvier 2019). UNESCO – UICN. Janvier. Access : <https://whc.unesco.org/document/175057>

Kader, S. 2020. Côte d'Ivoire-Libéria. Le fleuve Nuon au cœur de discordes transfrontalières : Des paysans ivoiriens enlevés. Pressivoire, 22 Oct. Accédé à : <https://pressivoire.com/article/cte-divoire-libria-le-fleuve-nuon-au-cur-de-discordes-transfrontalires-des-paysans-ivoiriens-enlevs>
Kamara, I., 2022. *Identifying Pressures on the Water Quality in the Rokel River Basin to Inform a River Basin Management Plan*.

Leone, S., 2022. of the first digital census in Sierra Leone 2021 Mid-Term Population and Housing Census September. (September).

Massaquoi, A.S., 2018. Drought Management Plan: A Contingency Plan for Sierra Leone. pp.1–53.

Mateo-Sagasta, J., Marjani, S., Turrall, H. and Burke, J., 2017. Water pollution from agriculture: a global review. *FAO y IWMI*, [online] p.35. Available at: <<http://www.fao.org/3/a-i7754e.pdf>>.

McSweeney, 2010. *UNDP Climate Change Country Profiles: Sierra Leone*. [online] Available at: <<https://digital.library.unt.edu/ark:/67531/metadc226564/>> [Accessed 20 Jun. 2022].

McSweeney, C., New, M. and Lizcano, G., 2010. UNDP Climate Change Country Profiles: Sierra Leone. pp.1–27.

MRU, 2018. Transboundary River Basins Authority for the MRU Member States. (February).

MRU, 2022. Transboundary Diagnostic Analysis of Priority Basins Final report.

2023; National Action Plan of the Mano, Moa/Makona & Cavalla Basins

2023; National Action Plan for the Management of Sierra Leone's Transboundary Basins

Olivia Sanchez-Badini – John L. Innes 2010. La forêt et les arbres : Une perspective de santé publique « Les forêts et les arbres pour la santé humaine : voies, impacts, défis et options d'intervention

BE DIALI-INGENIEUR CONSEILS, 2023 : Plan d'Action Stratégique des Bassins prioritaires de l'Union du Fleuve Mano en Guinée ; Rapport final

Partenariat Mondial pour l'Eau (GWP), 2011. Global Water Partnership GWP Article créé le 22 mars 2011, dernière mise à jour 20 novembre 2012 Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE-) <https://ise.unige.ch/isdd/spip.php?article254>

SLNDC, 2021. Updated National Determined Contribution.

SMI. 2016. Etude d'impact environnemental et social – Projet de construction d'une usine de traitement de minerai de type CIL sur le permis d'exploitation PE 26 de la mine d'or d'Ity. Société des Mines d'Ity – 2D Consulting Afrique. Février. Abidjan, Côte d'Ivoire.

UICN- Le Congrès mondial de la nature, lors de sa session réunie à Hawaï'i, États-Unis d'Amérique, du 1er au 10 septembre 2016 . <https://whc.unesco.org/fr/actualites/1563>

UNCCD, 2023. *Land Degradation Neutrality / UNCCD*. [online] Available at: <<https://www.unccd.int/land-and-life/land-degradation-neutrality/overview>> [Accessed 9 Jan. 2023].

United States Agency for International Development (USAID West Africa Biodiversity and Climate Change. WABULED <https://wabiled.exposure.co/>

World Bank, 2021. *Agriculture, forestry, and fishing, value added (% of GDP) - Sierra Leone / Data*. [online] Available at: <<http>

ANNEXES

ANNEXE 1 : Plan d'investissement détaillé

ANNEXE 2 : Investissement proposés dans les PANs

ANNEXE3 : Document de l'ADT régionale

ANNEXE 4 : Plans d'Action Nationaux, y compris le plan de financement de:

1. Côte d'Ivoire
2. Guinée
3. Libéria
4. Sierra Leone

ANNEXE 5: Termes de référence de la mission

ANNEXE 1 : Plan d'investissement détaillé

Activité /Action/ Objectif	PQP1	PQP2	PQP3	PQP4
OLTQE 1 : Les écosystèmes forestiers des bassins de l'UFM sont restaurés, protégés et gérés de façon durable	4 514 000	3 164 000	6 455 000	5 100 000
1.1. Restaurer les forêts dégradées, protéger et gérer tous les paysages forestiers transfrontaliers de l'UFM dégradés	595 000	880 000	955 000	800 000
Acquérir des images satellitaires des écosystèmes forestiers de l'espace UFM, ainsi que les équipements nécessaires pour les utiliser afin d'établir un système d'information géographique efficace, avec des informations géo localisées et actualisées.	155 000		155 000	
Répertorier et cartographier les aires dégradées dans les paysages forestiers transfrontaliers en vue de leur restauration.	20 000	40 000		
Répertorier et cartographier les paysages forestiers transfrontaliers qui sont encore en bon état de conservation et qu'il faut continuer à protéger et à utiliser durablement.	20 000	40 000		
Impliquer les communautés riveraines dans la restauration des aires dégradées des paysages forestiers transfrontaliers.	200 000	400 000	400 000	400 000
Impliquer les communautés riveraines dans la protection et la gestion durable des paysages forestiers transfrontaliers.	200 000	400 000	400 000	400 000
1.2. Elaborer/Renforcer, harmoniser et appliquer les politiques nationales et les législations/règlementations pour minimiser la déforestation et la dégradation des forêts.	500 000	250 000	100 000	0
Harmoniser les politiques et législations nationales pour minimiser la déforestation et la dégradation des forêts	150 000	150 000		
Elaborer une politique et une législation commune (Charte des Forêts Transfrontalières de l'UFM) minimisant la déforestation/la dégradation des forêts et améliorant leur restauration et l'utilisation durable des forêts, conformément aux politiques forestières et de développement de chaque pays et aux conventions internationales pertinentes.	200 000			
Adopter une politique et une législation commune (Charte des Forêts Transfrontalières de l'UFM) minimisant la déforestation/la dégradation des forêts et améliorant leur restauration et l'utilisation durable des forêts, conformément aux politiques forestières et de développement de chaque pays et aux conventions internationales pertinentes.	50 000			

Activité /Action/ Objectif	PQP1	PQP2	PQP3	PQP4
Organiser des sessions d'appropriation (formation et information) de la politique et de la législation commune par les services techniques nationaux pour réaliser la reforestation et appliquer les législations de lutte contre la déforestation.	100 000	100 000	100 000	
1.3. Promouvoir des systèmes d'agriculture durable	400 000	250 000	700 000	0
Harmoniser les législations nationales sur l'importation, la production, la commercialisation et l'utilisation des pesticides, herbicides et fongicides utilisés en agriculture.	150 000		200 000	
Elaborer une politique foncière commune aux Etats membres de l'UFM qui garantisse la propriété foncière, la création de forêts communautaires et la propriété des arbres qui soutiennent l'expansion de l'agroforesterie et la réduction des cultures itinérantes.	200 000	200 000	400 000	
Adopter une politique foncière commune aux Etats membres de l'UFM.	50 000	50 000	100 000	
1.4. Promouvoir les activités génératrices de revenus, la chaîne de valeurs et améliorer l'accès au marché pour les communautés à travers les interventions de restauration des paysages forestiers.	180 000	400 000	2 400 000	2 400 000
Elaborer des modules de formation en activités génératrices d'emplois et de revenus dans chacun des quatre bassins	100 000		2 000 000	2 000 000
Organiser deux sessions annuelles de formation en activités génératrices d'emplois et de revenus dans chacun des quatre bassins	80 000	400 000	400 000	400 000
1.5. Prévenir ou lutter contre les feux de brousse et les maladies pouvant affecter les forêts et la faune.	625 000	450 000	650 000	400 000
Renforcer la coopération et la coordination entre les pays membres de l'UFM .	400 000	400 000	400 000	400 000
Etablir une base de données de l'occurrence des feux de brousse	25 000	50 000	50 000	
Mettre en place un mécanisme d'alerte précoce sur les feux de brousse	200 000		200 000	
1.6. Améliorer la gestion des Aires Protégées (Zone IP, Tampon et Transition)	834 000	734 000	630 000	500 000
Mettre en place des unités Inter-Etats de gestion des aires protégées transfrontalières	400 000	400 000	400 000	400 000
Doter les gestionnaires d'aires protégées transfrontalières des lois et règlements en vigueur qui luttent contre l'exploitation illégale des ressources naturelles.	4 000	4 000		
Outils des gestionnaires en stratégie de communication et d'information des populations	30 000	30 000	30 000	
Doter les unités de moyens de surveillance et de répression des délits	400 000	300 000	200 000	100 000
1.7. Veiller à l'application de la réglementation sur les produits forestiers ligneux et non ligneux pour une gestion durable	600 000	200 000	400 000	400 000

Activité /Action/ Objectif	PQP1	PQP2	PQP3	PQP4
Elaborer une réglementation commune de l'exploitation des produits forestiers ligneux et non ligneux.	200 000	200 000		
Mettre en place des équipes conjointes de surveillance et de suivi de l'exploitation des produits forestiers ligneux et non ligneux.	400 000		400 000	400 000
1.8. Réaliser une cartographie détaillée de l'occupation des sols et établir la situation de référence.	20 000	-	20 000	-
Acquérir des images satellitaires des écosystèmes forestiers de l'espace UFM, ainsi que les équipements nécessaires pour les utiliser afin d'établir un système d'information géographique efficace, avec des informations géo localisées et actualisées.	-	-		
Établir une cartographie de l'occupation des sols et une base de données sur l'occupation des terres (BDOT) dans les écosystèmes forestiers dans les bassins de l'espace UFM .	20 000		20 000	
1.9. Créer de nouveaux espaces de conservation de massifs forestiers et des forêts communautaires	380 000	-	300 000	300 000
Délimiter une zone de conservation d'écosystème terrestre par pays et les soumettre à la gestion des communautés locale	200 000		200 000	200 000
Elaborer un cahier de charge pour la gestion de chaque aire de conservation	80 000			
Appliquer les dispositions du cahier de charge	100 000		100 000	100 000
1.10. Créer de nouveaux espaces de conservation de massifs forestiers et des forêts communautaires	380 000	0	300 000	300 000
Délimiter une zone de conservation d'écosystème terrestre par pays et les soumettre à la gestion des communautés locale	200 000		200 000	200 000
Elaborer un cahier de charge pour la gestion de chaque aire de conservation	80 000			
Appliquer les dispositions du cahier de charge	100 000		100 000	100 000
OLTQE 2 : Une eau de bonne qualité est disponible pour satisfaire les besoins essentiels des écosystèmes et des populations dans les bassins de l'UFM conformément à l'indicateur 6.3.2 des ODD.	7 022 500	4 312 500	3 582 500	1 032 500
2.1. Renforcer les capacités des services techniques des États membres, en charge de la gestion des ressources en eau.	1 030 000	700 000	600 000	100 000
Etablir un cadre de concertation et de coopération entre les pays membres de l'UFM pour fixer des normes cibles communes pour les eaux transfrontalières.	10 000	100 000		100 000

Activité /Action/ Objectif	PQP1	PQP2	PQP3	PQP4
Elaborer les textes normatifs sur la bonne qualité de l'eau pour satisfaire les besoins essentiels des écosystèmes et des populations dans les bassins de l'UFM conformément à l'indicateur 6.3.2 des ODD.	200 000		200 000	
Elaborer un module de formation sur la qualité de l'eau pour satisfaire les besoins essentiels des écosystèmes et des populations dans les bassins de l'UFM conformément aux indicateurs 6.3.2 des Objectifs de Développement Durable.	20 000			
Doter les services techniques des Etats membres de moyens techniques de mesure des débits et de la qualité des ressources en eau.	800 000	600 000	400 000	
2.2. Mettre en place un réseau de mesures de suivi et partager les données sur la quantité et la qualité des eaux.	150 000	150 000	100 000	100 000
Créer une institution au sein de l'UFM avec des démembrements au sein de chaque Etat membre chargée de mesurer les débits et la qualité de l'eau dans les bassins de l'espace UFM : un observatoire des bassins du l'UFM.	100 000	100 000	100 000	100 000
Mettre en place une base de données sur les débits et la qualité des eaux dans les bassins dans l'espace UFM, alimentée par les données nationales.	50 000	50 000		
2.3. Promouvoir l'éducation environnementale sur les ressources en eau.	60 000	20 000	20 000	20 000
Elaborer des fascicules/prospectus d'éducation environnementale au bénéfice des élèves du primaire	20 000			
Elaborer des fascicules/prospectus d'éducation environnementale au bénéfice des élèves du premier cycle du secondaire	20 000			
Organiser une campagne annuelle d'information et d'éducation environnementale au primaire et au premier cycle du secondaire dans les communautés locales	20 000	20 000	20 000	20 000
2.4. Protéger les ressources aquatiques contre les contaminations des métaux lourds et autres polluants (physiques, chimiques et biologiques).	280 000	280 000	-	-
Identifier les sources de pollution des ressources aquatiques par des métaux lourds et autres polluants.	80 000	80 000		
Etablir une réglementation sur la pollution de l'eau et des ressources aquatiques.	200 000	200 000		
2.5. Vulgariser et veiller à l'application des textes législatifs et réglementaire relatifs à la qualité des eaux.	1 000 000	0	200 000	800000
Elaborer une réglementation commune relative à la qualité des eaux dans les bassins de l'espace UFM.	200 000		200 000	

Activité /Action/ Objectif	PQP1	PQP2	PQP3	PQP4
Mettre en application les dispositions de la réglementation commune relative à la qualité des eaux dans les bassins de l'espace UFM	800 000			800 000
2.6. Promouvoir et encourager les bonnes pratiques des activités anthropiques (agriculture, élevage, pêche, exploitation minière, etc.)	2 012 500	2 012 500	2 012 500	12 500
Soutenir les bonnes pratiques des activités anthropiques (agriculture, élevage, pêche, exploitation minière, etc.) avec des subventions et des infrastructures.	2 000 000	2 000 000	2 000 000	
Soutenir et encourager les échanges d'expériences entre les communautés sur les bonnes pratiques qu'elles entreprennent	12 500	12 500	12 500	12 500
2.7. Promouvoir le traitement des eaux usées (agricole, domestique, industrielle et minière) et soutenir les actions de recyclage des polluants.	1 000 000	150 000	650 000	0
Harmoniser et appliquer les normes de rejet des eaux usées dans les bassins de l'UFM.	200 000		200 000	
Procéder à une relecture et une mise à jour des normes de rejet des eaux usées dans les pays membres de l'UFM.	150 000	150 000		
Établir et diffuser les normes de rejet des eaux usées dans les pays membres de l'UFM.	50 000		50 000	
Elaborer des programmes/projets de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)	200 000			
Mettre en œuvre des programmes/projets de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE)	400 000		400 000	
2.8. Mettre en place une police de l'eau	1 400 000	1 000 000		
Elaborer les textes juridiques de création de la police de l'eau (statuts et organisation du corps)	400 000			
Équiper la police de l'eau et la rendre opérationnelle	1 000 000	1 000 000		
2.9. Harmoniser les normes de rejet des eaux usées dans les bassins de l'UFM	50 000			
2.10. Promouvoir l'utilisation des latrines améliorées par les communautés	40 000	40 000	40 000	40 000
OLTQE 3 : L'intégrité écologique restaurée et conservée et les écosystèmes terrestres et aquatiques des bassins de l'UFM sont gérés de façon durable	3 567 000	3 350 000	3 317 000	3 106 000
3.1. Assurer une conservation durable des aires protégées transfrontalières	2 250 000	2 250 000	2 250 000	2 250 000
Mettre en place des équipes conjointes (Inter-Etats) de surveillance des aires protégées transfrontalières	200 000	200 000	200 000	200 000
Elaborer et mettre en œuvre des plans d'aménagement et de gestion des aires protégées transfrontalières terrestres et maritimes	1 600 000	1 600 000	1 600 000	1 600 000

Activité /Action/ Objectif	PQP1	PQP2	PQP3	PQP4
Restaurer/réhabiliter les paysages forestiers et les zones humides de chaque bassin fluvial cible	400 000	400 000	400 000	400 000
Etablir une base de données de référence pour chacun des inventaires.	50 000	50 000	50 000	50 000
3.2. Faire l'inventaire des espèces fauniques et floristiques dans les paysages forestiers et les zones humides des bassins	482 000	482 000	482 000	482 000
Mettre en place une équipe conjointe de spécialistes en inventaires fauniques	144 000	144 000	144 000	144 000
Réaliser l'inventaire des espèces fauniques dans les paysages forestiers et les zones humides	72 000	72 000	72 000	72 000
Mettre en place une équipe d'experts en inventaires floristiques	144 000	144 000	144 000	144 000
Réaliser l'inventaire des espèces floristiques dans les paysages forestiers et les zones humides	72 000	72 000	72 000	72 000
Etablir une base de données de l'inventaire faunique et floristique	50 000	50 000	50 000	50 000
3.3. Faire le suivi des espèces endémiques et en danger.	250 000	250 000	250 000	250 000
Dénombrer périodiquement les espèces endémiques et en danger.	200 000	200 000	200 000	200 000
Prohiber l'exploitation des espèces endémiques et en danger.	50 000	50 000	50 000	50 000
3.4. Restaurer ou réintroduire les espèces endémiques en danger	141 000	24 000	41 000	124 000
Identifier les espèces fauniques endémiques en danger sur la base de l'inventaire faunique	12 000	12 000	12 000	12 000
Identifier les espèces de la flore endémique en danger sur la base de l'inventaire floristique	12 000	12 000	12 000	12 000
Prospecter les possibilités de réintroduction des espèces endémiques en danger	17 000		17 000	
Introduire et mettre en quarantaine les espèces endémiques en danger	100 000			100 000
3.5. Vulgariser les textes juridiques nationaux et conventions internationales relatifs à la biodiversité (CBD) et aux zones humides.	150 000	50 000	-	-
Faire une compilation des textes juridiques nationaux et des conventions internationales relatifs à la biodiversité et les zones humides.	100 000			
Diffuser auprès des structures techniques nationales les textes juridiques nationaux et des conventions internationales relatives à la biodiversité et les zones humides	50 000	50 000		
3.6. Encourager les communautés à valoriser les plantes médicinales et les espèces d'intérêt socioéconomique.	294 000	294 000	294 000	0
Mettre en place une équipe conjointe d'ethnobotanistes	144 000	144 000	144 000	

Activité /Action/ Objectif	PQP1	PQP2	PQP3	PQP4
Faire des monographies des plantes médicinales et les espèces d'intérêt pour les grands ensembles communautaires des bassins de l'espace de l'UFM.	150 000	150 000	150 000	
3.7. Renforcer les capacités des structures techniques nationales pour l'application des textes de lois nationaux et conventions internationales sur la biodiversité				
OLTQE 4 : Les terres, les berges de cours d'eau et têtes de sources restaurées et protégées	4 457 000	3 266 000	2 991 000	0
4.1. Elaborer et mettre en œuvre des plans de restauration et de réhabilitation des berges de cours d'eau et des têtes de sources dégradées	356 000	316 000	316 000	-
Répertorier et cartographier les bassins versants contenant des berges de cours d'eau et des têtes de sources dégradées.	20 000	20 000	20 000	
Mettre en place une équipe conjointe d'hydrologues et de pédologues.	96 000	96 000	96 000	
Entreprendre une étude préalable permettant de connaître le contexte hydromorphologique, écologique, sociologique et foncier du tronçon de cours d'eau concerné afin de bien choisir l'option de restauration.	200 000	200 000	200 000	
Elaborer un module de formation en techniques de Conservation des Eaux et des Sols (CES) et un autre en Défense et Restauration des Sols (DRS) en tenant compte des caractéristiques géomorphologiques de chacun des cours d'eau cibles.	40 000			
4.2. Vulgariser et appliquer les textes législatifs et réglementaires liés à la protection de l'environnement	16 000	0	0	0
Faire une compilation des textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection de l'environnement.	8 000			
Diffuser auprès des structures techniques nationales les textes législatifs et réglementaires relatifs à la protection de l'environnement	8 000			
4.3. Promouvoir les bonnes pratiques d'exploitations minières et agricoles qui intègrent la restauration des terres et des eaux.	1 040 000	0	1 000 000	-
Elaborer des modules de formation sur les bonnes pratiques minières et culturelles prenant la restauration terres, des sols et des eaux.	40 000			
Soutenir les bonnes pratiques des activités anthropiques (agriculture, élevage, pêche, exploitation minière, etc.) avec des subventions et des infrastructures.	1 000 000		1 000 000	
4.4. Restaurer le couvert végétal des bassins versants dégradés	1 600 000	1 600 000	1 600 000	
Etablir une cartographie de l'occupation des terres dans les bassins versants de l'espace UFM ainsi que l'état des galeries forestières de chaque bassin fluvial cible.	-	-	-	-

Activité /Action/ Objectif	PQP1	PQP2	PQP3	PQP4
Fixer les berges et les têtes de sources par le reboisement des zones dégradées	1 600 000	1 600 000	1 600 000	
4.5. Suivre l'accumulation, le transport et les caractéristiques physiques, chimiques, microbiologiques et même nucléaires des sédiments/solides dans les cours d'eau	250 000	250 000	-	-
Déterminer/identifier les sédiments/solides et leurs caractéristiques dans les cours d'eau.	100 000	100 000		
Suivre leur trajectoire dans les cours d'eau	150 000	150 000		
4.6. Promouvoir l'approche hydro-écologique pour réduire la perte des sols et la dégradation des terres notamment dans la valorisation des zones humides (solution basée sur la nature).	1 120 000	1 100 000	-	-
Identifier les facteurs qui entraînent la perte des sols et la dégradation des terres dans les bassins versants des fleuves cibles.	100 000	100 000		
Elaborer un module de formation sur l'approche hydro-écologique visant à réduire la perte des sols et la dégradation des terres	20 000			
Améliorer la fertilité des sols avec de la fumure organique	1 000 000	1 000 000		
4.7. Aménager les bas-fonds et plaines au profit des exploitants agricoles	75 000	0	75 000	
Délimiter et parceller les bas-fonds à aménager	50 000		50 000	
Déterminer les spéculations à produire par type de sol	10 000		10 000	
Attribuer les parcelles et suivre la production de chacune des spéculations	15 000		15 000	
OLTQE 5 : Les capacités d'adaptation, d'atténuation et de résilience des Etats membres au changement climatique renforcées à tous les niveaux	14 194 800	7 600 800	11 066 800	6 275 800
5.1. Former les utilisateurs finaux sur les services climatiques disponibles et spécifiques à chaque secteur d'activités	312 000	0	312 000	0
Elaborer trois modules de formation des utilisateurs finaux sur les services climatiques disponible en lien avec les secteurs d'activités	60 000		60 000	
Tenir une session de formation par bassin des exploitants agricoles,	84 000		84 000	
Tenir une session de formation par bassin pour les éleveurs	84 000		84 000	
Tenir une session de formation par bassin pour les exploitants maraîchers	84 000		84 000	
5.2. Elaborer et mettre en œuvre des programmes de résilience en faveur des communautés vulnérables au changement climatique.	880 000	80 000	80 000	0
Elaborer un programme régional de résilience en agriculture (cultures céréalières, cultures de rente et cultures potagères).	200 000			

Activité /Action/ Objectif	PQP1	PQP2	PQP3	PQP4
Elaborer un programme régional de résilience en élevage (ovins, bovins et volaille).	200 000			
Elaborer un programme régional de résilience en pêche (pêche en eaux douce, pêche maritime, collecte de fruits de mer).	200 000			
Elaborer un programme régional de résilience en horticulture (arboriculture et culture d'agrumes)	200 000			
Former des groupes cibles suivant chaque thématique (agriculture, élevage, pêche et horticulture)	80 000	80 000	80 000	
5.3. Soutenir la collaboration entre les centres de recherche agronomique des États membres et renforcer leurs capacités techniques pour l'identification et la production des semences agricole résilientes aux aléas climatiques.	810 000	820 000	820 000	625 000
Créer un réseau de partenariat entre les centres de recherche agronomiques	10 000	20 000	20 000	25 000
Elaborer des fiches techniques sur le paquet technologique de chaque variété de semences résistante aux aléas climatiques.	200 000	200 000	200 000	
Procéder à des échanges de semences de prébase et de base	200 000	200 000	200 000	200 000
Participer au financement de rencontres entre chercheurs de la même thématique	400 000	400 000	400 000	400 000
5.4. Renforcer la résilience des communautés rurales à travers la vulgarisation des variétés de semences résistantes aux aléas climatiques	1 250 000	250 000	250 000	1 250 000
Rendre disponible les semences des variétés résistantes aux aléas climatiques	250 000	250 000	250 000	250 000
Inciter des exploitants agricoles à produire les semences de variétés résistantes aux aléas climatiques	1 000 000			1 000 000
5.5. Encourager les bonnes pratiques agricoles à travers l'agriculture intelligente avec l'utilisation de nouvelles technologies et/ou agriculture durable.	740 000	480 000	680 000	480 000
Inciter les exploitants agricoles, par leurs pratiques, à réduire les émissions de gaz à effet de serre	200 000		200 000	
Identifier les bonnes pratiques agricoles applicables à travers l'agriculture intelligente et qui sont adaptées aux conditions de chaque contexte spécifique.	80 000	80 000	80 000	80 000
Elaborer des modules de formation sur les bonnes pratiques agricoles à travers l'agriculture intelligente avec l'utilisation de nouvelles technologies et/ou agriculture durable	60 000			
Soutenir les bonnes pratiques agricoles par la mise en place de champs-écoles	400 000	400 000	400 000	400 000

Activité /Action/ Objectif	PQP1	PQP2	PQP3	PQP4
5.6. Elaborer et mettre en œuvre un programme régional d'adaptation et d'atténuation au changement climatique sur la base des Contribution Déterminée au niveau National des Etats membres	808 000	600 000	600 000	600 000
Elaborer un document de synthèse des CDNs,	8 000			
Produire, sur la base de la synthèse, un programme régional d'adaptation et d'atténuation au changement climatique.	200 000			
Mettre en œuvre le programme régional d'adaptation et d'atténuation au changement climatique dans les bassins de l'espace UFM	600 000	600 000	600 000	600 000
5.7. Renforcer les capacités des services techniques en charge de la prévision hydro climatique, de la gestion des risques climatiques et des catastrophes naturelles.	1 100 000	700 000	750 000	350 000
Équiper les structures nationales en charge de la gestion des risques climatiques et des catastrophes naturelles en matériels d'alerte rapide et de gestion des victimes de sinistres naturels	400 000		400 000	
Créer des plateformes d'alerte rapide sur les prévisions de risques climatiques	50 000	50 000		
Mettre en place un réseau d'échange des données et information à l'échelle nationale et régionale	50 000	50 000	50 000	50 000
Mettre en place un réseau de partage d'information sur les processus de gestion de catastrophes naturelles (radiodiffusion, site web, réseaux sociaux, etc...)	50 000	50 000	50 000	50 000
Créer de nouveaux postes de relevés hydrométéorologiques dans les Etats membres	300 000	300 000		
Produire et disséminer/diffuser l'information climatique pour satisfaire les besoins des utilisateurs finaux	250 000	250 000	250 000	250 000
5.8. Promouvoir l'utilisation rationnelle de l'eau (utilisation & réutilisation) dans les systèmes d'irrigation et dans le processus de production industrielle et minière	5 420 000	2 500 000	5 400 000	2 500 000
Elaborer des modules de formation sur les bonnes pratiques d'irrigation dans les productions agricoles	20 000			
Mener des campagnes de sensibilisation et de formation relatives aux bonnes pratiques agricoles : Émissions radiophoniques et entretiens avec des groupes cibles	400 000		400 000	
Soutenir les bonnes pratiques d'agriculture durable : irrigation et semences d'espèces (variétés) à faible consommation d'eau et gestion rationnelle des pesticides, herbicides et fongicides	2 500 000		2 500 000	

Activité /Action/ Objectif	PQP1	PQP2	PQP3	PQP4
Soutenir la construction d'infrastructures (construction de barrages d'intérêt bilatéral ou multilatéral)	2 500 000	2 500 000	2 500 000	2 500 000
5.9. Renforcer les capacités techniques des structures nationales sur le processus d'accès et de mobilisation des fonds.	224 800	20 800	124 800	20 800
Produire la documentation relative au processus d'accès et de mobilisation des fonds verts (FEM, fonds d'adaptation, fonds carbone etc...) ainsi que d'autre mécanismes à travers les partenaires bilatéraux et multilatéraux.	100 000			
Organiser des débats avec les techniciens des services techniques nationaux sur le processus d'accès et de mobilisation des fonds verts (FEM, fonds d'adaptation, fonds carbone etc...) ainsi que d'autre mécanismes à travers les partenaires bilatéraux et multilatéraux.	20 800	20 800	20 800	20 800
Former les agents des services techniques compétents sur les procédures, les priorités et les exigences de chaque type de fonds, y compris les fonds de partenaires bilatéraux et multilatéraux	104 000		104 000	
5.10. Elaborer et mettre en œuvre des programmes pour promouvoir l'utilisation des ressources énergétique nouvelles et renouvelables pour l'atténuation et l'adaptation aux impacts du changement climatique.	750 000	250 000	250 000	250 000
Elaborer, rechercher le financement et mettre en œuvre un programme régional pour la production et l'utilisation du biogaz.	250 000	250 000		
Elaborer, rechercher le financement et mettre en œuvre un programme régional pour le captage, le stockage et l'utilisation de l'énergie solaire.	250 000		250 000	
Elaborer, rechercher le financement et mettre en œuvre un programme régional pour l'utilisation de l'énergie éolienne (zones à reliefs accidentés).	250 000			250 000
5.11. Promouvoir les infrastructures d'assainissement et d'eau potable résilientes aux risques climatiques.	1 900 000	1 900 000	1 800 000	200 000
Etablir des sites de collecte des eaux usées dans le processus de production industrielle et minière	100 000	100 000		
Construire des infrastructures d'assainissement des eaux usées	1 000 000	1 000 000	1 000 000	
Traiter les eaux usées et les injectées dans le processus de production industrielle et minière	600 000	600 000	600 000	
Effectuer un suivi régulier de la qualité de l'eau de consommation et / ou destinée aux autres besoins domestiques.	200 000	200 000	200 000	200 000

Activité /Action/ Objectif	PQP1	PQP2	PQP3	PQP4
OLTQE 6 : Les couches vulnérables notamment les femmes, les jeunes et les enfants prises en compte dans la mise en œuvre du PAS	803 000	695 000	783 000	55 000
6.1. Intégrer le genre dans la mise en œuvre du PAS pour contribuer à l'équité sociale, économique et à la gestion durable des ressources naturelles.	510 000	510 000	510 000	10 000
Intégrer le genre dans tout le processus du PAS, c'est-à-dire à chaque étape du PAS, depuis les contacts et études préalables jusqu'à l'évaluation du PAS.	5 000	5 000	5 000	5 000
Inclure et traiter les questions du genre dans les réflexions sur le développement du PAS.	5 000	5 000	5 000	5 000
Soutien financier, organisationnel et technique aux associations de femmes, aux Associations Villageoises d'Épargne et de Crédits (AVEC) et aux Associations de la Jeunesse pour améliorer leurs pratiques, diversifier leurs sources de revenus et accroître leur résilience puis leur capacités à réduire les pressions négatives sur l'environnement.	500 000	500 000	500 000	
6.2. Créer un cadre pour la participation des femmes, jeunes, enfants et autres groupes vulnérables dans la prise de décision sur la gestion des ressources du Bassin.	20 000	20 000	0	0
Créer un cadre de concertation des usagers de chacun des bassins de l'espace UFM prenant en compte les femmes, les jeunes et autres couches vulnérables.	20 000	20 000		
6.3. Promouvoir les activités génératrices de revenus au bénéfice des femmes, jeunes et autres groupes vulnérables.	273 000	165 000	273 000	45 000
Acquérir des terrains et les mettre à la disposition des groupements et associations féminines, de jeunes et autres couches vulnérables.	8 000		8 000	
Développer la maraîcher-culture, l'horticulture et la filière pêche au bénéfice des femmes, des jeunes et autres couches vulnérables et renforcer leurs rôles respectifs et les bénéfices qu'ils tirent.	30 000	30 000	30 000	30 000
Impliquer les femmes, les jeunes et autres couches vulnérables dans la transformation et le commerce des produits maraîchers, horticoles et de pêche.	15 000	15 000	15 000	15 000
Planter des unités d'énergie solaire pour le pompage des eaux souterraines et l'utilisation domestique de l'électricité produite.	100 000		100 000	
Planter des unités de production et d'utilisation du biogaz pour des ménages.	120 000	120 000	120 000	
OLTQE 7 : La coopération transfrontalière entre les Etats membres, les communautés et les autres acteurs renforcés	1 980 000	790 000	80 000	40 000
7.1. Harmoniser les lois et règlements relatifs à la gestion des ressources naturelles dans la région de l'UFM	650 000	350 000	-	-

Activité /Action/ Objectif	PQP1	PQP2	PQP3	PQP4
Procéder à la relecture et la mise à jour des lois et règlements relatifs à la gestion des ressources naturelles dans les pays membres de l'UFM.	150 000	150 000		
Etablir des règlements communs relatifs à la gestion des ressources naturelles (agriculture, pastoralisme, foresterie, ressources fauniques, eau, minerais, pêche et énergie solaire) dans les pays membres de l'UFM.	200 000	200 000		
Organiser une session de validation de la charte dans chacun des États membres.	200 000			
Organiser une session régionale d'adoption de la charte	100 000			
7.2. Finaliser le processus de création de l'Autorité de Bassin au sein de l'UFM	50 000	-	-	-
Préparer le cadre juridique et institutionnel de l'Autorité du Bassin au sein de l'UFM	50 000			
7.3. Elaborer et adopter une charte de l'eau pour tous les bassins de l'UFM	500 000	-	-	-
Préparer la charte de l'eau pour tous les bassins de l'UFM.	200 000			
Organiser une session de validation de la charte dans chacun des États membres.	200 000			
Organiser une session régionale d'adoption de la charte	100 000			
7.4. Soutenir les pays membres pour ratifier les conventions internationales sur l'eau et les mettre en œuvre	160 000	160 000	-	-
Faire un plaidoyer auprès des Exécutifs et des Législatifs des Etats membres de l'UFM pour ratifier les conventions internationales de 1992 & 1997 sur l'eau	160 000	160 000		
7.5. Appliquer les dispositions des conventions internationales sur le transport des produits toxiques (ex. convention de Bamako)	40 000	0	40 000	0
Mettre effectivement en œuvre les dispositions des conventions internationales sur le transport des produits toxiques.	40 000		40 000	
7.6. Promouvoir la gestion concertée des aires protégées entre les Etats membres à travers les accords bilatéraux/tripartites.	340 000	40 000	40 000	40 000
Elaborer des accords bilatéraux ou multilatéraux pour la gestion des aires protégées et les zones clés de biodiversité transfrontalières (les complexes forestiers du Mont Nimba, Taï-Sapo-Grabo-Krahn, Gola, Penselly-Soya-Sabouya et Outamba ainsi que Wonegisi-Ziama).	100 000			
Adopter des accords bilatéraux ou multilatéraux pour la gestion des aires protégées et les zones clés de biodiversité transfrontalières (les complexes forestiers du Mont Nimba, Taï-Sapo-Grabo-Krahn, Gola, Penselly-Soya-Sabouya et Outamba ainsi que Wonegisi-Ziama)	200 000			

Activité /Action/ Objectif	PQP1	PQP2	PQP3	PQP4
Appliquer les accords bilatéraux ou multilatéraux pour la gestion des aires protégées et les zones clés de biodiversité transfrontalières (les complexes forestiers du Mont Nimba, Taï-Sapo-Grabo-Krahn, Gola, Penselly-Soya-Sabouya et Outamba ainsi que Wonegisi-Ziama)	40 000	40 000	40 000	40 000
7.7. Etablir/Renforcer un Partenariat entre le secteur public, le privé, la société civile et les communautés locales pour la gestion durable des ressources naturelles.	240 000	240 000	-	-
Créer et organiser des structures des usagers et de gestion durable des ressources naturelles au niveau de chacun des bassins hydrographiques qui prend en compte le secteur public, le privé, la société civile et les communautés locales.	80 000	80 000		
Elaborer et adopter un accord de partenariat entre le secteur public, le privé, la société civile et les communautés locales pour la prise de décision et l'exécution des activités d'une gestion durable des ressources naturelles	160 000	160 000		
OLTQE 8: Le plastique non biodégradable est recyclé n'est plus utilisé dans l'espace UFM	685 000	680 000	400 000	230 000
8.1. Elaborer les textes réglementaires sur la production, l'importation, la commercialisation et l'utilisation des sachets plastiques non biodégradables	170 000			
Elaborer une législation commune aux Etats membres sur les SPNBD	100 000			
Elaborer les textes d'application de la loi	45 000			
Adopter la loi et ses textes d'application	25 000			
8.2. Renforcer les capacités des services techniques pour l'appropriation des textes réglementaires sur les SPNBD	130 000	130 000		130000
Mettre à la disposition des services technique d'un nombre suffisant de la loi et ses d'application	10 000	10 000	10000	10000
Tenir une session de formation par bassin pour les services techniques	120 000	120 000	120000	120000
8.3. Équiper les cadres environnementalistes de moyens de contrôle	100 000	100 000	100000	100000
Acquérir l'équipement nécessaire pour le contrôle des plastiques	80 000	80 000	80000	80000
Mettre à la disposition des services technique d'un nombre un kit de contrôle	20 000	20 000	20000	20000
8.4. Promouvoir des substituts aux plastiques	125 000	150 000	300 000	0
Subventionner les petites et moyennes entreprises pour la production de sachets biodégradables	50 000	50 000	100 000	
Supporter une production à grande échelle	75 000	100 000	200 000	
8.5. Mettre en place des unités de collecte, de transformation et de recyclage des SPNBD	160 000	300 000		

Activité /Action/ Objectif	PQP1	PQP2	PQP3	PQP4
Acquérir du matériel de collecte du plastique non biodégradable	100 000	200 000		
Mettre en place des unités de transformation	40 000	80 000		
Mettre en place des unités de recyclage des SPNBD	20 000	20 000		
OLTQE 9 O spécifique 1 : Réduire le niveau d'infestation des espèces aquatiques envahissantes à un niveau n'affectant pas négativement les écosystèmes aquatiques et les activités socioéconomiques dans les bassins de l'Union	900 000	1 125 000	650 000	50 000
9.1. Faire un état des lieux des espèces végétales aquatiques envahissantes	50 000	50 000		
Faire l'inventaire des espèces aquatiques envahissantes	50 000	50 000		
9.2. Elaborer et exécuter un programme de recherche sur les plantes aquatiques envahissantes : biologie des espèces, conditions hydro-chimiques et biologiques de leur prolifération	375 000	375 000	250 000	50 000
Elaborer un programme de recherche sur les plantes aquatiques envahissantes	125 000	125 000		
Mettre en œuvre un programme de recherche sur les plantes aquatiques envahissantes	200 000	200 000	200 000	
Diffuser les résultats de recherche sur les plantes aquatiques envahissantes	50 000	50 000	50 000	50 000
9.3. Elaborer et mettre en œuvre un programme intégré de lutte et de restauration des sites infestés par des plantes aquatiques envahissantes	275 000	500 000	250 000	-
Elaborer un programme intégré de lutte et de restauration des sites infestés	25 000	250 000		
Mettre en œuvre un programme intégré de lutte et de restauration des sites infestés par des plantes aquatiques envahissantes	250 000	250 000	250 000	
9.4. Valoriser sur le plan socioéconomique les plantes aquatiques envahissantes	200 000	200 000	150 000	
Investiguer les possibilités d'utilisation et de valorisation des plantes aquatiques envahissantes (compost, production de biogaz, transformation en tout produit d'intérêt socioéconomique).	50 000	50 000	50 000	
Elaborer une stratégie/projet/programme de collecte et de valorisation de plantes aquatiques envahissantes	100 000	100 000	100 000	
Rechercher le financement et mettre en œuvre la stratégie/projet/programme avec l'apport des communautés locales et du secteur privé.	50 000	50 000		
OLTQE 10 O spécifique 2 : L'écosystème forestier du Mont Nimba restauré et un dispositif de sa gestion mieux organisé mis en place	2 550 000	2 405 000	2 180 000	2 130 000

Activité /Action/ Objectif	PQP1	PQP2	PQP3	PQP4
10.1. Elaborer les textes du schéma d'érection en aire protégée et de classement de sites Ramsar	90 000	25 000	-	-
Elaborer un accord multilatéral pour la gestion de l'aire protégée et des sites Ramsar du Mont Nimba	25 000	25 000		
Elaborer un schéma d'érection en aire protégée et de caractérisation de sites Ramsar	15 000			
Adopter un accord multilatéral de gestion et d'érection en aires protégées de l'écosystème du Mont Nimba et de ses sites Ramsar	50 000			
10.2. Elaborer un plan d'aménagement et de gestion à réviser périodiquement par une équipe mixte Inter-Etats	1 500 000	1 500 000	1 500 000	1 500 000
Elaborer un plan d'aménagement et de gestion de l'écosystème du Mont Nimba	400 000	400 000	400 000	400 000
Adopter le plan d'aménagement	100 000	100 000	100 000	100 000
Mettre en œuvre le plan d'aménagement et de gestion	1 000 000	1 000 000	1 000 000	1 000 000
10.3. L'équipe d'aménagement et de gestion composée de représentants des Etats-partis est fonctionnelle	630 000	630 000	630 000	630 000
Mettre en place une équipe d'aménagement et de gestion de l'écosystème forestier du Mont Nimba	30 000	30 000	30 000	30 000
Doter l'équipe d'aménagement et des gestions de moyens adéquats (surveillance, restauration, sylviculture, etc)	600 000	600 000	600 000	600 000
10.4. Encadrer les activités minières pour préserver les écosystèmes forestiers d'intérêt particulier	80 000	-	-	-
Préparer un appel d'offre pour la construction de l'éco-lodge	5 000			
Financer la construction de l'éco-lodge	75 000			
10.5. Inscrire sur la liste de sites Ramsar, les zones humides ayant ou pouvant avoir une importance internationale du point de vue écologique, économique, culturel et scientifique	250 000	250 000	50 000	-
Délimiter et caractériser les zones humides potentielles	200 000	200 000		
Proposer les sites retenus avec l'accord des communautés locales à l'inscription sur la liste des sites Ramsar	50 000	50 000	50 000	
OLTQE 11 O spécifique 3 : L'écosystème forestier du complexe Tai-Grabo-Krahn-Sapo restauré et un dispositif de sa gestion mis en place	2 590 000	1 620 000	1 645 000	1 645 000

Activité /Action/ Objectif	PQP1	PQP2	PQP3	PQP4
11.1. Elaborer les textes du schéma d'érection en aire protégée et de classement de sites Ramsar	515 000	-	-	-
Délimiter le complexe forestier de Taï-Grabo-Krahn-Sapo et sa zone tampon	450 000			
Elaborer le texte d'érection en un complexe forestier d'intérêt multilatéral	15 000			
Adopter le texte de création du complexe forestier transfrontalier	50 000			
11.2. Elaborer un plan d'aménagement et de gestion à réviser périodiquement par une équipe mixte Inter-Etats	1 250 000	1 250 000	1 250 000	1 250 000
Elaborer un plan d'aménagement et de gestion (PAG) à réviser périodiquement et impliquant les communautés riveraines	400 000	400 000	400 000	400 000
Approuver chaque plan d'aménagement et de gestion	100 000	100 000	100 000	100 000
Mettre en œuvre le plan d'aménagement et de gestion	750 000	750 000	750 000	750 000
11.3. L'équipe d'aménagement et de gestion composée de représentants des Etats-partis est fonctionnelle	495 000	120 000	395 000	395 000
Mettre en place une équipe mixte constituée d'un nombre suffisant de représentants des Etats riverains de l'écosystème forestier	20 000	20 000	20 000	20 000
Doter l'équipe de moyens logistiques, technique et financiers conséquents	375 000		375 000	375 000
Etablir une base-vie dans le complexe forestier	40 000	40 000		
Mettre en place des miradors de surveillance	60 000	60 000		
11.4. Encadrer les activités minières pour préserver les écosystèmes forestiers d'intérêt particulier	80 000	-	-	-
Préparer un appel d'offre pour la construction de l'éco-lodge	5 000			
Financer la construction de l'éco-lodge	75 000			
11.5. Inscrire sur la liste de sites Ramsar, les zones humides ayant ou pouvant avoir une importance internationale du point de vue écologique, économique, culturel et scientifique	250 000	250 000	-	-
Délimiter et caractériser les zones humides potentielles	200 000	200 000		
Proposer les sites retenus avec l'accord des communautés locales à l'inscription sur la liste des sites Ramsar	50 000	50 000		
OLTQE 12 O. spécifique 4 : L'écosystème forestier du complexe Gola restauré et un dispositif de sa gestion mis en place	1 570 000	1 490 000	950 000	1 240 000

Activité /Action/ Objectif	PQP1	PQP2	PQP3	PQP4
12.1. Elaborer les textes du schéma d'érection en aire protégée et de classement de sites Ramsar	850 000	850 000	850 000	850 000
Elaborer un plan d'aménagement et de gestion (PAG) à réviser périodiquement et impliquant les communautés riveraines	250 000	250 000	250 000	250 000
Approuver chaque plan d'aménagement et de gestion	100 000	100 000	100 000	100 000
Mettre en œuvre le plan d'aménagement et de gestion	500 000	500 000	500 000	500 000
12.2. L'équipe d'aménagement et de gestion composée de représentants des Etats-partis est fonctionnelle	470 000	470 000	80 000	370 000
Mettre en place une équipe mixte constituée d'un nombre suffisant de représentants des Etats riverains de l'écosystème forestier	20 000	20 000	20 000	20 000
Doter l'équipe de moyens logistiques, technique et financiers conséquents	350 000	350 000		350 000
Etablir une base-vie dans le complexe forestier de Gola	40 000	40 000		
Mettre en place des miradors de surveillance	60 000	60 000	60 000	
12.3. Encadrer les activités minières pour préserver les écosystèmes forestiers d'intérêt particulier	80 000	-	-	-
Préparer un appel d'offre pour la construction de l'éco-lodge	5 000			
Financer la construction de l'éco-lodge	75 000			
12.4. Inscrire sur la liste de sites Ramsar, les zones humides ayant ou pouvant avoir une importance internationale du point de vue écologique, économique, culturel et scientifique	170 000	170 000	20 000	20 000
Mettre en place une unité de coordination pour l'identification de zones humides pouvant être classées en site Ramsar	20 000	20 000	20 000	20 000
Caractériser les zones humides d'intérêts potentiels	120 000	120 000		
Soumettre les dossiers d'inscription au Secrétariat de la convention de Ramsar	30 000	30 000		
OLTQE 13 O spécifique 5 : Les mangroves des écosystèmes estuariens restaurés et un dispositif de leur gestion mis en place	1 445 000	1 350 000	1 170 000	1 170 000
13.1. Elaborer les textes du schéma d'érection en aire protégée, sites Ramsar et d'aménagement	65 000	50 000	-	-
Elaborer les textes d'érection des mangroves des écosystèmes estuariens en aire protégée et ses sites Ramsar	15 000			

Activité /Action/ Objectif	PQP1	PQP2	PQP3	PQP4
Approuver le texte d'érection des mangroves des écosystèmes estuariens en aire protégée et en sites Ramsar	50 000	50 000		
13.2.Elaborer et mettre en œuvre un plan d'aménagement et de gestion de chacune des mangroves	850 000	850 000	850 000	850 000
Elaborer un plan d'aménagement et de gestion (PAG) à réviser périodiquement et impliquant les communautés riveraines	250 000	250 000	250 000	250 000
Approuver chaque plan d'aménagement et de gestion	100 000	100 000	100 000	100 000
Mettre en œuvre le plan d'aménagement et de gestion	500 000	500 000	500 000	500 000
13.3. Mettre en place une unité opérationnelle composée de représentants des Etats riverains	320 000	320 000	320 000	320 000
Mettre en place une unité bilatérale	20 000	20 000	20 000	20 000
Doter l'unité de moyens suffisants pour restaurer et gérer durablement une mangrove des systèmes estuariens	300 000	300 000	300 000	300 000
13.4. Encadrer les activités minières en préservant les aires protégées, les forêts primaires et écosystèmes forestiers d'intérêt particulier	80 000	-	-	-
Préparer un appel d'offre pour la construction de l'éco-lodge	5 000			
Financer la construction de l'éco-lodge	75 000			
13.5. Inscrire sur la liste de sites Ramsar, les zones humides ayant ou pouvant avoir une importance internationale du point de vue écologique, économique, culturel et scientifique	130 000	130 000	-	-
Mettre en place une unité de coordination pour l'identification de zones humides pouvant être classées en site Ramsar	30 000	30 000		
Caractériser les zones humides d'intérêts potentiels	80 000	80 000		
Soumettre les dossiers d'inscription au Secrétariat de la convention de Ramsar	20 000	20 000		
OLTQE 14 0. spécifique 6 : L'écosystème forestier des parcs nationaux de Penselly-Soya-Sabouya et Outamba restauré et un dispositif de sa gestion mis en place	2 645 000	2645000		
14.1. Elaborer les textes du schéma d'érection en aire protégée et de classement de sites Ramsar	515 000	515000		
Délimiter le complexe forestier des parcs nationaux Penselly-Soya-Sabouya et Outamba et leurs zones tampons	450 000	450000		
Elaborer le texte d'érection en un complexe forestier d'intérêt multilatéral	15 000	15000		

Activité /Action/ Objectif	PQP1	PQP2	PQP3	PQP4
Adopter le texte de création du complexe forestier transfrontalier	50 000	50000		
14.2. Elaborer un plan d'aménagement et de gestion à réviser périodiquement par une équipe mixte Inter-Etats	1 250 000	1250000		
Elaborer un plan d'aménagement et de gestion (PAG) à réviser périodiquement et impliquant les communautés riveraines	400 000	400000		
Approuver chaque plan d'aménagement et de gestion	100 000	100000		
Mettre en œuvre le plan d'aménagement et de gestion	750 000	750000		
14.3. L'équipe d'aménagement et de gestion composée de représentants des Etats-partis est fonctionnelle	495 000	495000		
Mettre en place une équipe mixte constituée d'un nombre suffisant de représentants des Etats riverains de l'écosystème forestier	20 000	20000		
Doter l'équipe de moyens logistiques, technique et financiers conséquents	375 000	375000		
Etablir une base-vie dans le complexe forestier	40 000	40000		
Mettre en place des miradors de surveillance	60 000	60000		
14.4. Encadrer les activités minières pour préserver les écosystèmes forestiers d'intérêt particulier	135 000	135000		
Surveiller la coupe de bois dans les exploitations minières	60 000	60000		
Financer la construction de l'éco-lodge	75 000	75000		
14.5. Inscrire sur la liste de sites Ramsar, les zones humides ayant ou pouvant avoir une importance internationale du point de vue écologique, économique, culturel et scientifique	250 000	250000		
Délimiter et caractériser les zones humides potentielles	200 000	200000		
Proposer les sites retenus avec l'accord des communautés locales à l'inscription sur la liste des sites Ramsar	50 000	50000		
OLTQE 15 O. spécifique 7 : L'écosystème forestier des forêts de Wonegisi-Ziama restauré et un dispositif de sa gestion mis en place	2 645 000	2645000		
15.1. Elaborer les textes du schéma d'érection en aire protégée et de classement de sites Ramsar	515 000	515000		
Délimiter le complexe forestier des forêts de Wonegisi-Ziama et leurs zones tampons	450 000	450000		
Elaborer le texte d'érection en un complexe forestier d'intérêt multilatéral	15 000	15000		
Adopter le texte de création du complexe forestier transfrontalier	50 000	50000		

Activité /Action/ Objectif	PQP1	PQP2	PQP3	PQP4
15.2. Elaborer un plan d'aménagement et de gestion à réviser périodiquement par une équipe mixte Inter-Etats	1 250 000	1250000		
Elaborer un plan d'aménagement et de gestion (PAG) à réviser périodiquement et impliquant les communautés riveraines	400 000	400000		
Approuver chaque plan d'aménagement et de gestion	100 000	100000		
Mettre en œuvre le plan d'aménagement et de gestion	750 000	750000		
15.3. L'équipe d'aménagement et de gestion composée de représentants des Etats-partis est fonctionnelle	495 000	495000		
Mettre en place une équipe mixte constituée d'un nombre suffisant de représentants des Etats riverains de l'écosystème forestier	20 000	20000		
Doter l'équipe de moyens logistiques, technique et financiers conséquents	375 000	375000		
Etablir une base-vie dans le complexe forestier	40 000	40000		
Mettre en place des miradors de surveillance	60 000	60000		
15.4. Encadrer les activités minières pour préserver les écosystèmes forestiers d'intérêt particulier	135 000	135000		
Surveiller la coupe de bois dans les exploitations minières	60 000	60000		
Financer la construction de l'éco-lodge	75 000	75000		
15.5. Inscrire sur la liste de sites Ramsar, les zones humides ayant ou pouvant avoir une importance internationale du point de vue écologique, économique, culturel et scientifique	250 000	250000		
Délimiter et caractériser les zones humides potentielles	200 000	200000		
Proposer les sites retenus avec l'accord des communautés locales à l'inscription sur la liste des sites Ramsar	50 000	50000		
Totaux	51 538 300	37 151 633	35 326 967	22 087 633
Total Général	146 051 200			

Annex A: Principaux Contributeurs au Programme d'Action Stratégique

Secrétaire Générale – Union du Fleuve Mano

Amb. Madam Maria G. HARRISON

Secrétaire Générale

L'Union du Fleuve Mano

Fudia Terrace, 32s Spur Loop, Wilberforce

Freetown - Sierra Leone

Superviseur du Projet FEM – MANO

Dr. Abubakarr **TARAWALIE**

Secrétaire Général Adjoint

Développement Economique et L'Intégration Régionale

Union du Fleuve Mano

Fudia Terrace, 32s Spur Loop, Wilberforce

Freetown - Sierra Leone

Unité Régionale de Coordination du Project FEM – Mano

M. Abdoulaye DOUMBIA - Coordinateur Régional

M. Leo S. **WILSON** – Comptable

M. Patrick **MASUBA** – Spécialiste - Suivi et Evaluation

M. Gnapi Florent **RABE** – Spécialiste en Communication

Consultant International de L'ADT

Dr Madiodio **NAISSE** - Leader

Expert Eau, Foncier, Environnement

B.P. 197 Ngaparou

Département de Mbour, Sénégal

M. **KOUADIO** François – Consultant

Mr. Olumide **AKINSOLA** – Consultant Régional

Mrs Ranita A S **KOROMA** - Consultante en genre

Consultants Régional / International du PAS

Mr. Tiega ANADA

Climate Change Mitigation and Adaptation Specialist

Allee Louis-Cristin 2 CH1196 Gland Switzerland.

Dr. Lambert Georges OUEDRAOGO

03 BP 7154 Ouagadougou Burkina Faso

Directeur Agence Nationale d'Exécution du Projet - Côte d'Ivoire

Prof **KOUAME** K Fernand

Directeur – Agence National d'Exécution

Côte d'Ivoire

Unité de Coordination Nationale du Projet FEM -Mano - Côte d'Ivoire

M. Bassalia **TOURE** – Coordinateur National

M. Firmin **YAO** – Comptable

Président de l'Equipe Consultative Nationale - Côte d'Ivoire

M. Hilaire N'touvi DOFFOU

Chef de projet de Sauvegarde et de valorisation de la baie de Cocody et de la lagune Ebrié ; Secrétariat Général de la Présidence de la République de Côte d'Ivoire.

Président – Comité Technique Multisectoriel du projet FEM - Mano - Côte d'Ivoire

Colonel Célestin Yapo **ADOMPO**

Office Ivoirien des Parcs et Réserves (OIPR), Ministère de l'Environnement, du Développement Durable et de la Transition Ecologique – République de Côte d'Ivoire.

Point Focal – FEM Côte d'Ivoire

Madame Alimata **KONE**

Agence Nationale d'Exécution du Projet FEM – Mano - Guinée

M. Jacob Tanou **BEAVOGUI**

Directeur Général du Centre Forestier de N'Zérékoré

République de Guinée

Unité de Coordination Nationale du Projet FEM – Mano – Guinée

M. Nicolas **DELAMOU**, Coordinateur National

M. Gondo **GBANYANGBE**, Assistant Technique

M. Cece Papa **CONDE**, Assistant Technique

M. Abu Bakarr Bouba **BALDE** – Comptable

Président – Comité Technique Multisectoriel du Projet FEM – Mano - Guinée

M. Nyankoye Henry **LOUA**

Directrice Adjointe de l'Office Guinéenne des Parcs Nationaux et des Reserves de Faune – République de Guinée

Madame Watta **CAMARA**

Agence Nationale d'Exécution du Projet FEM – Mano - Libéria

Mr C. Mike **DORYEN**

Directeur Général

Forestry Development Authority

Monrovia, République du Libéria

Point Focal - Membre Statutaire – Comité Régional de Pilotage - Libéria

Mr. Joseph J. **TALLY**

Deputy Manager Operations.

Forestry Development Authority

Monrovia, République du Libéria

Unité de Coordination du Projet FEM – Mano Libéria

M. William **PEWU** – Coordinateur National,

M. Augustine Saah **KORSOR** – Assistant Technique

M. Daoda Socrates **CARLON** – Assistant Technique

Ms. Tanneh **HARMON** - Comptable

Président – Comité Technique Multisectoriel du Projet FEM – Mano - Liberia

Mr. Halala **KOKULO**

Director for Water and Environment

Ministry of Agriculture

Monrovia, Liberia

Agence Nationale d'Exécution du Projet FEM - Mano – Sierra Leone

Mr. Joseph Ranto **MUSA**

Directeur Général

National Protection Area Authority (NPAA)

Freetown – Sierra Leone

Unité de Coordination du Projet FEM – Mano – Sierra Leone

Ms Olaimatu Sadia **KARIM** – Coordinatrice Nationale,

M. Abdulai **BARRIE** - Assistant Technique

M. Musa **KABBA** – Assistant Technique – Junior

Ms Veronica **CONTEH** - Comptable

Président - Comité Technique Multisectiriel du Projet FEM – Mano - Sierra Leone

M. Mohamed Sahr Egbenda **JUANAH**

Directeur - Hydrological Services

National Water Resources Management Authority – Sierra Leone

Point Focal National FEM - Sierra Leone

Mr. Sheku M. **KANNEH** – Point Focal National FEM – Sierra Leone

Directeur – Environment Protection Agency

Freetown – Sierra Leone